

7. 9. 202

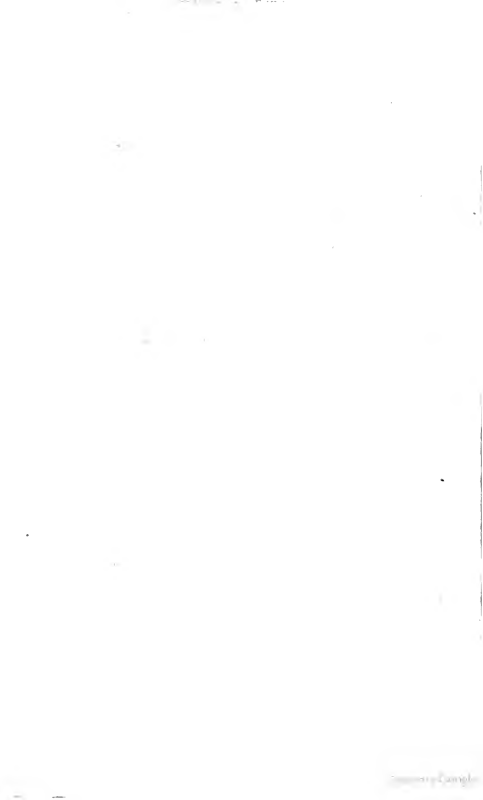
7 * L 5. 202



L'ÉCONOMIE POLITIQUE

EN

VINGT-DEUX CONVERSATIONS.



L'ÉCONOMIE POLITIQUE

EN

VINGT-DEUX CONVERSATIONS,

PAR M^{me} MARCET.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.

SUIVI DE NOTIONS DE JOHN HOPKINS, SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

TRADUIT PAR M^{lle} CAROLINE CHERBULIEZ.

TROISIÈME ÉDITION.

BRUXELLES,

ÉTABLISSEMENT ENCYCLOGRAPHIQUE, FAUBOURG DE FLANDRE, N° 14.

—
1837.

PRÉFACE DE L'AUTEUR.

En offrant au public ce petit ouvrage, dans lequel on a tenté de mettre à la portée des jeunes personnes une science qu'aucun écrivain anglais n'a encore présentée sous une forme aisée et familière, l'auteur est loin d'inférer du succès inattendu d'un précédent ouvrage élémentaire sur la chimie, que sa tentative actuelle doive être accueillie avec la même faveur. L'économie politique, bien que liée immédiatement avec le bonheur et le perfectionnement du genre humain, bien qu'elle soit l'objet de tant de discussions et de recherches parmi les hommes instruits, n'est pas devenue encore une science populaire, et n'est pas généralement envisagée comme une étude essentielle à l'éducation de la jeunesse. Il résulte de là que cet écrit, indépendamment de tous ses défauts, aura contre lui la nouveauté du sujet, pour les jeunes gens des deux sexes, à qui il est particulièrement destiné. Si cependant on trouve qu'il est utile, et si les doctrines qu'il renferme paraissent saines et assez bien expliquées, l'auteur se flatte que cet essai ne sera pas jugé trop sévèrement. Elle espère qu'on se rappellera, qu'en en formant le plan, elle a été obligée de se frayer seule en grande partie la route qu'elle voulait suivre; et que, pour exposer son sujet sous une forme élémentaire, elle n'a eu presque d'autre guide que le souvenir de ce qu'elle avait elle-même éprouvé en commençant cette


étude, quoique dans la suite elle ait tiré beaucoup de secours de la complaisance de quelques amis, qui ont revu son travail à mesure qu'il avançait.

Quant aux principes et aux matériaux de l'ouvrage, il est si facile de voir qu'ils ont été puisés dans les écrits des grands maîtres qui ont traité le même sujet, et plus particulièrement dans ceux du dr. Adam Smith, de M. Malthus, de M. Say et de M. Sismondi, que l'auteur n'a pas jugé nécessaire de rappeler sans cesse ses autorités et de charger ses pages de citations.

Ceux pour qui le sujet n'est pas neuf s'apercevront bientôt, que quelques-unes des questions les plus difficiles et les plus controversées de l'économie politique ont été entièrement omises; et que d'autres ont été simplement exposées et discutées, sans être terminées par une conclusion positive. Ce défaut est la suite inévitable, non-seulement des connaissances limitées de l'auteur, mais aussi de la difficulté réelle de la science. En général cependant, quand la vérité d'une opinion a paru à l'auteur bien établie, elle l'a soutenue consciencieusement, sans trop de prudence ou de réserve, et par le seul désir de répandre d'autres vérités.

Les conseils de l'auteur ont élevé souvent du doute sur la convenance de conserver dans cet essai la forme de dialogue, adoptée dans les *Conversations sur la chimie*. En dernier résultat, l'auteur a cru devoir la conserver, non qu'elle ait eu beaucoup en vue de donner à son élève un caractère parfaitement soutenu, une intelligence toujours uniforme; ce soin aurait souvent pu nuire au développement du sujet; mais cette forme lui donnait occasion d'introduire des objections, de placer sous divers aspects des questions et des réponses, telles qu'elles s'étaient présentées à elle-même, ce qui aurait paru déplacé dans une composition didactique. On remarquera, en conséquence, que la forme du dialogue n'est pas introduite ici uniquement pour diviser le sujet par une suite de questions et de réponses, comme cela se pratique dans les livres destinés aux

écoles ; mais qu'en général les questions servent à amener certaines remarques collatérales , qui contribuent à jeter du jour sur le sujet ; et qu'au fait elles sont telles qu'elles se présenteraient probablement à l'esprit d'une personne jeune et intelligente , flottant entre les premiers mouvements du cœur et les progrès de la raison, et naturellement imbue de tous les préjugés et les sentiments populaires , qui se lient à une bienveillance irréfléchie.



CONVERSATION I.

INTRODUCTION.

Erreurs provenant de l'ignorance totale de l'économie politique. — Avantages qui résultent de la connaissance des principes de cette science. — Difficultés à surmonter dans cette étude.

MADAME B.

Nous jugeons si différemment le passage dont vous m'avez parlé ce matin, que je ne peux m'empêcher de soupçonner dans cette citation quelque inexactitude.

CAROLINE.

Permettez que je vous en fasse lecture. C'est immédiatement après le retour de Télémaque à Salente, quand il exprime son étonnement du changement qui s'est opéré depuis son départ de cette ville. « Est-il arrivé, dit-il, quelque calamité à Salente pendant mon absence? D'où vient qu'on n'y remarque plus cette magnificence qui éclatait partout avant mon départ? Je ne vois plus ni or, ni argent, ni pierres précieuses; les habits sont simples; les bâtiments qu'on fait sont moins vastes et moins ornés; les arts languissent, la ville est devenue une solitude. — Mentor lui répondit en souriant: Avez-vous remarqué l'état de la campagne autour de la ville? — Oui, reprit Télémaque; j'ai vu partout le labourage en honneur et les champs défrichés. Lequel vaut mieux, ajouta Mentor, ou une ville superbe en marbre, en or et en argent, avec une campagne négligée et stérile, ou une campagne cultivée et fertile avec une ville médiocre et modeste dans ses mœurs? Une grande ville fort peuplée d'artisans occupés à amollir les mœurs par les délices de la vie, quand elle est entourée d'un royaume pauvre et mal cultivé, ressemble à un monstre dont la tête est d'une grosseur énorme, et dont tout le corps exténué et privé de nourriture n'a aucune proportion avec cette tête. C'est le nombre du peuple, et l'a-

bondance des aliments, qui font la vraie force et la vraie richesse d'un royaume. Idoménée a maintenant un peuple innombrable et infatigable dans le travail, qui remplit toute l'étendue de son pays : tout son pays n'est plus qu'une seule ville ; Salente n'en est que le centre. Nous avons transporté de la ville dans la campagne les hommes qui manquaient à la campagne et qui étaient superflus dans la ville. »

Hé bien, dois-je continuer, ou en ai-je lu assez pour vous faire convenir que Mentor a raison ?

MADAME E.

Je persiste dans mon opinion ; car bien qu'il y ait dans ce passage des remarques fort justes, le principe général sur lequel elles y sont fondées, savoir que la ville et la campagne prospèrent aux dépens l'une de l'autre, est, à mon avis, tout à fait faux. Je suis convaincue au contraire que les villes florissantes fécondent les campagnes qui les entourent. Voyez-vous quelque défaut de culture dans le voisinage de Londres ? Ou pourriez-vous me citer aucun pays florissant qui n'abonde pas en villes riches et populeuses ? D'un autre côté, qu'y a-t-il de plus commun que de voir autour des villes déchues, une campagne déserte et mal cultivée ? La pourpre et l'or de Tyr, au temps de la prospérité des Phéniciens, loin de priver la campagne de ses ouvriers, forçaient cette nation à fonder des colonies dans des pays nouveaux, pour y envoyer leur population excédante.

CAROLINE.

C'est remonter bien haut pour donner un exemple.

MADAME E.

Si vous voulez redescendre à des temps plus rapprochés, comparez l'ancien état florissant de la Phénicie, avec sa misère actuelle, que Volney a peinte avec tant de vérité dans ses voyages.

CAROLINE.

Cette misère n'est-elle pas l'effet des révolutions violentes, qui, pendant une suite de siècles, ont ruiné ces malheureuses contrées ; et n'est-elle pas maintenue par la détectable politique de ses dominateurs actuels ? Mais dans l'ordre naturel des choses, lorsque rien ne vient le troubler, n'est-il pas évident que plus il y aura d'ouvriers que le Souverain contraindra, à l'exemple d'Idoménée, de quitter

la ville pour travailler aux champs, et mieux le pays sera cultivé?

MADAME B.

Je ne le pense pas; je crois, au contraire, que les gens, qui seraient contraints de la sorte à quitter la ville, ne trouveraient aux champs point d'ouvrage à faire.

CAROLINE.

Et pourquoi?

MADAME B.

Parce qu'il y aurait déjà dans les campagnes autant d'ouvriers qu'elles peuvent en employer.

CAROLINE.

Peut-être en Angleterre; mais en serait-il de même dans des pays mal cultivés?

MADAME B.

Je crois qu'oui.

CAROLINE.

Entendez-vous dire que, si un pays actuellement mal cultivé était pourvu d'un plus grand nombre d'ouvriers, il ne serait pas mis en meilleur état? Vous avouerez au moins que cela demande explication.

MADAME B.

Sans doute, et plus peut-être que vous ne pensez; car vous ne pouvez bien résoudre cette question, qu'en commençant par acquérir quelque connaissance des principes de l'économie politique.

CAROLINE.

J'en suis bien fâchée; car je dois vous avouer que j'ai pour cette science une sorte d'antipathie.

MADAME B.

Êtes-vous sûre que vous entendez ce que signifie le mot d'économie politique?

CAROLINE.

Je crois qu'oui, car c'est un sujet de conversation bien fréquent chez mon père, et, à mon avis, le moins intéressant de tous. Il

s'agit de douanes, de commerce, de taxes, de gratifications, de contrebande, de papier-monnaie, du comité sur les lingots, etc., dont en vérité je ne peux pas entendre parler sans bâiller. Et puis, ce sont de continuelles citations d'Adam Smith, dont le nom est prononcé avec tant de respect, ou plutôt de vénération religieuse, que je fus tentée un jour de jeter les yeux sur son ouvrage, pour acquérir quelque instruction sur ce qui a rapport aux grains. Mais je n'y vis qu'accapareurs, regratiers, droits, draubaeks, prix limités, et je fus tellement offusquée de ce jargon inintelligible, qu'après avoir parcouru quelques pages, je jetai le livre de désespoir, et je résolus de manger mon pain dans mon humble ignorance. Ainsi si la question de la ville et de la campagne touche à l'économie politique, je crois que je dois m'en tenir à céder sans comprendre.

MADAME B.

Fort bien, puisque vous voulez rester dans votre ignorance, il faut au moins prendre votre parti de ne point parler d'économie politique, car cela ne pourrait servir à rien.

CAROLINE.

Oh! pour cela, je n'aurai point d'effort à faire. Je voudrais être aussi sûre de ne point entendre parler d'économie politique, que je le suis de n'en point parler moi-même.

MADAME B.

Vous souvenez-vous d'avoir ri de bon cœur de ce pauvre M. Jourdain, dans le Bourgeois gentilhomme qui avait, toute sa vie, fait de la prose sans le savoir? — Hé bien, ma chère amie, vous parlez souvent économie politique, sans vous en douter. Il n'y a que peu de jours que je vous entendais trancher la question de la rareté du blé; il est vrai que votre arrêt était bien d'accord avec l'aveu de votre ignorance.

CAROLINE.

Certes je n'ai fait que répéter ce que j'ai entendu dire à des personnes de beaucoup de sens, que les fermiers avaient du blé en quantité; que si on les forçait à le porter au marché, il n'y aurait point de rareté; et qu'ils le renfermaient par des vues in-

téressées dans le but d'en hausser le prix. Assurément il n'y a pas besoin d'étudier l'économie politique, pour parler sur un sujet si commun, et qui touche de si près à nos premiers besoins.

MADAME B.

Précisément parce que ce sujet est d'un intérêt si général, il est devenu une des branches les plus importantes de l'économie politique. Malheureusement pour votre résolution, cette science a tant de ramifications, qu'elle est rarement étrangère à la conversation sérieuse. Hier encore vous accusiez les manufacturiers de Birmingham d'injustice et de cruauté envers leurs ouvriers; vous disiez que le taux des salaires devrait être réglé par la loi et proportionné au prix des vivres, de manière que les pauvres ne pâtissent pas du renchérissement du pain. Je voyais très-bien qu'en prononçant ce jugement, vous pensiez avoir fait un petit discours fort raisonnable.

CAROLINE.

Et me serais-je trompée? Vous commencez à exciter ma curiosité, madame B.; croyez-vous donc que je puisse être en effet tentée d'entreprendre une telle étude?

MADAME B.

Je ne sais; mais ce que je sais bien, c'est qu'il y a nombre de sujets de conversation, auxquels vous ne pouvez prendre part, si cette science vous est tout à fait étrangère; c'est ce dont je puis vous convaincre: j'ajoute que votre ignorance à cet égard sera nécessairement sujette à se trahir, quelque soin que vous preniez de la cacher, et qu'elle pourra souvent vous exposer au ridicule. Pendant les émeutes de Nottingham, je me souviens de vous avoir entendue condamner l'invention des machines, qui, en abrégeant le travail, ôtent l'ouvrage à un grand nombre d'ouvriers. Votre opinion à cet égard était fondée sur des principes de bienveillance erronés. En un mot, ma chère Caroline, il y a tant de sujets liés de près ou de loin à l'économie politique, que si vous persévérez dans votre résolution, vous pouvez presque vous regarder comme condamnée à un silence perpétuel.

CAROLINE.

Je pourrais tout au moins parler de toilette, d'amusements,

et d'autres objets de ce genre dont on cause entre femmes.

MADAME B.

J'ai vu l'ignorance de l'économie politique se déceler, même dans des conversations relatives à la toilette. « Quel dommage, disait une femme, que les dentelles de France soient si chères; pour moi, je ne me fais aucun scrupule d'en introduire en contrebande, c'est vraiment un plaisir de frauder la douane. » Une autre s'étonnait qu'on pût si aisément mettre sa conscience en repos sur la contrebande; suivant elle, les dentelles, les soies de France, et en général toutes les marchandises françaises devraient être absolument prohibées; elle était, disait-elle, déterminée à ne jamais rien porter qui fût de fabrique étrangère, quelque beau qu'en fût l'ouvrage; c'était à ses yeux une honte d'encourager les manufactures au dehors, tandis qu'au dedans les ouvriers mouraient de faim.

CAROLINE.

Que pouvez-vous trouver à redire à cette manière de penser? Elle me semble pleine d'humanité et de patriotisme.

MADAME B.

Je ne mets pas en doute la bienveillance dont cette dame était animée, mais lorsque le sentiment n'est pas dirigé par les lumières et réglé par la raison, les meilleures intentions sont souvent frustrées. L'économie politique se lie intimement avec les événements journaliers de la vie; elle diffère essentiellement à cet égard de la chimie, de l'astronomie, de l'électricité; si l'on commet quelque erreur dans ces dernières sciences, elles ont rarement un effet sensible sur notre conduite, tandis que l'ignorance de la première peut nous jeter dans des erreurs pratiques très-fâcheuses.

Il y a peu d'histoires, peu de relations de voyages, où l'on ne trouve des faits et des opinions, qu'on ne peut bien entendre et apprécier sans quelque connaissance préalable des principes de l'économie politique: et si l'auteur lui-même manque de cette connaissance, on est continuellement exposé à adopter ses erreurs. C'est ce qui vous est arrivé en lisant *Télémaque*. On découvre l'ignorance des principes de l'économie politique dans quelques-uns de nos écrivains les plus sensés et les plus élégants; surtout parmi les poëtes. Ce beau poëme de Goldsmith, *le Village abandonné*

donné, est tout plein d'erreurs de ce genre; et ces erreurs sont d'autant plus dangereuses pour ceux qui ne sont pas instruits en cette matière, que le poëme est plus généralement lu et admiré.

CAROLINE.

J'aurais presque regret d'apprendre quelque chose qui rabaisât ce poëme dans mon estime.

MADAME B.

Le mérite de l'ouvrage, sous le point de vue poétique, fait aisément excuser quelques erreurs relatives à la science. La vérité, comme vous savez, n'est pas essentielle à la beauté poétique; mais il est toujours essentiel de savoir distinguer entre la vérité et la fiction.

CAROLINE.

Fort bien, madame B., mais après tout, l'ignorance de l'économie politique est chez les femmes un défaut supportable. C'est l'affaire du gouvernement de réformer les erreurs et les préjugés qui ont rapport à cette science; et puisque probablement nous ne serons pas appelées à nous placer au rang des législateurs, n'est-il pas tout aussi bien pour nous de rester dans une heureuse ignorance des maux auxquels nous n'aurons point le pouvoir de porter remède?

MADAME B.

Quand on plaide en faveur de l'ignorance, il y a lieu de présumer que l'on soutient une mauvaise cause. Si la connaissance des principes de l'économie politique était un peu plus répandue parmi les femmes, et si elle les empêchait de propager des erreurs que cette science peut seule dissiper, il en résulterait quelques avantages qui ne sont point à mépriser. L'enfance se passe à acquérir des idées; l'adolescence, à les soumettre à l'examen et à rejeter celles que l'on juge fausses; combien ce dernier travail serait facilité, si l'on diminuait le nombre des erreurs de l'enfance et que l'on s'appliquât à n'inculquer à cet âge que des vérités.

CAROLINE.

Vous ne voudriez pas cependant enseigner l'économie politique aux enfants?

MADAME B.

Je voudrais que les mères fussent assez capables de l'enseigner , pour que leurs enfants n'eussent rien à désapprendre. Si elles donnaient des leçons d'économie politique, comme mademoiselle Edgeworth dans son *Histoire du Verger*, personne ne croirait qu'elles fussent au-dessus de la portée d'un enfant.

CAROLINE.

Je croyais me rappeler très-bien cette histoire; mais j'o n'ai pas le souvenir d'un seul mot qui s'y rapporte à l'économie politique.

MADAME B.

L'auteur a judicieusement évité de nommer cette science; mais ce petit conte contient une exposition aussi simple que belle de la division du travail, dont vous apprécieriez mieux le mérite si vous en connaissiez l'application à l'économie politique. Vous permettriez aussi, je pense, que l'on contât aux enfants l'histoire du roi Midas, dont l'attouchement convertissait tout en or.

CAROLINE.

Est-ce aussi là une leçon d'économie politique? Je crois, madame B., que vous avez l'art de convertir en économie politique tout ce que vous touchez.

MADAME B.

Ce n'est pas l'art, mais la nature même des choses, qui opère ce prodige. L'histoire du roi Midas fait voir que l'or ne constitue pas la richesse; et qu'il n'a de prix, qu'en tant qu'il est en juste rapport avec les productions de la terre qui sont plus immédiatement utiles.

CAROLINE.

Mais les enfants n'en seront pas plus savants pour avoir appris ces histoires, à moins qu'on ne leur explique comment elles se lient à l'économie politique. Il faut qu'on leur donne la morale de la fable.

MADAME B.

La morale est la seule partie d'une fable que les enfants ne lisent jamais; et en cela ils font fort bien, car un principe énoncé d'une

manière abstraite est hors de la portée de leur intelligence. L'enfance est le temps de semer, il ne faut pas forcer la récolte ; mais bien attendre la saison convenable, pour qu'elle soit abondante et à son point de maturité.

CAROLINE.

Hé bien, ma chère madame B., que dois-je faire ? Vous savez que j'aime l'instruction, et que je ne redoute pas l'application qu'elle exige. Vous pouvez vous souvenir du plaisir que je pris à l'étude de la chimie. Si je croyais que celle de l'économie politique fût aussi intéressante, sans être plus difficile, je vous prierais de me mettre sur la voie. Donne-t-on des cours sur ce sujet, ou peut-on prendre des leçons de quelque maître ? Car s'il s'agit de l'étudier dans les livres des savants, je suis rebutée par l'appareil des termes scientifiques. Quand le langage est aussi neuf que le sujet, on a trop d'obstacles à surmonter en commençant.

MADAME B.

La langue d'une science en est souvent la partie la plus difficile ; mais dans l'économie politique, il y a peu de termes techniques, et vous les entendrez aisément. Vous avez même déjà un certain fonds de connaissances acquises sur ce sujet ; mais ce sont des notions confuses et irrégulières ; c'est un mélange d'erreurs et de vérités, tel que votre tâche sera moins d'acquiescer de nouvelles idées, que de choisir, de diviser, et d'ordonner celles que vous avez déjà. Je ne peux vous indiquer un maître ; il n'y en a point ; peut-être parce qu'il n'y a point d'élèves. Ceux qui veulent étudier l'économie politique, lisent les livres écrits sur ce sujet, en particulier l'ouvrage d'Adam Smith. On a donné quelquefois des cours d'économie politique dans quelques universités, entr'autres à Édimbourg ; et il y a, en conséquence, plusieurs étudiants versés dans cette science, parce qu'ils s'en sont occupés à l'âge où l'esprit est encore libre de préjugés.

CAROLINE.

Mais enfin que puis-je donc faire ? Je ne peux pas suivre les cours dont vous parlez ; et je crains bien de n'avoir jamais le courage de lire des traités qui m'ont paru si difficiles.

MADAME B.

Je pourrai, j'espère, vous aplanir le chemin. J'ai eu le bonheur de passer une grande partie de ma vie dans une société où cette science était un sujet fréquent de discussion; l'intérêt que j'y prenais m'a engagée à l'étudier dans les ouvrages les plus estimés; mais je dois vous avouer ingénument que je n'ai pas commencé cette étude en ouvrant ces ouvrages au hasard, ou en consultant Adam Smith sur quelque point isolé, avant d'avoir examiné son plan, ou avant d'avoir compris l'objet que ces écrivains avaient en vue. Je savais que pour apprendre il fallait commencer par le commencement. Si maintenant vous croyez que mon expérience puisse vous être utile, et si vous vous contentez d'une explication familière de ce qu'ont fait des hommes d'un talent et d'un savoir reconnus, je tenterai de vous servir de guide dans l'étude des premiers éléments de cette science, sans avoir la présomption de pénétrer dans ses parties les plus profondes et les plus difficiles.

CAROLINE.

Ilé bien donc, me voilà décidée à en faire la tentative. Vous avez pour moi trop de bonté, madame B., de me permettre de devenir encore une fois votre élève. Mais vous êtes si pleine d'indulgence, que je ne crains point de vous laisser voir mon ignorance à découvert par les questions que j'aurai à vous faire, et qui mettront, je crains, votre patience à une rude épreuve.

CONVERSATION II.

INTRODUCTION, *Suite.*

*Définition de l'économie politique. — Origine et progrès de la société.
— Rapports de l'économie politique à la morale. — Définition de la richesse.*

CAROLINE.

J'ai beaucoup rêvé à l'économie politique depuis hier, ma chère madame B.; mais je crains bien que ce n'ait été sans fruit; du

moins tout ce que j'ai pu découvrir, c'est qu'il règne dans mon esprit une grande confusion d'idées. Cette science semble comprendre tout dans son enceinte, et toutefois j'avoue que je n'entends pas de quoi elle traite. Ne pourriez-vous pas me donner à ce sujet une courte explication, afin qu'en commençant à l'étudier, j'aie une idée nette de sa nature ?

MADAME B.

J'entendais un jour une femme demander à un philosophe de lui dire en peu de mots ce que l'on entend par économie politique. Madame, répliqua-t-il, vous entendez très-bien ce que c'est que l'*économie domestique* ; vous n'avez qu'à étendre l'idée que vous vous en faites, d'une famille à tout un peuple, à une nation entière, et vous aurez quelque idée de la nature de l'économie politique.

CAROLINE.

Pour répondre en peu de mots, c'était apparemment fort bien ; mais comme j'ai un peu plus de patience que la personne à qui il s'adressait, j'espère que vous voudrez bien m'expliquer d'une manière plus détaillée l'objet de cette science universelle.

MADAME B.

Je la définirais la science qui nous apprend à rechercher les causes de la richesse et de la prospérité des nations.

Dans un pays habité par des sauvages, on trouve un petit nombre d'hommes répandus sur une vaste étendue de terre. Comme ils n'ont que des moyens de subsistance précaires, que leur fournissent la pêche et la chasse, ils sont fréquemment exposés à la disette et à la famine, qui les font périr en grand nombre : ils élèvent peu d'enfants, parce que le manque de nourriture et les besoins de tout genre les enlèvent dans les premières années de la vie. Les vieillards et les infirmes sont souvent mis à mort par un sentiment d'humanité bien plus que par cruauté ; car comme la vie du chasseur requiert une grande étendue de terres, de longues et périlleuses expéditions pour pourvoir à sa subsistance, les infirmes et les vieillards, ne pouvant suivre les forts et les jeunes, seraient réduits à mourir de faim, ou deviendraient la proie des bêtes féroces.

Dès que les sauvages commencent à se livrer à l'éducation des

troupeaux , leurs moyens de subsistance se renferment dans de plus étroites limites ; il ne leur faut plus que l'espace requis pour errer en passant d'un pâturage à un autre. Comme ils trouvent dans leurs troupeaux une subsistance plus facile , leurs familles commencent à s'accroître ; ils perdent en partie leur ancienne férocité , et leur caractère reçoit une amélioration considérable.

Par degrés , on en vient à découvrir l'art du labourage ; une petite étendue de terre devient capable de nourrir un plus grand nombre d'hommes ; il n'est plus nécessaire d'errer pour trouver sa nourriture ; les familles commencent à s'établir dans des habitations fixes , et les arts de la vie sociale naissent et font des progrès.

À peine , dans l'état sauvage , y a-t-il une forme de gouvernement établie ; les hommes semblent ne reconnaître d'autre autorité que celle de leur chef militaire en temps de guerre.

La possession des troupeaux , de gros et menu bétail , introduit , dans la vie pastorale , la propriété ; des lois deviennent nécessaires pour la rendre assurée ; les anciens et les chefs de ces tribus errantes commencent donc à faire des lois , dont la violation est réputée criminelle , et punie comme telle. Telle est l'origine de l'ordre social. Quand , arrivés au troisième état de société , les hommes se sont établis dans des habitations fixes , les lois prennent graduellement la forme plus régulière d'un gouvernement monarchique ou républicain. Tout dès-lors prend un aspect nouveau ; l'industrie fleurit , on crée les arts , on découvre l'usage des métaux ; le travail se subdivise , chacun se livre plus particulièrement à une occupation distincte , et y devient plus habile et plus exercé. Ainsi , par de lents degrés , ce peuple sauvage , qui dans l'origine était grossier et misérable , devient un peuple civilisé ; occupant un pays bien cultivé , traversé par de belles routes , qui conduisent à des villes riches et populeuses ; faisant enfin un commerce étendu avec les autres pays de la terre.

CAROLINE.

Voilà une esquisse fort agréable de l'origine et des progrès de la civilisation : mais je voudrais un peu plus de détails.

MADAME R.

Vous verrez dans la suite ce sujet suffisamment développé ; car

l'objet unique de l'économie politique est d'étudier les causes qui ont agi de concert pour enrichir et civiliser une nation. Cette science se fonde donc essentiellement sur l'histoire ; non sur celle des rois, des guerres, des intrigues de cour ; mais sur l'histoire des arts, du commerce, des découvertes et de la civilisation. Nous voyons quelques pays, tels que les États-Unis d'Amérique, marcher d'un pas rapide vers la richesse et la prospérité ; tandis que d'autres, comme l'Égypte et la Syrie, s'appauvrissent, se dépeuplent, et tombent dans la dernière décadence. Quand on se fait une juste idée des causes qui produisent ces effets opposés, on peut former un jugement sur les mesures adoptées par les gouvernements pour procurer le bonheur des peuples ; on voit s'il est convenable d'encourager telle ou telle branche de commerce aux dépens des autres ; de prohiber telle ou telle marchandise ; de donner à l'agriculture des encouragements particuliers ; de régler par des lois le prix des denrées et le prix du travail ; ou s'il convient mieux de les laisser libres, etc.

Vous voyez donc que l'économie politique a deux parties ; la théorie et la pratique ; la science et l'art. La science comprend la connaissance des faits que nous venons d'énumérer ; l'art se rapporte plus particulièrement à la législation, il consiste à faire ce qui est requis pour accroître la richesse nationale et à éviter ce qui lui est préjudiciable. Des erreurs en théorie en produisent dans la pratique. Quand nous entrerons dans les détails, nous aurons occasion d'observer que les gouvernements, égarés par de fausses notions sur l'économie politique, ont arrêté souvent le progrès naturel de la richesse, tandis qu'il était en leur pouvoir de l'accélérer.

CAROLINE.

Mais puisque l'univers était dans l'origine un désert sauvage, et qu'il n'a pas laissé d'arriver à cet état de civilisation avancée auquel nous le voyons parvenu, les erreurs des gouvernements ne peuvent avoir été fort préjudiciables.

MADAME B.

Les causes naturelles, qui tendent à développer la richesse et la prospérité des nations sont plus puissantes que les fautes d'administration qui opèrent en sens contraire. Il n'en est pas moins vrai que ces erreurs font beaucoup de mal ; qu'elles arrêtent l'industrie

et retardent les progrès. Sous un mauvais gouvernement, il y a des classes favorisées, d'autres découragées et opprimées : la prospérité se trouve ainsi inégalement répartie, et les richesses distribuées d'une manière peu équitable. Vous paraissez bien sérieuse, Caroline ; êtes-vous déjà lasse de vous occuper de ce sujet ?

CAROLINE.

Oh non ; je crois jusqu'ici vous avoir suivie ; mais avant d'aller plus loin, permettez-moi de vous faire part d'une objection qui me préoccupe péniblement. Si elle se trouve fondée, je ne puis goûter les maximes de l'économie politique, et cette science cesse d'avoir pour moi de l'intérêt. Je vous entends parler sans cesse de richesse ; des causes productives de la richesse ; et des moyens de l'accroître. Être *riche, très-riche, plus riche* que tout autre peuple, semble être le grand but de l'économie politique ; tandis que la morale et la religion nous enseignent que c'est notre devoir de modérer en nous l'amour du gain, cette soif de richesse qui est la source de tous les crimes. Il est en outre fort évident que les hommes les plus riches ne sont pas toujours les plus heureux. Mais si la richesse ne fait pas le bonheur des individus, comment peut-elle faire celui des nations ? Un peuple pauvre et vertueux est sûrement plus heureux que celui qui est riche et vicieux. Que d'exemples remarquables de cette vérité ne trouvons-nous pas dans l'histoire ! Nous apprenons de bonne heure à admirer les républiques grecques, qui méprisaient la pompe et le luxe des richesses. Et les Romains ! pendant les premiers temps de leur existence, ils furent pauvres et vertueux ; mais ensuite les richesses qu'ils acquirent dépravèrent leur caractère, et en firent des esclaves et des tyrans. Or l'économie politique me semble inspirer l'amour des richesses, et les présenter comme le grand but auquel le gouvernement doit atteindre.

MADAME B.

Voilà certes une attaque fort alarmante pour l'économie politique ! Mais lorsque vous l'entendrez mieux, vous vous apercevrez que votre censure n'est pas fondée. Quant à présent, contentez-vous de ma parole, car il m'est impossible de vous faire voir les avantages qui résultent des vrais principes de l'économie politique, avant que ces principes vous soient connus ; mais je peux vous assurer qu'ils tendent tous à avancer le bonheur des nations, et qu'ils

sont conformes aux préceptes de la plus pure morale. Loin de provoquer un désir déréglé de richesse ou de puissance, ils tendent à modérer une ambition inquiète, en montrant que les vrais moyens d'accroître la prospérité nationale sont la paix, la sécurité et la justice ; que la jalousie n'est pas moins préjudiciable aux nations qu'aux individus ; que chacune d'elles trouve son avantage dans une réciprocité de services et de profits ; et que loin de s'enrichir aux dépens les unes des autres, elles s'entr'aident mutuellement par un système de commerce libéral. L'économie politique en particulier est ennemie des passions d'envie, de jalousie, de malignité, et si jamais la paix et la modération deviennent florissantes sur la terre, c'est aux vues éclairées de cette science que nous devons un tel miracle.

Mais, ma chère Caroline, je soupçonne qu'il y a quelque méprise dans l'idée que vous vous faites de la richesse.

CAROLINE.

Être riche est clairement avoir un grand revenu ; être en état de soutenir une beaucoup plus grande dépense que d'autres.

MADAME B.

Vous parlez de la richesse des individus, d'une richesse comparative. Un homme riche dans une certaine classe de la société pourrait être pauvre dans une autre. Ce n'est pas là l'espèce de définition que nous cherchons. Qu'entendez-vous par la richesse en général ; en quoi consiste-t-elle ?

CAROLINE.

Ah ! je suppose que c'est de l'argent que vous voulez parler. Je pourrais donc dire que l'or et l'argent sont ce qui constitue la richesse.

MADAME B.

Songez à l'état où se trouverait un pays, qui n'aurait d'autre richesse que ces métaux. Vous souvenez-vous du cas que faisait Robinson Crusôé de son sac d'or, quand il fit naufrage dans une île déserte ?

CAROLINE.

C'est vrai : mais dans une île qui n'est pas déserte, l'argent achète tout ce dont on a besoin.

MADAME B.

Je dirais donc plutôt que ce sont les choses que nous désirons acquérir avec notre argent, comme la terre, les maisons, les meubles, les habits, les aliments, etc., qui constituent la richesse, et non l'argent avec lequel on les acquiert.

CAROLINE.

Certainement : ce sont là véritablement les choses qui constituent la richesse réelle ; car si l'or et l'argent ne nous procuraient pas les choses nécessaires à la vie, ils ne nous seraient d'aucune utilité.

MADAME B.

Nous pouvons donc dire que la richesse comprend tout objet d'utilité, de commodité, ou de luxe. Cela renferme tout ce qui étant l'objet de nos désirs, peut devenir un article de commerce ; tels sont les fonds de terre, les maisons, les produits de l'agriculture, ceux des manufactures, les vivres, les animaux domestiques, en un mot, tout ce qui peut contribuer au bien-être et aux jouissances des hommes.

CAROLINE.

Pourquoi bornez-vous votre définition de la richesse aux choses qui peuvent devenir des articles de commerce ?

MADAME B.

Parce qu'il y a plusieurs pays où la terre produit spontanément des choses qui ne peuvent être ni consommées ni vendues, et quoique ces choses eussent beaucoup de valeur pour nous, si nous pouvions les obtenir ; elles ne peuvent pas, dans leur état actuel, être envisagées comme une richesse. Les troupeaux de bétail sauvage, par exemple, qui paissent les riches pâturages appelés Pampas, dans l'Amérique méridionale, sont dans ce cas. Plusieurs de ces vastes étendues de terre sont inhabitées, et le bétail qui erre au loin est de nulle valeur. De temps en temps quelques troupes de chasseurs y font des incursions, et tuent quelques bêtes pour en avoir la peau et la graisse, tandis que la chair, qui nous semblerait plus précieuse, est abandonnée et tombe en pourriture, ou bien est employée en guise de combustible, à fondre la graisse ; celle-ci, convertie en suif, se transporte aux lieux où il se vend et se con-

somme, et où, acquérant quelque valeur, il devient une espèce de richesse.

En d'autres parties de l'Amérique, on brûle l'herbe sur le sol, parce qu'il n'y a point de troupeaux pour la consommer.

CAROLINE.

Cela peut avoir lieu dans des contrées désertes et sans culture : mais dans les pays civilisés, toutes les terres qui donneraient des produits impossibles à vendre seraient bientôt mises par le propriétaire à quelque autre usage.

MADAME B.

J'ai ouï dire que plusieurs vignobles en France ne furent point vendangés il y a quelques années, parce qu'en conséquence d'un décret qui prohibait la sortie des vins, les raisins perdirent si fort de leur valeur, que le prix auquel on les aurait vendus n'aurait pas suffi à payer la dépense de les cueillir. De même, en Angleterre, lorsque toutes les espèces de denrées coloniales étaient exclues du continent de l'Europe, on assure que l'on jeta des cafés à la mer, parce qu'en les mettant à terre ils n'auraient pas suffi à payer les droits. Vous voyez donc que les suites de la guerre, et d'autres circonstances peuvent, en tout pays, détruire, pour un temps, la valeur des marchandises.

CAROLINE.

Combien vous avez déjà étendu mes conceptions sur le sens du mot richesse ! Je sens cependant qu'auparavant toutes ces idées flottaient confusément dans mon esprit. En parlant de richesse, il ne faut pas se borner à la considération de la richesse relative des individus ; il faut étendre ses vues à tout ce qui constitue la richesse en général sans aucun rapport à l'inégalité de leur répartition.

Tout cela est parfaitement clair : personne même au fond ne l'ignore ; il ne faut qu'y réfléchir ; et cependant au premier abord j'étais tout à fait embarrassée à expliquer la nature de la richesse.

MADAME B.

Cette confusion provient de la pratique commune d'estimer la richesse par l'argent, au lieu d'observer qu'elle consiste dans toutes les marchandises utiles ou agréables aux hommes, desquelles l'or et l'argent ne sont qu'une très-petite partie.

CONVERSATION III.

SUR LA PROPRIÉTÉ.

Le travail est l'origine de la richesse. — Établissement légal de la propriété. — De la propriété de la terre. — Sécurité résultant de la propriété. — Objections à la propriété des terres réfutées. — Origine des nations dans une vie sauvage ou pastorale. — Leurs progrès dans l'agriculture. — Culture du blé. — Récapitulation.

CAROLINE.

Hé bien, Madame B., puisque vous m'avez réconciliée avec la richesse, et que vous m'avez convaincue qu'elle est essentielle au bonheur et à la prospérité des nations, je commence à être impatiente d'apprendre quels sont les meilleurs moyens d'obtenir un bien si désirable.

MADAME B.

Ne me laissez pas tout à faire, Caroline. Je vous ai dit que vous aviez déjà quelques notions générales d'économie politique, quoi-que confuses et mal ordonnées. Tâchez de les débrouiller et de découvrir vous-même quelles sont, chez une nation, les principales causes productives de la richesse.

CAROLINE.

J'y ai, je vous assure, beaucoup réfléchi. Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que c'est le *travail* qui est la cause de la richesse. Sans travail, la terre fournirait bien peu de chose pour notre subsistance. Combien sont chétives les productions qu'elle nous offre spontanément, au prix de celles de l'agriculture! Comparez un fruit sauvage avec une belle pomme, une aride bruyère avec une riche prairie.

MADAME B.

Il est vrai que le travail est absolument requis pour la production de la richesse, mais il ne suffit pas pour l'obtenir. Le travail

du sauvage , qui ne s'enrichit point , est souvent plus rude que celui du laboureur qui , dans un pays civilisé , répand à pleines mains la richesse. Les longues et périlleuses excursions des sauvages à la poursuite d'une proie , leur ignorance des arts , et la difficulté qu'ils éprouvent dans l'exercice de toute espèce d'industrie , dans la construction des habitations les plus simples , dans la fabrication des instruments les plus grossiers , tout concourt à rendre pour eux le travail pénible. Le travail toutefois est le partage de l'homme ; sauvage ou civilisé , il est destiné à manger son pain à la sueur de son visage. Mais comment arrive-t-il que dans un cas le travail produit l'opulence , tandis que dans l'autre , il ne donne que l'étroit nécessaire ?

CAROLINE.

Vous avez remarqué que le travail du sauvage est moins avantageux à cause de son ignorance et de son peu d'habileté ; il ne porte pas d'ailleurs au travail le même zèle , la même activité , la même persévérance que l'homme civilisé. Vous savez que l'indolence des sauvages a passé en proverbe ,

MADAME B.

Il faut donc trouver des motifs qui puissent les faire sortir de cet état d'indolence ; qui soient capables d'éveiller leur industrie , et de les accoutumer à un travail régulier. Les hommes sont naturellement disposés à l'indolence ; tout travail exige un effort , et on ne fait d'effort que lorsqu'on y est excité par quelque espèce de stimulant. L'activité qu'on observe dans la vie civilisée est le produit de l'éducation ; elle résulte du désir général et fortement senti de partager non-seulement les choses nécessaires à la vie , mais les divers biens et les diverses jouissances qui semblent s'offrir à nous. L'homme qui , à la suite de son travail journalier , a reçu la récompense des fatigues qu'il a endurées , est tout prêt à faire les mêmes efforts ; parce qu'il sait qu'il renouvellera ainsi ses jouissances. Mais l'ignorance du sauvage prévient chez lui le désir de ce qui ne lui procure pas un moyen immédiat de satisfaire à ses besoins ; aucun bien futur ne tente son ambition , aucune jouissance espérée n'enflamme ses désirs ; pour l'engager à quelque effort , il ne faut pas moins que la forte impulsion du besoin. Quand il a assouvi sa faim , il se livre au repos , sans songer à l'avenir.

CAROLINE.

Mais si les désirs des sauvages sont en si petit nombre et si aisément satisfaits, leur état n'est-il pas plus heureux que celui des classes laborieuses dans les pays civilisés, qui ont tant de désirs et si peu de moyens d'y satisfaire ?

MADAME E.

La stupide apathie, qui est l'effet d'une grossière ignorance, mérite à peine le nom de contentement, et n'est point digne du nom de bonheur. On trouve, dans le Voyageur de Goldsmith, une pensée aussi juste que belle. « Tout besoin qui aiguillonne le cœur, » devient une source de plaisir, quand il est satisfait (1). » D'ailleurs ce n'est qu'occasionnellement que le sauvage peut se livrer à cet état de torpeur et d'indifférence. Si vous consultiez les relations de voyages faits dans des pays sauvages, vous vous assureriez, qu'en comparaison des habitants de ces pays-là, nos paysans jouissent d'un état de grande aisance ou même de luxe.

Mais supposons qu'un homme appartenant à une société civilisée arrive au milieu d'une tribu sauvage, et réussisse à y enseigner les arts utiles à la vie commune. Il montre à l'un comment il peut rendre sa hutte plus commode; il fait faire à un autre quelques provisions d'hiver; il apprend à un troisième à mieux tailler ses flèches et à construire mieux son arc. Quelles seront les suites de cette espèce de progrès ?

CAROLINE.

On doit s'attendre, à ce qu'il semble, que les nouvelles jouissances, que ces améliorations auront procurées à ceux qui en auront appris l'usage, engageront leurs concitoyens à les imiter, et qu'il en résultera un esprit nouveau d'industrie.

MADAME E.

N'est-il pas plus probable que ces sauvages paresseux chercheront à dépouiller, par force ou par ruse, les industrieux de leurs biens péniblement acquis; que l'un sera chassé de la hutte qu'il a construite avec tant de soin; que l'on dérobera à l'autre sa pro-

(1) Every want that stimulates the heart
Becomes a source of pleasure, when redress'd.

vision ; et que le troisième verra ses flèches acérées tournées contre son propre sein ? Voilà où viendraient aboutir toutes les tentatives faites en vue d'obtenir de nouveaux biens et de nouveaux progrès. Qui entreprendra de travailler pour se procurer des possessions si précaires , qui exposent à des dangers et ne donnent aucune jouissance assurée ?

CAROLINE.

Mais tous ces maux seraient prévenus si l'on faisait des lois pour protéger la propriété.

MADAME B.

Il est vrai ; mais le *droit* de propriété doit être légalement établi, avant d'être protégé. Car la nature a donné aux hommes tous les biens en commun, et la propriété est d'institution humaine. Elle s'établit de si bonne heure au sein de la société, que l'on est tenté de croire que son origine est dans la nature même ; mais jusqu'à ce qu'elle ait été établie par la loi, nul homme n'a eu le droit d'appeler une chose sienne.

CAROLINE.

Quoi ! pas même le gibier qu'il a tué de sa main, la hutte qu'il a bâtie, les instruments qu'il a construits pour son usage ? On peut sans doute l'en dépouiller de force ; mais celui qui les lui enlève n'acquiert sur ces choses-là aucun droit.

MADAME B.

Quand un homme a produit quelque chose par son travail, il a sans contredit, d'après les principes de l'équité, une prétention bien fondée à en jouir ; mais son droit de retirer cette chose du fonds commun, pour l'approprier exclusivement à son usage, se fonde entièrement sur la loi du pays.

S'il s'agit, par exemple, de la propriété du sol, c'est la loi qui prononce que telle pièce de terre appartient à Thomas, telle autre à Jean, telle autre encore à Jacques ; que chacun d'eux aura un droit exclusif à la possession de sa terre et des produits qu'elle donnera ; qu'il peut la garder, l'échanger ou la vendre : s'en défaire de son vivant, ou la transmettre à un héritier. Et pour que cette loi soit respectée, on prononce des peines contre ceux qui l'enfreignent. Ce n'est qu'à l'époque où de telles lois ont été faites

pour l'établissement et le maintien de la propriété, de quelque espèce qu'elle soit, que le droit de propriété est établi.

CAROLINE.

Vous m'étonnez ! Je croyais que la propriété de la terre avait toujours existé ; je n'avais pas imaginé que ce fût une institution légale ; je croyais qu'elle était aussi ancienne que le monde. Nous lisons qu'au temps des patriarches, quand les familles devinrent trop nombreuses, elles se séparèrent, et que ceux qui allèrent s'établir ailleurs, paissaient leurs troupeaux et occupaient la terre sans éprouver aucune molestation. Il n'y avait là personne pour contester leur droit ; et, après leur mort, les enfants habitaient et cultivaient la terre de leurs pères.

Si nous fondions une colonie dans une île déserte, chaque colon cultiverait autant de terrain qu'il lui en faudrait pour son usage, et comme chacun aurait un égal intérêt à la conservation de ses possessions, la propriété se trouverait établie par un consentement général, sans aucune institution légale.

MADAME B.

Ce consentement général est une espèce de loi, très-imparfaite à la vérité, et qui, dans l'origine peut-être, était fondée sur la force relative des individus. Si un homme tentait d'enlever le bétail ou les fruits d'un autre, celui-ci opposait la force à la force ; s'il était le plus fort ou le mieux armé, il tuait son adversaire ou le chassait de ses terres ; s'il était le plus faible, il était dépouillé, ou bien il appelait ses voisins à son secours, leur remontrait le danger commun, et les engageait peut-être à s'unir à lui pour se venger de l'agresseur.

Plusieurs incidents de cette nature doivent avoir eu lieu avant que les lois aient été régulièrement instituées ; c'est-à-dire, avant qu'on ait établi une autorité publique, protectrice des individus contre ceux qui les attaquent, et chargée de punir les contrevenants. Ce n'est qu'au moment où cette autorité vient donner de l'appui à la loi, qu'un homme peut dire : « Ce champ est à moi ; c'est ici ma maison ; cette semence que je mets en terre produira une abondante récolte, qui m'appartiendra tout entière ; ces arbres que je plante, chaque année me rapporteront des fruits que j'aurai seul droit de cueillir. »

CAROLINE.

Je comprends très-bien à présent l'avantage de ces lois, c'est la *sécurité* ; avant qu'elles fussent établies, le fort pouvait enlever au faible tout ce que celui-ci possédait ; les vieillards, les femmes et les enfants, qui n'avaient aucun moyen de défense, étaient exposés à leurs rapines et à leurs violences. Le paresseux, l'imprévoyant, dès qu'il manquait de moyens de subsistance, devenait l'ennemi naturel du prudent et du laborieux. En sorte que, sans ces lois, les hommes qui auraient travaillé avec le plus d'activité auraient été ceux qui auraient dû naturellement devenir victimes de la fainéantise des autres ; en un mot, les frelons auraient dévoré le miel des abeilles.

MADAME B.

Oui, la *sécurité* est le grand point à obtenir ; c'est la sécurité qui aiguillonne l'industrie, et rend le travail productif ; chaque pas qui mène à ce but, est un pas fait vers la civilisation, vers la richesse, et vers le bonheur général.

CAROLINE.

Tout cela est parfaitement vrai ; cependant il vient tout à coup de s'offrir à moi une objection relative à l'établissement de la propriété foncière, qui me semble avoir beaucoup de gravité. Avant que le sol devint une propriété privée, la terre, dites-vous, était possédée en commun par tous les hommes ; chacun avait le même droit à faire valoir à cet égard. Mais la loi qui établit la propriété du sol l'enlève au genre humain pour la transmettre à un petit nombre d'individus. Ainsi, pour faire quelques riches, elle fait les autres pauvres. Or, quel droit a la loi de déposséder les uns pour enrichir les autres ? Il faut être juste avant d'être généreux.

Cette objection toutefois ne s'étend pas à d'autres propriétés qu'à celle du sol ; rien n'est plus juste que de laisser un homme cueillir les fruits que son travail a fait naître, jouir de la maison qu'il a bâtie, des marchandises qu'il a fabriquées ; mais la terre ne peut pas devenir une propriété particulière sans faire tort aux autres ; car ils se trouvent privés par-là d'un droit qui leur est acquis par la nature.

MADAME B.

Vous voudriez donc assurer à chacun la possession de la richesse

qu'il peut acquérir, quoique vous lui refusassiez le moyen de la produire? Vous voudriez le rendre maître de sa maison, mais lui ôter le sol sur lequel elle repose; protéger sa moisson, mais sans le mettre en possession du champ sur lequel il peut la faire croître.

CAROLINE.

Je dois convenir que vous présentez mon objection sous un aspect assez ridicule; mais, madame B., cela ne suffit pas; il faut, pour que j'y renonce, que vous me montriez où git l'erreur.

MADAME B.

Dans les pays nouvellement occupés, on fait des concessions de terres à ceux qui sont disposés à les tirer de l'état de nature où elles se trouvent; et la grande inégalité qui nous frappe dans des temps plus récents est le résultat des transports volontaires des propriétés faits d'un individu à l'autre, par donation, héritage ou vente; c'est la conséquence inévitable de cette liberté et de cette sécurité dont nous venons de voir l'origine.

La nature, en certains cas, répand ses dons avec une profusion sans bornes; c'est ainsi qu'elle nous a donné l'air et l'eau, qui sont possédés par tous et dont tous jouissent. Mais quand elle accorde ses bienfaits avec plus d'épargne, comme elle fait pour la terre, l'avantage commun de tous exige qu'il y ait des protecteurs établis pour la garde d'un bien si précieux; et pour qu'ils aient le plus grand intérêt à la culture et à l'amendement de ces terres, ils en sont rendus propriétaires, avec tous les avantages attachés à la possession exclusive.

L'établissement de la propriété du sol augmente la richesse non-seulement des propriétaires, mais des hommes de toutes les classes.

La terre peut être considérée comme l'instrument avec lequel on crée la richesse; et nous avons vu tout à l'heure que la sécurité dans la possession de la terre est ce qui donne à l'industrie de la vie et de la vigueur. C'est cette sécurité qui élève la condition de nos paysans si fort au-dessus de celle d'un peuple sauvage, pour qui la terre est un bien commun.

CAROLINE.

Une institution d'une utilité si grande et si évidente ne peut pas être considérée comme injuste.

MADAME B.

Non assurément. C'est par le principe de l'utilité générale qu'il faut mettre à l'épreuve la justice des lois; car il n'y en a aucune qui n'impose quelque gêne à la liberté naturelle de l'homme, et qui, sous ce point de vue, ne pût donner prise aux objections. Mais nous avons vu que, sans lois, la vie, la propriété, la réputation, la liberté même, n'étaient pas en sûreté; on sacrifie donc à la loi quelque portion de sa liberté; en retour la loi nous garantit le reste, et en même temps nous procure tous les biens qui sont le fruit de la sécurité. Blackstone s'exprime ainsi dans ses commentaires :

« Tout homme, quand il entre dans la société, cède une partie de sa liberté, comme étant le prix du bien précieux qu'il acquiert; et, en considération des avantages que lui procure le commerce mutuel de ses semblables, il s'oblige à se conformer aux lois que la communauté a cru convenable d'établir. Car aucun homme, capable de la moindre réflexion, ne voudrait conserver le pouvoir de faire sans gêne tout ce qu'il lui plaît, sachant que la conséquence de ce pouvoir serait que tout autre homme en aurait un pareil, et qu'il n'y aurait aucune sécurité laissée aux individus dans la jouissance des divers biens de la vie. Ainsi la liberté politique ou civile, qui est celle d'un membre de la société, n'est autre chose que la liberté naturelle, restreinte par les lois humaines, jusqu'au point, et non au delà du point, où il est nécessaire et convenable qu'elle le soit pour l'avantage général de la communauté.

» Une constitution, ou une forme de gouvernement, un système de lois quelconque, n'est établi pour le maintien de la liberté civile, que lorsqu'il laisse les sujets entièrement maîtres de leur conduite, excepté dans les cas où le bien public exige quelque direction ou quelque gêne. »

CAROLINE.

Vous avez levé tous mes scrupules sur l'établissement de la propriété foncière. Ainsi revenons, s'il vous plaît, aux progrès de la richesse et de la civilisation.

MADAME B.

Il ne faut pas aller si vite. Les pas progressifs dans la marche de la civilisation sont fort lents; il faut nous accoutumer à considérer

le développement de l'industrie humaine comme s'opérant par degrés successifs et presque insensibles.

Les nations civilisées ne commencent pas toujours par l'établissement d'une colonie ; souvent elles sont sorties de l'état sauvage , après avoir été dans cet état pendant une suite de siècles. Telle était la situation de plusieurs nations indigènes de l'Amérique à l'époque de sa découverte. C'étaient des peuples chasseurs ; or , tant que les hommes voient devant eux un espace illimité , où ils peuvent errer à leur gré sans obstacle , il est difficile d'imaginer des circonstances qui puissent les engager à adopter une vie sédentaire , et à s'appliquer au labourage.

Dans les pays qui abondent en vastes plaines , la vie pastorale a été préférée ; mais il a fallu pour cela que la propriété des troupeaux fût établie , quoique la terre restât en commun. Tel était le genre de vie des anciens Scythes , qui habitaient les vastes plaines de la Tartarie ; tel est encore de nos jours celui des Tartares et des Arabes , qui forment des tribus errantes , et , comme les anciens patriarches , vivent sous des tentes , et voyagent de côté et d'autre avec leur gros et menu bétail , cherchant les meilleurs pâturages.

Nous avons déjà remarqué que les hommes , par leur nature , sont disposés à la paresse ; cette disposition est nécessairement un grand obstacle à l'introduction de l'agriculture , car cet art exige beaucoup de prévoyance et de connaissances ; ainsi qu'une ferme confiance en la sûreté de la propriété , afin que l'on s'adonne au travail dans une saison , en vue de faire la récolte dans une autre. Mais on peut supposer que l'agriculture est un pas progressif fait à la suite de la vie pastorale ; qu'une tribu de bergers peut avoir rencontré des ennemis dans ses excursions errantes , et que la crainte de perdre ses troupeaux peut les avoir engagés à se fixer ; il est probable en ce cas , qu'elle aura choisi un lieu défendu par la nature contre les attaques des bêtes sauvages et contre les incursions de leurs féroces voisins. C'est ainsi que Cécrops fit choix du rocher où fut fondée la citadelle d'Athènes , pour y bâtir une ville. Il se pourrait aussi que ces nomades eussent été tentés par la fertilité de quelque coin de terre , où ils auraient joui de la protection d'un gouvernement voisin en état de les défendre. Volney dit en parlant des habitants de la Syrie : « Toutes les fois que les hordes et les » tribus errantes trouvent dans un canton la paix et la sécurité

» jointes à la *suffisance*, elles s'y habituent et passent insensiblement » à l'état cultivateur et sédentaire. » Ces habitudes nouvelles et tous les arts qui s'y rapportent, des peuples nomades ne peuvent les avoir acquis que par des degrés fort lents. Ils ont vu que l'on pouvait multiplier les fruits de la terre; que les plantes alimentaires pouvaient être propagées; qu'il y a des graines qui se reproduisent chaque année, des animaux susceptibles d'être apprivoisés et rendus domestiques. Quand ils ont été munis ainsi d'un fonds nouveau de subsistances, leurs enfants ont été mieux nourris, leurs familles ont été accrues, la vieillesse et l'enfance ont été protégées et entretenues.

Mais ces peuples ne connaissent encore que les premiers éléments de l'agriculture; combien n'a-t-il pas fallu de chances heureuses pour amener l'importante période de la culture du blé. Le blé n'a nulle part été trouvé sauvage; les Grecs imaginèrent qu'une divinité était descendue du ciel pour le donner à la terre, et pour les instruire dans l'art de cultiver cette précieuse plante. Athènes, la Crète, la Sicile et l'Égypte, prétendent toutes au mérite d'avoir été le lieu où le blé fut cultivé dans l'origine. Mais quel que soit le peuple à qui nous sommes redevables de cette importante découverte, quels que soient les moyens employés pour y parvenir, il n'en est aucune qui ait eu une aussi grande influence sur le bonheur du genre humain. Toute faible qu'elle semble, cette plante résiste aux ardeurs de l'été et aux froids de l'hiver. Elle croît dans presque tous les climats, elle est propre non-seulement à la nourriture de l'homme, mais à celle d'une multitude d'animaux domestiques, et donne, par la fermentation, un breuvage agréable et salutaire. Le grain se conserve pendant plusieurs années, et fournit un moyen de subsistance si durable, que l'on a cessé de se défier de l'avenir, et que l'abondance a été assurée pendant le cours même des hivers les plus longs et les plus stériles.

Mais la culture de cette plante inestimable ne peut être entreprise qu'à l'aide de fonds considérables, d'habitations fixes, d'instruments aratoires (1), d'animaux domestiques, en un mot, de

(1) Les instruments d'agriculture sont d'abord d'une construction grossière et imparfaite. Dans quelques parties de l'Inde, la charrue d'un Indou, aujourd'hui encore, est faite d'une branche courbe très-grossièrement taillée en pointe, qui souvent est traînée par sa femme. L'emploi des animaux domestiques dans

divers établissements qui n'ont pu naître et se maintenir qu'après celui de la propriété. Les sauvages n'ont ni blé, ni culture, ni animaux domestiques; ils consomment et détruisent; sans jamais s'occuper de la reproduction. Aussi combien les résultats de part et d'autre diffèrent! Nous voyons des milliers d'hommes et d'animaux habiter une étendue de pays qui aurait à peine suffi à la subsistance de deux ou trois cents sauvages.

CAROLINE.

Arrêtons-nous un instant, ma chère madame B.; je suis toute étourdie du nombre et de la variété des idées que vous venez d'offrir à mon esprit. Je m'étonne que ces choses-là ne se fussent pas présentées à moi d'elles-mêmes; mais j'ai été si accoutumée à voir le monde dans son état de perfectionnement actuel, que mon attention ne s'était jamais portée sur les obstacles et les difficultés sans nombre que les hommes doivent avoir rencontrés, et sur les pas laborieux et progressifs qu'ils ont eu à faire, avant que la société pût atteindre l'état de perfection auquel elle est parvenue.

MADAME B.

De perfection! Vous parlez par comparaison, je pense; car il n'y a pas longtemps que vous faisiez des plaintes fort lamentables sur l'état actuel de la société. Je ne partageais pas tout votre chagrin, mais je ne crois pas non plus, et à beaucoup près, que nous soyons au point de perfection. Continuons cependant de tracer les progrès de la richesse et de la civilisation jusqu'à l'état où nous les voyons arrivés, avant de nous occuper des défauts des institutions actuelles.

CAROLINE.

Il me semble qu'à présent j'ai une idée claire des importantes suites de l'établissement de la propriété. Il met fin à la vie errante des barbares, engage les hommes à se fixer, et les habitue à supporter un travail régulier; il leur enseigne la prudence et la prévoyance; les porte à embellir la face de la terre par la culture; à multiplier les animaux utiles et les plantes alimentaires; en un mot,

les travaux de l'agriculture est un autre pas vers la civilisation; mais aucun établissement de ferme n'a pu naître et se maintenir avant l'établissement de la propriété.

il les met en état d'augmenter si prodigieusement leur fonds de subsistance, qu'ils transforment un pays qui ne contenait qu'un petit nombre de misérables huttes, en une nation grande et opulente.

CONVERSATION IV.

SUR LA PROPRIÉTÉ, *Suite.*

Effets du défaut de sûreté dans la propriété. — Exemples tirés des voyages de Volney. — Objections élevées contre la civilisation. — La Bétique du Télémaque. — Objections contre la communauté des biens. — Établissement des Jésuites au Paraguay. — Les Moraves. — La Suisse. — Avantages résultant de la sûreté de la propriété.

MADAME B.

A présent que nous avons rapporté l'origine et les progrès de la civilisation à la sûreté de la propriété, voyons si l'inverse a lieu, c'est-à-dire, si, dans un pays civilisé, le manque de sûreté dans la propriété ne dégrade pas l'état de l'homme, et ne le fait pas dégénérer, par une suite de pas rétrogrades, jusqu'à l'état de barbarie.

CAROLINE.

Y a-t-il des exemples de peuples civilisés qui soient redevenus sauvages? Je n'ai pas le souvenir d'avoir ouï parler d'un changement de cette nature.

MADAME B.

Non, parce que quand la propriété a été une fois établie, les avantages qui en résultent sont tels, qu'elle ne peut plus être jamais totalement abolie; mais dans les pays où la tyrannie du gouvernement rend la propriété mal assurée, le peuple dégénère toujours, le pays retombe dans la pauvreté, et dans un état qui, par comparaison avec le précédent, mérite le nom de barbarie. Nous avons remarqué déjà le changement déplorable opéré dans l'opulente

ville de Tyr. L'Égypte, siège primitif des arts et des sciences, est tombée dans la plus abjecte dégradation ; et si vous voulez bien lire les passages que j'ai marqués pour vous dans les Voyages de Volney, vous y trouverez la vérité de cette observation attestée d'une manière frappante.

CAROLINE *lit.*

« Lorsque la tyrannie du gouvernement pousse à bout les habitants d'un village, les paysans désertent leurs maisons, se retirent avec leurs familles dans les montagnes, ou errent dans les plaines, avec l'attention de changer souvent de domicile pour n'être pas surpris. Souvent même il arrive que des individus, devenus voleurs, pour se soustraire aux lois ou à la tyrannie, se réunissent et forment de petits camps, qui se maintiennent à main armée, et deviennent, en se multipliant, de nouvelles hordes et de nouvelles tribus. On peut donc dire que, dans les terrains cultivables, la vie errante n'a pour cause que la dépravation du gouvernement. »

MADAME B.

Vous voyez que cela s'applique fort bien à l'objet que nous avons en vue ; mais voici un autre passage qui n'est pas moins applicable.

CAROLINE *lit.*

« Le commerce de Tripoli consiste presque tout en soies assez rudes, dont on se sert pour les galons. On observe que de jour en jour elles perdent de leur qualité. La raison qu'en donnent des personnes sensées est que les mûriers sont dépéris au point qu'il n'y a plus que des souches creuses. Un étranger réplique sur le champ : Que n'en plante-t-on de nouveaux ? Mais on lui répond : *C'est là un propos d'Europe. Ici l'on ne plante jamais, parce que si quelqu'un bâtit ou plante, le Pacha dit : Cet homme a de l'argent. Il le fait venir ; il lui en demande : s'il nie, il a la bastonnade ; et s'il accorde, on la lui donne encore pour en obtenir davantage.* »

En outre, là où il y a si peu de sécurité au moment actuel, quel fonds peut-on faire sur l'avenir ? Quelle raison pourraient avoir les propriétaires d'espérer que les mûriers leur rendraient jamais le

prix des peines et des dépenses nécessaires pour les planter? Je m'étonne cependant que le gouvernement du pays n'encourage pas, pour son propre intérêt, l'industrie de ses sujets.

MADAME B.

Sous le malheureux gouvernement des Turcs, tout est si mal assuré, depuis la vie et la propriété du souverain jusqu'à celle du dernier des sujets, que personne ne s'occupe de l'avenir; chacun s'efforce de piller et de jouir de ce qui est immédiatement à sa portée. Le passage suivant vous fera voir combien ont à souffrir ceux qui sont soumis à un système de gouvernement si vicieux.

CAROLINE *lit.*

« C'est par les désordres d'un tel régime, que la plupart des pachas de l'Empire se trouvent ruinés et dévastés. Celui d'Alep en particulier est dans ce cas : sur les anciens *deftars* ou *registres* d'impôts, on lui comptait plus de 3200 villages; aujourd'hui le collecteur en réalise à peine 400. Ceux de nos négociants qui ont vingt ans de résidence ont vu la majeure partie des environs d'Alep se dépeupler. Le voyageur n'y rencontre de toutes parts que maisons écroulées, citernes enfoncées, champs abandonnés. Les cultivateurs ont fui dans les villes où leur population s'absorbe; mais où du moins l'individu échappe à la main rapace du despotisme, qui s'égare sur la foule..... Tandis qu'en d'autres pays les villes sont en quelque sorte le regorgement des campagnes, là elles ne sont que l'effet de leur désertion..... Les chemins dans les montagnes sont très-pénibles, parce que les habitants, loin de les adoucir, les rendent scabreux, afin, disent-ils, d'ôter aux Turcs l'envie d'y amener leur cavalerie.....

« Le pacha peut s'applaudir de pénétrer aux sources les plus profondes de l'aisance, par la rapacité clairvoyante des subalternes; mais qu'en arrive-t-il? Le peuple, gêné dans la jouissance des fruits de son travail, restreint son activité dans les bornes des premiers besoins. Le laboureur ne sème que pour vivre; l'artisan ne travaille que pour nourrir sa famille; s'il a quelque superflu, il le cache soigneusement. »

Le peuple vit donc dans la pauvreté et dans la détresse; mais au moins il n'enrichit pas ses tyrans, et la rapacité du despotisme devient son propre châtement.

MADAME B.

La dégénération des puissantes monarchies de la Perse et de l'Inde, depuis la conquête de ces pays par les Mahométans, s'explique également par l'incertitude de la propriété, et offre les plus effrayants exemples de décadence nationale. Trott, dans son histoire de l'Indostan, nous apprend que, sous les règnes désastreux des derniers monarques de l'Inde, les cruautés et les actes d'oppression commis par les agents du gouvernement, furent portés à un tel point que les fermiers brûlaient leurs maisons, leurs ustensiles, leurs récoltes, et cherchaient un refuge dans les bois et dans les montagnes, où ceux qui ne pouvaient ni exciter la charité, ni se soutenir par la force, périssaient de misère.

CAROLINE.

Quel triste tableau, ma chère madame B. ! Il est je erois, encore plus douloureux à contempler que la misère des sauvages ; car à leur maux présents, se joint, pour ces peuples, le regret d'avoir connu de meilleurs temps.

MADAME B.

Les voyages du docteur Clarke abondent en exemples pareils de propriété mal assurée, et d'oppression légale, qui subvertissent la société et dégradent l'espèce humaine. « En Circassie, dit-il, le » semez, à l'instant où il répand le grain en terre, et le moisson- » neur, à l'instant où il fait ses gerbes, sont constamment exposés » à de soudaines attaques ; et les instruments d'agriculture ne sont » pas plus indispensablement nécessaires à la récolte, que la ca- » rabine, le pistolet et le sabre. »

Il dit encore en parlant de l'île de Chypre : « Partout le sol laisse » voir une glaise blanche, marneuse, qui est, dit-on, par sa na- » ture, singulièrement riche, quoiqu'on néglige d'en faire emploi. » Les Grecs sont tellement opprimés par les Turcs leurs maîtres, » qu'ils n'osent pas cultiver la terre ; s'ils l'entreprenaient, la » moisson leur serait à l'instant enlevée. Leur unique objet semble » être d'amasser, dans le cours de l'année, précisément ce qui » suffit à payer au gouvernement la taxe qui leur est imposée. S'ils » s'en dispensaient, ils en seraient punis par la torture ou par la » mort ; et lorsqu'il arrive à quelqu'un des habitants d'être dans

« impossibilité de payer l'impôt , ils s'enfuient et sortent de l'île. Le nombre des émigrations qui ont lieu annuellement par cette cause est si considérable , que la population de Chypre s'élève rarement au-dessus de 60,000 âmes ; nombre qui autrefois aurait à peine suffi à une de ses villes. »

CAROLINE.

« Vous m'avez fait sentir les avantages de la civilisation ; j'avouerais toutefois que mon âme n'est pas pleinement satisfaite. N'y a-t-il aucun milieu entre la vie sauvage et l'extrême inégalité des conditions que nous voyons dans l'état présent de la société ? Ne pourrions-nous pas en avoir les avantages sans en avoir le luxe, l'abondance sans superfluité ? Il me semble avoir rencontré un exemple d'un tel peuple, madame B. ; mais je n'ose pas vous citer mon autorité , parce que vous l'avez ci-devant rejetée. »

MADAME B.

« Vous voulez parler de Télémaque. Il y a, dans cet ouvrage, beaucoup de doctrines saines ; quoiqu'il faille convenir qu'il n'est pas exempt d'erreurs. Mais quelle est donc, sur ce point , l'opinion de Fénelon ? »

CAROLINE.

« Vous rappelez-vous le tableau délicieux qu'il fait des habitants de la Bétique ? Il y a un charme irrésistible dans la description de leur félicité ; si tout cela est fabuleux, certainement du moins l'intention de l'auteur est de faire voir ce qui devrait faire le bonheur des nations ; l'égalité, la communauté des biens, peu d'arts et peu de besoins ; l'ignorance et le mépris du luxe ; des mœurs parfaitement conformes à la simplicité de la nature. Il faut que je vous lise ce passage, et vous me direz s'il ne contient pas la satire de l'économie politique. »

« Ils vivent tous ensemble sans partager les terres ; chaque famille est gouvernée par son chef, qui en est le véritable roi..... Il ne faut point de juges parmi eux ; car leur propre conscience les juge. Tous les biens sont communs, les fruits des arbres, les légumes de la terre, le lait des troupeaux, sont des richesses si abondantes, que des peuples si sobres et si modérés n'ont pas besoin de les partager. Chaque famille, errante dans ce beau

» pays, transporte ses tentes d'un lieu dans un autre, quand elle
 » a consumé les fruits et épuisé les pâturages de l'endroit où elle
 » s'était mise. Ainsi ils n'ont point d'intérêts à soutenir les uns
 » contre les autres, et ils s'aiment tous d'un amour fraternel que
 » rien ne trouble. C'est le retranchement des vaines richesses et
 » des plaisirs trompeurs, qui leur conserve cette paix, cette
 » union et cette liberté. Ils sont tous libres, tous égaux.

» On ne voit parmi eux aucune distinction, que celle qui vient
 » de l'expérience des sages vieillards, ou de la sagesse extraor-
 » dinaire de quelques jeunes hommes qui égalent les vieillards
 » consommés en vertu. La fraude, la violence, le parjure, les pro-
 » cès, les guerres, ne font jamais entendre leur voix cruelle et
 » empestée dans ce pays chéri des dieux. Jamais le sang humain
 » n'a rongé cette terre; à peine y voit-on couler celui des agneaux...
 » Quand nous avons commencé à faire notre commerce chez ces
 » peuples, nous avons trouvé l'or et l'argent parmi eux em-
 » ployés aux mêmes usages que le fer; par exemple, pour des
 » socs de charrue. Comme ils ne faisaient aucun commerce au
 » dehors, ils n'avaient besoin d'aucune monnaie. Ils sont presque
 » tous bergers ou labourcurs. On voit en ce pays peu d'artisans :
 » car ils ne veulent souffrir que les arts qui servent aux véritables
 » nécessités des hommes; encore même la plupart des hommes
 » en ce pays, étant adonnés à l'agriculture ou à conduire des trou-
 » peaux, ne laissent pas d'exercer les arts nécessaires pour leur
 » vie simple et frugale.»

MADAME E.

Voilà ma chère Caroline, une peinture de ce que les poètes ap-
 pellent l'âge d'or; il n'y manque, pour être parfaite, que la vérité.
 Si c'était un récit historique, toutes les conséquences que vous en
 tirez seraient justes; mais c'est une fiction; et vous m'accorderez
 bien que cela fait une différence essentielle.

En supposant que la terre fût un paradis, qu'elle donnât spon-
 tanément tout ce qui maintenant est produit par la culture, même
 encore en ce cas, sans l'établissement de la propriété, on ne pour-
 rait pas en jouir; les fruits de la terre seraient cueillis avant leur
 maturité; les animaux seraient tués avant d'avoir achevé leur crois-
 sance; car qui protégerait des choses qui ne lui appartiendraient

pas ; ou qui userait d'épargne, lorsque tous les trésors de la nature seraient ouverts devant lui ? On verrait un singulier mélange d'abondance, de pillage, et de famine.

Dans ce pays-ci, par exemple, où la seule propriété commune consiste en noisettes et en mûres sauvages, combien il est rare qu'on les laisse arriver à terme ! Dans quelques parties de l'Espagne, où la beauté du climat produit une quantité de très-bons fruits sauvages, il est d'usage que les prêtres les bénissent avant qu'il soit permis à qui que ce soit de les cueillir, et ils ne font cette cérémonie qu'à l'époque où l'on estime qu'en général les fruits sont mûrs ; par ce moyen on empêche qu'ils ne soient cueillis trop tôt. C'est dans le même but que nos lois prohibent la chasse, jusqu'au moment où les oiseaux ont pris leur croissance.

CAROLINE.

Mais quoique les habitants de la Bétique eussent tous leurs biens en commun, ils n'étaient pas sans lois pour les protéger.

MADAME B.

La terre n'est pas un paradis, et ne donne pas spontanément ses produits avec abondance. Si elle était possédée en commun, qui se mettrait à cultiver tel ou tel morceau de terre ? Il faudrait que le gouvernement assignât à chaque homme sa tâche journalière ; qu'il dit à l'un, vous travaillerez ici ; à un autre, vous travaillerez là. Y mettraient-ils la même activité et le même zèle, que s'ils travaillaient pour leur propre compte, c'est-à-dire s'ils recevaient des salaires proportionnés à leurs efforts ? Non certainement. Un tel système transformerait les hommes indépendants en esclaves, en véritables machines. Il n'y aurait point, il est vrai, d'inégalité dans les conditions ; mais la terre ne donnerait pas la dixième partie de son produit actuel ; la population diminuerait en proportion ; et si tous échappaient à la détresse et à la pauvreté, aucun ne jouirait de l'acquisition des richesses ; cette jouissance cependant, lorsqu'elle est le fruit du travail et du talent, est un sentiment juste et vertueux ; il élève l'homme non-seulement par la richesse même, mais par le pouvoir qu'elle lui donne de faire du bien, d'étendre la sphère des connaissances humaines, et par tous les inestimables biens qui en sont la suite.

Il a cependant réellement existé quelques établissements fondés

sur la communauté des biens. Celui des Jésuites au Paraguay était de ce nombre. L'influence de la religion mettait ces prêtres en état d'exercer un pouvoir despotique sur les pauvres indigènes qu'ils avaient convertis; il faut convenir qu'ils tempéraient ce pouvoir par le soin patriarcal qu'ils prenaient de leurs sujets. Cette espèce de gouvernement pouvait être adaptée à une tribu d'indigènes ignorants et étrangers à la civilisation; mais elle n'aurait jamais pu faire un peuple libre, heureux, indépendant et riche. Je dois le dire encore, l'industrie de l'homme a besoin du stimulant de la possession et de la jouissance exclusive; elle se proportionnera toujours à l'avantage personnel qu'il en retire.

Il y a, il est vrai, une secte, qui existe encore sous le nom de Moraves, qui se gouverne par des principes de communauté; mais ce sont leurs principes religieux, qui seuls les mettent en état de maintenir ce système artificiel; et leur société pourrait se comparer à un couvent de moines et de nonnes, plutôt qu'à une grande nation.

CAROLINE.

Je vois bien qu'il faut que j'abandonne la communauté des biens; mais je ne peux m'empêcher de croire que la grande inégalité des conditions, qui a lieu dans l'état actuel de la société, est un mal très-réel.

En Suisse, où il y a beaucoup moins d'inégalité dans les fortunes qu'en ce pays, j'ai souvent admiré, et presque envié, les mœurs simples et innocentes de ses habitants. Ils semblent n'avoir pas d'idée d'une moitié de nos besoins, et ne pas éprouver la moitié de nos soucis.

MADAME E.

Les Suisses sont gouvernés par des lois douces et équitables, qui en font un peuple vertueux et heureux. S'ils ne composent pas une nation riche et populeuse, ce n'est pas faute d'activité, mais c'est que la nature du pays oppose des obstacles particuliers à l'agriculture et au commerce; car les Suisses sont au contraire laborieux et entreprenants. J'ai vu souvent des hommes porter sur leurs épaules des hottes de fumier par des montées rapides, inaccessibles aux bêtes de somme; et cela pour cultiver quelque petit coin de terre isolé, que l'on n'aurait pas cru digne de tant de peine. Les femmes.

dans les campagnes , portent leur ouvrage à tricoter attaché autour du corps , afin d'avoir sous la main de quoi remplir tous les petits intervalles que leur laissent leurs occupations domestiques. Si une femme va à la fontaine pour prendre de l'eau , ou au bois pour en rapporter des fagots , elle met son fardeau en équilibre sur sa tête , et ses doigts restent libres pour faire aller ses aiguilles. Mais tout industrieux qu'ils sont , ils ne trouvent pas dans leur pays assez de ressources pour qu'un père puisse pourvoir à l'entretien de tous ses enfants ; il faut donc que quelques-uns d'eux sortent du pays et aillent chercher fortune dans les pays étrangers , qui offrent à l'industrie plus d'emploi. De-là ce nombre de négociants , de gouvernantes , de petits marchands ou de gens de métier , de domestiques suisses que l'on rencontre presque partout. Ces diverses personnes expatriées ne seraient-elles pas plus heureuses , si elles trouvaient les moyens d'exercer leur industrie et de développer leurs talents , sans quitter un pays auquel elles sont si fort attachées , et qu'elles ont tant de raison d'aimer ? Dans l'âge de la force et de l'activité , les hommes peuvent souvent quitter leur patrie et vivre heureux dans une terre étrangère ; mais demandez aux parents prêts à se séparer de leurs enfants au moment où ils atteignent l'âge qui doit réaliser leurs espérances , si ce serait un malheur pour leur pays de pouvoir leur offrir des moyens de fortune et d'activité.

Les Suisses ne peuvent pas suffire à l'entretien d'une armée pour la défense de leur territoire ; ils sont en conséquence obligés de se mettre au service des puissances étrangères , afin de pourvoir à l'entretien d'une partie de leur population , et de se ménager , en temps de danger , une ressource en les rappelant. Ces guerriers ne seraient-ils pas plus heureux de défendre leur propre pays , que de verser leur sang , comme des mercenaires , dans la cause des étrangers ? Nous en avons une preuve remarquable dans l'effet que leurs chansons patriotiques ont sur eux , à ce qu'on assure. Lorsque ces simples airs rappellent à leur pensée leur patrie si chère et si regrettée , ils les poussent à la désertion ou les rendent tout à fait malheureux. Telle est sur eux l'impression de ces airs nationaux , que l'on a cru devoir défendre de les chanter dans les troupes suisses au service des étrangers.

CAROLINE.

Il n'y pas moyen de résister à vos attaques, madame B. ; vous me

chassez de tous mes postes de retraite. J'espérais avoir trouvé un asile sûr dans les montagnes de la Suisse ; mais je vois que je dois revenir chercher un refuge à Londres, où je suis bien sûr que vous conviendrez enfin avec moi que le luxe des riches et la misère des pauvres font un contraste choquant pour les personnes douées de quelque sensibilité.

MADAME E.

Si la misère des pauvres était l'effet du luxe des riches, je serais certainement d'accord avec vous sur ce point ; mais je crois qu'il en est tout autrement. Toutefois, comme les peuples, dont nous nous sommes occupés dans nos deux derniers entretiens, et dont nous avons observé les progrès vers la richesse et la civilisation, sont loin encore d'être assez avancés dans la carrière pour se rendre coupables d'excès de luxe considérables, nous les suivrons patiemment dans leur avancement en lumières et en richesses, avant d'entamer le sujet du luxe.

CONVERSATION V.

SUR LA DIVISION DU TRAVAIL.

Origine de l'échange. — Division du travail. — Extraits de la richesse des nations, de Smith, sur la division du travail. — Avantages des machines. — Effets de la division du travail sur les mœurs et l'intelligence du peuple. — Récapitulation.

MADAME E.

Nous avons reconnu que l'établissement et la sûreté de la propriété étaient les principales causes qui avaient mis l'homme en état de secouer les chaînes de la paresse et de l'ignorance. Mais il y a d'autres causes subordonnées, qui tendent avec beaucoup de force à avancer les progrès de l'industrie et de la civilisation. La première est l'introduction de l'échange ou du *troc*.

Nous avons remarqué que quand les hommes virent qu'ils pouvaient compter avec confiance sur la sûreté de leurs possessions,

ils travaillèrent avec un redoublement d'activité. Loin d'être contents d'une subsistance faible et précaire, ils amassent pour l'avenir, ils accumulent quelques petites provisions, non-seulement des choses nécessaires, mais de celles qui peuvent, de manière ou d'autre, contribuer à l'aisance et au bien-être. L'un a une provision de flèches pour la chasse; l'autre, des vivres pour l'hiver; un troisième, des habits et des ornements destinés à la parure. Ils restent en possession de ces petites propriétés, sans que personne les inquiète et trouble leur jouissance; mais ceux qui ne peuvent plus les leur enlever par force ou par ruse, cherchent d'autres moyens de les obtenir. Dans la saison de la chasse, ils iront au fabricant de flèches; mais ils n'iront pas les mains vides; il faudra qu'ils aient quelque chose à offrir en échange, quelque chose qu'ils pensent être propre à tenter le propriétaire des flèches et à l'engager à s'en dessaisir. Ceux au contraire qui n'auraient rien à donner en retour, seront obligés de se passer de flèches, quelque besoin qu'ils puissent en avoir.

Voilà donc un nouveau stimulant pour l'esprit d'industrie. Qui conque a accumulé quelque espèce de bien au delà de ce qui lui est nécessaire pour lui-même, trouvera à échanger ce surplus contre quelque autre chose qui servira mieux ses désirs. A mesure que les objets de nos désirs se multiplient, l'ardeur de les posséder et les efforts faits pour les obtenir croissent aussi; et l'industrie de l'homme se déploie pour les produire, ou pour produire quelque chose qui serve à les lui procurer. C'est ainsi que la langueur apathique et l'indolence inerte du sauvage font place à la curiosité, à l'admiration, au désir, à l'activité, à l'industrie de l'homme civilisé.

L'homme, par exemple, qui cultive le premier un petit morceau de terre, fait naître une espèce d'abondance générale, non-seulement parce qu'il enseigne à travailler la terre, mais parce qu'il vivifie l'industrie, et lui donne une forte impulsion. Il ne peut pas consommer tout le produit de son petit jardin; il faut donc qu'il échange le surplus contre les choses dont il a besoin.

CAROLINE.

D'ailleurs, il n'aurait pas assez de temps à donner à la culture de son jardin, s'il était obligé de pourvoir à tous ses besoins par lui-même.

MADAME B.

C'est très-vrai. Ceux donc qui veulent partager les fruits qu'il a recueillis doivent contribuer à le satisfaire à d'autres égards ; les uns lui porteront du poisson , les autres du gibier ; quand il aura satisfait aux besoins de première nécessité, il échangera ses produits végétaux contre de simples objets de commodité , tels que des paniers pour tenir ses fruits , ou quelques grossiers instruments d'agriculture ; il pourra même à la fin être tenté de donner quelques-uns de ses produits contre de simples objets de luxe , tels que des coquilles rares , des plumes , et d'autres espèces d'ornements. Par-là même ses voisins seront ardents à produire et à se procurer les choses de nécessité , de commodité , ou d'agrément , qui peuvent engager le jardinier à se dessaisir de ses fruits. Ainsi l'invention est aiguillonnée ; de nouveaux articles d'échange sont produits ; on acquiert de l'habileté , et l'esprit d'industrie se développe de tous côtés.

CAROLINE.

Jusque là l'introduction des trocs paraît remplir un but fort utile ; mais quand l'industrie est une fois excitée , pourquoi chacun ne déploierait-il pas ses propres talents pour satisfaire à ses besoins sans l'intervention d'aucun troc ? S'il arrive qu'un homme possède une quantité superflue de quelque marchandise , il est sans doute à désirer qu'il puisse l'échanger contre quelque chose qui lui manque : mais il me semble que c'est un circuit peu naturel de produire quelque chose dont on n'a pas besoin , afin de l'échanger ensuite contre ce dont on a besoin.

MADAME B.

Voudriez-vous donc que le boulanger tuât les animaux dont il doit manger la chair , en même temps qu'il ferait cuire son pain ; qu'il brassât sa bière , bâtît sa maison , fit ses habits , et une multitude d'autres choses , au lieu de se les procurer par la vente de son pain ?

CAROLINE.

Oh ! non , il lui serait impossible de se charger de tant d'occupations variées ; d'ailleurs il peut faire mieux une seule et même chose qu'il n'en ferait plusieurs. Mais cette séparation de métiers et de commerce ne peut avoir lieu dans l'état sauvage.

MADAME B.

Non, mais elle commence à s'établir aussitôt que les échanges s'introduisent; et c'est à ce circuit d'opérations que nous sommes redevables de tous nos progrès en dextérité et en industrie; les avantages qui en résultent sont plus importants que vous n'imaginez.

Dès que les trois devinrent communs, on ne tarda pas à découvrir que plus un homme se bornait à une seule branche d'industrie, à la fabrication des arcs et des flèches, par exemple, plus il acquérait de talent et de dextérité dans cet art particulier; tellement qu'il en venait à faire des arcs et des flèches non-seulement en moins de temps, mais d'un travail plus parfait qu'un autre homme qui entreprenait plusieurs ouvrages à la fois.

CAROLINE.

Maintenant je commence à comprendre l'avantage qui résulte des échanges, indépendamment de cet esprit d'industrie et de ce goût pour des jouissances de diverse espèce qui en sont la suite. L'ouvrier qui a acquis une supériorité décidée dans la fabrication des arcs et des flèches, gagnera plus à se borner à cette occupation, et à changer cette espèce de marchandise contre les choses d'une autre nature qu'il peut désirer, que s'il dirigeait son attention sur une multitude de travaux divers.

MADAME B.

Sans contredit, pourvu toutefois qu'il soit sûr de pouvoir disposer de tous les arcs et flèches qu'il fera; car il lui serait inutile d'en faire plus qu'il n'en pourrait vendre ou échanger; et comme personne ne se présenterait pour les acheter, à moins qu'il n'eût quelque chose à donner en retour, il s'écoulerait un long espace de temps avant que les progrès de l'industrie pussent créer un nombre d'acheteurs suffisant pour mettre un homme en état de gagner sa vie par la fabrication des arcs et des flèches.

Ce n'est donc que dans un état de société plus avancé, que la demande des marchandises est assez grande pour que les hommes trouvent leur avantage à se vouer exclusivement chacun à un art particulier.

Adam Smith s'exprime ainsi à ce sujet: « Dans ces maisons iso-

« lées et ces petits hameaux qui se trouvent épars dans un pays
 » très-peu habité, tel que les montagnes d'Écosse, il faut que
 » chaque fermier soit le boucher, le boulanger et le brasseur de
 » son ménage. Dans ces pays, il ne faut pas s'attendre à trouver
 » deux forgerons, deux charpentiers et deux maçons qui ne soient
 » pas au moins à vingt milles l'un de l'autre. Les familles éparses
 » qui se trouvent à huit ou dix milles du plus proche de ces ou-
 » vriers, sont obligées de s'apprendre à faire elles-mêmes une
 » quantité de menus ouvrages pour lesquels on aurait recours à
 » l'ouvrier dans des pays plus peuplés. »

Cette séparation des occupations, que l'on appelle en économie politique, *la division du travail*, ne peut avoir lieu que dans les pays civilisés. Dans les états florissants de l'Europe, on trouve non-seulement les hommes occupés exclusivement d'un art particulier, mais cet art subdivisé en de nombreuses branches, dont chacune forme une occupation distincte pour des ouvriers différents.

Il y a là-dessus un beau passage d'Adam Smith, dont maintenant vous pourrez apprécier le mérite.

CAROLINE *lit.*

« Observez, dans un pays civilisé et florissant, ce qu'est le mobi-
 » lier d'un simple journalier ou du dernier des manœuvres, et
 » vous verrez que le nombre des gens dont l'industrie a concouru
 » pour une part quelconque à lui fournir ce mobilier, est au delà
 » de tout calcul possible. La veste de laine, par exemple, qui
 » couvre ce journalier, toute grossière qu'elle parait, est le produit
 » du travail réuni d'une innombrable multitude d'ouvriers. Le
 » berger, celui qui a trié la laine, celui qui l'a peignée ou cardée,
 » le teinturier, le fileur, le tisserand, le foulon, celui qui adoucit,
 » chardonne et unit le drap, tous ont mis une portion de leur in-
 » dustrie à l'achèvement de cette œuvre grossière. Combien d'ail-
 » leurs n'y a-t-il pas eu de marchands et de voituriers employés à
 » transporter les matériaux à ces divers ouvriers, qui souvent de-
 » meurent dans des endroits fort distants les uns des autres. Que de
 » commerce et de navigation mis en mouvement ! Que de construc-
 » teurs de vaisseaux ! Que de matelots, d'ouvriers en voiles et en
 » cordages mis en œuvre pour opérer les transports des différentes
 » drogues du teinturier, rapportées souvent des extrémités du

» monde ! Quelle variété de travail aussi pour produire les outils
» du moindre de ces ouvriers ! Sans parler des machines les plus
» compliquées , comme le vaisseau du commerçant , le moulin du
» foulon ou même le métier du tisserand , considérons seulement
» quelle multitude de travaux exige une des machines les plus
» simples , les ciseaux avec lesquels le berger a coupé la laine. Il
» faut que le mineur , le constructeur du fourneau où le minerai a
» été fondu , le bûcheron qui a coupé le bois de charpente , le char-
» bonnier qui a cuit le charbon consommé à la fonte , le briquetier ,
» le maçon , les ouvriers qui ont conduit le fourneau , le construc-
» teur du moulin de la forge , le forgeron , le coutelier , aient tous
» contribué , par la réunion de leur industrie , à la production de
» cet outil. Si nous voulions examiner de même chacune des autres
» parties de l'habillement de ce journalier , ou chacun des meubles
» de son ménage , la grosse chemise de toile qu'il porte sur la
» peau , les souliers qui couvrent ses pieds , le lit sur lequel il re-
» pose , et toutes les différentes parties dont ce meuble est com-
» posé ; le gril sur lequel il fait cuire ses aliments , le charbon qu'il
» y emploie , qui a été arraché des entrailles de la terre , et qui lui
» a été apporté peut-être par de longs trajets sur terre et sur mer ,
» tous ses autres ustensiles de cuisine , ses meubles de table , ses
» couteaux et ses fourchettes , les assiettes de terre ou d'étain sur
» lesquelles il sert et coupe ses aliments , les différentes mains qui
» ont été employées à préparer son pain et sa bière , le châssis de
» verre qui lui procure à la fois du chaud et de la lumière , tout en
» l'abritant du vent et de la pluie ; l'art et les connaissances qu'exige
» la préparation de cette heureuse et superbe invention , sans la-
» quelle nos climats du nord offriraient à peine des habitations
» supportables , ainsi que de tous les outils des divers ouvriers
» employés à produire ces diverses commodités ; si nous exami-
» nons , dis-je , toutes ces choses , et si nous considérons la variété
» et la quantité de travaux que suppose chacune d'elles , nous sen-
» tirions que , sans l'aide et le concours de plusieurs milliers de
» personnes , le plus petit particulier , dans un pays civilisé , ne
» pourrait être vêtu et meublé , même selon ce que nous regardons
» mal à propos comme la manière la plus simple et la plus commune.
» Il est bien vrai que son mobilier paraîtra extrêmement simple
» et commun , si on le compare avec ce que le luxe a de plus re-

« cherché; cependant entre le mobilier d'un prince d'Europe et
 » celui d'un paysan laborieux et rangé, il n'y a peut-être pas autant
 » de différence qu'entre les meubles de ce dernier et ceux de tel
 » roi d'Afrique qui règne sur dix mille sauvages nus, et qui dis-
 » pose en maître absolu de leur liberté et de leur vie. »

Cela est assurément très-vrai, et me rappelle une observation du docteur Johnson dans le *Rambler*. Il dit : « Qu'il n'y a pas une
 » blanchisseuse, qui déjeune sans thé venu des Indes orientales et
 » sans sucre venu des Indes occidentales. »

Je comprends à présent l'allusion que vous faisiez ci-devant au petit conte du *Verger*. En divisant entr'eux les différents procédés de tresser la paille, les enfants réussissaient beaucoup mieux que le petit garçon qui voulait faire sa tresse tout seul.

MADAME B.

Je vais à présent mettre sous vos yeux quelques exemples, par lesquels Adam Smith fait sentir les avantages de la division du travail. Je vous donnerai d'abord celui de la fabrication des épingles dans les propres termes de cet auteur : « Un homme, dit-il, qui ne
 » serait pas façonné à ce genre d'ouvrage, dont la division du tra-
 » vail fait un métier particulier, ni accoutumé à se servir des in-
 » struments qui y sont en usage, dont l'invention est probablement
 » due encore à la division du travail, cet ouvrier, quelque adroit
 » qu'il fût, pourrait à peine faire une épingle dans toute sa jour-
 » née, et certainement il n'en ferait pas une vingtaine. Mais de la
 » manière dont la chose est maintenant arrangée, non-seulement
 » l'ouvrage entier forme un métier particulier, mais même cet ou-
 » vrage est divisé en un grand nombre de branches, dont la plu-
 » part constituent autant de métiers particuliers. Un ouvrier tire le
 » fil de la bobille, un autre le dresse, un troisième coupe la dres-
 » sée, un quatrième *empointe*, un cinquième est employé à
 » émoudre le bout qui doit recevoir la tête. Cette tête est elle-même
 » l'objet de deux ou trois opérations séparées; la frapper est une
 » besogne particulière, blanchir les épingles en est une autre; c'est
 » même un métier distinct et séparé, que de piquer les papiers et
 » d'y *bouter* les épingles; enfin l'important travail de faire une
 » épingle est divisé en dix-huit opérations distinctes ou environ,
 » lesquelles, dans certaines fabriques, sont exécutées par autant

» de mains différentes , quoique dans d'autres le même ouvrier en
 » remplisse deux ou trois. J'ai vu une petite manufacture de ce
 » genre, qui n'employait que dix ouvriers, et où par conséquent
 » quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations.
 » Mais quoique la fabrique fût fort pauvre, et par cette raison mal
 » assortie en machines, cependant, quand ils se mettaient en train
 » ils venaient à bout de faire entr'eux environ douze livres d'épin-
 » gles par jour; or, chaque livre contient au delà de 4,000 épin-
 » gles de moyenne taille. Ainsi ces dix ouvriers pouvaient faire
 » entr'eux au delà de 48 milliers d'épingles dans une journée;
 » donc chaque ouvrier, faisant une dixième partie de ce produit,
 » peut être considéré comme faisant dans sa journée 4800 épin-
 » gles. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment
 » les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette be-
 » sogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt
 » épingles, peut-être pas une seule dans sa journée; c'est-à-dire,
 » pas, à coup sûr, la deux cent quarantième partie, et pas, peut-
 » être, la quatre mille huit centième partie de ce qu'ils sont main-
 » tenant en état de faire, en conséquence d'une division, et d'une
 » combinaison convenables de leurs différentes tâches. »

CAROLINE.

Ces effets de la division du travail sont vraiment étonnants !

MADAME B.

L'exemple donné par Adam Smith en preuve de la dextérité qu'acquièrent les hommes occupés d'une seule opération est aussi très-frappant. Après avoir observé qu'un homme, qui n'a pas l'habitude de forger, peut difficilement faire trois cents clous en un jour, il dit qu'un forgeron ordinaire en peut faire un millier, et qu'il a vu de jeunes garçons dressés exclusivement à faire des clous, qui avaient acquis une telle dextérité dans cet art qu'ils en faisaient deux mille trois cents par jour.

CAROLINE.

La différence est prodigieuse : mais je puis la concevoir, en voyant avec quelle gaucherie un homme étranger à un art en manie les instruments, tandis que celui qui est du métier s'en sert avec tant d'aisance et d'adresse.

MADAME B.

Il faut considérer ensuite que , lorsque l'attention et les talents d'un homme sont entièrement concentrés sur un seul objet , il y a plus de probabilité pour lui de découvrir de nouveaux moyens de perfectionner son ouvrage, ou de faciliter et d'abrégéer son travail , que si son esprit était occupé d'une multitude d'ouvrages divers. C'est le plus souvent aux ouvriers que nous sommes redevables des perfectionnements dans les procédés et les outils.

Un autre avantage de la division du travail est qu'elle permet de faire aller l'ouvrage d'une manière régulière et non interrompue. Un ouvrier, qui a plusieurs occupations variées, non-seulement perd le temps à aller de l'une à l'autre, mais encore à se mettre à chacune d'elles; à peine est-il *en train* de l'une, qu'il faut qu'il la quitte pour en prendre une autre. Il faut qu'il aille de la charrue à la navette, de la navette à la forge , de la forge au moulin ; mais que dis-je ? il ne peut y avoir ni charrue, ni navette , ni forge , ni moulin , avant la division du travail ; car personne n'aurait le temps ou l'habileté que suppose la construction de telles machines , si l'on n'a pas eu la possibilité d'y consacrer tout son travail et toute son attention.

On peut donc considérer la construction des machines comme une branche supérieure de la division du travail. Les effets qu'elles produisent en facilitant et en abrégéant le travail sont presque incroyables. Combien , par exemple , l'opération de moudre le grain n'est-elle pas devenue aisée à la faveur d'une machine aussi simple que le moulin à vent ! S'il fallait exécuter cette opération avec la main , en broyant le grain entre deux pierres, ce serait un travail presque sans fin ; tandis qu'à l'aide du moulin le mouvement naturel de l'air fait presque tout l'ouvrage.

CAROLINE.

Les moulins à coton sont bien plus admirables encore. Une machine à vapeur met en mouvement toutes les roues, tous les fuseaux, et fait l'ouvrage de quelques centaines d'ouvriers.

MADAME B.

La grande puissance des machines dans les mains de l'homme dépend de l'art de forcer les agents naturels, tels que le vent, les vapeurs et l'eau, à exécuter la tâche , qu'il serait obligé d'exécuter

seul, s'il était privé de leur secours. Par ce moyen, le travail est fort abrégé ; une grande partie des efforts que l'homme devrait faire se trouve épargnée, et l'ouvrage s'exécute souvent d'une manière plus exacte et plus uniforme.

Nous avons dit un mot de la dextérité que l'on peut acquérir dans l'art de faire des clous : mais les plus puissants efforts du travail manuel n'approchent pas de la force des machines. On en a inventé une aux États-Unis d'Amérique dans le but de couper dans le fer les clous tout d'une pièce ; cette machine agit avec tant de rapidité, qu'elle rend en une minute 250 clous absolument achevés, ou 1,500 par heure.

CAROLINE.

J'imagine que les métaux n'ont pu être mis en œuvre, que lorsque la division du travail avait déjà fait de grands progrès.

MADAME B.

Certainement ; car il faut pour les mettre en œuvre, le travail d'un grand nombre d'hommes exclusivement employés aux mines. Les Mexicains et les Péruviens, qui avaient cependant fait quelques pas vers la civilisation, n'avaient jamais songé à chercher l'or dans les entrailles de la terre ; ils s'étaient contentés de ce qu'ils avaient pu en recueillir dans le lit des rivières. Dans la Grande-Bretagne, les mines de Cornouailles ont été très-anciennement exploitées ; on croit même que cet art fut enseigné aux Bretons par les Phéniciens, qui trafiquaient avec eux et recevaient d'eux de l'étain et d'autres métaux.

CAROLINE.

Je vois très-clairement que la division du travail est un pas nécessaire pour obtenir l'accumulation de la richesse nationale : mais ne peut-elle pas avoir une influence fâcheuse sur les facultés intellectuelles des individus ? Un homme borné à une simple opération mécanique, quelle que soit la facilité et la perfection qu'il peut acquérir dans cette espèce de travail, demeure étranger à toute autre espèce de perfectionnement ; son esprit ne sera jamais appelé par la difficulté même à déployer sa force et son activité, il ne sera point animé par l'intérêt qu'inspirent les occupations variées, ni éclairé par la comparaison entre des objets divers. Ses idées seront renfermées dans les étroites limites de ses occupations monotones ;

et ses facultés intellectuelles seront tellement dégradées, qu'il ne s'élèvera pas fort au-dessus de la machine inanimée qu'il met en jeu; tandis qu'un paysan ordinaire, de qui les occupations sont diversifiées, et qui fait peu usage des machines, acquiert des lumières par l'expérience qu'il a de ces pratiques variées, et profitant d'une plus grande étendue d'observation, jouit d'un développement d'intelligence proportionné.

MADAME B.

Les lumières d'un laboureur sont en effet très-souvent singulièrement distinctes dans sa sphère limitée; mais j'ai observé communément, en causant sur des objets généraux tantôt avec un laboureur, tantôt avec un ouvrier qui exerce quelque autre profession mécanique, que ce dernier manifestait plus d'intelligence, et que son esprit paraissait plus actif et plus accoutumé à réfléchir. Je conçois que cela peut tenir à la facilité qu'offrent certains arts mécaniques de vivre dans une société plus rapprochée. Ceux qui en font leur occupation demeurent dans les villes, où les liaisons sociales sont, à raison du voisinage, beaucoup plus faciles qu'au sein des habitations répandues dans la campagne. Quand ils se rassemblent, ils parlent entr'eux de leurs intérêts mutuels, ils lisent les gazettes, discutent la politique de la paroisse et celle de l'État. Cette observation est particulièrement applicable aux manufactures, où en général un grand nombre de personnes travaillent dans un même local, et où le plus souvent le travail n'empêche pas la conversation. Les liaisons sociales, quelque inférieurs que soient ceux entre lesquelles elles se forment, ne peuvent manquer de favoriser la propagation des lumières; ceux qui les ont contractées apprennent à connaître les moyens de bien-être qu'ont su procurer les plus habiles et les plus laborieux; ils apprennent à les apprécier, et sont par-là même aiguillonnés à travailler pour les obtenir; c'est cette espèce d'instruction qui est, comme nous l'avons observé, le pas le plus essentiel à faire pour dissiper l'ignorance et animer l'industrie.

CAROLINE.

Mais n'est-il point à craindre que les avantages obtenus, quant aux progrès de l'intelligence, par ces liaisons constantes entre les personnes des plus basses classes, dans les villes de manufactures, ne soient plus que contre-balancés par la corruption des mœurs que

ces liaisons peuvent produire ? Combien le vice paraît prédominer dans les classes inférieures au sein des villes populeuses, en comparaison des cabanes rustiques !

MADAME E.

Vous ne faites pas entrer en considération la différence qui a lieu dans la population. Il y a souvent un plus grand nombre de personnes réunies dans une ville de manufacture, qu'il n'y en a d'éparses, dans les campagnes, sur une étendue de trente milles carrés. Mais admettant que le nombre comparatif des crimes soit plus grand dans les premières, je crois qu'ils sont compensés par une proportion plus considérable de vertus.

CAROLINE.

Mais vous m'accorderez bien que l'on entend beaucoup plus parler des vices des grandes villes et des villes de manufacture, que de leurs vertus ?

MADAME E.

Parce que les crimes, étant punis par les lois, deviennent nécessairement connus, tandis que la vertu reçoit rarement un témoignage public d'approbation. Tout acte de fraude et de violence retentit à nos oreilles, tandis que les actes d'humanité, les sentiments de compassion, les sacrifices par lesquels le pauvre soulage les peines d'autrui, ne sont connus que de ceux qui pénètrent dans le détail de leurs affaires domestiques. C'est ce qu'ont eu souvent occasion d'observer les médecins qui visitent, à leur domicile, les malades des classes inférieures.

CAROLINE.

Et cependant, en tout, ne croyez-vous pas que la situation des pauvres à la campagne est meilleure qu'à la ville ?

MADAME E.

Chacune de ces situations a ses avantages et ses désavantages ; et je serais disposée à croire que le bien et le mal sont à cet égard assez compensés. Si les habitants des villes sont mieux instruits, et peuvent se procurer plus aisément quelques moyens de bien-être, les habitants des campagnes sont plus vigoureux et mieux portants ; plus propres ; et ils ont l'avantage de trouver une demande plus

constante et plus régulière des produits de leur travail; cette demande est moins sujette à être affectée par les chances de la guerre, de la mode, et par d'autres causes, qui souvent jettent les manufactures dans une grande détresse.

Mais si vous aviez encore quelque crainte que la division du travail ne pût arrêter les progrès intellectuels des basses classes, je considérerais ce mal comme amplement compensé par l'effet prodigieux de la multiplication de la richesse; c'est une circonstance qui non-seulement augmente le bien-être du pauvre, mais qui, en facilitant l'acquisition des connaissances, finit par les répandre dans toutes les classes. C'est à la division du travail que nous sommes redevables de tous les perfectionnements opérés dans les procédés des arts, et entr'autres de l'invention de l'imprimerie, ce grand moyen par lequel les connaissances de toute espèce se sont si merveilleusement propagées.

Nous avons, si je ne me trompe, amené nos sauvages à un assez haut degré de civilisation. Je voudrais maintenant que nous récapitulassions en peu de mots les causes qui ont produit cet heureux changement; après quoi, dans notre prochaine entrevue, nous continuerons à suivre le progrès de la société.

CAROLINE.

Le travail paraît être la cause naturelle et immédiate de la richesse; mais il ne peut guère produire que l'étroit nécessaire, aussi longtemps que ses bons effets ne sont pas secondés par l'établissement d'un gouvernement qui rende la propriété assurée. Alors l'esprit d'industrie se développe rapidement. L'excédant du produit d'un individu s'échange contre celui d'un autre. Les facilités offertes ainsi aux échanges introduisent la division du travail ou des diverses occupations de la vie, et suggèrent bientôt l'invention des machines, dont nous avons discuté le mérite.

MADAME B.

Tout à fait bien, Caroline. Nous allons maintenant perdre, quelques instants, de vue cet état perfectionné de la société, convaincues, j'espère, que nous laissons les hommes beaucoup plus heureux que nous ne les avons trouvés en commençant.

CONVERSATION VI.

DU CAPITAL.

Distinction du riche et du pauvre. — Accumulation de la richesse. — Comment on l'emploie. — Le pauvre travaille pour l'acquérir. — Contrat entre le capitaliste et l'ouvrier. — Le riche est dans la nécessité d'employer le pauvre. — Définition du capital. — Comment le capital donne un revenu. — Profits faits par l'emploi des ouvriers. — Ouvriers productifs. — Indépendance des hommes à capitaux. — Industrie limitée par le capital. — L'industrie croît en proportion du capital. — Le capital augmente par l'addition des épargnes sur le revenu. — Bonheur résultant plutôt de l'acquisition graduelle, que de la possession actuelle de la richesse.

MADAME B.

En suivant le progrès de la société vers la civilisation, nous avons observé les heureux effets de la sûreté de la propriété et de la division du travail. C'est de la même époque que date la distinction entre le riche et le pauvre.

CAROLINE.

Et tous les maux qu'engendre l'inégalité des conditions. C'est, hélas! le côté sombre du tableau. La mauvaise herbe croît avec le blé.

MADAME B.

Je ne vois pas pourquoi cette distinction serait appelée un mal. Si elle n'existe pas dans l'état sauvage, c'est que l'indigence est générale; car alors tout le monde est pauvre, parce que personne ne peut se procurer plus que l'absolu nécessaire. Quand la civilisation s'établit, les avantages qui naissent de la division du travail mettent l'homme habile et industrieux en état d'acquérir plus qu'il ne lui faut pour satisfaire ses besoins et ses désirs. Son activité soutenue permet à ce surplus de s'accumuler avec le temps, et cet homme devient riche, tandis qu'un autre, moins industrieux, ne

gagnant chaque jour que sa subsistance, reste dans la pauvreté et ne possède rien.

CAROLINE.

Je ne vois pas l'avantage de cette accumulation de richesse. Il faut ou la dépenser ou l'enfourir. Dans le premier cas, l'homme industrieux finira par se trouver aussi pauvre que ses indolents voisins ; dans le second, le trésor accumulé ne sera utile à personne.

MADAME B.

Votre dilemme est présenté d'une manière assez ingénieuse ; mais vous m'avouerez au moins, qu'avec la dépense, augmente le champ des jouissances. Et quant au trésor, j'espère que vous n'en revenez pas à vos premières idées sur les richesses et sur l'argent. Vous n'oubliez pas que la richesse dont nous parlons consiste en produits échangeables ; que ces produits, agricoles ou fabriqués, sont souvent de nature à ne pouvoir être amassés, lors même qu'on voudrait l'entreprendre. Aussi a-t-on imaginé une manière d'en disposer beaucoup plus avantageuse ; une manière qui non-seulement conserve, mais augmente ces produits.

CAROLINE.

Quel est donc cet admirable secret ?

MADAME B.

Vous ne pouvez bien le comprendre sans quelques explications préliminaires.—Dans une société civilisée, les hommes ne peuvent pas, comme dans l'état de nature, subsister de leur chasse ou des productions spontanées de la terre ; il n'y a plus de terres désertes, la culture les a détruites ; tout est partagé, la propriété a tout envahi.

CAROLINE.

Quand la terre est ainsi devenue la possession exclusive du riche, il semble qu'il n'y a plus de ressource pour le pauvre.

MADAME B.

Et que croyez-vous que le riche fasse de son bien ?

CAROLINE.

Le pauvre assurément n'en recevra que bien peu de chose ; ce

que les personnes les plus charitables donnent n'est jamais qu'une faible partie de ce qu'elles dépensent.

MADAME B.

Je suis loin de souhaiter que le pauvre dépende de la charité des riches pour sa subsistance. N'y a-t-il pour lui d'autre moyen d'avoir sa part de leur bien que de faire le métier de mendiant ?

CAROLINE.

Pas que je sache, à moins qu'il ne consente à voler. — Mais non, je vous entends, vous voulez dire qu'il gagnera en travaillant.

MADAME B.

C'est cela même. Le pauvre dit au riche : « Vous avez plus que ce qu'il faut pour suffire à vos besoins, et moi je suis sans ressource. Donnez-moi une petite part dans vos biens qui suffise à ma subsistance. Je n'ai que mon travail à vous offrir en échange. Mais il fera plus que compenser le sacrifice que vous ferez, en pourvoyant à mon entretien pendant que je travaillerai pour vous »

CAROLINE.

Mais n'est-on pas dans l'usage de payer des salaires aux ouvriers au lieu de les entretenir ?

MADAME B.

Cela revient au même ; car les salaires pourvoient à l'entretien ; la monnaie représente les choses dont l'ouvrier a besoin et pour lesquelles il peut l'échanger.

CAROLINE.

Ainsi l'on peut supposer que l'ouvrier dit à l'homme riche : « Donnez-moi la nourriture et le vêtement, et moi je produirai pour vous par mon travail, d'autres choses en retour. »

MADAME B.

Précisément ; l'homme riche échange avec l'ouvrier l'ouvrage déjà fait pour l'ouvrage qui est à faire. C'est ainsi qu'il acquiert le droit de commander le travail du pauvre, et qu'il augmente sa richesse par le profit qu'il fait sur ce travail.

CAROLINE.

C'est, je l'avoue, une ressource pour les pauvres; mais ce n'en est pas assez pour me satisfaire pleinement; car ils sont laissés à la merci des riches; et si ceux-ci ne voulaient pas les employer, les pauvres mourraient de faim.

MADAME B.

Il est vrai; mais que feraient les riches privés de leur secours?

CAROLINE.

Leur richesse leur fournirait en abondance des moyens de subsistance.

MADAME B.

Au commencement cela pourrait être; mais à la longue, cette richesse serait consommée. Leurs récoltes et leurs bestiaux seraient mangés; leurs habits s'useraient, et leurs maisons tomberaient en décadence.

CAROLINE.

Mais les récoltes se renouvellent d'année en année; on achète de nouveaux habits et l'on répare ou l'on reconstruit les maisons: les riches obtiennent aisément tout ce qu'ils désirent.

MADAME B.

Mais qui produit les récoltes? Qui fabrique les habits neufs? Qui bâtit les maisons? Ce sont les hommes pauvres. Sans leur aide, chacun ne pourrait dépenser que ce qu'il possède actuellement; et quand cette dépense serait faite, il ne resterait plus rien.

CAROLINE.

Vous avez raison; c'est là une idée qui m'a souvent inquiétée dans mon enfance. Je croyais que mon père s'appauvissait en proportion de la dépense qu'il faisait; mais aujourd'hui je comprends que la richesse est reproduite par le travail du pauvre, et que c'est de là que naît un revenu annuel.

MADAME B.

Si la valeur produite par l'ouvrier surpasse ce qu'il a consommé, l'excès constitue le revenu de celui qui l'emploie; et je vous prie

d'observer que le revenu ne peut être obtenu par aucun autre moyen que par le travail des pauvres.

CAROLINE.

Je savais à la vérité qu'il était nécessaire d'employer des ouvriers dans ce but ; mais je n'avais pas songé à cette réciprocité d'avantages qui en résulte , et qui rend le pauvre en grande partie indépendant de la volonté du riche.

MADAME B.

Le riche et le pauvre sont nécessaires l'un à l'autre. C'est la fable des membres et de l'estomac. Sans les riches, les pauvres mourraient de faim ; et s'il n'y avait point de pauvres, les riches seraient contraints de travailler pour vivre.

CAROLINE.

C'est vrai, et voilà ce que vous aviez en vue, quand vous disiez que les riches avaient un meilleur emploi à faire de leurs biens que de les entasser.

MADAME B.

Sans doute ; la classe ouvrière consomme et reproduit. La richesse destinée à la reproduction par l'emploi des ouvriers est ce qu'on appelle le *capital*. Vous avez sans doute oui parler quelquefois de capital ?

CAROLINE.

Oh ! oui ; on dit d'un homme riche qu'il a de grands capitaux. Ces deux expressions me semblent synonymes.

MADAME B.

Elles le sont en effet ; vous pouvez avoir entendu dire que l'on se ruine quand on dépense ses capitaux ; qu'il convient de placer bien son capital, pour qu'il rende un revenu ; c'est-à-dire, qu'il faut l'employer à mettre des ouvriers au travail ; le profit qu'on en retire est ce qu'on nomme le revenu.

CAROLINE.

Si le capital s'emploie à payer les salaires des ouvriers, il est dépensé et consommé par eux ; il est donc perdu pour le capitaliste, comme s'il l'avait lui-même dépensé.

MADAME B.

Non ; le capital employé de la sorte est consommé , mais il n'est pas détruit : du moins il ne l'est pas plus que la graine confiée à la terre , qui est reproduite avec bénéfice. Le capital consommé par les ouvriers est reproduit de même , avec un accroissement de valeur dans les articles qui sont le fruit de leur industrie.

CAROLINE.

Je sais qu'un capital produit un revenu ; et il me semble que j'ai une idée nette de la manière dont cela se fait. J'ai cependant quelques doutes à ce sujet , que je ne puis entièrement dissiper. Je vois que l'ouvrier ne reproduit pour le capitaliste qu'autant qu'il consomme ; en d'autres termes , qu'il produit des marchandises égales en valeur aux salaires qu'il reçoit ; le *revenu* est simplement équivalent aux *avances* ; l'ouvrier rend exactement ce que le capitaliste lui a fourni ; celui-ci ne perd ni ne gagne à ce marché ; le seul avantage qu'il y trouve est qu'à la faveur de la reproduction , un produit périssable est rendu permanent ; car s'il y a un surplus de production , il est bien juste que l'ouvrier en ait tout le bénéfice.

MADAME B.

Aucun capitaliste ne consentirait à faire un tel accord. Quand un homme pauvre demande au riche de pourvoir à son entretien , en lui offrant son travail en retour , il ne lui dit pas : « Pour la nourriture que vous me donnerez pendant le cours de cette année , je produirai , pour l'année prochaine , une égale quantité de nourriture ; » — parce qu'il sait qu'on ne l'emploierait pas à ces termes-là. Il faut qu'il engage le capitaliste , par la perspective de quelque avantage , à échanger la nourriture toute prête qu'il possède , contre quelque chose qui n'existe point encore. Il lui dit donc : « Pour la nourriture que vous me donnez dès à présent , je vous en rendrai plus l'année prochaine ; ou je vous procurerai des produits de plus grande valeur. »

CAROLINE.

Il me semble qu'il y a de la dureté de la part du riche , après avoir envahi la propriété de la terre , et n'avoir laissé au pauvre que son travail , de ne pas lui en céder en entier le fruit. Si j'étais législateur , je me sentirais disposée à établir , à tout événement ,

une loi pour forcer le capitaliste à céder à l'ouvrier la totalité du profit provenant de son travail. Un règlement de cette nature tendrait infailliblement à améliorer la condition du pauvre. Vous souriez, madame B.; j'ai bien peur que vous ne goûtiez pas mon plan de législation.

MADAME B.

J'y proposerais une addition; ce serait une loi qui forçât le capitaliste à employer les ouvriers; car aux termes que vous voudriez prescrire, personne ne consentirait à leur donner de l'ouvrage. Si le fermier était obligé de payer à ses ouvriers la valeur des récoltes qui sont le fruit de leur travail, il ne retirerait aucun profit de la vente de ses récoltes; il laisserait donc ses champs sans culture, la terre resterait en friche, et les ouvriers mourraient de faim. Par la même raison, les fabricants congédieraient leurs ouvriers, et les marchands leurs commis; en un mot, l'industrie serait paralysée. Certes si vous cherchiez à inventer pour un pays un système de ruine certaine et inévitable, je ne crois pas que vous pussiez adopter un moyen plus efficace d'accomplir un tel dessein.

CAROLINE.

En voilà bien assez sur la sagesse de mes lois! J'aurais dû prévoir les conséquences que vous venez de me montrer, puisque vous m'aviez fait remarquer précédemment, que ce qui engage le riche à employer le pauvre, c'est l'avantage qu'il retire de l'occupation qu'il lui donne.

MADAME B.

Sans doute. Le profit que procure aux riches l'emploi qu'ils font de leurs capitaux constitue leur revenu. Sans ce revenu, le capital pourrait, il est vrai, être reproduit chaque année en vertu de vos lois coactives; mais comme il ne donnerait point de revenu, le capitaliste le consommerait graduellement pour l'entretien de sa famille; et par conséquent les moyens qu'il a d'employer des ouvriers diminueraient d'année en année.

Loin d'envisager comme un mal les profits que le capitaliste retire de ses ouvriers, j'ai souvent pensé que c'était une des plus bienfaisantes dispensations de la Providence, que cet ordre en vertu duquel l'emploi des forces du pauvre est nécessaire au riche pour l'accroissement de sa fortune.

Ainsi l'homme riche a un moyen d'accroître son capital, non en l'entassant mais en le distribuant à des ouvriers qui le consomment et reproduisent un autre capital plus considérable. De-là ces ouvriers ont pris le nom d'*ouvriers productifs*.

CAROLINE.

Ainsi quand un homme possède un capital, ou par l'accumulation de ses épargnes ou par héritage, il n'a plus besoin de travailler pour vivre; d'autres travaillent pour lui.

MADAME B.

Cela dépend de la grandeur de son capital et de l'étendue de ses désirs. Si ce capital lui donne un revenu suffisant à son entretien et à celui de sa famille, avec le degré d'aisance qui le satisfait, il peut vivre sans rien faire; sinon il travaillera lui-même, ou tout au moins il inspectera ses ouvriers. C'est le cas du fermier, du marchand, du chef d'atelier; chacun d'eux surveille les travaux qui l'intéressent.

Comprenez-vous maintenant qu'aucune entreprise productive ne peut être faite sans capital? Le capital est nécessaire pour payer les ouvriers, pour acheter les matériaux de leur travail, les instruments dont ils se servent; pour suffire en un mot à toute la dépense qu'exige l'emploi des ouvriers.

CAROLINE.

Mais un homme peut faire une entreprise productive sans employer des ouvriers: par exemple s'il cueille des champignons, sur une terre commune, il n'a pas besoin de capital pour cela; il n'y emploie point d'outils; la terre produit des champignons spontanément, et tout homme a droit de les ramasser. On peut dire la même chose des noisettes et des groseilles sauvages.

MADAME B.

Ce sont là des restes des ressources en usage à l'état sauvage; dans cet état on subsiste des productions spontanées de la terre: mais les occupations qui ne demandent aucun capital sont bien peu considérables, et ne peuvent avoir lieu que durant une certaine saison de l'année.

CAROLINE.

Il y en a une qui me paraît avoir beaucoup d'importance; c'est

la pêche. Les pêcheurs n'ont nul besoin de capital ; le poisson ne leur coûte que la peine de le prendre. — Ah ! non ; je me trompe ; j'oubliais les filets et les barques, qui sont nécessaires pour pêcher ; il faut bien d'ailleurs que les hommes aient de quoi subsister, quand le temps ne leur permet pas de se hasarder sur l'eau.

Mais il y a un autre exemple, madame B. ; j'ai connu des personnes qui n'avaient rien, et qui faisaient des affaires sur leur crédit.

MADAME B.

Ceci n'est pas une exception ; car le crédit est l'emploi d'un capital qui appartient à un autre.

CAROLINE.

Il est vrai ; c'est un triste sujet de réflexion, qu'il faille toujours posséder quelque chose pour gagner davantage. Ainsi celui qui n'a rien pour commencer, n'a aucun moyen d'échapper à la pauvreté.

MADAME B.

Le mot pauvreté a un sens vague. Si vous entendez par-là un état de véritable indigence, l'ouvrier qui gagne sa subsistance au jour le jour n'est pas dans cet état. Mais si vous opposez la pauvreté à la richesse, c'est-à-dire, à la possession d'un capital, les ouvriers sont communément dans cet état. Ils peuvent toutefois en sortir. Un homme bien portant et bon travailleur, s'il sait économiser, met presque toujours de côté quelque petite somme ; c'est le commencement d'un capital, qui se forme par l'accumulation de ces épargnes successives.

CAROLINE.

C'est vrai. Thomas, notre sous-jardinier, qui est intelligent et laborieux, disait l'autre jour à ses camarades, qu'au moment où il aurait amassé quelqu'argent pour commencer un établissement, il avait dessein de se marier. Mais il me semble que si mon père voulait lui donner une cabane et un acre ou deux de terre, Thomas pourrait faire croître quelques légumes qu'il porterait au marché, et pourrait ainsi s'entretenir lui et sa famille.

MADAME B.

En ce cas ce serait votre père qui fournirait le capital. La ca-

bane et la terre sont bien un capital, mais seules elles ne suffiraient pas. Thomas aurait besoin en outre d'instruments de jardinage et d'un aide, peut-être de plusieurs, pour mettre la terre en culture. Il faut ensuite qu'il vive et qu'il soutienne sa famille jusqu'à ce que le produit de son jardin puisse être vendu au marché. Dans l'espace de trois ou quatre ans, il pourra avoir amassé, sur ses gains journaliers, un petit capital qui le mettra en état d'entreprendre ce genre de vie. Alors il ne sera plus un ouvrier gagé, il travaillera pour son propre compte. C'est ainsi que tout a son commencement; souvent les plus grandes fortunes ont eu une semblable origine.

Supposons maintenant que Thomas puisse payer la rente d'un acre tandis que sa fortune est de 100 livres sterling, il pourra payer la rente de dix acres lorsqu'il possédera 1000 livres sterling; mais avec ce bien, il ne pourra pas aller au delà; il ne peut pas accroître sa ferme plus que ne le comportent ses moyens de la payer; ainsi son industrie est limitée par l'étendue de son capital.

CAROLINE.

Jc n'entends pas très-bien cela.

MADAME B.

Imaginons un artisan, un cordonnier, par exemple, qui possède un capital avec lequel il puisse entretenir dix ouvriers; puis, que, l'année suivante, il trouve qu'il a gagné par son travail 100 liv. st. Ces 100 liv. st. constituent son revenu; s'il les dépense, son capital demeure ce qu'il était auparavant: mais s'il ajoute cette somme à son capital, elle le mettra en état d'entretenir et d'occuper un plus grand nombre de journaliers. Supposons qu'il en emploie douze au lieu de dix; ils lui feront une plus grande quantité de souliers; et les profits additionnels obtenus en les vendant, donneront, si on les ajoute au capital, de nouveaux moyens d'avoir des ouvriers. Par conséquent la demande du travail, ou, en d'autres termes, l'emploi que l'on fera des pauvres, croîtra comme le capital, et cette demande ne sera limitée que par le manque de capital.

CAROLINE.

Mais n'oublions pas que le maître cordonnier et sa famille doivent être entretenus des profits du maître seul; ainsi ces profits ne peuvent pas être tous ajoutés à son capital.

MADAME B.

Cela est sans doute impossible. Les dépenses de sa famille consomment en général la plus grande partie du revenu d'un homme ; mais , si cet homme est prudent, il mettra de côté tout ce qu'il lui sera possible d'épargner ; ces économies le mettront à même d'augmenter et d'améliorer ses affaires , de quelque genre qu'elles soient.

CAROLINE.

Ainsi un fermier serait en état d'augmenter et d'améliorer la culture de sa ferme, en augmentant le nombre de ses ouvriers ; un marchand, ses affaires ; en sorte que plus un homme devient riche, plus il lui est facile d'accroître sa richesse ?

MADAME B.

Oui, les secondes mille livres sterling sont souvent acquises avec moins de difficulté que les cent premières.

CAROLINE.

Cela est dur pour ceux qui n'ont rien. Le riche propriétaire de terres achète toutes les petites fermes ; le riche négociant accapare toutes les grandes spéculations mercantiles ; le gros poisson en un mot dévore tous les petits.

MADAME B.

Il n'y a pas de vérité dans cette comparaison. Celui qui accumule une grande fortune par son travail ne fait tort à personne ; il fait au contraire le bien de la communauté. C'est ce que vous comprendrez mieux tout à l'heure. En attendant je dois vous faire observer que le bonheur, en tant qu'il dépend de la richesse, consiste moins dans la possession que dans le plaisir d'acquérir. Chaque degré d'une prospérité croissante est une jouissance. Votre jardinier, qui épargne ses gages, avec la perspective de s'établir au bout de deux ou trois ans, a probablement plus de satisfaction à s'occuper de sa richesse future qu'il n'en aura à la posséder. Aussi longtemps qu'il continue de faire des additions annuelles à son capital, la même source de jouissances reste ouverte pour lui, mais elle n'excitera pas chez lui un intérêt aussi vif que ses premières épargnes. Les négociants vous diront que leurs premiers gains leur ont fait plus

de plaisir que toutes leurs accumulations subséquentes. La nature a sagement attaché le bonheur à l'acquisition graduelle de la richesse, plutôt qu'à sa possession actuelle, et par-là en fait un stimulant de l'activité. Nous verrons dans la suite que cet état progressif de prospérité est également propre à avancer le bonheur des nations.

CONVERSATION VII.

DU CAPITAL, *Suite.*

Du capital fixe. — Distinction du capital en fixe et circulant. — Exemples des différentes espèces de capitaux. — Des esclaves. — Le capital fixe et le capital circulant sont également avantageux aux classes travaillantes. — Les machines sont avantageuses aux classes travaillantes. — Citation de Macpherson sur les avantages des machines. — Citation du traité d'économie politique de M. Say.

MADAME B.

J'ai encore quelques remarques à vous faire sur la nature du capital.

Un propriétaire de terres qui augmente son capital par les économies qu'il fait sur son revenu, trouvera probablement qu'au lieu d'appliquer la totalité de ce capital additionnel à l'agriculture, il lui est plus avantageux d'en employer une partie à payer des ouvriers pour bâtir des granges et des dépendances, planter des arbres destinés à donner du bois de construction ou de bâtisse, élever des cabanes pour des cultivateurs subordonnés, mettre en culture quelques terres restées en friche sur sa ferme.

De même un fabricant, à mesure qu'il augmente le nombre de ses ouvriers, multiplie ses machines ou les instruments de son industrie.

CAROLINE.

Mais le capital mis en bâtiments, en outils, en machines, ne

donne pas de profit, comme celui qui est employé à payer des ouvriers, dont le travail donne un produit que l'on porte au marché.

MADAME B.

Le fermier et le fabricant n'emploieraient pas leur capital de la sorte s'ils ne s'attendaient à en retirer du profit. Si un fermier n'a ni grange ni grenier pour ses grains, il sera forcé de vendre sa récolte immédiatement après la moisson, quoiqu'il eût pu probablement en tirer meilleur parti en attendant un peu. Et de même le fabricant, en multipliant et perfectionnant ses machines, fait plus d'ouvrage et ses profits augmentent en proportion.

Par exemple, quand un fabricant peut établir une machine à vapeurs, et substituer cette force au travail des hommes et des chevaux, il épargne plus de la moitié des bras qu'il employait.

Le capital placé de la sorte s'appelle *capital fixe*, parce qu'en effet il reste fixé sur la terre, sur les bâtiments, sur les machines et les outils. C'est en gardant ce capital et en s'en servant, que l'on en tire un revenu; tandis que le capital employé à l'entretien des ouvriers productifs, dont on vend les produits avec un profit immédiat, se nomme *capital circulant*.

Les produits d'une ferme, et ceux d'une manufacture, ne donnent du profit que lorsqu'ils vont au marché pour être vendus ou échangés. Cette espèce de capital circule donc continuellement. Elle passe d'abord du maître à l'ouvrier, sous forme de gages et de salaire, ou sous celle de matériaux bruts; de l'ouvrier elle revient au maître sous forme de produit ou d'ouvrage fait, avec un accroissement de valeur; mais le maître ne réalise ses profits que quand ses produits sont vendus; les acheteurs les emploient à leur propre usage et sont appelés, par cette raison, consommateurs.

CAROLINE.

Il me semble que j'entends très-bien la différence entre le capital fixe et le capital circulant. Un fermier fait des profits avec ses instruments d'agriculture en s'en servant et les ayant en sa possession; il en fait avec ses récoltes en s'en défaisant. Mais auquel de ces capitaux faut-il rapporter le fermage du bétail?

MADAME B.

C'est selon la nature des bestiaux. La valeur des bêtes qui tra-

vaillent est un capital fixe, comme celle des instruments d'agriculture. Ainsi les chevaux qui mènent la charrue sont, comme la charrue même, un capital fixe. Mais les moutons et les bœufs destinés à la vente sont un capital circulant.

CAROLINE.

Si la charrue était tirée par des bœufs; madame B., comment rangeriez-vous cela? Quand ils travaillent pour le fermier ils sont un capital fixe; mais quand ils sont menés à la boucherie, ils deviennent un capital circulant.

MADAME B.

Ils appartiennent alternativement à ces deux classes; parce que le fermier trouve son profit d'abord à les garder, ensuite à les vendre.

CAROLINE.

Je ne comprends pas pourquoi vous appelez circulant le capital qui s'applique à l'entretien des *hommes* qui travaillent, tandis que l'entretien des *bêtes* qui travaillent est un capital fixe. Ces deux choses me semblent tout à fait pareilles.

MADAME B.

Elles le sont en effet. L'entretien du bétail aussi bien que celui des ouvriers, est un capital circulant; ce qui va à cet entretien est consommé et reproduit avec bénéfice; c'est donc en s'en dessaisissant que l'on en retire du profit. Mais la valeur du bétail même est un capital fixe; si au lieu de louer des ouvriers, on les achetait, comme on achète le bétail, devenant ainsi la propriété de celui qui les emploie, ils seraient aussi un capital fixe.

CAROLINE.

Tels sont sans doute les pauvres esclaves africains aux Indes occidentales.

MADAME B.

Oui, et tels sont en général tous les esclaves. Les paysans même de Russie et de Pologne sont envisagés généralement comme un capital fixe, parce que le vasselage auquel ils sont soumis est une espèce d'esclavage, vu que le propriétaire de la terre a droit à leur travail sans aucune rétribution, et la valeur d'une terre en Russie

n'est pas estimée par le nombre des acres, mais par le nombre des esclaves qui s'y trouvent, tout comme une plantation aux Indes occidentales. Ce même état de vasselage était établi dans la plus grande partie de l'Europe il y a quelque siècles; mais dans ces derniers temps, le progrès de la civilisation a été tel, que partout, je crois, excepté en Russie et en Pologne, les classes travaillantes ont été émancipées, parce que l'expérience a fait voir que plus les hommes sont libres et indépendants, plus ils sont laborieux, et mieux aussi la terre est cultivée.

CAROLINE.

Je souhaite que l'on puisse faire adopter cette opinion aux planteurs des Indes occidentales.

MADAME B.

Le temps viendra sûrement où l'esclavage sera partout aboli. Mais des changements importants ne doivent pas être opérés sans de grandes précautions. Il faut que les hommes aient secoué les fers honteux de l'ignorance, avant que l'émancipation puisse leur être utile. Un auteur ingénieux observe, « que la liberté est un instrument avec lequel les hommes peuvent tout gagner et tout perdre; qu'il faut par conséquent, avant de le mettre en leur main, leur en apprendre l'usage. » Dans tous les cas un perfectionnement graduel et progressif tend à nous rendre heureux; des révolutions soudaines et violentes sont dangereuses. Mais nous nous écartons de notre sujet.

CAROLINE.

Eh bien ! pour y revenir, je croyais d'abord entendre parfaitement la différence entre le capital fixe et le circulant, et je trouve par réflexion, que je ne sais comment déterminer auquel appartiennent diverses espèces de choses. L'argent monnoyé, par exemple, que l'on emploie à améliorer la terre, est-il un capital fixe ou circulant ?

MADAME B.

L'argent mis sur des terres en friche pour les préparer à la culture, pour enclorre, dessécher, creuser des fossés, défricher, etc., est un capital fixe; il en est de même de celui qui est employé à améliorer une terre déjà cultivée. Si c'est le propriétaire qui verse son

capital sur la terre qu'il met à ferme, il reçoit en récompense un accroissement de rente; si c'est le fermier, il augmente ses profits. Mais l'argent dépensé dans un cours régulier de culture, à labourer, semer, recueillir, etc., est, comme nous l'avons déjà dit, un capital, en partie fixe, en partie circulant.

CAROLINE.

J'aime mieux, je l'avoue, l'emploi de la richesse sous forme de capital circulant que sous celle de capital fixe. Les greniers, les granges, les machines, etc., peuvent être avantageux aux propriétaires, mais ils ne peuvent manquer de nuire aux classes travaillantes; car plus un homme dépense en capital fixe, moins il lui reste de capital circulant, et moins aussi par conséquent il peut entretenir d'ouvriers.

MADAME B.

Il faut toujours vous souvenir que le plus grand bien que l'on puisse faire aux classes laborieuses est d'augmenter le produit qui est susceptible d'être consommé. Quand on augmente l'abondance des choses nécessaires à la vie, il importe peu à qui elles appartiennent; car quels que soient les propriétaires de cette richesse, ils ne peuvent en tirer avantage qu'en l'employant; c'est-à-dire en l'appliquant à l'entretien d'ouvriers productifs. Plus donc il y en aura, et plus il y aura d'individus employés.

Or il est évident que tout ce qui tend à perfectionner ou faciliter le travail, augmente les productions du pays; et s'il arrivait que le capital fixe augmentât plus le produit que ne peut faire le capital circulant, il serait plus avantageux aux ouvriers aussi bien qu'aux capitalistes.

CAROLINE.

Il semble bien; et toutefois je ne peux comprendre comment il peut en être ainsi des machines. On ne peut substituer les forces de la nature au travail de l'homme, sans ôter l'ouvrage à plusieurs ouvriers. Comment le pauvre pourrait-il retirer quelque avantage d'inventions qui empêchent qu'on ne l'emploie?

MADAME B.

C'est un fait certain, quoiqu'il se présente comme un paradoxe, que ce qui abrège et facilite le travail, peut en bien des cas accroître la demande que l'on fait des ouvriers.

CAROLINE.

En d'autres termes, ôter l'ouvrage aux gens est le vrai moyen de leur donner de l'emploi!—C'est mon objection dans toute sa force.

MADAME B.

L'invention d'une machine entraîne sans doute quelques inconvénients partiels et momentanés; mais elle a des avantages très-étendus et durables. Quand une machine nouvelle, ou un procédé quelconque qui abrège ou facilite l'ouvrage, vient à être adopté, la marchandise ainsi produite baisse de prix, cette baisse multiplie les acheteurs, la demande augmente, et le produit croit en proportion de la demande. Ainsi, en bien des cas, le nombre des bras employés à ce genre de fabrication, est plus grand après, qu'avant l'adoption du nouveau procédé. Quand on inventa les métiers à bas, les ouvriers qui gagnaient leur vie à tricoter furent à la vérité fort à plaindre; mais bientôt les bas furent à si bon marché, que tout le monde put en porter; et il en résulta un tel accroissement de demande, que tous les tricoteurs trouvèrent de l'ouvrage en filant pour les faiseurs de bas.

CAROLINE.

Ce fut une ressource alors; mais depuis l'invention de M. Arkwright on ne voit plus filer à la main. Les machines, de plus en plus perfectionnées, forcent le pauvre ouvrier à passer d'une occupation à l'autre, et je crains bien qu'enfin toutes ne lui échappent.

MADAME B.

C'est ce qui est impossible. Tant qu'il y aura des capitaux, les pauvres trouveront de l'emploi. Dans les pays riches, on fait de grandes entreprises. On coupe des routes dans les montagnes, on unit par des canaux les rivières éloignées, on construit des ponts, des édifices; on fait des travaux de tout genre, qui donnent de l'ouvrage à des milliers d'hommes, indépendamment de l'emploi ordinaire des capitaux dans l'agriculture, les fabriques et le commerce. A quoi tient cette activité? Au besoin qu'ont les riches d'employer leurs capitaux. Dans un gouvernement libre et qui inspire une pleine sécurité, personne ne veut que son capital reste oisif; et par conséquent la demande du travail est toujours proportionnée à la grandeur du capital. L'industrie ne connaît point d'autre limite. Le pos-

sesseur d'un capital, qui fait emploi d'une machine nouvelle, est sans contredit le premier qui en retire quelque gain, mais c'est le public qui y trouve l'avantage le plus grand et le plus durable. C'est le public qui profite de la diminution de prix des marchandises fabriquées; et quoique cela puisse paraître singulier, personne n'est plus favorisé par de telles inventions que l'ouvrier même, parce que personne n'a plus d'intérêt à voir baisser le prix des choses vénales.

CAROLINE.

Fort bien, madame B., je cède à vos raisons, et je demande pardon à M. Watts d'avoir douté un instant des bons effets de ses machines à vapeurs, et à M. R. Arkwright de m'être élevée contre ses machines à filer.

MADAME B.

Je veux vous lire un passage de l'histoire du commerce de Macpherson, qui vous fera voir le cas qu'il faisait de cette dernière invention :

« Si M. Arkwright a fait une grande fortune, certes il l'a parfaitement méritée; le bien qu'il a fait à son pays surpasse infiniment celui qu'il s'est fait à lui-même; il est plus solide et plus durable que cent conquêtes. Loin de priver d'emploi les pauvres ouvriers en réduisant prodigieusement le travail, il a ouvert, par cette réduction même, une abondante source de travail et employé un bien plus grand nombre de bras. On a calculé qu'en 1785, environ 25 ans après l'invention de la machine à filer, il y avait un million d'ouvriers employés aux manufactures de coton du Lancashire, du Cheshire, de Derby, Nottingham et Leicester. C'est rendre simplement justice à la mémoire de sir Richard Arkwright, que de le mettre au rang de ceux qui ont été le plus utiles au commerce et aux manufactures de son pays, aux planteurs de coton dans toutes les parties du monde; et dont le nom doit être transmis d'âge en âge avec ceux des bienfaiteurs du genre humain. »

CAROLINE.

Voilà sans doute un brillant éloge, et qui me paraît parfaitement juste.

MADAME B.

Je terminerai ces observations par la lecture d'un passage de l'excellent traité de M. Say, où il parle de l'invention de l'imprimerie :

« Au moment où elle fut employée, une foule de copistes »
 « durent rester inoccupés, car on peut estimer qu'un seul ouvrier »
 « imprimeur fait autant de besogne que deux cents copistes. Il »
 « faut donc croire que 199 ouvriers sur 200 restèrent sans ou- »
 « vrage. Hé bien, la facilité de lire les ouvrages imprimés, plus »
 « grande que pour les ouvrages manuscrits, le bas prix auquel »
 « les livres tombèrent, l'encouragement que cette invention donna »
 « aux auteurs pour en composer un bien plus grand nombre, soit »
 « d'instruction, soit d'amusement, toutes ces causes firent qu'au »
 « bout de très-peu de temps, il y eut plus d'ouvriers imprimeurs »
 « employés qu'il n'y avait auparavant de copistes. Et si à présent »
 « on pouvait calculer exactement, non-seulement le nombre d'ou- »
 « vriers imprimeurs, mais encore des industriels que l'imprime- »
 « rie fait travailler, comme graveurs de poinçons, fondeurs de »
 « caractères, fabricants de papiers, voituriers, correcteurs, re- »
 « lieurs, libraires, on trouverait peut-être que le nombre des »
 « personnes occupées par la fabrication des livres est cent fois »
 « plus grand que celui qu'elle occupait avant l'invention de l'im- »
 « primerie. »

CAROLINE.

Et le nombre des lecteurs doit avoir crû en proportion. Vous vous rappelez que, dans notre entretien sur la division du travail, vous me faisiez observer que l'invention de l'imprimerie avait singulièrement contribué à répandre les connaissances utiles.

MADAME B.

Vous voyez que le capital, fixe ou circulant, ne manque jamais d'accroître les produits. Nous pouvons donc, je pense, le définir toute espèce de produit accumulé, qui tend à faciliter des productions futures. Quant à ce qu'on nomme le capital du pays, c'est la somme des propriétés de tous ceux qui en composent la population.

CONVERSATION VIII.

DES SALAIRES ET DE LA POPULATION.

Extrêmes limites des salaires. — *Les salaires sont réglés par le rapport du capital à la population.* — *Un petit capital crée une petite demande de travail, des salaires bas et de grands profits pour le capitaliste.* — *Un accroissement de capital crée une plus grande demande de travail, de plus hauts salaires et de moindres profits au capitaliste.* — *Nécessité de produire des moyens de subsistance avant d'entreprendre d'autres ouvrages.* — *Comment les salaires sont diminués par un accroissement de population qui a lieu sans un accroissement de capital.* — *Effet de la rareté des vivres sur les salaires.* — *Effet de la hausse des salaires pendant la rareté des vivres.* — *Effet d'un maximum dans le prix des vivres.* — *Effet d'une diminution de population, causée par la maladie, sur le taux des salaires.* — *Ce n'est pas l'ouvrage, mais ce sont les fonds, qui créent une demande de travail.* — *Salaires en Irlande.* — *Salaires à la ville et à la campagne.*

MADAME B.

Dans notre dernier entretien, nous sommes arrivées, si je ne me trompe, à ce résultat, que le capital est presque aussi avantageux aux pauvres qu'aux riches; car quoiqu'il soit la propriété de ceux-ci, il est par sa nature destiné à l'entretien des autres.

CAROLINE.

Le capital arrive à l'ouvrier sous forme de salaire, mais comme il faut accorder au capitaliste un profit sur l'ouvrage produit, j'aimerais à me faire une idée du rapport de ce profit au salaire.

MADAME B.

Cela varie beaucoup; mais le salaire de l'ouvrier ne peut jamais être, d'une manière permanente, au-dessous de ce qui suffit pour le faire vivre. sans cela il ne pourrait pas travailler.

CAROLINE.

D'un autre côté, le salaire ne peut jamais être égal à la valeur totale de l'ouvrage produit; car si le maître n'y avait aucun profit, il n'emploierait pas l'ouvrier.

MADAME B.

Voilà donc les deux extrêmes entre lesquels le salaire est placé; mais il y a une multitude de degrés intermédiaires. Si le salaire, outre la subsistance de l'ouvrier, ne lui donnait pas de quoi pourvoir à l'entretien de sa femme et de sa famille, la classe des ouvriers irait graduellement décroissant; dès-lors la rareté des bras élèverait les salaires, et les ouvriers seraient en état de vivre avec plus d'aisance et d'élever une famille; mais comme le capitaliste tient toujours le taux des salaires aussi bas qu'il peut, l'ouvrier et sa famille peuvent rarement obtenir plus que le nécessaire.

CAROLINE.

Entendez-vous par-là ce qui est indispensablement nécessaire pour vivre?

MADAME B.

Non; j'entends la nourriture, le vêtement, et les autres choses que le climat et la coutume du pays rendent indispensables pour la vie, pour la santé, et pour être à l'extérieur dans un état décent, analogue à ce que l'usage prescrit aux classes inférieures. Du feu et des vêtements chauds, par exemple, sont nécessaires dans ce pays; ils ne le sont pas en Afrique. La civilisation et les progrès de la richesse et des manufactures ont beaucoup étendu l'enceinte du nécessaire; l'usage du linge est considéré aujourd'hui comme un objet de nécessité par toutes les classes du peuple; les bas et les souliers, en Angleterre au moins, sont presque mis au même rang. Des maisons à cheminées et à fenêtres vitrées sont devenues nécessaires; car si les pauvres en étaient privés, la mortalité croîtrait sensiblement. En Irlande les paysans élèvent leurs enfants dans une cabane de boue, dont la porte sert en même temps de fenêtre et de cheminée.

CAROLINE.

Ne vaudrait-il donc pas mieux, que la classe ouvrière s'accou-

tumât ici, comme en Irlande, à une vie dure et pénible, plutôt que de se livrer aux douceurs d'une espèce d'aisance, dont la privation, dans les saisons malheureuses, devient une véritable souffrance ?

MADAME B.

Non ; loin de là, je souhaiterais bien plutôt d'étendre que de resserrer l'enceinte du nécessaire. Il y a plus de santé, plus de propreté, plus d'intelligence, plus de bonheur, dans une cabane anglaise que dans une habitation irlandaise. Il y a plus de force, de vigueur, d'industrie, dans un paysan anglais qui se nourrit de viande, de pain et de légumes, que dans un Irlandais, qui ne vit que de pommes de terre.

CAROLINE.

Sans doute je souhaiterais aux basses classes tout le bien-être auquel elles peuvent atteindre ; mais leurs salaires ne leur permettent pas toujours cet avantage. Qu'est-ce qui détermine le taux des salaires ?

MADAME B.

C'est le rapport du capital à la partie de tous les habitants qui est vouée au travail.

CAROLINE.

Ou en d'autres termes, le rapport des moyens de subsistance au nombre de ceux qu'ils doivent faire vivre.

MADAME B.

Oui, c'est là ce qui règle les salaires, quand ils sont laissés à leur cours naturel ; c'est ce rapport qui seul crée ou anéantit la demande du travail. Pour vous rendre cela clair, je simplifierai la question, en la réduisant à une moindre échelle. Supposons que nous avons fondé une colonie dans une île déserte ; que les colons ont divisé la terre entr'eux ; qu'ils l'ont cultivée pour vivre ; et qu'étant à la fois ouvriers et propriétaires, ils recueillent en entier le fruit de leur industrie. Sur ces entrefaites, qu'un vaisseau échoue à la côte, et que quelques hommes de l'équipage gagnent la terre : qu'arriverait-il ? Ils fourniraient une recrue d'ouvriers, qui dépendraient des anciens colons pour leur travail et leur entretien.

CAROLINE.

Mais si les colons n'ont pas produit plus de moyens de subsistance qu'il ne leur en faut pour leur propre usage, comment pourront-ils entretenir ces nouveaux venus? Sans capital, vous le savez, on ne peut pas employer des ouvriers.

MADAME B.

Vous avez bien raison. Mais il est probable que les plus laborieux des colons auront produit quelque chose au delà de ce qui leur est indispensablement nécessaire. Ils auront sans doute quelque petit fonds de réserve, qui les mettra en état d'employer au moins quelques-uns de ces malheureux naufragés. Mais comme ces hommes, qui sont dans la détresse, voudront tous avoir part à ce surplus, chacun d'eux offrira son travail pour la moindre portion d'aliments qui puisse le faire subsister. Le capital de l'île se trouvant ainsi insuffisant pour le maintien de la population, la concurrence des ouvriers pour trouver de l'emploi, mettra leurs salaires au taux le plus bas; et les capitalistes retireront un grand profit du travail des ouvriers. Par conséquent un petit capital ne crée qu'une petite demande de travail.

CAROLINE.

Par la demande du travail entendez-vous la demande des pauvres qui veulent travailler, ou celle du capitaliste qui veut des ouvriers?

MADAME B.

C'est celle du capitaliste. La demande du travail est la demande des ouvriers, qui est faite par ceux qui ont de quoi les payer, sous forme de salaires, de gages, ou d'entretien, ou de toute autre manière.

Mais qu'arrivera-t il à notre colonie, quand les ouvriers auront à leur tour richement payé ceux qui les emploient par le fruit de leur industrie?

CAROLINE.

En produisant une abondante récolte, ils auront eux-mêmes d'abondants moyens de subsistance.

MADAME B.

Observez que la récolte n'appartient pas à ceux qui l'ont pro-

duite, mais à leurs maîtres; comment donc est-il si sûr que les ouvriers en auront une part plus considérable?

CAROLINE.

Je suppose que les maîtres, ayant un plus grand capital, seront disposés à en accorder une plus grande portion à leurs ouvriers.

MADAME B.

Je crois que le capitaliste cherchera toujours à faire, sur le travail de ses ouvriers, le plus grand profit qu'il pourra; et que lorsque son capital croîtra, il préférera d'en augmenter le nombre, plutôt que de hausser leurs salaires. Mais l'emploi d'un plus grand nombre d'ouvriers fait croître la demande du travail; et il en résulte d'ordinaire, comme vous verrez, une hausse dans les salaires.

Il est probable que le capital des colons croîtra tellement par le travail des ouvriers, que la difficulté ne sera pas d'entretenir les nouveaux venus, mais de trouver de l'emploi pour le nouveau capital. Les possesseurs de ce capital excédant chercheront avec ardeur à se procurer les services des ouvriers; l'un pour bâtir une hütte, l'autre pour enclore un champ, un troisième pour construire une barque, et ainsi du reste; car ce surplus ne donne du profit que lorsqu'on l'emploie. Dès-lors la concurrence ne sera plus entre les ouvriers pour obtenir de l'ouvrage, mais entre les maîtres pour obtenir des ouvriers. Cela haussera nécessairement le taux des salaires, et diminuera par conséquent les profits du capitaliste.

CAROLINE.

Oh! c'est fort clair. Si Jean offre à un homme un schelling par jour pour bâtir sa maison, et que Thomas donne un schelling et demi pour construire sa barque, tandis que Jacques paie deux schellings pour clore son champ, les salaires doivent s'élever à deux schellings par jour: car si Jean et Thomas ne donnaient pas autant que Jacques, celui-ci aurait le monopole des ouvriers.

MADAME B.

Vous voyez donc que c'est le capital additionnel, produit par le travail de ces hommes, qui, en augmentant la demande du travail, fait hausser les salaires. Ainsi toutes les fois que le capital destiné à l'entretien des ouvriers abonde, le capitaliste est forcé de se con-

tenter de profits moindres, et d'accorder à ses ouvriers une rémunération plus libérale. Et par-là même à mesure que croît l'opulence nationale, les pauvres qui travaillent sont mieux payés et les profits des capitaux diminuent.

CAROLINE.

Ah! c'est charmant! C'est précisément ce que je désire. Mais, madame B., si, pendant la seconde année, nos colons emploient leurs ouvriers à bâtir des maisons et à enclore des champs, au lieu de les cultiver, les moyens de subsistance manqueront de nouveau, et les ouvriers retomberont dans leur premier état de besoin; à moins que l'épreuve qu'ils ont faite de la détresse ne leur serve de leçon pour l'avenir.

MADAME B.

Cela ne dépend pas de la volonté des ouvriers, qui sont obligés de faire l'ouvrage pour lequel ils sont salariés, de quelque espèce qu'il soit. Mais ceux qui les emploient prendront soin de pourvoir à leur entretien, car ils savent que ceux qui négligeraient de faire des provisions pour eux seraient privés de leurs services. Ils ne peuvent pas travailler sans moyens de subsistance, et ils ne voudront pas travailler si on ne leur offre de quoi vivre dans l'abondance, tant que quelques-uns des colons leur feront une pareille offre. Si Jean donc ne fait pas une aussi bonne moisson que Jacques, il ne sera pas en état, l'année suivante, d'employer autant d'ouvriers que lui. Chaque propriétaire de terre aura donc soin de diriger le travail de ses ouvriers de manière à produire la subsistance requise, avant de les employer à d'autres travaux.

Supposons maintenant que les gens de l'équipage naufragé eussent avec eux leurs femmes et qu'ils aient une famille : cette circonstance aurait-elle affecté les salaires ?

CAROLINE.

Les salaires n'auraient pas changé; mais comme ils auraient eu à pourvoir à l'entretien de leurs femmes et de leurs enfants outre le leur propre, ils n'auraient pu vivre aussi aisément.

MADAME B.

Et s'il n'y avait pas de la nourriture pour tous, les enfants les

plus faibles seraient morts, non de faim précisément, mais de quelques-unes de ces maladies qu'engendre le défaut d'une bonne et suffisante nourriture. Il est donc évident qu'un ouvrier ne doit pas se marier à moins que son salaire ne suffise à l'entretien d'une famille; ou à moins qu'il n'ait, comme votre jardinier, quelque petite provision en réserve.

Supposez encore, qu'après plusieurs bonnes années, un ouragan vienne dévaster les récoltes de nos colons de manière à réduire la moisson à la moitié de ce qu'elle était l'année précédente. Quel serait l'effet d'un tel événement sur les salaires?

CAROLINE.

Il les ferait baisser, car les moyens de subsistance diminueraient en conséquence. Mais je ne sais pas très-bien voir comment s'opérerait cette réduction.

MADAME B.

Pour observer cet effet en détail, suivons nos suppositions: Jean, voyant que son capital ne peut entretenir que la moitié de ses ouvriers, renvoie avec regret l'autre moitié. Ces pauvres gens errent çà et là cherchant de l'ouvrage; mais ils ne trouvent que des compagnons de misère, qui ont perdu comme eux, et par les mêmes causes leur gagne-pain. Se voyant sans ressource, ils reviennent à leurs maîtres, et les supplient de les reprendre à des termes moins avantageux pour eux que ci-devant. Jean, qui avait congédié ces ouvriers, non faute de travail à donner, mais faute de fonds pour les payer, se trouve heureux, dans sa situation réduite, d'avoir des ouvriers à bon marché. Il fait accord avec eux, et se détermine à renvoyer ceux qu'il avait retenus, à moins qu'ils ne consentent à se mettre au même taux. Ceux-ci n'ignorant pas la peine qu'ils auraient à trouver ailleurs de l'emploi, se voient forcés d'accepter les conditions qui leur sont offertes; c'est ainsi que les salaires baissent partout dans la colonie.

CAROLINE.

Cela est tout à fait clair. Je n'ai qu'une objection à faire, c'est que les choses iraient ainsi dans notre colonie; mais non certainement ailleurs. Les salaires, loin d'être réduits, sont, je crois, souvent haussés en temps de disette. Il y a du moins beaucoup de plaintes parmi les pauvres, si cela n'a pas lieu.

MADAME B.

Dans les pays où l'on fait usage de monnaie, la réduction des salaires ne se fait pas de la manière que je viens de dire. Dans ces pays-là, il n'est pas nécessaire de changer le taux des salaires, parce que le haut prix des vivres en temps de disette a précisément le même effet. Si vous payez à vos ouvriers les mêmes salaires quand les vivres ont doublé de prix, leurs salaires en réalité ont diminué de moitié; puisqu'ils ne leur procurent que la moitié de ce qu'ils leur procuraient en d'autres temps.

CAROLINE.

Mais c'est une espèce de tromperie faite aux pauvres ouvriers; car je ne pense pas qu'en économie politique ils soient beaucoup plus savants que moi; ils ne savent pas qu'un schelling vaut plus dans un temps que dans un autre; et continuent en temps de disette ou de rareté, de travailler pour les mêmes salaires, parce qu'ils n'en savent pas davantage.

MADAME B.

La connaissance qu'ils n'ont pas ne ferait en ce cas que leur apprendre à supporter patiemment un mal inévitable. Quand le capitaliste voit son capital diminué, il n'a d'autre alternative que de réduire le nombre de ses ouvriers, ou le taux de leurs salaires; je devrais dire plutôt le taux de la récompense du travail, puisque nominalement les salaires restent les mêmes. Or, n'est-il pas plus équitable de diviser les moyens de subsistance entre tous ceux qui travaillent, que de nourrir les uns avec abondance, tandis que les autres mourraient de faim?

CAROLINE.

Sans contredit; mais ne serait-il pas bien, qu'en ce cas, la législature intervint, et obligeât les capitalistes de hausser les salaires en proportion de la hausse du prix des vivres, de manière que les ouvriers eussent toujours leur ration accoutumée? Il me semble que le taux des salaires devrait se régler sur le prix du pain, qui est la principale subsistance du pauvre, afin qu'ils en eussent toujours la même quantité, quel qu'en fût le prix.

MADAME B.

En d'autres termes, afin que chacun pût manger sa ration de

pain accoutumée, quelque insuffisante que fût la moisson; car à moins que vous ne trouviez un moyen d'augmenter la quantité des vivres, c'est en vain que vous augmenterez les salaires.

CAROLINE.

C'est vrai; mais il est vrai aussi que deux schellings achèteront deux fois la quantité de pain que peut acheter un schelling. Ces deux vérités, madame B., paraissent incompatibles.

MADAME B.

Il faut donc que l'une des deux soit une erreur. Deux schellings n'achèteraient pas le double de pain qu'achète un schelling, si les salaires étaient doublés; parce que le prix des vivres hausserait en proportion des salaires.

CAROLINE.

Mais je défendrais au fermier de hausser le prix du blé et du bétail, en sorte que le boulanger et le boucher ne seraient point obligés de hausser le prix du pain et de la viande. Il n'est pas juste que le fermier, parce qu'il a une mauvaise récolte, rejette son malheur sur le public, et soit le seul à n'en pas souffrir; c'est pourtant ce qui a lieu, s'il élève le prix de ses produits en proportion de leur rareté.

MADAME B.

Le fermier consomme, en même temps qu'il produit; comme consommateur, il partage le mal de la cherté. S'il vend son blé au double du prix commun, ce que sa maison en emploie lui coûte le double, car il pourrait le vendre à ce prix.

Mais supposons qu'il fût possible de prévenir la hausse du prix en temps de rareté: qu'en résulterait-il? Ayez toujours en vue ce point important, c'est que la moisson n'a donné que la moitié du produit ordinaire; tant que les salaires et les vivres restent au même taux, les ouvriers achètent et consomment la quantité ordinaire de nourriture, et au bout de six mois.....

CAROLINE.

Je vous entends, madame B.; au bout de six mois, toute la provision de vivres sera consommée, et les malheureux dont je plaignais le sort seront obligés de mourir de faim.

MADAME B.

C'est ce qui arriverait infailliblement, si l'on persévérât dans une telle mesure; mais quoiqu'il ait été souvent tenté, par des souverains moins éclairés que bienveillants, d'assigner des bornes au prix des vivres, les suites en ont été bientôt telles, qu'elles ont forcé les législatures de supprimer un remède également inefficace et nuisible. « En 1315, l'Angleterre fut en proie à une famine plus » cruelle qu'aucune dont on eût conservé le souvenir; le prix des » vivres s'éleva tellement qu'il ne fut plus à la portée des classes » moyennes. Le parlement, touché de la détresse générale, or- » donna que les vivres se vendissent à des prix modérés, qu'il » prit sur lui de prescrire. La suite de cette mesure fut, qu'au lieu de » se vendre à ce maximum ou au-dessous, les vivres renchéri- » rent ou disparurent du marché. On n'y vit que très-rarement de » la volaille; plus du tout de viande de boucherie. Les moutons » étaient enlevés par une maladie pestilentielle, et les grains de » toute espèce se vendaient à des prix énormes. Dès le commen- » cement de l'année suivante, le parlement, reconnaissant sa mé- » prise, laissa le prix des vivres se régler de lui-même (1). »

Vous voyez donc que la hausse du prix des vivres est le remède naturel au mal de la rareté. C'est le moyen d'épargner la petite provision de vivres, et de la faire durer jusqu'à la récolte suivante. Le gouvernement ne devrait jamais se mêler du prix des vivres ni du taux des salaires. L'un et l'autre trouvent toujours leur niveau respectif, quand on ne les trouble point.

Mais revenons à notre colonie. Comment les salaires seraient-ils affectés, si quelque maladie contagieuse venait à enlever la moitié des ouvriers?

CAROLINE.

Cela augmenterait la demande de travail, et hausserait par conséquent les salaires des survivants.

MADAME B.

Nous pouvons donc dire généralement, que quand le nombre des ouvriers demeure le même, le taux des salaires croît avec le

(1) Macpherson's Annals of commerce.

capital et diminue avec lui ; que si le capital reste le même , les salaires tombent quand le nombre des ouvriers croît , et s'élèvent quand ce nombre diminue ; les mathématiciens diraient , que le taux des salaires varie directement comme le capital , et inversement comme le nombre des ouvriers.

Macpherson parle « d'une peste terrible , venue de l'orient , qui » ravagea l'Angleterre en 1348 , et enleva , à ce qu'on assure , le » plus grand nombre des habitants , surtout ceux des classes infé- » rieures. Les ouvriers survivants prirent avantage de la demande » de travail et de la rareté des bras pour hausser leurs prix. Le » roi, Édouard I , ordonna par un statut , que tous les hommes » et toutes les femmes au-dessous de 60 ans , de condition libre » ou servile , n'ayant ni occupation ni propriété , servissent toute » personne par qui ils en seraient requis , et se contentassent des » salaires en usage avant l'année 1346 , ou dans le cours des cinq » ou six années précédentes , sous peine d'emprisonnement , et » avec une peine pour celui même qui aurait donné des salaires » plus forts. Les artisans de tout genre furent compris dans cette » loi ; et les bouchers , boulangers , brasseurs , etc. , eurent ordre » de vendre leurs vivres à des prix raisonnables. Les serviteurs , » sans égard pour cette ordonnance , et *ne songeant qu'à leur bien- » être et à satisfaire leur convoitise* , refusèrent de servir aux termes » de la loi. En conséquence le parlement , par un autre statut , fixa » les gages ou salaires , au jour et à l'année , des serviteurs , ou- » vriers à la terre , et autres artisans ; le prix auquel on pourrait » battre un quartier de blé ; et jusqu'au prix des souliers. Il défen- » dit de sortir l'été de la ville que l'on aurait habitée l'hiver , et de » passer d'un comté à un autre.

» Ainsi les classes inférieures furent privées , par des lois qui , » d'après leur nature même , devaient demcurer sans effet , de la » possibilité de faire aucun effort pour améliorer leur condition. »

CAROLINE.

J'avais toujours cru qu'une grande demande de travail était occasionnée par quelque grand ouvrage entrepris ; tel qu'un canal à creuser , des routes nouvelles à tracer , des collines à couper , etc. ; mais il paraît qu'elle dépend moins de la quantité d'ouvrage à faire que de la quantité des moyens de subsistance.

MADAME B.

L'ouvrage à faire est la cause immédiate de la demande du travail ; mais quelque grand et important que soit le travail entrepris, l'exécution dépend toujours du capital de celui qui l'entreprend, ou des fonds avec lesquels il doit nourrir ses ouvriers. La même observation s'applique au capital de tout un pays, qui n'est autre chose que la somme des capitaux des individus ; il ne peut pas employer plus d'hommes qu'il n'en peut faire vivre. Toutes les terres incultes et cependant capables de culture sont, dans le pays où elles se trouvent, des ouvrages à faire ; mais il ne peut y avoir pour cela des demandes d'ouvriers, jusqu'à ce qu'on y ait produit assez de moyens de subsistance pour nourrir ce nombre additionnel d'ouvriers. En parlant du capital, nous avons observé que, dans les pays qui ont un capital considérable, on entreprend de grands ouvrages, tels que des édifices publics, des ponts, des ornières en fer, des canaux, etc. Toutes ces entreprises sont un indice de grande richesse.

CAROLINE.

En Irlande, j'entends dire que les salaires des ouvriers ordinaires sont beaucoup plus bas qu'en Angleterre : est-ce parce que le capital de ce pays-là est moins proportionné à l'entretien de sa population ?

MADAME B.

C'est là sans contredit une des principales causes du bas prix du travail en Irlande ; mais il y en a d'autres, qui dépendent de l'imperfection du gouvernement. Les Irlandais sont beaucoup moins laborieux que les Anglais. Arthur Young, dans son voyage d'Irlande, observe que « le travail agricole y est à *bas prix*, mais » non à *bon marché*. Deux schellings par jour dans Suffolk sont » un prix moins cher que six pence à Cork. Si un Huron travail- » lait la terre pour deux pence par jour, je ne doute pas que » ce salaire ne fût plus cher que les six pence de l'Irlandais. »

CAROLINE.

Mais, madame B., le prix du travail ne varie pas seulement en différents pays ; il varie beaucoup aussi en différentes parties d'un même pays. En achetant, il y a peu de jours, quelques

articles de coutellerie, j'appris que l'on faisait à la ville et en province des couteaux et des fourchettes, qui paraissaient tout à fait semblables, et d'un prix très-différent. J'en demandai la cause, et l'on me dit que cela provenait de la différence des salaires, qui à Londres sont beaucoup plus élevés.

MADAME B.

Et si vous aviez demandé pourquoi les salaires sont plus élevés à Londres, on vous aurait répondu que c'était parce que les ouvriers y travaillent mieux; les plus habiles se rendent dans cette capitale, parce que c'est là que leur talent est apprécié et que ceux qui les emploient sont en état de les récompenser.

Il n'est que juste de proportionner la rémunération à l'habileté. Votre premier jardinier fait moins d'ouvrage qu'aucun de ceux qui travaillent sous lui; il a cependant de plus forts gages, à cause de son talent et de son expérience. Un ouvrier orfèvre, par la même raison, est mieux payé qu'un tailleur et un charpentier.

Mais là où l'habileté n'est pas requise, c'est le travail le plus désagréable et le plus rude qui se paie le mieux; tel est celui des forgerons, des fondeurs de fer, des crocheteurs, etc.

On a aussi égard à l'insalubrité, au danger, à la nature rebu- tante de certains travaux; les peintres, les mineurs, les fabricants de poudre à canon, et une multitude d'autres professions en offrent des exemples.

CONVERSATION IX.

DES SALAIRES ET DE LA POPULATION, *Suite.*

Les salaires élevés n'accompagnent pas toujours un grand capital.— Grand capital et salaires bas à la Chine.— Petit capital et salaires élevés aux États-Unis d'Amérique.— Avantages dont jouissent les colonies nouvelles.— La pauvreté est une borne naturelle à la population.— Une grande population n'est avantageuse que quand elle est la suite de l'abondance.— Une richesse croissante est préférable à un capital stationnaire quelconque.— Erreurs commises en donnant des encouragements à la population des villes manufacturières.— Travail à la pièce.

CAROLINE.

J'ai beaucoup réfléchi sur notre dernier entretien, madame B., et je suis arrivée à ce résultat, que plus le capital d'un pays est grand, plus il peut entretenir d'habitants et plus aussi les salaires y doivent être élevés.

MADAME B.

Plus les fonds destinés à la subsistance sont abondants, plus on peut entretenir d'habitants, cela est évident; mais votre seconde conséquence n'est point rigoureuse. La Chine est un pays très-riche, et cependant les salaires y sont plus bas, je crois, que nulle part ailleurs. Ce que nous disent les voyageurs du triste état des classes inférieures dans ce pays-là est vraiment déplorable. La pauvreté n'y est pas la suite de la paresse; car les ouvriers y parcourent les rues avec leurs outils, demandant de tous côtés de l'ouvrage.

CAROLINE.

Cela vient de l'immense population de la Chine; elle est telle, qu'un capital très-considérable ne peut suffire à son entretien.

MADAME B.

Souvenez-vous donc que le taux des salaires ne dépend pas de

la quantité absolue du capital, mais du rapport de ce capital à la population. Cette vérité, toute simple qu'elle est, échappe souvent à l'attention, et il en résulte bien des erreurs. Si la Chine était dix fois plus riche, mais aussi dix fois plus peuplée, le peuple n'y serait pas mieux nourri.

Les États-Unis d'Amérique, d'un autre côté, offrent l'exemple d'un pays qui a un très-petit capital, et où néanmoins les salaires sont fort hauts.

CAROLINE.

Comment expliquez-vous cela? Car la demande du travail, comme vous savez, doit toujours se proportionner à la grandeur du capital.

MADAME B.

Le capital des États-Unis quoique petit par comparaison à ceux des pays de l'Europe, est très-considérable en proportion du nombre des habitants qu'il doit entretenir. Dans ce pays, comme dans toutes les colonies nouvelles encore peu peuplées, les salaires sont hauts, parce que le capital y croît avec une prodigieuse rapidité. Là où la terre est abondante et productive, tandis que les ouvriers sont rares, la concurrence pour en obtenir est si grande parmi les propriétaires, que les ouvriers peuvent beaucoup demander; et plus leurs salaires sont hauts, plus tôt ils sont en état d'acheter une pièce de terre et de devenir propriétaires eux-mêmes. Ainsi la classe des ouvriers passe continuellement dans celles des propriétaires, et fait place à une nouvelle affluence d'ouvriers, pris dans la génération naissante et dans ceux qui viennent de l'étranger.

CAROLINE.

Les États-Unis ont donc le double avantage des hauts salaires et du bas prix des terres; il ne faut pas s'étonner s'ils prospèrent.

MADAME B.

Le progrès de la richesse et des autres améliorations sociales n'est nulle part si rapide, que dans une nouvelle colonie fondée par un peuple civilisé, pourvu que les lois y rendent la propriété assurée; il n'y a nul besoin de chercher à y donner d'autres encouragements au travail. Dans les nouveaux établissements d'Amé-

rique, où le fermier expérimenté, avec ses instruments européens, fait sans cesse sur les déserts de nouvelles conquêtes, on ne connaît presque pas le besoin, et tout est dans un état de prospérité. On peut se faire une idée du rapide accroissement du capital de ce pays par sa population. La facilité avec laquelle les habitants des États-Unis acquièrent ce qui suffit à l'entretien d'une famille encourage à se marier de bonne heure, et produit des familles nombreuses; les enfants sont bien nourris, bien portants, florissants. Vous comprendrez quel peut être le rapport des morts aux naissances, quand vous saurez, qu'aux États-Unis, la population double à peu près en 23 ans.

CAROLINE.

Un tel accroissement de population ne réduit-il pas le taux des salaires ?

MADAME B.

Non, parce que le capital croit dans une proportion encore plus forte; et tant que cela dure, vous savez que les salaires doivent hausser plutôt que baisser. Mais tout ce que je viens de dire ne s'applique, en Amérique, qu'aux États-Unis, qui jouissent d'un gouvernement protecteur de la propriété des hommes de toutes les classes. Dans les établissements espagnols, où le gouvernement est fort différent, les peuples sont dans un état beaucoup moins florissant. La population du Mexique, l'une des plus belles provinces de l'Amérique espagnole, ne double pas en moins de 48 ans.

CAROLINE.

Je n'entends pas bien toutefois pourquoi les pauvres seraient dans un état pire en Angleterre, où il y a un grand capital, qu'aux États-Unis, où le capital est petit.

MADAME B.

Cela vient de ce que vous oubliez de nouveau cette règle fondamentale que le capital doit toujours être envisagé dans son rapport au nombre des individus qu'il doit employer et entretenir.

En Angleterre et dans tous les anciens pays de l'Europe, la population a crû graduellement, jusqu'au point d'atteindre le niveau des moyens de subsistance; et comme l'Europe n'offre plus la

même facilité d'accroître le capital que peut offrir un pays nouveau, si la population y va croissant, elle pourra surpasser le niveau des moyens de subsistance, et dans ce cas les salaires tomberont au lieu de hausser, et la condition du pauvre sera fort misérable.

CAROLINE.

Mais comment est-il possible que la population s'élève au-dessus du niveau des moyens de subsistance? Les hommes ne peuvent pas vivre sans manger.

MADAME B.

Non; mais ils peuvent vivre d'une ration insuffisante pour les entretenir dans un état de santé et de vigueur; des enfants peuvent naître, sans que leurs parents aient de quoi les nourrir. Dans de telles circonstances, l'accroissement de la population ne peut pas être permanent; il doit être arrêté par la misère et la maladie; et c'est, je le crains, une des causes qui diminuent, dans ce pays, le nombre des pauvres.

CAROLINE.

J'avoue que j'avais toujours cru qu'une grande population était une chose fort désirable. Tous les pays riches et qui prospèrent sont peuleux; les grandes villes sont peuleuses; la richesse, que vous estimez si avantageuse, encourage la population; la population favorise à son tour la richesse, car les ouvriers produisent plus qu'ils ne consomment. Vous n'avez pas oublié que notre colonie s'enrichissait par le travail de l'équipage naufragé; au moment de leur arrivée, il est vrai, on éprouva quelques difficultés; mais, comme vous disiez à propos des machines, ces difficultés ne durent qu'un temps, et les avantages sont grands et durables.

MADAME B.

Vous vous trompez tout à fait, si vous imaginez que je n'envisage pas une grande population comme un grand avantage; mais il faut que le capital du pays soit tel que les salaires suffisent à l'ouvrier et à l'entretien de sa famille; car, dans le cours ordinaire des choses, la population s'accroît non par une recrue d'hommes forts et laborieux, comme dans notre colonie, mais par de faibles enfants qui dépendent entièrement de leurs parents pour leur sub-

sistance. Si cette subsistance leur manque, ils naissent pour souffrir, ils languissent dans la pauvreté et sont enlevés avant l'âge par les maladies qui sont la suite de la misère et du besoin. Ils ne contribuent en rien à la puissance, à la richesse, au bonheur de leur patrie. Au contraire, ils l'affaiblissent, l'appauvrissent, y répandent la désolation; ils consomment sans reproduire, souffrent sans jouir, donnent à leurs parents des soucis et de la douleur, sans atteindre l'âge où ils pourraient les consoler et les payer d'un juste retour. Tel est le sort de plusieurs milliers d'enfants, dès que la population s'élève au-dessus des moyens de subsistance.

CAROLINE.

Afreuse pensée ! Mais vous ne croyez pas qu'il y ait parmi nous des enfants qui meurent véritablement de faim ?

MADAME B.

J'espère qu'il n'y en a pas; mais leur destinée n'est guère moins déplorable lorsqu'ils meurent lentement faute de soins et de bons aliments. Une nombreuse famille d'enfants en bas âge demande tous les soins, toute la vigilance d'une mère; mais cette mère est souvent obligée de les abandonner, pour gagner, par un rude travail, leur chétif repas. Le manque de soins, de propreté, d'air frais, d'aliments salubres, engendre une multitude de maladies, qui font périr les enfants, ou les laissent dans un état de faiblesse qui ne leur permet pas de résister à la première contagion qui les atteint. C'est à cette débilité et à la privation des secours de l'art, qu'il faut attribuer la mortalité des enfants que produisent, dans les basses classes, la petite-vérole et la rougeole, mortalité qui surpasse si fort celle qui a lieu par les mêmes causes dans les classes supérieures.

Les funestes effets d'un excès de population ne se bornent pas à l'enfance. Un homme malade, qu'un bon régime et les secours de la médecine auraient pu rétablir, périt faute de pouvoir y recourir. Une femme délicate ou infirme aurait besoin de repos et de ménagement, dont sa situation la prive. Les besoins varient, non-seulement par le climat et la coutume, mais par l'âge, le sexe et les infirmités; et partout où les premiers besoins ne peuvent être satisfaits, la mortalité étend son empire.

Comprenez-vous maintenant pourquoi le taux des salaires et la

condition des pauvres sont dans un état plus satisfaisant dans les pays qui, comme les États-Unis, s'enrichissent rapidement, que dans ceux qui, comme l'Angleterre, ont dès longtemps accumulé de grands capitaux, mais dont la richesse est ou stationnaire ou lentement progressive.

CAROLINE.

Oui; c'est parce que, quand le capital croit rapidement, l'abondance précède l'accroissement de la population; et le travail, demandé de toutes parts, est bien récompensé. Mais quand la richesse, quelque grande quelle soit, a été longtemps stationnaire, la population s'est élevée au niveau des moyens de subsistance, peut-être au delà; d'où résultent la chute des salaires et la détresse des ouvriers.

MADAME B.

C'est à quoi je faisais allusion, quand je vous disais que l'acquisition de la richesse est plus avantageuse à un pays, tout comme à un individu, que n'est la possession de ce bien.

Il faut que je vous lise un passage de Paley sur ce sujet, où il s'exprime avec une clarté remarquable.

« La facilité de vivre et l'encouragement au travail ne dépendent ni du prix du travail, ni du prix des vivres, mais du rapport de l'un à l'autre. L'augmentation de la richesse dans un pays tend naturellement à augmenter ce rapport; toute addition faite à la richesse élève le prix du travail, avant d'élever celui des vivres.

« Ce n'est donc pas de la quantité de la richesse amassée dans un pays, mais de l'accroissement continu de cette quantité, que résulte une augmentation de l'emploi des ouvriers et de la population. Ce n'est que l'addition faite à la richesse qui produit cet effet; et ce n'est que par la richesse qui arrive ou qui s'engendre constamment dans un pays, que cet effet peut lui-même être constant. »

Ne croyez pas cependant que le capital de notre propre pays demeure stationnaire; au contraire, il fait de continuel progrès vers la richesse, quoique bien inférieurs à ceux d'un pays nouveau. En preuve de cette assertion, Arthur Young observe, que les salaires ont crû d'un tiers en Angleterre et en Irlande dans le cours de ces 20 dernières années; ce qui prouve que le capital a

crû dans un plus grand rapport que la population. Mais il faut remarquer qu'il y a environ 30 ans que cet auteur donnait ce résultat. Les causes retardatrices qui ont dès-lors agi sur l'industrie dans la plus grande partie de l'Europe, par une continuité de guerres dispendieuses, ont, je le crains, nuï essentiellement aux progrès du capital, sans affecter de même ceux de la population; mais si celle-ci s'est élevée quelquefois au-dessus du niveau des moyens de subsistance, il faut autant en accuser les classes supérieures que l'imprudence du bas peuple.

CAROLINE.

Vous avez en vue, je crois, les encouragements donnés aux mariages précoces des pauvres.

MADAME B.

Oui; nous avons vu qu'une grande population, qui est l'effet de la quantité supérieure des moyens de subsistance, est le plus précieux des biens dont un pays puisse jouir; les enfants, élevés dans l'abondance, parviennent à l'âge mûr pleins de santé et de vigueur, capables de devenir des défenseurs de leur patrie, ou de l'enrichir par leur travail. Ceux qui n'ont pas réfléchi sur ce sujet ont souvent confondu la cause avec l'effet, et ont, ainsi que vous, considéré une grande population comme étant, dans tous les cas, une cause de prospérité. En conséquence les plus grands efforts ont été faits, non-seulement par les individus, mais encore par les législatures, pour encourager les mariages précoces et les nombreuses familles, dans la persuasion où l'on était que c'était faire le bonheur et la prospérité des pays.

CAROLINE.

C'est une erreur bien malheureuse. Mais lorsque la population se trouve de nouveau diminuée, le mal est guéri par lui-même; car le capital, devenant ainsi mieux proportionné aux besoins de la population réduite, les salaires ne peuvent manquer de croître.

MADAME B.

Certainement. Mais souvent, quand la condition des ouvriers s'améliore, soit parce que leur nombre diminue, soit parce que le capital augmente (à l'occasion peut-être de quelque nouvelle in-

dustrie), aussitôt les mariages se multiplient; il naît un plus grand nombre d'enfants; et la population surpasse de nouveau les moyens de subsistance, en sorte qu'après quelques progrès passagers; les pauvres retombent dans leur état précédent de misère.

CAROLINE.

Voilà précisément ce qui est arrivé dans le village dont nous sommes voisins. Ce n'était, à ce que j'ai ouï dire, qu'un petit hameau, dont les habitants gagnaient leur vie à travailler à la terre. Il y a assez longtemps qu'une manufacture de coton s'établit dans le voisinage, et fournit amplement de l'ouvrage aux pauvres; les enfants mêmes, qui jusque-là n'avaient rien à faire, gagnèrent quelque chose. L'état des classes laborieuses en fut fort amélioré. J'ai entendu mon grand-père dire, que c'était une chose merveilleuse de voir combien les progrès de ce village avaient été rapides, que de nouvelles maisonnettes avaient été bâties, et que de nombreuses familles elles contenaient. Mais cet état prospère n'a pas été de longue durée. Avec le temps le village fut surchargé d'ouvriers; et aujourd'hui il est tombé dans un état de pauvreté et de détresse, pire que celui dont il était sorti.

MADAME B.

Vous voyez donc que cette manufacture, qui avait d'abord enrichi le village, et aurait pu l'enrichir encore, est devenue un mal par l'imprévoyance des ouvriers. Si la population n'avait pas crû jusqu'à surpasser la demande de travail, la manufacture aurait pu leur procurer encore les mêmes avantages qu'au commencement.

CAROLINE.

Ce doit être sans doute la cause de la misère si générale dans les basses classes des villes de manufactures; tandis que la facilité d'y trouver de l'ouvrage devrait, à ce qu'il me semble, y faire régner l'abondance et le bien-être.

MADAME B.

Cela prouve qu'aucune amélioration dans le sort des pauvres ne peut devenir permanente, s'ils ne joignent au travail la prudence et la prévoyance. Si tous les hommes étaient aussi réfléchis que votre jardinier Thomas; s'ils attendaient pour se marier d'avoir fait

quelques épargnes ou d'être en état de nourrir une famille par leur travail ; si en un mot les enfants ne venaient au monde que lorsqu'il y aurait du pain pour les nourrir, la détresse dont vous venez de parler serait inconnue, en exceptant toutefois les accidents imprévus, et les maux qu'entraînent la paresse et le vice.

CAROLINE.

Mais n'est-ce pas à ces deux dernières causes qu'on doit attribuer en grande partie la misère des villes de manufactures ? J'ai entendu faire l'observation, que d'habiles ouvriers, qui pourraient gagner leur vie en travaillant trois ou quatre jours par semaine, passaient souvent le reste de leur temps à vivre dans la paresse ou dans la dissolution.

MADAME B.

Je crois qu'il arrive beaucoup plus souvent que de gros gains agissent comme un stimulant d'industrie. Comme toute autre qualité, l'activité croît en proportion des encouragements qu'elle reçoit ; et il n'y en a point de plus puissante pour l'activité laborieuse que de forts salaires. Il est vrai que les ouvriers en agissent quelquefois comme vous venez de dire, mais ce n'est pas leur conduite ordinaire ; le grand nombre, quand les salaires sont hauts, travaillent avec activité, et quand on les paie à la pièce, ils excèdent même leurs forces.

CAROLINE.

C'est ce que j'ai eu occasion d'observer. Mon père était convenu dernièrement de payer une certaine somme pour creuser un fossé de clôture dans notre jardin, et deux des sous-jardiniers s'étaient engagés à faire l'ouvrage dans le temps qu'ils auraient de reste. Je crus qu'ils se repentiraient de l'avoir entrepris, quand ils se verraient chargés d'un si rude travail, après avoir fait leur journée ordinaire. Mais il n'en alla pas ainsi. Je m'étonnai de leur alacrité et de leur persévérance. En une semaine ils eurent achevé l'ouvrage et reçurent le prix convenu en sus de leurs gages accoutumés. Je suis surprise qu'on ne paie pas toujours l'ouvrage à la pièce ; c'est un moyen si sûr d'encourager au travail.

MADAME B.

Tous les ouvrages ne sont pas susceptibles d'être faits ainsi. Par

exemple, il serait impossible de diviser en portions le travail du jardinier, et de payer au jardinier tant pour planter des arbres, tant pour nettoyer les bordures, tant pour faucher les gazons, etc. Je doute d'ailleurs qu'il convint que cette manière de payer fût généralement adoptée, parce qu'elle porte les ouvriers à s'excéder; et que malgré tous les avantages de l'activité, on ne peut souhaiter de voir cette qualité poussée au point d'épuiser les forces des malheureux ouvriers et de les rendre malades et infirmes. Les avantages du travail consistent à augmenter le bien-être et l'aisance; ce serait les acheter trop cher que d'aller jusqu'à détruire la santé des travailleurs et à leur attirer une vieillesse prématurée.

Pour être utile aux classes laborieuses, d'une manière permanente, il ne faut pas se contenter d'encourager leur activité; il faut s'efforcer d'exciter dans leur âme, par la voie de l'instruction, le sentiment des suites éloignées de leurs actions; afin que lorsqu'elles auront réussi à améliorer leur état, elles ne multiplient pas inconsidérément leur nombre au delà des moyens de subsistance qui sont à leur portée.

CAROLINE.

Mais si la population était constamment maintenue au niveau des moyens de subsistance, ne resterait-elle pas stationnaire?

MADAME B.

Non assurément; si le peuple est laborieux, le capital s'accroîtra; dès-lors l'accroissement de la population doit suivre, et il n'aura que de l'avantage.

CAROLINE.

Je vois maintenant très-clairement, que la population ne doit jamais être encouragée, que là où il y a grande abondance de moyens de subsistance et d'occupations.

MADAME B.

Et là, elle n'a besoin d'aucun encouragement. Puisque les hommes se marient si souvent sans avoir amassé aucun fonds pour l'entretien de leur famille, il n'y a pas lieu de craindre qu'ils ne se marient pas quand les moyens de subsistance sont faciles à obtenir; et leurs enfants seront bien portants et auront longue vie, parce qu'ils seront bien nourris, bien vêtus, et bien soignés.

CONVERSATION X.

DU SORT DES PAUVRES.

De la culture des communaux et des terres en friche. — De l'émigration. — Éducation des classes inférieures. — Sociétés dites de bienfaisance. — Caisse d'épargne. — Secours des paroisses. — Aumônes et charités privées. — récompenses.

CAROLINE.

Dans notre dernier entretien, vous m'avez fait sentir les suites fâcheuses d'une population excédante. Elles m'ont péniblement affectée. J'ai été dès-lors constamment occupée à examiner comment on pourrait les prévenir, et faire en sorte que les moyens de subsistance s'élevassent au niveau de la population, plutôt que de laisser la population descendre au niveau des subsistances. Quoique nous n'ayons pas les mêmes ressources territoriales qu'en Amérique, nous possédons cependant des terres en friche, qui, si on les mettait en culture, donneraient de nouveaux produits.

MADAME B.

Vous oubliez que le travail est limité par le capital, et qu'on ne peut pas employer plus d'ouvriers qu'on ne peut en entretenir. Ils vivent au jour le jour; et si on ne leur fournit pas le nécessaire, on n'en obtiendra jamais rien. Tous les ouvriers que le capital du pays peut nourrir étant déjà mis en activité, la seule question qui se présente à résoudre est celle-ci : Vaut-il mieux les employer sur une terre déjà cultivée, ou sur des terres neuves, qu'il s'agit de rompre et de défricher? Sur ce point, le plus sage est sans doute de s'en rapporter au jugement des cultivateurs; car il n'est pas moins de leur intérêt que de celui de l'ouvrier, d'obtenir le plus grand produit. Jusqu'à un certain terme, on a trouvé plus avantageux d'appliquer le capital à améliorer la culture des terres anciennes, qu'à le répandre sur les nouvelles; parce que le sol des terres incultes est pauvre,

ingrat et requiert de grandes avances pour en obtenir quelque retour. Souvent cependant il y a assez de capitaux pour ces deux emplois; et nous avons vu, ces dernières années, non-seulement partout de grandes améliorations dans l'agriculture du pays, mais un nombre considérable de communaux enclos et mis en culture.

CAROLINE.

Vous allez me trouver inconséquente; mais je ne peux m'empêcher de voir avec regret enclore les communaux. C'est la seule ressource des cultivateurs pauvres pour nourrir le petit nombre de maigres bestiaux qu'ils élèvent. Permettez que je vous cite encore mon auteur favori: « Où donc, » dit Goldsmith, « où se réfugiera » le pauvre, pour échapper à l'orgueilleux voisin qui le presse de » toutes parts? S'il va sur une terre commune, faire brouter à son » troupeau quelque maigre pâturage, les enfants de l'opulence se » moquent de ces terres abandonnées et bientôt le pauvre est chassé » de sa chétive commune (1). »

MADAME E.

Il faut vous souvenir qu'en économie politique nous n'admettons pas l'autorité des poètes. Si au lieu d'un petit nombre de maigres bestiaux, une commune, lorsqu'elle est enclose, peut engraisser un plus grand nombre de belles pièces de bétail, vous conviendrez que c'est un accroissement de moyens de subsistance, et que le pauvre ne peut manquer d'en profiter, quoique d'une manière moins directe. Il faut des ouvriers pour enclore ces terres communes et les cultiver; les petits cultivateurs du voisinage sont chargés de ce travail, et cette demande de bras tourne immédiatement à leur avantage. Non-seulement ils reçoivent une indemnité pour la perte de leur droit de commune, mais ils trouvent, dans les nouveaux acquéreurs du sol, des acheteurs pour les bestiaux que la commune ne peut plus nourrir.

Quand la commune de Finchley fut enclose, on la divisa entre

- (1) Where then, ah where shall poverty reside,
To scape the pressure of contiguous pride!
If to some common's fenceless limit's stray'd,
He drives his flock to pick the scanty blade,
Those fenceless fields the sons of wealth deride,
And e'en the bare worn common is deny'd.

les habitants de la paroisse ; les pauvres cultivateurs et les petits marchands ou gens de métier vendirent leur morceau de terrain aux propriétaires en état de les acheter, qui se trouvèrent ainsi en avoir assez pour que ce fût la peine de les enclore et de les cultiver. Il arriva de la sorte que les plus pauvres furent amplement dédommagés de la perte de leur droit de commune, par la vente de leurs lots respectifs.

CAROLINE.

Mais si la culture des terres en friche ne peut être pour nous un moyen de nourrir une population excédante, quelle difficulté y a-t-il à envoyer ceux qui ne trouvent point d'occupation chez eux, dans des pays où on en trouve plus aisément, où il y a une plus grande demande de travail ? Ou pourquoi ne fonderait-on pas de nouvelles colonies dans les parties de l'Amérique qui sont encore vacantes ?

MADAME B.

L'émigration est sans doute une ressource pour une population excédante ; mais c'est une ressource à laquelle les individus n'ont recours qu'avec répugnance ; et que d'ordinaire les gouvernements découragent par la pensée qu'elle tend à les affaiblir.

CAROLINE.

Il serait peut-être disconvenable d'encourager une émigration considérable ; je n'entendais parler que d'offrir un asile au dehors à ceux qui au dedans ne peuvent pas vivre.

MADAME B.

Sous un gouvernement équitable, il est peu à craindre que l'émigration passe jamais cette limite. L'attachement de tout homme à son pays est naturellement si fort, il y a tant de liens de parenté et de société à rompre avant de le quitter, qu'on ne s'y détermine pas sur de légers motifs. Un auteur profondément versé dans la connaissance du cœur humain a dit : « La seule bonne loi contre » les émigrations est celle que la nature a gravée dans nos cœurs. » Sur ce sujet, je citerai volontiers l'auteur du *Village abandonné* : « O Dieu ! quels chagrins obscurcirent le jour qui les appelait à » quitter les lieux de leur naissance (1). »

(1) Good heaven ! what sorrows gloom'd that parting day
That call'd them from their native walks away.

D'ailleurs, les difficultés contre lesquelles une colonie d'émigrants est appelée à lutter, avant de pouvoir effectuer son nouvel établissement; les peines qu'elle éprouve, jusqu'au moment où elle est en état de se suffire à elle-même pour sa subsistance, sont tellement décourageantes, que la nécessité seule peut engager les hommes à aller s'établir sur de nouvelles terres incultes.

Joignez à cela qu'il faut un capital pour cette entreprise comme pour toute autre; les colons doivent être pourvus d'instruments d'agriculture et de ceux de quelques autres arts; il faut leur fournir des aliments et des vêtements, jusqu'à ce qu'ils puissent se procurer par leur travail ces objets de première nécessité.

En supposant donc l'émigration pleinement libre, tandis que souvent elle ne l'est pas, peu de gens y auraient recours, excepté ceux qui ne peuvent pas, dans leur pays, trouver de quoi vivre. Mais si elle était portée au point de laisser à ceux qui seraient restés des moyens faciles de subsistance, bientôt elle cesserait d'elle-même; la facilité d'élever des enfants et d'entretenir une famille comblerait en peu de temps le vide opéré dans la population.

Il y a quelques émigrations très-préjudiciables à la richesse et à la prospérité d'un pays; mais ce ne sont pas celles qui sont occasionnées par la pauvreté; ce sont les émigrations dues aux rigueurs exercées par quelques gouvernements arbitraires envers certaines classes d'hommes. L'intolérance religieuse a produit les plus considérables. Telle fut celle des Protestants qui quittèrent la France à la révocation de l'édit de Nantes. C'étaient des hommes habiles et laborieux; ils portèrent leurs arts en Allemagne, en Prusse, en Hollande, en Angleterre, et privèrent la France de sujets utiles. L'Espagne ne s'est jamais relevée du coup que lui porta l'expulsion des Maures, sous Ferdinand et Isabelle; et tous les trésors de l'Amérique n'ont pu compenser cette perte.

Mais pour revenir à la population de l'Angleterre, plus nous sentons l'impossibilité où nous sommes de pourvoir aux besoins d'une population excédante, plus nous devons profiter des moyens qui peuvent prévenir un mal sans remède. Tel est entr'autres le soin de répandre l'instruction dans la classe inférieure du peuple; car cela ne peut manquer de leur donner plus de prévoyance.

CAROLINE.

Mais je pense que vous ne voulez pas qu'on enseigne aux ouvriers l'économie politique?

MADAME B.

Non; mais je voudrais que l'on tâchât de donner à la génération naissante une éducation, qui fit non-seulement des hommes moraux et religieux, mais des hommes laborieux, frugals, prévoyants. Plus on est instruit, et mieux on calcule les conséquences de ses actions: c'est l'enfant ou le sauvage, qui ne vit que pour le moment présent; ceux que l'instruction reçue a accoutumés à penser, réfléchissent sur le passé et portent leurs regards sur l'avenir. L'éducation produit la prudence, non-seulement en donnant à l'intelligence quelque étendue, mais en adoucissant les sentiments, en inspirant de l'humanité, en développant les affections bienveillantes. Le rustre inconsidéré se marie sans prévoir, ou sans redouter les maux auxquels il va vouer sa femme et ses enfants; celui qui sent le prix d'une vie douce et décente, évite de se plonger, lui et tout ce qui lui est cher, dans l'abîme de l'indigence.

CAROLINE.

Je suis heureuse de vous entendre dire que l'instruction peut produire de si heureux effets, puisqu'il en résulte que le zèle pour l'éducation des pauvres, qui a éclaté dans le cours de ces dernières années, est du plus heureux augure. Quelques années encore, et il sera impossible peut-être de trouver un enfant, qui ne sache pas lire et écrire.

MADAME B.

Les plus grands avantages, religieux, moraux et politiques, peuvent être espérés de cette ardeur générale en faveur de l'instruction des pauvres. L'éducation est le seul moyen d'opérer, dans les mœurs du peuple, une amélioration décidée et considérable. Il est difficile, impossible peut-être, de changer les habitudes des hommes faits, dont le caractère est formé et dès longtemps fixé; les préjugés de l'ignorance, qui se sont affermis avec l'âge, ne céderont pas à des impressions nouvelles; mais la jeunesse et l'innocence prennent les formes que l'on veut leur donner. Indépendamment des écoles et des divers établissements d'éducation, il y en a d'une autre nature,

et qui sont particulièrement destinés à inculquer des leçons de prudence et d'économie. Les membres de ces utiles institutions (connues sous le nom de *sociétés de bénéfice, et sociétés amicales* (1), au moyen d'une légère contribution chaque mois, accumulent un fonds, qui leur est d'un grand secours en temps de maladie ou d'adversité. Ces sociétés se sont répandues dans tout le pays, et pour en sentir l'avantage il suffit de comparer, dans les temps malheureux, ceux qui ont part à de tels établissements et ceux du même district, qui n'ayant pas cet avantage, retombent à la charge de leur paroisse ou ont recours à la charité des particuliers. Les premiers se distinguent par un air de propreté, par des habitudes laborieuses, par leur frugalité, par le respect qu'ils se portent à eux-mêmes et les égards qu'ils ont pour les autres; comme, dans les cas fâcheux, ils vivent encore du fruit de leurs anciens travaux, ils conservent une honorable fierté et une noble indépendance de caractère; tandis que les autres, dès que les circonstances deviennent pénibles, sont en proie à la misère, et offrent le spectacle de la plus dégoûtante malpropreté; mécontents des secours de leur paroisse qu'ils trouvent insuffisants, ils se laissent aller trop souvent à des moyens d'y suppléer illégitimes et criminels. Il y a plus d'un siècle que ces sociétés ont été instituées; elle ont été encouragées par le gouvernement et par les particuliers, et se sont ainsi fort multipliées. J'oserais assurer que votre prudent jardinier Thomas est membre de quelqu'une d'elles.

CAROLINE.

Il est vrai; et celle à laquelle il s'est attaché jouit de quelques avantages particuliers, parce que la plupart des gens aisés du voisinage y ont souscrit; afin qu'ayant plus de fonds et par là même plus de moyens de secours, elle offrit aux pauvres plus d'attrait.

MADAME B.

C'est là une manière d'exercer la charité vraiment excellente; car elle vous assure que vous secourez non-seulement des pauvres dans le besoin, mais des pauvres laborieux. Un plan semblable fut adopté il y quelques années, dans un village voisin de Londres, et a eu le plus grand succès. Divers moyens avaient été mis en usage par les charitables habitants de ce lieu pour le soulagement

(1) Benefit clubs and Friendly societies.

des pauvres ; et les riches avaient tant fait pour eux que les pauvres ne sentaient presque pas le besoin de travailler ; ceux des paroisses voisines , attirés par ces libéralités , étaient accourus en foule ; et bientôt , malgré toutes leurs largesses , les riches s'étaient vus de nouveau entourés de misère. Convaincus enfin qu'ils créaient la pauvreté , et voulant la soulager , ils résolurent de changer de système. Ils établirent des sociétés pour recevoir et faire profiter les épargnes des pauvres laborieux ; et les sommes que ci-devant ils distribuaient en aumônes furent souscrites dans ces sociétés , de manière à procurer d'amples secours à ceux de leurs membres qui tombaient dans le besoin. Le résultat de ce nouveau plan fut que les pauvres inactifs se retirèrent , et que les industriels furent dans l'aisance , en sorte que le village prit un nouvel aspect , et que l'indigence et la misère en furent presque entièrement bannies.

Il s'est formé dernièrement en Écosse un établissement plus avantageux encore à la classe pauvre , et que l'on s'empresse de multiplier en Angleterre. « L'objet de cette institution , dit le » *Journal d'Édimbourg*, n°. 49, est d'ouvrir aux classes inférieures » du peuple un dépôt pour leurs petites épargnes , avec un intérêt » raisonnable pour chaque mois , et pleine liberté de retirer tout » ou partie à volonté , en tout temps ; facilité que les banques ordinaires ne peuvent point offrir. Cet établissement se nomme » *caisse d'épargne*. »

Ces institutions donnent à l'industrie le plus grand encouragement , parce qu'elles assurent la propriété du pauvre laborieux. Que de fois un homme actif et industriel , après avoir accumulé une petite somme , s'est laissé tenter par un billet de loterie , par une table de jeu , par quelque spéculation hasardée , ou l'a prêtée à un faux ami , sans parler du risque de vol ! Si l'on parvient à établir des caisses d'épargne en différents districts d'Angleterre , où les pauvres puissent déposer sans difficulté les petites sommes qu'ils gagnent , avec un modique intérêt , qui soit pour eux un motif de plus à le faire , ces malheurs seront évités , et il y aura lieu d'espérer que l'influence des habitudes de prudence élèvera insensiblement le pauvre au-dessus de la ressource avilissante de l'assistance paroissiale ; qu'elle permettra quelque jour d'abolir la taxe des pauvres , taxe qui pèse si durement sur la classe moyenne , et qui pro-

duit, à ce qu'on assure, plus de pauvres qu'elle n'en soulage.

CAROLINE.

Voilà que je n'entends pas.

MADAME E.

Comme le pauvre sait que sa paroisse est tenue de pourvoir à ses besoins, il redoute moins l'indigence, que s'il devait souffrir tous les maux qu'il s'attire. Quand un jeune homme se marie sans être en état de nourrir sa famille par son travail, et sans avoir fait aucune épargne pour les cas d'accident ou de maladie, il compte sur sa paroisse, comme sur une ressource qui ne peut lui manquer. Un ouvrier dissipateur sait que, s'il dépense au cabaret le salaire de son travail, au lieu de l'employer à l'entretien de sa famille, le pis qui puisse en arriver est que sa femme et ses enfants aillent à la maison des pauvres. Ainsi l'assistance de la paroisse devient la vraie cause des maux qu'elle fait profession de guérir.

CAROLINE.

Il m^e semble qu'elle encourage la plus fâcheuse espèce de pauvreté, celle qui est l'effet de la paresse et de la mauvaise conduite.

MADAME B.

La plus pernicieuse des conséquences qu'entraînent de tels établissements, est qu'ils font baisser le prix du travail; ce que le capitaliste paie, à titre de taxe des pauvres, diminue nécessairement le salaire de ses ouvriers; car si la taxe n'existait pas, le capital du pays serait beaucoup plus considérable, et par conséquent la demande de travail et la récompense du travail seraient plus grandes. Cet établissement fait en faveur des pauvres n'a d'autre effet que de distribuer sous forme d'aumônes, et trop souvent à des fainéants et à des libertins, la richesse qui devrait être la récompense de l'active industrie. Si le montant de la taxe des pauvres était ajouté au capital circulant du pays, l'ouvrier indépendant gagnerait de quoi vivre mieux lui et sa famille, et sans recourir à une ressource qui le dégrade, il pourrait encore pourvoir, par ses économies, aux besoins de la maladie et de la vieillesse.

Quand on proposa d'établir en France une taxe des pauvres, le comité de mendicité la rejeta; et à cette occasion s'exprima ainsi au sujet de celle d'Angleterre :

« Cet exemple est une grande et importante leçon pour nous ,
 » car indépendamment des vices qu'elle nous présente, d'une dé-
 » pense monstrueuse, et d'un encouragement nécessaire à la fai-
 » néantise, elle nous découvre la plaie politique de l'Angleterre
 » la plus dévorante, qu'il est également dangereux, pour sa tran-
 » quillité et son bonheur, de détruire ou de laisser subsister. »

CAROLINE.

Mais que faire? On ne peut pas laisser le pauvre mourir de faim, lors même qu'il est fainéant et vieieux.

MADAME E.

Non, sans doute; et de plus la femme et les enfants d'un très-mauvais sujet sont souvent les innocentes victimes de sa conduite vicieuse. Il y a d'ailleurs fréquemment des malheurs accidentels, qu'aucune prudence humaine n'a pu prévenir; pour ces cas-là, on ne pourrait supprimer les établissements de secours, sans produire la plus cruelle détresse. Je ne sais à ce mal d'autre remède, que l'influence lente et graduelle de l'éducation; en éclairant les esprits, on améliore les habitudes; ce moyen relevera les basses classes, et les empêchera de tomber dans cet état extrême de dégradation qui éteint tout sentiment d'indépendance et de dignité.

CAROLINE.

Mais, hélas, que d'années avant que ces heureux effets se fassent sentir! Je suis impatiente de voir se répandre partout de tels bienfaits. Mais les progrès en ce genre sont si lents et si bornés, qu'il y a peu de chance de vivre pour en être témoin.

MADAME E.

Vous manqueriez peut-être le but si vous vouliez trop tôt l'atteindre. L'empereur Joseph II entreprit une fois de transformer subitement un mauvais gouvernement en un bon; et en usant pour cela de mesures violentes et arbitraires, sans égards pour les habitudes et les mœurs du pays, pour les préjugés et l'ignorance de ses sujets, au lieu de les engager à coopérer avec lui, il excita chez eux un es-

prit d'opposition et de mauvaise volonté ; et finit par les laisser à peu près au point où il les avait pris. Je ne saurais trop vous répéter , que tout perfectionnement graduel est préférable et presque toujours de plus longue durée , que celui qui est l'effet d'une révolution violente.

Mais de toutes les manières de faire la charité , les aumônes distribuées sans choix sont la moins judicieuse. De telles aumônes encouragent la paresse et la ruse ; elles donnent à la fainéantise et au vice le pain qui devrait être le prix du travail. En offrant à la mendicité une récompense assurée , elles dressent les hommes à ce métier , aussi régulièrement que l'on peut les dresser à tout autre. C'est ce qui devient plus sensible dans les pays catholiques , où l'on envisage généralement l'acte de faire l'aumône comme un devoir religieux ; et surtout dans les villes où il y a des couvents et des établissements richement dotés , qui répandent sans choix des dons considérables.

Townsend dit , dans son Voyage d'Espagne , « que l'archevêque » de Grenade eut une fois la curiosité de compter le nombre des » mendiants à qui il distribuait chaque jour du pain à sa porte. Il » trouva que les hommes étaient au nombre de 2000, et les femmes » de 3024, mais celles-ci une autre fois étaient au nombre de 4000. » Léon , privée de commerce , est entretenue par l'église. Les » mendiants abondent dans toutes les rues , tous nourris par les » couvents et au palais de l'évêque. Là ils vont déjeuner , ici ils » trouvent à diner. Outre la nourriture , ils reçoivent , de deux » jours l'un , à Saint-Marc , les hommes un farthing , les femmes et » les enfants un demi-farthing. C'est sur ce fonds qu'ils vivent , » qu'ils se marient , et perpétuent leur misérable race. S'il était » possible de bannir la pauvreté et la misère par quelque autre » moyen que le travail et l'assiduité , la bienfaisance pourrait impunément le tenter , distribuer sans distinction des vêtements à » ceux qui en sont privés , des aliments à ceux qui ont faim , des » logements à ceux qui en manquent. Mais le malheur est , que » cette bienfaisance sans choix est une prime à l'indolence , à la » prodigalité et au vice. »

CAROLINE.

Tout cela est vrai ; mais vous conviendrez qu'il est extrêmement

pénible de passer, aussi souvent qu'on le fait dans les rues, devant des objets de pitié, et de ne pas leur donner quelque légère assistance.

MADAME B.

Je ne puis blâmer ceux qui cèdent à un sentiment d'humanité; compâtrir aux maux de nos semblables et chercher à les soulager est une des premières leçons que nous donne la nature : mais nos actions doivent être dirigées par le bon sens et non par un aveugle instinct de compassion. Nous devrions nous faire un devoir de nous assurer si celui qu'il s'agit de soulager est réellement dans le besoin; et proportionner ensuite nos charités, non pas uniquement à sa pauvreté, mais à ce qu'il nous paraît mériter. Nous devrions faire beaucoup plus pour une famille laborieuse que d'inévitables accidents ont réduite à la pauvreté, que pour des hommes qui se sont mis dans le besoin par leur faute. Quand nous viendrons au secours de ceux-ci, nous devrions nous prescrire d'offrir en même temps une petite récompense à quelqu'individu des classes laborieuses, choisi dans notre voisinage parmi ceux qui se distinguent par leur bonne conduite et leur activité. Ce serait un moyen de contrebalancer l'effet pernicieux des assistances accordées à la paresse et soustraites en quelque sorte à l'industrie.

CAROLINE.

Mais les avantages et le bien-être que le travail procure sont sa récompense naturelle; et il semble inutile de lui en chercher une autre.

MADAME B.

Cela serait inutile en effet, s'il fallait beaucoup d'efforts pour y parvenir. Mais quand un ouvrier laborieux voit que la famille de son voisin paresseux est aussi bien pourvue que la sienne; que la main de la charité répand près de lui ce qu'il ne peut gagner qu'à la sueur de son front; il peut en naître du mécontentement, et quelque diminution d'activité. Lors donc que nous encourageons tacitement la paresse en soulageant les maux qu'elle produit, nous décourageons l'industrie laborieuse, si elle se voit négligée. La valeur d'une récompense pécuniaire croît par cela même qu'elle est accordée comme une marque d'approbation; loin d'exercer un sentiment de dépendance humiliante, de telles récompenses font une impres-

sion tout opposée et qui tend à élever et à ennoblir le caractère ; celui qui les reçoit sent que son mérite est reconnu et qu'il est favorablement jugé par ceux que les pauvres estiment et respectent. De tels sentiments, en donnant plus d'activité pour le travail, y répandent de la douceur. Par ce moyen, si les secours donnés aux malheureux et les récompenses accordées aux pauvres qui les méritent marchent toujours de front, les unes feront, pour prévenir la pauvreté, autant que les autres pour la soulager.

CAROLINE.

Je fus témoin, l'été dernier, d'une manière d'améliorer le sort des pauvres laborieux, dans laquelle le système des récompenses fut très-heureusement employé. Une pièce de terre fort étendue fut divisée en jardins par un grand propriétaire du comté d'Hertford, pour ceux de ses ouvriers qui avaient des cabanes sans qu'aucune terre y fût attachée. Il leur loua ce terrain au bas prix de six deniers sterling par an pour chaque portion. Ces jardins étaient assez grands pour fournir abondamment des légumes aux familles de ces ouvriers, et pour les occuper eux-mêmes pendant leur temps de loisir. Mais ils ne l'étaient pas assez pour les distraire de leur travail journalier, et pour les tenter d'en vendre le produit. Afin d'exercer encore plus leur activité, ce même propriétaire distribue annuellement trois prix à ceux dont les jardins sont trouvés dans le meilleur état. Cette manière judicieuse de récompenser le travail a eu le bon effet de faire naître un esprit d'émulation parmi ceux de ces jardiniers rivaux, dont les possessions n'étant séparées que par un étroit sentier, sont plus faciles à comparer.

MADAME B.

C'est là sans doute un excellent plan ; les heures de loisir que ces ouvriers auraient probablement passées au cabaret sont employées à produire une provision additionnelle de bonne nourriture ; et l'argent qu'ils auraient mis à boire est mis en réserve pour un meilleur emploi. Il peut devenir le commencement d'un petit capital, et procurer avec le temps à l'ouvrier et à sa famille un certain degré d'indépendance.

CONVERSATION XI.

DU REVENU.

Manière d'employer le capital pour produire un revenu. — Laquelle est la plus avantageuse. — Elle varie selon l'État du pays. — Observations de Garnier sur l'emploi du capital. — L'égalité des profits fournit un moyen de juger de la bonne distribution du capital. — Ordre naturel de la distribution du capital. — Égalité des profits dans l'agriculture, les manufactures et le commerce. — Pourquoi ces profits paraissent inégaux.

MADAME B.

Dans notre dernier entretien nous nous sommes un peu écartées de notre sujet; mais j'espère que vous n'avez pas oublié ce que nous avons dit sur l'accumulation du capital. Pénétrons maintenant plus avant, et examinons les différentes manières dont ce capital est employé pour produire un revenu. Le capital peut être placé :

 dans l'agriculture ,
 les mines ,
 les pêcheries ,
 les manufactures , et
 le commerce.

CAROLINE.

De toutes ces manières d'employer le capital, l'agriculture doit sans doute être la plus avantageuse, puisqu'elle produit les objets de première nécessité.

MADAME B.

Dans nos climats du nord, il n'est guère moins nécessaire d'être vêtu et logé que d'être nourri; et vous savez qu'il faut pour cela des manufactures.

CAROLINE.

C'est vrai ; mais encore l'agriculture fournit aux fabriques les matériaux bruts ; c'est la terre qui donne ce dont on fait les habits et les maisons.

MADAME B.

Mais sans les manufactures , ces matériaux ne seraient pas produits. C'est la demande des fabricants qui engage le fermier à les faire naître. L'agriculture et les manufactures réagissent entr'elles pour leur commun avantage.

CAROLINE.

Cela peut être ; et malgré cela il ne me semble pas qu'elles soient également avantageuses. Les manufactures n'ont pas , comme l'agriculture , la propriété d'accroître le produit de la terre ; elles ne créent rien ; elles ne font que donner une forme nouvelle aux matériaux que l'agriculture leur fournit.

MADAME B.

Il est vrai ; mais , par cette opération , il arrive fréquemment qu'elles centuplent la valeur de ces matériaux. Et vous feriez erreur si vous pensiez que l'agriculture fait autre chose qu'arranger et combiner les parties des corps sous de nouvelles formes. A cet égard elle ne diffère des manufactures qu'en ce que le procédé de transformation s'exécute pour elle par la nature et dans le sein de la terre , d'une manière qui échappe à notre observation. Du reste l'agriculture n'est pas plus capable que les manufactures de créer une particule de matière ; ce n'est que par un changement chimique de combinaisons , qu'elle altère la forme et la nature des choses qu'on lui confie , et qu'elle ajoute à leur valeur.

CAROLINE.

Mais dans l'agriculture , la nature facilite les travaux de l'homme ; elle semble travailler avec le cultivateur ; pourvu qu'il laboure et qu'il sème , elle fait seule tout le reste. C'est la nature qui développe les germes , et qui fait sortir la plante de terre ; elle la nourrit par les pluies qu'elle répand , fait luire sur elle le soleil qui l'amène à maturité , et ne laisse au fermier presque autre chose à faire que de cueillir les fruits qu'elle a préparés pour lui.

Combien le sort des manufactures est différent ! Là, l'homme doit faire lui-même tout l'ouvrage ; et lors même qu'il invente et qu'il emploie des machines , on peut dire que tout provient de son industrie , il travaille des mains ou de la tête ; tout est art.

MADAME B.

Nous sommes accoutumés à opposer l'art à la nature , sans considérer que l'art est naturel à l'homme. L'homme est doué de la faculté d'inventer ; elle lui donne un grand empire sur les forces de la nature , et il les fait servir à son usage. Il étudie les propriétés des corps , pour les employer à son gré ; il voit certains corps flotter sur l'eau , et il en fait des bateaux ; il sent la force du vent , et il déploie des voiles ; il découvre les phénomènes de l'aiguille aimantée , et il s'en sert pour se diriger vers les contrées lointaines : mais l'eau qui porte les vaisseaux , le vent qui les pousse , l'aimant qui les guide , sont des agents naturels que l'homme force de se prêter à ses vues. On ne peut donc pas dire que ce n'est qu'en agriculture que la nature nous donne du secours. Le meunier ne lui est pas moins redevable de la mouture du grain , que le fermier de sa production. Dans les manufactures mêmes , la part de la nature , en ce qui concerne le travail , est quelquefois plus grande que dans l'agriculture. Vous pouvez vous souvenir que nous observions , en parlant des machines , que l'avantage qu'elles ont de faciliter le travail tient essentiellement à ce que nous employons les forces de la nature à faire la principale partie de l'ouvrage ; et il y a quelques procédés de l'art dont nous sommes entièrement redevables à la nature. Dans les blancheries , l'air et la lumière font tout ; dans la préparation des liqueurs fermentées , nous ignorons jusqu'aux moyens qu'emploie la nature pour exécuter cette admirable opération. En un mot , il serait difficile d'indiquer quelque espèce de travail où la nature ne fasse pas une partie de l'ouvrage.

CAROLINE.

Cela est très-vrai ; et il ne faut qu'un instant de réflexion pour voir combien nous lui devons dans tous les travaux de l'art. Nous ne pourrions pas faire une montre sans l'élasticité naturelle de l'acier dont on fait le ressort ; et le ressort ne pourrait pas être fabriqué sans le feu , qui est un agent naturel soumis aux procédés de l'art.

Mais, madame B., dans les travaux de l'agriculture, nous employons des machines en même temps que nous profitons des opérations secrètes qui produisent la végétation.

MADAME B.

Sans contredit; car tout instrument qui facilite le travail de la main est une machine; la bêche et le hoyau, qui nous évitent la peine de gratter la terre avec les mains; la charrue et la herse, qui rendent ce procédé beaucoup plus facile; le fléau, qui dispense de dépouiller le grain; la machine à battre, qui diminue encore ce travail. Les machines toutefois ne sont pas susceptibles de s'appliquer aux occupations rurales avec le même degré de perfection qu'à d'autres arts; parce que les procédés de l'agriculture sont fort diversifiés, répandus dans un grand espace, dépendant beaucoup du temps et des saisons, sur lesquels nous n'avons aucun empire.

L'agriculture, les manufactures et le commerce, sont tous essentiels au bien-être d'un pays; la question n'est pas de savoir comment on pourrait donner une préférence exclusive à l'une de ces branches d'industrie, mais bien en quel rapport elles doivent être pour concourir le plus efficacement à la prospérité de la communauté.

CAROLINE.

C'est tout ce que je demande. Je n'ai jamais imaginé que tout autre intérêt dût être sacrifié à celui de l'agriculture; mais je pense que, dans ce pays au moins, le commerce et les manufactures sont plus encouragés que l'agriculture.

MADAME B.

C'est un point que je ne prétends pas décider. Lorsque vous connaîtrez mieux ce sujet, vous sentirez mieux aussi combien il offre de difficulté.

CAROLINE.

Mais assurément ceux qui s'occupent d'économie politique doivent savoir en quelle proportion le capital d'un pays doit être distribué entre ces différentes branches d'industrie.

MADAME B.

Cela n'est pas facile à déterminer, parce que cette proportion

varie beaucoup en différents pays, selon leur situation locale et d'autres circonstances particulières. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, et dans tout autre pays nouveau, où la terre est à bon marché, où la population est clair-semée et le capital rare, la branche d'industrie qui prévaut est l'agriculture. Car dans ces pays-là, dès qu'un ouvrier a accumulé quelque argent, ce que le taux élevé des salaires lui permet de faire très-vite, il est tenté, par le bas prix des terres, de l'employer à acquérir une ferme; et quoique la richesse des États-Unis croisse si rapidement, ils ont trouvé plus avantageux jusqu'ici d'importer la plupart des marchandises manufacturées dont ils ont besoin, que d'établir des manufactures chez eux; cette préférence doit être attribuée moins au manque de capital, qu'à la facilité qu'ils ont d'en faire un usage plus profitable.

CAROLINE.

Et en Angleterre, où la population est abondante et la terre comparativement rare, nous devons trouver plus avantageux de prendre leurs grains en échange de nos produits manufacturés?

MADAME B.

Sans doute; si les pays anciens n'achetaient pas hors de chez eux quelque partie des produits agricoles qu'ils consomment, les pays nouveaux n'en produiraient pas au delà de leur propre consommation, par l'impossibilité où ils seraient de trouver un marché pour les débiter.

Dans ce pays-ci, où la terre est chère, si un ouvrier amasse quelque argent, il ne songe jamais à acheter une portion de terre; il n'a pas même de quoi se faire fermier; mais il peut avoir une boutique et placer son capital dans les objets de fabrique.

Il y a d'autres circonstances qui influent sur l'emploi du capital; telle est la situation locale du pays; s'il abonde en ports et en rivières, la facilité de disposer dans l'étranger de ses produits manufacturés, rendra cette branche d'industrie plus avantageuse.

CAROLINE.

Si donc l'agriculture convient mieux à un pays, les manufactures sont pour un autre plus profitables; et ils peuvent de la sorte se rendre de mutuels services?

MADAME B.

Précisément. Si en Angleterre le rapport du capital employé dans les manufactures est plus grand que nos besoins ne l'exigent, c'est parce que nous trouvons notre avantage à fournir à d'autres pays les ouvrages faits; si nous ne pouvions plus leur en fournir, nous manquerions d'emploi pour un capital aussi considérable que le nôtre. Ainsi à mesure que le canal de l'agriculture se remplit, le capital qui déborde se verse dans les canaux des fabriques et du commerce. L'agriculture conduit aux manufactures et au commerce, comme la jeunesse à l'âge viril; les progrès de la première sont les plus rapides; les derniers y ajoutent la vigueur et la stabilité de l'âge mûr. Garnier, dans la préface de sa traduction des Recherches d'Adam Smith, s'exprime ainsi à ce sujet :

« Distinguer le travail des ouvriers de l'agriculture d'avec celui
 » des autres ouvriers, est une abstraction presque toujours oiseuse.
 » Toute richesse est nécessairement le résultat de ces deux genres
 » de travail, et la consommation ne peut pas plus se passer de l'un
 » que de l'autre. Sans leur concours simultané, il ne peut y avoir
 » de chose consommable, et par conséquent de richesse..... C'est
 » dans le sein de la terre que se commencent les richesses; c'est
 » le travail qui les achève. La terre ne fournit jamais que la ma-
 » tière dont se forment les richesses, et celles-ci n'existeraient pas
 » sans la main industrielle qui modifie, divise, assemble, combine
 » les diverses productions de la terre et les rend propres à la con-
 » sommation. »

CAROLINE.

Mais, madame B., si les économistes politiques ne sont pas en état de spécifier la proportion dans laquelle le capital devrait être appliqué aux diverses branches d'industrie, n'ont-ils point au moins quelque moyen de juger s'il est réellement employé de la manière la plus propre à avancer la prospérité d'un pays? Les hommes, dans l'emploi de leur capital, suivent leur goût et leur inclination; je crains fort que le bien public n'entre pour peu de chose dans leurs motifs.

MADAME B.

Il y a heureusement un meilleur guide que l'inclination et le goût pour les diriger à cet égard, ce guide c'est leur intérêt. Les

hommes, par ce motif-là, sont portés à placer leur capital dans les branches d'industrie qui donnent les plus gros profits; et ces gros profits ont lieu dans les emplois du capital dont le pays a le plus besoin.

CAROLINE.

Je ne comprends pas très-bien pourquoi il y aurait toujours une parfaite coïncidence entre les besoins du public et l'intérêt du capitaliste?

MADAME B.

Ceux qui composent le public sont disposés à payer au plus haut prix les choses dont ils ont le plus besoin. Supposons que le peuple manque de draps; la concurrence des acheteurs en fait hausser le prix, les profits du fabricant en sont accrus. Que s'en suit-il? Quelques personnes, qui font de moindres profits en cultivant la terre, transporteront leur capital dans les fabriques de drap. Il y aura de suite plus de draps fabriqués. On n'en manquera plus; la concurrence de ceux qui en demandent sera réduite; le prix baissera, et avec lui baisseront les profits de cette manufacture, jusqu'à ce qu'ils soient revenus au niveau de ceux de l'agriculture; car s'ils baissaient davantage, le fermier retirerait son capital de la fabrique pour le verser sur la terre.

CAROLINE.

Ainsi les profits de l'agriculture et des manufactures seront toujours, ou du moins tendront à être, sur un pied d'égalité.

MADAME B.

Oui; *tendront à être*; c'est une très-bonne expression, parce que ces changements ne sont jamais soudains. La tendance à égaliser les profits a lieu non-seulement en fait d'agriculture et de fabriques, mais en toute autre branche d'industrie. Dans un pays où le capital est laissé en pleine liberté de suivre son cours naturel, il coulera toujours dans le canal qui donne les plus grands profits, jusqu'à ce qu'enfin tous les emplois soient à peu près au même niveau.

CAROLINE.

A peu près, dites-vous; pourquoi pas exactement?

MADAME B.

Parce qu'en général les travaux de l'agriculture sont mieux as-

sortis au goût de la plupart des hommes que les manufactures et le commerce; et qu'en conséquence partout où l'on trouve à des prix modérés une terre fertile à acheter, tout homme qui a acquis un petit capital le place sur la terre, et se retire, s'il le faut, dans des districts écartés ou inhabités, où il vit indépendant et maître de son petit domaine; c'est ce qui se voit tous les jours aux États-Unis d'Amérique. Toutefois cette préférence ne passe pas certaines limites, voilà pourquoi l'on peut dire que les différents emplois du capital se maintiennent à peu près au même niveau.

CAROLINE.

Que la nature est admirable dans tout ce qu'elle fait! Plus j'avance dans l'étude de l'économie politique, plus il me semble que les lois destinées à diriger les opérations dont elle s'occupe doivent être généralement nuisibles bien plus qu'utiles.

MADAME B.

Cela peut souvent arriver, mais *généralement*, c'est trop dire. Toute loi gêne plus ou moins l'ordre naturel des choses; et cependant je n'hésite pas à dire que le pire système de lois vaut mieux que l'absence de toutes les lois. L'art, disions-nous, est naturel à l'homme; il est le résultat de la raison et un grand moyen de progrès. Au lieu d'être asservi, comme les brutes, aux impulsions de l'instinct, l'homme est libre de suivre ses penchans ou d'y résister. Mais dès qu'il est en état de société il sent la nécessité de se soumettre à une règle que la nature ne lui a pas imposée; et sa raison lui fait inventer celle qui lui convient le mieux. Il fait des lois, qui sont ou plus ou moins avantageuses pour lui, selon que ses facultés sont plus ou moins développées ou cultivées. Plusieurs de ces lois lui sont sans doute très-nuisibles; mais leur ensemble lui est avantageux. Le bien résultant de celle qui a établi le droit de propriété est tel qu'il fait plus que compenser tous les maux produits par le plus mauvais système de gouvernement.

CAROLINE.

Mais ce niveau, cette égalité de profits à laquelle vous dites que tendent naturellement toutes les branches d'industrie, ne peut avoir lieu en Angleterre, puisque l'on convient que les manufactures et le commerce y donnent de plus grands profits que l'agriculture.

MADAME B.

Vous vous trompez sur ce point. Il est plus commun, il est vrai, de voir des marchands et des manufacturiers faire de grandes et rapides fortunes, qu'il ne l'est d'en voir faire aux fermiers. Ces classes d'industriels emploient de plus grands capitaux, et il en résulte que leurs richesses ont plus d'éclat. Mais en tout les profits des manufactures et du commerce ne sont pas plus grands que ceux de l'agriculture.

CAROLINE.

Je ne peux pas comprendre pourquoi les négociants et les manufacturiers deviendraient plus riches que les fermiers, s'ils ne faisaient pas de plus gros profits.

MADAME B.

Observez que si les fermiers n'amassent pas autant de bien ni aussi rapidement que les marchands, ils se ruinent aussi plus rarement. Les risques du commerce sont plus grands que ceux du fermage. Le marchand est exposé à de fortes pertes causées par des circonstances qui affectent rarement le fermier, telles que la guerre, des changements de modes, de mauvaises dettes; il faut donc en récompense qu'il fasse de plus gros profits.

CAROLINE.

C'est-à-dire que les chances de gain doivent balancer celles de perte?

MADAME B.

Oui; le négociant joue plus gros jeu. S'il est assez habile ou assez heureux pour que ses gains s'élèvent au-dessus de la moyenne, il s'enrichira plus vite que le fermier; mais s'il manque de talents, ou que, par une suite de circonstances malheureuses, il essuie de grandes pertes, il fera peut-être banqueroute.

CAROLINE.

Mais, madame B., il faudrait considérer d'autre part que le fermier est exposé aux risques qui naissent de l'inconstance des saisons, cause qui agit sans cesse et sur laquelle il n'a aucun empire.

MADAME B.

Et dans nos climats toutefois cette cause produit rarement sa

ruine; parce que la saison défavorable à une espèce de produit est favorable à une autre. D'ailleurs, comme les produits de l'agriculture sont principalement ceux de première nécessité, la demande que l'on en fait ne peut pas beaucoup diminuer; ainsi le prix ne peut manquer de s'élever en raison de la rareté de ces produits. On accuse, comme vous savez, les fermiers de faire les plus grands gains par les mauvaises récoltes; accusation à la vérité, selon moi, mal fondée.

De tout cela nous pouvons inférer que l'agriculture, les manufactures et le commerce, donnent en général des profits égaux; mais que ces profits sont plus également répartis parmi les fermiers que parmi les marchands et les manufacturiers, dont les uns font de très-grandes fortunes pendant que les autres font banqueroute.

Ainsi dans un emploi quelconque du capital, le taux des profits est proportionné au risque de l'entreprise. Mais si on calcule ce taux pour un temps assez long, et pour un nombre suffisant de cas particuliers, on trouvera que, par une moyenne, tous les emplois de capitaux donnent les mêmes profits.

Voilà comment la distribution du capital aux diverses branches d'industrie, à l'agriculture, aux manufactures, au commerce, maintient un juste équilibre, qui peut bien être accidentellement troublé, mais ne peut, tant qu'il est laissé à lui-même, être détruit d'une manière permanente. Une fois bien convaincue de cette vérité, vous n'éprouverez jamais le désir d'exercer quelque influence sur la distribution naturelle des richesses.

Il ne faut pas toutefois considérer cette égalité générale des profits comme étant fixe et invariable, même dans les pays où le gouvernement n'intervient point pour diriger l'emploi du capital. Une variété de circonstances peuvent occasionner des dérangements momentanés dans cet ordre général. L'invention d'une nouvelle branche d'industrie, ou le perfectionnement de quelque industrie ancienne, peut élever les profits des capitaux qu'on y applique; mais à peine découvre-t-on ce bénéfice, que ceux qui ont des capitaux susceptibles d'être déplacés les portent vers ce nouvel emploi, et bientôt la concurrence réduit les profits au taux commun. Une récolte très-abondante haussera occasionnellement le taux des profits agricoles; une très-mauvaise saison les fera baisser au-dessous du niveau. L'ouverture de quelque commerce avec un pays

nouveau ; une guerre qui ferme les communications avec un pays étranger, affecteront les profits du commerce. Mais ces accidents troublent l'égalité des profits comme les vents dérangent le niveau des mers. Dès que la cause passagère cesse, le niveau naturel est rétabli.

CONVERSATION XII.

DU REVENU PROVENANT DE LA PROPRIÉTÉ DU SOL.

De la rente. — La rente est l'effet et non la cause du haut prix du produit agricole. — Causes de la rente ; 1. La fertilité de la terre ; 2. La diversité du terrain et de la situation, qui requiert différents degrés de dépense pour en obtenir le même produit. — Origine de la rente. — Dans un pays progressif, la rente croît absolument, et diminue relativement. — Le haut prix du produit brut est nécessaire pour proportionner la demande à la quantité qui en est fournie. — Monopole de la terre. — Définition du monopole.

CAROLINE.

J'ai beaucoup réfléchi sur le revenu, madame B. ; mais je ne puis comprendre comment les fermiers peuvent payer une rente, s'ils ne font, par leurs capitaux, que les profits accoutumés. J'avais imaginé qu'ils commençaient par retirer, du même capital, de plus grands produits que les marchands et les manufacturiers ; mais que la rente qu'ils avaient à payer réduisait ces profits, et les mettait au-dessous de ceux des autres branches d'industrie.

MADAME B.

Vous aviez raison dans la première partie de votre conjecture ; mais comment pouviez-vous expliquer la folie des fermiers de choisir un emploi de leurs capitaux, qui, après le paiement de la rente, leur donnait des profits inférieurs au taux commun ?

CAROLINE.

Je crois que je n'avais pas songé à cela. J'avais une idée vague

de la sûreté supérieure de la propriété foncière; et puis je pensais que les charmes de la vie champêtre pouvaient avoir ici quelque influence.

MADAME B.

Les idées vagues ne mènent pas à des résultats exacts; le vrai moyen de les prévenir est d'éviter les expressions vagues. Par exemple, quand vous dites que la sûreté de la propriété foncière est avantageuse au fermier, vous ne réfléchissez pas qu'un homme en sa qualité de fermier n'a point de propriété foncière; il tient sa ferme à bail; s'il l'achète, il devient propriétaire foncier, en même temps que fermier. Ce n'est donc pas la sûreté de la propriété foncière, qui est avantageuse au fermier, mais bien la sûreté de faire sa récolte et d'en disposer, ou le peu de risque qu'il court à cet égard.

Quand un fermier fait le compte de ses profits, il prend en considération la rente qu'il doit payer; il calcule le produit de sa ferme et voit s'il pourra payer cette rente outre les profits ordinaires dus à son capital. Il s'attend donc à vendre sa récolte de manière à obtenir de tels profits, sans quoi il ne prendrait pas la ferme. Il en faut conclure que les fermiers retirent réellement de la culture de la terre plus que les profits du capital au taux commun; mais ils n'y gagnent rien, parce que le surplus est payé au propriétaire du sol sous forme de rente.

CAROLINE.

Ainsi, pour payer cette rente, ils sont obligés de vendre leur produit à un prix plus haut qu'ils n'auraient fait, sans cela; et tout pauvre ouvrier, qui mange du pain, paie une contribution à un propriétaire oisif?

MADAME B.

Épargnez-vous une inutile censure; la rente n'augmente point le prix du produit de la terre. C'est parce que le produit agricole se vend plus qu'il ne coûte à produire, que le fermier paie une rente. La rente est donc *l'effet* et non *la cause* du prix du produit agricole.

CAROLINE.

Voilà qui est fort extraordinaire! Si les propriétaires fonciers

exigent une rente de leurs fermiers, comment les fermiers peuvent-ils la payer, s'ils ne vendent, pour cela, leurs récoltes à plus haut prix ?

MADAME B.

Un propriétaire ne peut exiger que ce que son tenancier veut bien lui payer ; le contrat entr'eux est, des deux côtés, pleinement volontaire. Si le produit de la ferme peut se vendre de manière à donner au fermier le profit dû à son capital, d'après le taux commun, avec un surplus, on trouvera des fermiers disposés à céder ce surplus au propriétaire pour l'emploi qu'ils font de son sol.

CAROLINE.

Mais si les profits de l'agriculture ne sont pas l'effet de la rente, pourquoi ne sont-ils pas réduits par la concurrence et rabaissés jusqu'au niveau du taux ordinaire des autres profits ? Pourquoi le capital additionnel ne coule-t-il pas dans ce canal, et ne cause-t-il pas, en augmentant les produits agricoles, une réduction dans leur prix ?

MADAME B.

En premier lieu, l'agriculture n'est pas susceptible, comme les manufactures, d'une augmentation illimitée dans ses produits. Si les chapeaux et les souliers sont rares et se vendent à des prix très-élevés, un plus grand nombre d'hommes se mettront à en fabriquer et en augmenteront la quantité, de manière à en faire baisser le prix. Mais la terre est d'une étendue limitée ; les fermiers n'ont pas la même facilité d'augmenter la quantité du blé et des bestiaux. Cela pourrait cependant se faire jusqu'à un très-haut degré, par des améliorations et par la culture de nouvelles terres. Mais, en second lieu, à quelque degré qu'on eût porté cette augmentation de produit, elle n'aurait pas l'effet de diminuer d'une manière permanente le prix des denrées de première nécessité, parce que la population croîtrait dans le même rapport, et que la quantité additionnelle de vivres serait requise pour nourrir le nombre d'hommes additionnel ; en sorte, qu'après un temps assez court, le même rapport serait établi entre l'offre et la demande des objets de nécessité, et qu'il n'y aurait par conséquent aucune réduction dans le prix. Les denrées de première nécessité diffèrent donc à cet égard de

toutes les autres espèces de marchandises ; si les chapeaux et les souliers deviennent plus abondants, leur prix tombe ; mais les objets de première nécessité ont la propriété de créer une demande proportionnelle à leur abondance.

CAROLINE.

Mais qu'est-ce qui fait que le produit agricole se vend à un assez haut prix pour pouvoir donner une rente ? Si ce n'est pas la rente qui produit le haut prix, il faut que celui-ci ait quelque autre cause.

MADAME B.

Il y a plusieurs circonstances qui concourent à élever et à maintenir le prix du produit agricole au-dessus des frais de production, et qui mettent par-là le fermier en état de payer une rente. La première semblerait au premier coup-d'œil devoir au contraire diminuer le prix ; c'est l'inestimable qualité dont la Providence a doué la terre, de produire la nourriture en telle abondance, qu'il y en a plus qu'il n'en faut pour nourrir ceux qui la cultivent. Car si ceux qui occupent la terre et font naître les récoltes, les consomment en totalité, il n'y aurait à aucun prix rien à vendre à d'autres ; et le cultivateur ne pourrait payer aucune rente. Mais la fertilité naturelle du sol est telle qu'il n'y a presque aucune terre qui ne puisse donner un excédant, après que le fermier s'est remboursé de toutes ses avances, en y comprenant les profits dus à son capital. C'est de ce fonds excédant qu'il paie la rente. La quantité de cet excédant varie beaucoup, selon la fertilité du sol, et permet au fermier de payer plus ou moins à titre de rente.

CAROLINE.

Mais, madame B., dans les pays nouveaux, où il y a un grand choix de terres fertiles, et où la récolte est aussi abondante qu'en plusieurs parties de l'Amérique, on ne paie point de rente.

MADAME B.

Là où la terre abonde tellement qu'elle peut être cultivée par tout homme qui veut en prendre possession, personne n'est disposé à payer une rente. Et cependant le cultivateur a un produit excédant, qui lui permettrait de le faire. La seule différence est qu'au lieu de

transporter cet excédant à un propriétaire, il le garde pour lui. Et c'est aussi la cause de ces rapides fortunes que font les nouveaux colons, qui s'établissent sur un sol fertile et dans un beau climat.

C'est donc la fertilité du sol qui *permet* au cultivateur de payer une rente ; mais il reste à chercher quelque autre cause qui l'*engage* à le faire.

CAROLINE.

Vous en parlez comme d'une affaire de choix, madame B. ; mais s'il en était ainsi, je doute fort que la rente fût payée.

MADAME B.

C'est ce que nous allons voir. — Quand un pays nouveau croit en capital et en population, on met de nouvelles terres en culture ; et après que l'on a occupé les districts les plus fertiles, on en vient à mettre au labour les terrains de qualité inférieure ou moins bien situés. Or les grains et tout autre produit agricole, crûs sur les terrains moins fertiles, coûtent au fermier plus de dépenses, plus de travail, plus d'engrais ; il faut plus d'attention pour une récolte moins abondante, et les frais de production en tout sont plus grands.

CAROLINE.

Par conséquent les colons primitifs, qui ont pu choisir à leur gré, ont un avantage sur les autres ; ils feront de plus gros profits, et accumuleront plus tôt une fortune. Car les diverses récoltes portées au marché, si elles sont de même qualité, se vendront au même prix, quels que soient les frais de production. Il est même probable que celles qui ont le moins coûté à produire, se vendront mieux ; car le sol le plus fertile doit naturellement donner un produit plus parfait.

MADAME B.

Les premiers colons ont encore un autre avantage ; ils n'auront pas manqué de choisir les meilleures situations aussi bien que les meilleurs terrains ; leurs champs seront au bord d'une rivière navigable, qui fournit une communication facile avec le marché de l'intérieur et avec l'étranger. Ceux au contraire qui cultivent les terres les plus reculées sont obligés d'ajouter aux frais de produc-

tion ce qu'il en coûte pour transporter les produits au lieu où ils peuvent se vendre. Supposons que le colon primitif fasse 30 pour cent de son capital, et que le dernier ne fasse que 20 pour cent du sien. Avec le double avantage d'un sol fertile et de l'exemption de payer une rente, il ne faut pas s'étonner que les premiers colons amassent rapidement de gros capitaux. Il n'est pas improbable, qu'à l'âge du déclin, ils voudront diminuer leur travail, sans toutefois se défaire de leur propriété. Ne croyez-vous pas que, dans ces circonstances, ils trouveront quelques nouveaux colons, qui, plutôt que d'entreprendre de défricher dans les districts éloignés et peut-être moins fertiles, paieront volontiers aux anciens une somme annuelle pour prendre leur place et pour devenir leurs tenanciers?

CAROLINE.

C'est vrai : les nouveaux venus pourraient trouver leur compte à donner aux anciens colons le 10 pour cent que ceux-ci font de plus que les nouveaux, en conséquence des avantages dont leurs terres jouissent.

MADAME B.

Voilà donc l'origine de la *rente*. Si le tenancier paie le 10 pour cent, qui se trouve être le tiers de ce que le propriétaire gagnait à cultiver, ses profits seront réduits à 20 pour cent, et se trouveront au niveau de ceux des seconds colons, qui réunissent la qualité de propriétaires à celle de fermiers; et de la sorte les profits du fermier seront réduits de 30 à 20 pour cent.

CAROLINE.

Et les profits des autres branches d'industrie seront, je suppose, réduits de même, afin de maintenir l'égalité entr'eux.

MADAME B.

Nécessairement. Mais tant que les profits de l'agriculture sont de 20 pour cent, l'accumulation marchera encore d'un pas rapide; et à mesure que le pays deviendra riche et peuplé, la demande de blé croîtra, et il faudra, pour y satisfaire, mettre de nouvelles terres en culture. Ces nouvelles terres étant encore plus reculées que les précédentes, ou inférieures en qualité, seront cultivées avec encore plus de désavantage, et ne donneront peut-être que le 10 pour cent des profits. Dès que ce nouvel ordre de choses aura lieu, les

seconds colons seront en état d'obtenir une rente sur *leurs* terres. Car il sera aussi avantageux à un fermier de payer 10 pour cent, lorsqu'il en gagne 20, que de ne rien payer pour une terre qui ne lui donne que 10.

Les profits généraux du capital, à cette époque, se trouvent donc réduits de 20 à 10 pour cent.

CAROLINE.

Mais ceux qui les premiers ont pris à ferme les terres des colons primitifs ne continuent-ils pas d'en retirer le 20 pour cent en les cultivant ?

MADAME B.

Aussi longtemps seulement que durent leurs baux; car dès que leurs propriétaires voient que les profits des capitaux sont réduits à 10 pour cent, ils n'en accordent pas plus à leurs créanciers, mais ils exigeront qu'ils leur paient tout le surplus sous forme de rente. C'est ainsi que chaque nouvelle portion de terre qui est mise en culture, et qui est ou de moindre qualité ou moins favorablement située que les autres, a le double effet d'élever la rente et de diminuer les profits du capital.

CAROLINE.

Mais si les profits continuent à décroître à chaque nouvelle portion de terre qui est mise au labour, ils seront bientôt réduits à rien; et dès-lors s'arrêteront et la culture et la population, sans quoi bientôt aussi la disette se ferait sentir.

MADAME B.

Dès que la rareté commence, les grains haussent de prix; cette hausse augmentant les profits du fermier, l'encourage à mettre de nouvelles terres en culture. C'est ce qui a lieu à chaque nouveau pas que fait l'agriculture, et c'est aussi ce qui empêche les profits de se réduire à rien. Chaque fois qu'une nouvelle terre est mise en culture, le prix du produit brut, et par conséquent les profits du fermier, doivent avoir préalablement haussé. Aucune terre neuve ne *peut* être cultivée qu'après que le capital a produit une accumulation suffisante pour l'entretien et l'emploi d'un plus grand nombre d'ouvriers. Et personne ne *veut* cultiver une terre neuve, avant

que la population ait fait assez de progrès pour élever le prix du blé, de manière à rendre profitable ce défrichement.

CAROLINE.

Quand la récolte de ces terres nouvelles arrivera au marché, je suppose que le prix des grains baissera de nouveau ?

MADAME B.

Oui ; ou, ce qui revient au même, les salaires hausseront ; mais cette baisse du prix des grains ne sera pas durable ; car quand de plus fort salaires permettent à l'ouvrier d'élever plus d'enfants, la population croissant avec le temps, devance les progrès du capital, et on voit revenir les mêmes suites d'effets. C'est ainsi que les produits agricoles et la population se devancent tour à tour. Mais indépendamment de la hausse et de la baisse passagères que les défrichements occasionnent dans le prix des grains, chaque portion de terre neuve que l'on met en culture diminue les profits du capital, et élève la rente des terres ainsi que le prix du produit brut ; car plus il devient nécessaire d'avoir recours à des terres de qualité inférieure pour suffire aux besoins d'une population croissante, plus les frais de production croissent. En effet tout quartier de blé, toute livre de pain, soit qu'ils aient été produits à peu de frais sur la meilleure terre, ou à grands frais sur la pire, sont payés au même prix.

CAROLINE.

C'est une chose singulière, quand on y réfléchit, que de deux pains précisément pareils que l'on sert sur table, les frais de productions de l'un aient pu s'élever presque au double de ceux de l'autre ; et que l'un ait payé trois deniers sterling de rente, tandis que l'autre n'aura payé qu'un demi-denier.

Le prix du produit brut en général est donc réglé par ce qu'il en coûte pour le produire sur les terrains de la plus mauvaise qualité ou le plus désavantageusement situés ?

MADAME B.

Oui ; pourvu que dans les frais de production vous compreniez les profits du fermier ; car quoique les plus mauvais terrains ne puissent donner aucune rente, il faut toujours qu'ils rapportent

un produit au cultivateur ; sans cela cette espèce de terre resterait inculte.

CAROLINE.

Le haut prix des produits agricoles est donc dû à la nécessité de faire une dépense additionnelle pour les obtenir des terrains les moins favorisés ?

MADAME B.

Oui ; car cette nécessité entraîne celle d'élever les rentes des terres plus favorisées. Nous pouvons, à cause de cela, définir la rente, cette partie du surplus du produit de la terre qui reste après qu'on en a déduit les frais de culture.

CAROLINE.

Avec de tels désavantages, je m'étonne que le prix du blé, et de tout le produit brut, ne soit pas plus élevé qu'il ne l'est.

MADAME B.

La hausse naturelle du prix du produit brut, qui est due à la mise en culture des terrains inférieurs, est en grande partie contre-balancée par d'autres circonstances. Chaque année on fait en agriculture des progrès qui augmentent le produit sans augmenter proportionnellement la dépense du cultivateur, et en vertu desquels le blé peut arriver au marché à plus bas prix. En outre, quoique la terre de qualité inférieure coûte d'abord, pour la culture, des frais additionnels, il arrive que le labour l'amende tellement, qu'insensiblement les frais de production diminuent ; souvent, par des dessèchements, des engrais et d'autres améliorations, un sol ingrat est rendu fertile. Les désavantages de la situation sont corrigés aussi par les progrès de la société ; la population en s'étendant diminue les distances ; de nouvelles villes s'élèvent ; de nouveaux marchés s'ouvrent. Si donc il n'était pas indispensablement nécessaire de continuer à mettre de nouvelles terres en culture pour pourvoir aux besoins d'une population toujours croissante, le blé serait produit à moindres frais, et baisserait de prix au lieu de hausser.

CAROLINE.

Mais si tout le surplus du produit, qui reste après la déduction

faite des frais de production, va au propriétaire du sol sous forme de rente, les progrès de l'agriculture ne doivent pas baisser le prix du produit brut, ils doivent augmenter la rente.

MADAME B.

Je vous demande pardon; vous venez d'observer que le prix du produit brut en général est réglé par ce qu'il en coûte pour l'obtenir des terres de la plus mauvaise qualité, ou le plus mal situées. Plus donc on diminuera les frais de production sur ces terres-là, ou plus on obviendra aux défauts de situation, plus aussi le prix régulateur du produit brut sera bas. Les frais de production d'un pain sur une terre parcellée, s'élèvent annuellement à douze deniers; si, par des améliorations dans les travaux de l'agriculture, on venait à réduire ces frais à dix deniers, le pain se vendrait en général à ce dernier prix.

CAROLINE.

Tout cela est très-clair; mais j'ai quelque regret de voir, qu'à mesure qu'un pays avance vers la richesse, la *rente*, c'est-à-dire, la part du propriétaire oisif, croît, tandis que le *profit*, ou la portion de l'industriel fermier, diminue.

MADAME B.

Ces oisifs propriétaires dont vous vous plaignez, ne font point baisser les profits du capital, et ne font point hausser le prix des produits agricoles. Si vous entendez ce que j'ai dit sur la rente, vous devez savoir que la réduction des profits est occasionnée par la diversité des terrains mis successivement en culture, et que la quantité ou le haut prix naturel des produits agricoles est dû au surplus qui reste après la déduction faite des frais de culture. Si donc on abolissait les rentes, le seul effet qui en résulterait serait de mettre les fermiers en état de vivre comme des hommes d'un état supérieur, puisqu'ils seraient enrichis de toute cette partie du produit de leur ferme qui était auparavant la part du propriétaire.

CAROLINE.

Et ne serait-ce pas un changement fort heureux? N'est-il pas mieux que ceux qui travaillent deviennent riches, plutôt que ceux qui vivent des fruits du travail d'autrui?

MADAME B.

Il y a une classe de fermiers (les *yeomen*) qui cultivent des terres qui leur appartiennent en propre ; si vous avez à cœur d'encourager leur industrie, il faut leur permettre de recueillir en plein le fruit de leur travail, c'est-à-dire, d'accumuler de la richesse ; après être devenus riches, de jouir de l'aisance et du repos, et de remettre à d'autres le soin de leurs terres, s'ils aiment mieux le faire que de les cultiver eux-mêmes. Si l'on défendait aux propriétaires de donner leurs terres à ferme lorsqu'ils deviennent riches, ils n'en seraient pas moins oisifs ; ils négligeraient le travail de la ferme ; ce travail resterait abandonné aux domestiques, la culture en souffrirait, et la diminution de produit qui en résulterait nuirait à la fois au propriétaire et au pays. Dans les pays civilisés, la propriété foncière a été acquise par le travail, ou par la richesse qui est le fruit du travail ; elle doit être assurée dans toute sa valeur, non-seulement à l'individu qui l'a gagnée, mais à ses héritiers à perpétuité.

En outre, quoique les rentes croissent quand le pays marche vers la prospérité, cet accroissement n'est pas en proportion de l'accroissement du produit du sol. Autrefois la rente donnait communément au propriétaire un tiers du produit de sa terre ; elle est tombée depuis au quart, et tout dernièrement elle a été estimée d'un cinquième seulement ; en sorte que le propriétaire reçoit une plus forte rente, et a cependant une moindre part dans le produit total.

CAROLINE.

Cela me console un peu. Mais n'y aurait-il aucun moyen d'abolir les rentes, et de forcer les fermiers à réduire en conséquence les prix de leurs produits ; de manière que ce ne fût ni le propriétaire, ni le fermier, mais le public, qui jouit du bénéfice de ce surplus du produit d'où dérive la rente ? Certainement cela réduirait le prix des vivres, et de tous les produits agricoles.

MADAME B.

En admettant cette réduction, quel avantage pensez-vous qu'il en résultât ? Quand on propose quelque mesure de contrainte, et surtout une mesure si compliquée, je suis toujours inquiète des suites.

CAROLINE.

Mais le bien qui en résulterait est si évident. Si la nourriture était à meilleur marché, on pourrait en consommer davantage et les pauvres en auraient en abondance.

MADAME B.

Comment cela? La terre serait-elle devenue plus productive par l'abolition de la rente? Et si elle ne produisait pas plus, comment pourrait-on plus consommer? Une plus grande consommation, sans moyens d'y satisfaire, mène comme nous l'avons déjà dit, à la famine. Le prix d'un pain de quatre livres est maintenant douze deniers sterling. J'en conclus, qu'à ce prix, la consommation de pain sera si bien proportionnée à la quantité totale, que notre provision de froment durera jusqu'à la moisson prochaine. L'adoption de vos mesures de contrainte réduiront peut-être le prix d'un pain de quatre livres à neuf deniers; chaque pauvre famille se trouverait ainsi en état d'augmenter sa consommation de pain; et la provision de froment n'atteindrait pas la moisson. L'année suivante, au lieu de produire plus de blé pour parer au déficit, on cesserait de cultiver les plus mauvaises terres, qui ne donnent point de rente, et qui ne font au prix établi pour le produit brut, que payer simplement les profits du capital; il arriverait de-là que le produit général du pays éprouverait une diminution considérable.

CAROLINE.

Cela est vrai; je n'y songeais pas; il est sûr qu'une rareté de grains, survenant à cette époque, ferait hausser le prix du pain plus encore qu'auparavant.

MADAME B.

A quel prix pensez-vous qu'il conviendrait de mettre le pain, pour que le froment durât jusqu'à la récolte?

CAROLINE.

Au prix de douze deniers, auquel il se vend actuellement.

MADAME B.

Nous voilà donc revenues au prix qui permet de payer une rente, quoique celle-ci soit supprimée. Vous voyez combien vos mesures

étaient fausses. Le haut prix, dont vous vous plaignez si amèrement, est le prix nécessaire pour proportionner la consommation aux moyens d'y satisfaire, de manière que ces moyens durent jusqu'à la moisson prochaine.

CAROLINE.

Loin d'en être fâchée, madame B., je suis charmée de découvrir mon erreur, puisqu'il en résulte pour moi la conviction que, si le pauvre paie cher ce qui lui est le plus nécessaire, c'est autant pour son propre bien, que pour celui des grands propriétaires de terres; ce haut prix lui assure un approvisionnement uniforme pendant tout le cours de l'année. Et je m'empresse d'autant plus d'absoudre la rente de l'accusation de hausser les prix, que je vois deux autres sources d'où ce mal peut provenir.

MADAME B.

Vous pouvez ajouter, je crois, que comme ces prix élevés sont nécessaires pour régler la consommation et prévenir la disette, ou même la famine, vous cessez dès ce moment de les envisager comme un mal. En étudiant les effets des lois et des institutions humaines, on découvre souvent des erreurs; mais tout ce qui suit le cours de la nature dérive d'une source pure; et plus on l'étudie, plus on se sent porté à admirer son auteur.

Ainsi, bien que la rente en elle-même ne puisse pas être considérée comme un mal, puisque nous avons vu qu'elle est une suite naturelle de la fécondité de la terre, et de la diversité des terrains, les mesures artificielles toutefois, tendant à élever le prix des produits agricoles et à faire hausser la rente, auraient certainement un effet nuisible. Toutes les restrictions à la libre importation des grains, ou de tout autre produit brut, qui élèvent le prix de ces denrées dans l'intérieur du pays, n'ont d'autre effet que de prendre dans la poche du consommateur une somme additionnelle pour le propriétaire de la terre. Dans cette opération le fermier ne fait d'autre office que de transporter la somme de l'un à l'autre.

CAROLINE.

Est-ce que cette mesure a immédiatement l'effet de hausser la rente?

MADAME B.

Elle ne peut l'avoir avant l'expiration du terme des baux. Pendant toute la durée de son bail, le fermier jouit de tous les gains et souffre de toutes les pertes qui surviennent occasionnellement. Mais lorsque le bail se renouvelle, il ne peut manquer d'être réglé sur le taux commun des profits, et de hausser ou de baisser en proportion des gains que le fermier espère; de sorte que tous le surplus va au propriétaire, tandis que le fermier se contente des profits ordinaires de son capital. Il peut arriver sans doute, par ignorance, par négligence, quelquefois par des motifs d'humanité, que le propriétaire n'exige pas tout ce que le fermier serait en état de payer, mais ce sont là des circonstances accidentelles, et l'on considère comme la vraie rente tout le surplus du produit. Le contrat entre le fermier et le propriétaire est naturellement en faveur de ce dernier, par la raison que voici : tout homme qui a un petit capital est capable de s'engager comme fermier; et comme toute l'étendue des terres mises à ferme est limitée, il y a toujours plus d'hommes qui désirent prendre des terres à ferme qu'il n'y en a qui veulent en mettre à ferme. Les propriétaires de terres peuvent donc être considérés comme exerçant une espèce de monopole envers les fermiers, parce qu'ils possèdent une marchandise dont la demande excède l'offre. Ainsi la concurrence pour l'obtenir, permet au propriétaire d'exiger du fermier la plus forte rente qu'il puisse payer; en d'autres termes, de le contraindre à lui abandonner tout le surplus du produit.

CAROLINE.

Je n'entends pas très-bien le sens de ce mot *monopole*; mais j'ai toujours cru que c'était une chose injuste et disconvenable.

MADAME B.

Le monopole est un privilège exclusif, accordé à une ou plusieurs personnes, de posséder ou de vendre quelque marchandise particulière. Quand c'est le gouvernement qui l'accorde, il est généralement préjudiciable, parce qu'il empêche la libre concurrence des autres vendeurs, qui ferait baisser le prix de la marchandise en question. Si, par exemple, un certain nombre de personnes étaient exclusivement privilégiées pour faire le commerce du thé ou du café, comme il n'y aurait point de marchands rivaux qui pussent entrer

en concurrence avec eux et vendre à plus bas prix, ils pourraient élever le prix de ces denrées plus haut que ne le comportent les profits accoutumés, et cet excès de profit serait payé sans raison par les consommateurs de thé et de café. La concession d'un monopole est donc, de la part du gouvernement, une fausse mesure; excepté les cas dans lesquels il peut être prouvé que la gêne imposée est un bien général pour la communauté.

CAROLINE.

Je ne peux pas concevoir un cas où le bien général pût résulter de la concession faite à un certain nombre d'hommes de quelque avantage dont on prive la communauté.

MADAME E.

Donner une patente pour une découverte ou une invention utile, c'est autoriser un monopole à temps qui est décidément avantageux, par l'encouragement qu'il donne au génie, aux recherches, à la persévérance; qualités très-favorables aux progrès de l'industrie. Mais je m'étonne que vous hésitez à reconnaître les avantages qui résultent du monopole de la terre; car ce monopole signifie simplement que la terre n'appartient pas en commun à tout le genre humain, comme la nature l'avait établi, mais qu'elle est exclusivement possédée, vendue, ou transmise par une classe d'hommes particulière; en un mot, ce n'est pas autre chose que l'établissement de la propriété du sol, dont on ne peut contester l'utilité. C'est peut-être le seul monopole d'une nature permanente que la loi doit sanctionner. Si le monopole s'étendait aux produits de la terre, il participerait à tous les mauvais effets du monopole en général; il en résulterait une hausse dans le prix, par le défaut de concurrence.

CAROLINE.

Mais la terre peut-elle être soumise à un monopole, sans que le prix des produits en soit affecté?

MADAME E.

Oui; parce que le produit de la terre dépend moins de la quantité de la terre que de celle du capital qu'on y verse; et celle-ci qui, en comparaison de l'autre, est illimitée, est libre de tout mo-

nopole. La propriété de la terre est donc un monopole d'une nature très-particulière, bornée uniquement à l'un des instruments de production ; et il est si loin de hausser le prix des fruits de la terre , qu'il est absolument nécessaire à leur production et à leur conservation.

CONVERSATION XIII.

DU REVENU PROVENANT DE LA CULTURE DE LA TERRE.

Deux capitaux employés sur la terre. — Deux revenus qui en proviennent. — Du capital et des profits du fermier. — De la durée et des termes des baux. — Des dîmes. — Extrait de Paley. — Des propriétaires fermiers de leurs propres terres. — Extrait des voyages de Townsend. — Fermes régies par un administrateur. — Avantage de la richesse des tenanciers. — Système des métayers. — Petites propriétés. — Extrait des voyages d'Arthur Young. — Laiteries suisses. — Petites fermes. — Étendue des fermes dans la Belgique et la Toscane. — Des mines. — Des pêcheries.

CAROLINE.

D'après ce que vous disiez dans notre dernier entretien , je vois que l'agriculture donne deux revenus distincts ; l'un au propriétaire , l'autre au cultivateur de la terre.

MADAME B.

Et elle emploie aussi deux capitaux pour produire ces deux revenus ; l'un pour acheter , l'autre pour cultiver la terre. Un homme qui emploie son argent à acheter une terre devient propriétaire foncier , et obtient un revenu sous forme de rente. Celui qui applique un capital à la culture de la terre devient fermier , et obtient un revenu sous forme de produit.

CAROLINE.

Qu'entendez-vous par le capital du fermier , madame B. ? Je croyais que la terre était le capital d'où provenaient ses profits.

MADAME B.

C'est une erreur. La terre est le capital du propriétaire, et, comme tel, lui donne un revenu ; tout ce que le fermier en obtient provient de la culture, c'est-à-dire, du travail et des dépenses qu'il fait sur le sol. La terre est la machine avec laquelle il fabrique les produits agricoles, et le revenu qu'il en tire est celui du capital employé à faire jouer cette machine. Un fermier a besoin de capital pour payer ses ouvriers, et pour acheter ses fonds de ferme (ses bestiaux, ses charriots, ses charrues, etc.). La terre nue et les bâtiments de la ferme sont les seules choses qu'il prenne à ferme par son bail. Les récoltes pendantes sur terre au moment du contrat se paient à part, et deviennent la propriété du fermier. A moins donc qu'il n'ait un capital pour suffire à ces dépenses, il ne peut pas prendre la terre à ferme.

CAROLINE.

J'avais toujours cru que le produit d'une ferme suffisait à en payer les dépenses ; et je ne puis comprendre comment on peut retirer des profits d'une ferme, si la culture et la rente coûtent plus que ses produits ne peuvent rembourser.

MADAME B.

Ce n'est pas ainsi qu'il faut l'entendre. Le capital du fermier est employé comme un moyen de cultiver sa ferme ; et quand, à la fin de l'année, après avoir payé sa rente, ses ouvriers, et remis ses fonds de ferme en bon état, il se trouve en possession, non-seulement de son capital primitif, mais aussi d'un surplus ou d'un profit, c'est une preuve que la ferme produit plus que ne lui coûtent la rente et la culture. Il en est de même dans tous les emplois de capitaux. Le fabricant, qui les emploie à acheter des matériaux bruts et à payer le travail qui leur est appliqué ; le marchand, dont le capital s'emploie à acheter des marchandises pour les revendre, ne pourraient point se livrer à leurs occupations respectives, s'ils ne commençaient par employer leur capital ; mais il leur revient avec les profits provenant de son emploi. Chacune de ces occupations rapporte plus que l'on n'a déboursé, mais aucune ne peut se passer de capital.

CAROLINE.

Oh! oui; je n'ai pas oublié que l'ouvrier produit, pour celui qui

l'emploi, plus qu'il ne reçoit à titre de salaire, et c'est ce surplus qui fait le profit du maître. Mais si le fermier n'avait pas de quoi payer les salaires de ses ouvriers, il ne pourrait pas les mettre à l'ouvrage.

C'est donc sur le capital employé par le fermier sur sa terre, que celui-ci calcule ses profits ?

MADAME B.

Supposons qu'un fermier emploie un capital de 3000 livres sterling sur sa ferme : il peut se faire, qu'après avoir déduit la rente et les frais de culture, il fasse un profit de dix pour cent, ou 300 livres sterling.

CAROLINE.

C'est-à-dire, qu'à la fin de l'année il se trouverait plus riche de 300 liv. sterl., qu'il ne l'était auparavant ?

MADAME B.

Pourvu qu'il n'ait dépensé aucune partie de son gain pendant le cours de l'année. Mais comme d'ordinaire sa famille est entretenue du produit de la ferme, il sera à la fin de l'année ou plus riche ou plus pauvre, selon le rapport de son gain à sa dépense domestique. Cette dépense toutefois ne peut pas être considérée comme une déduction faite à ses profits, puisque, de manière ou d'autre, l'entretien de sa famille doit être pris sur son revenu.

CAROLINE.

Et quelle est la rente ordinaire que l'on paie pour une telle ferme ?

MADAME B.

Cela dépend en grande partie de l'étendue et de l'état de la terre. Une ferme considérable dans un bon état de culture, jouissant de l'avantage d'un sol fertile, ne peut pas exiger un capital de plus de 3000 liv. sterl. pour être conduite, tandis qu'une ferme, moins étendue de moitié, mais en mauvais état, et sur un sol ingrat, pourrait exiger autant de capital. Mais pour ces deux fermes on paierait une rente fort différente.

CAROLINE.

Il est clair que la ferme grande et productive doit payer une plus forte rente que celle qui est plus petite et en mauvais état.

MADAME B.

Et la différence de ces rentes égalisera les profits que ferait un fermier en versant sur chacune de ces fermes un même capital. Par une moyenne de culture, une ferme qui exige un capital de 4000 liv. sterl. peut payer une rente d'environ 200. sterl.; la part du fermier étant à peu près le double de celle du propriétaire.

CAROLINE.

Vous m'avez dit dans notre dernier entretien qu'on avait récemment estimé la rente de la terre seulement à un cinquième du produit. Une ferme telle que celle dont vous parlez, donnerait donc un produit de 1000 liv. st. ; et dans ce cas les profits du fermier seraient quatre fois aussi grands que ceux du propriétaire ?

MADAME B.

Vous oubliez que du profit total, il faut déduire, non-seulement la rente, mais aussi les frais de culture; ceux-ci sont généralement estimés à une moitié du produit, déduction faite de la rente; il restera donc 400 liv. sterl.; ce qui est un profit de dix pour cent sur le capital employé dans cette ferme. Si, sur cette somme, le fermier fait une épargne de 50 liv. sterl., il peut l'employer à améliorer sa terre, ce qui lui vaudra un produit plus abondant l'année suivante; le bénéfice qui en résultera sera en entier pour lui, puisque la rente reste la même jusqu'à la fin de son bail.

CAROLINE.

Mais au renouvellement du bail, le propriétaire apparemment demandera une plus forte rente pour sa terre ainsi amendée ?

MADAME B.

Sans contredit; et par cette raison, il est à désirer que les baux à ferme ne soient pas faits à termes courts; car avec de tels baux, les fermiers n'auraient pas de motifs à faire des améliorations sur leurs terres, puisqu'ils n'auraient pas un certain nombre d'années pour en jouir.

CAROLINE.

Mais vers la fin du bail, cette objection demeure dans toute sa force ?

MADAME B.

Oui; mais pour la prévenir, les fermiers obtiennent généralement le renouvellement de leur bail, quelque temps avant que le terme en soit expiré. Il serait d'ailleurs contre les intérêts du propriétaire de traiter à cet égard ses tenanciers trop durement, puisque ce serait les décourager de rien entreprendre pour l'amélioration de leurs terres; avantage que tôt ou tard le propriétaire partage.

Dans les comtés de Stafford, de Nottingham et ailleurs, il n'est pas d'usage de faire des baux; les tenanciers tiennent leurs fermes au bon plaisir du propriétaire. Il y a toutefois une sorte de convention entre les parties, de ne pas renvoyer le fermier tant qu'il se conduit bien, et de ne pas changer la rente pendant un certain nombre d'années. Quelques personnes croient cet arrangement préférable à un bail fixe, parce que, disent-elles, l'industrie du fermier est excitée par l'espérance et par la crainte; l'espérance du gain que lui doit procurer son travail, et la crainte d'être renvoyé s'il néglige sa ferme. Mais en raisonnant ainsi, on ne songe pas que la crainte peut agir ici de deux façons; car plus le fermier améliore, plus le propriétaire, s'il n'est pas libéral, peut être tenté de le renvoyer ou de hausser sa rente. En un mot, rien n'arrête plus les progrès de l'industrie, que le défaut de sûreté dans les profits qu'elle donne; et comment un fermier peut-il regarder ses profits comme assurés, lorsqu'il dépend, pour les obtenir, de la volonté du propriétaire?

CAROLINE.

En outre, quelque confiance qu'un fermier puisse avoir dans le caractère personnel de son propriétaire, il doit songer à l'incertitude de la vie, qui peut le mettre dans la dépendance d'un héritier. Celui-ci peut bien être un jeune dissipateur, qui, sans égard à son intérêt éloigné, exigera de ses tenanciers la plus forte rente.

MADAME B.

La sécurité est sans contredit le point le plus important pour l'encouragement de l'industrie; et le plus grand, ou plutôt le seul encouragement, que le gouvernement puisse donner à l'agriculture, est de faire jouir le fermier, sur sa terre, de toute la puissance nécessaire pour la mettre en parfaite culture, et de lui assurer plei-

nement les profits de toutes les améliorations qu'il y fera. Je veux vous lire , à ce sujet , un morceau de Paley :

« Le principal moyen d'encourager l'agriculture par les lois est de soumettre celles sur la propriété aux deux règles suivantes ; 1° donner à celui qui occupe une terre toute la puissance sur cette terre, qui est nécessaire pour une parfaite culture ; 2° laisser le profit entier de chaque amélioration aux personnes par qui elle a été faite.

» Du reste il est indifférent au public que cette puissance sur le sol soit en telle ou en telle main, pourvu qu'on en fasse un bon usage ; il importe peu à qui la terre appartient, pourvu qu'elle soit bien cultivée.

» L'agriculture est découragée par tout établissement de propriété foncière, en vertu duquel ceux qui ne prennent aucune part aux améliorations sont appelés à en partager les profits. Cette remarque s'applique à toutes les coutumes, qui, soit à la mort du seigneur ou du tenancier, soit au moment où la terre est aliénée, soumettent le propriétaire à une amende proportionnée à l'augmentation de valeur produite par l'amélioration de la terre. Mais, de toutes les institutions qui nuisent de cette manière à la culture et aux améliorations, il n'y en a point de plus pernicieuse que la dime. Quand des années de travail et de soin ont amené une amélioration à son point de maturité, quand le cultivateur voit ses nouvelles récoltes répondre à son active industrie, au moment d'y porter la faucille, il est appelé à la partager avec un étranger. La dime est une taxe, non-seulement sur l'industrie qui nourrit les hommes, mais sur l'espèce de travail que les lois doivent le plus encourager. »

CAROLINE.

Il est en effet bien à regretter que les sommes nécessaires à l'entretien du clergé ne puissent pas être levées par quelque autre voie.

MADAME B.

Puisque tout droit de propriété dérive d'une institution légale, le clergé a le même droit à ses dimes, que le propriétaire foncier à sa terre. Mais cette loi pèse si durement sur le cultivateur, qu'il y a, je crois, peu de membres du clergé qui lèvent leurs dimes dans toute l'étendue de leurs droits. Ils ne peuvent le faire sans s'expo-

scr à la malveillance et sans éprouver quelque opposition de la part de leurs paroissiens. Combien doit être défectueuse une institution, qui prive un homme du fruit de son travail, et qui ne permet pas à un autre de recevoir sans inquiétude ce que la loi lui donne !

Les dimes sont une portion du surplus du produit agricole, destiné à l'entretien du clergé. On doit donc les considérer comme une partie de la rente; car si le fermier ne payait pas la dime au recteur de sa paroisse, la rente qu'il paie au propriétaire croîtrait en proportion; et en effet les terres franches de dimes paient toujours une plus forte rente.

Ne serait-il donc pas mieux que le fermier payât la dime sous forme de rente à son propriétaire, qui la transmettrait à l'ecclésiastique à qui elle appartient? Les dimes alors se proportionneraient à la rente, et non au produit annuel de la terre. Par un règlement de cette espèce, le clergé saurait sur quel revenu il peut compter, et le fermier n'aurait pas le chagrin de voir un autre que lui recueillir une partie du fruit de son travail. Ce règlement tarirait une source de malveillance et de disputes entre les ecclésiastiques et leurs paroissiens, il prévendrait une opposition d'intérêts également nuisible à la morale et à la religion; il ferait disparaître ce constant obstacle à l'industrie qui, dans la manière actuelle de lever la dime, se fait péniblement sentir.

CAROLINE.

Un tel changement serait certainement avantageux à toutes les parties intéressées.

Puisqu'il est si fort à désirer pour le cultivateur d'avoir, sur sa terre, une puissance illimitée, j'aurais cru fort avantageux aux propriétaires fonciers de cultiver eux-mêmes leurs terres au lieu de les mettre à ferme; et cependant on observe communément que les hommes d'une classe supérieure à celle des simples cultivateurs sont ceux qui font le moins de profits en se livrant aux travaux de l'agriculture. Cela est d'autant plus singulier qu'étant à la fois propriétaires et fermiers, ils perçoivent les deux revenus compris dans le produit de la terre, la rente et les profits.

MADAME B.

Mais n'oubliez pas qu'ils emploient aussi deux capitaux, l'un pour acheter la terre, l'autre pour la cultiver. La raison pour la-

quelle les hommes d'une classe supérieure qui cultivent leurs propres terres font moins de profits que les fermiers ordinaires, est qu'ils n'entendent pas aussi bien leur métier, ou qu'ils y donnent moins d'attention. Un fermier ordinaire donne communément tout son temps à sa ferme soit comme inspecteur soit comme ouvrier. Un fermier d'un rang supérieur ne gagne point de salaires, et abandonne presque toujours à un substitut l'important office d'inspecteur. S'il fait d'aussi bonnes récoltes que le fermier ordinaire, il les fera à plus gands frais, et son gain sera réduit en proportion. Quant à la rente, comme il la reçoit à titre de propriétaire, elle doit être comptée à part.

CAROLINE.

Ainsi le produit agricole du pays serait probablement plus grand, si les hommes d'une condition supérieure à celle des fermiers ordinaires mettaient leurs terres à ferme, au lieu de se faire leurs propres fermiers.

MADAME B.

Au contraire, il est, je crois, à désirer qu'un petit nombre d'hommes de cette classe, répandus en différentes provinces, cultivent eux-mêmes leurs terres. Comme ce sont en général des hommes plus instruits que les fermiers ordinaires, ils sont plus enclins à faire des expériences, à adopter les nouvelles méthodes qui, dans les divers travaux d'agriculture, promettent quelque succès. D'ailleurs la terre est souvent mise en meilleur état par le propriétaire, que par un fermier ordinaire, parce qu'il a le plus souvent l'avantage de pouvoir y verser plus de capitaux, et qu'il ne craint pas, en améliorant, de se voir obligé de payer une plus forte rente.

Townsend, dans son Voyage en Espagne, a fait quelques observations judicieuses sur les cultivateurs de cet ordre :

« En résidant sur leurs terres, dit-il, non-seulement ils dépensent, parmi leurs tenanciers, de l'argent, qui en circulant anime tout et produit une nouvelle richesse, mais ils s'amuse à faire des améliorations. En plantant, desséchant, rompant des terres en friche, ils tentent de nouvelles expériences, que leurs tenanciers n'auraient pu hasarder, et qui, si elles réussissent, sont bientôt adoptées par leurs voisins. Ils introduisent les meilleures races de bestiaux, les meilleurs instruments d'agriculture, les

» meilleures méthodes; ils excitent l'émulation, font réparer les
 » routes, assurent une bonne police aux villages qui les entourent.
 » Leur présence empêche que leurs tenanciers ne soient à la merci
 » de leurs intendants. Ils encouragent les sobres, les habiles, les
 » diligents; et se débarrassent de ceux qui surchargent inutilement
 » leurs terres. Leurs fermiers, de leur côté, trouvant un marché
 » tout prêt pour les produits du sol, deviennent riches, et par
 » cette augmentation de biens rendent la terre de plus en plus pro-
 » ductive. »

CAROLINE.

Tant d'avantages me frappent, et je commence à croire que, si tous les propriétaires cultivaient eux-mêmes leurs terres, le pays s'en trouverait bien; car quoiqu'ils n'y gagnassent pas, les améliorations et les progrès de la science agricole seraient un profit général.

MADAME B.

Un petit nombre de cultivateurs de cet ordre suffit à la science. Si c'était un usage établi que les propriétaires fussent leurs propres fermiers, je crois que le produit agricole en souffrirait; car ni l'étendue du capital, ni la science, ne peuvent en général compenser la vigilance et la sagacité d'un fermier laborieux, sans cesse attentif à faire en sorte que tout donne un bénéfice.

CAROLINE.

Je suggérerais l'idée d'une espèce de milieu entre ces deux méthodes. Un propriétaire pourrait ne point donner à ferme et ne point être son propre fermier, mais employer un agent, dont le salaire serait proportionné au produit qu'il obtiendrait de la terre.

MADAME B.

C'était à peu près ainsi, je crois, que les fermes des nobles étaient tenues par leurs vassaux, à l'époque où ceux-ci commencèrent à sortir d'esclavage, et où les services militaires cessèrent de paraître, comme aux temps de la féodalité, une rémunération suffisante pour la concession du sol. Donner au cultivateur une part dans le produit est certainement un aiguillon d'industrie; mais il est beaucoup moins puissant que la sécurité et l'indépendance d'un fermier à

bail, qui, après avoir payé une rente stipulée, jouit en entier du fruit de son travail.

Townsend nous apprend que la plupart des grandes terres en Espagne sont en régie, c'est-à-dire, qu'elles sont tenues par des agents ou intendants pour le compte du propriétaire; et c'est principalement à cette cause qu'il attribue le mauvais état de l'agriculture. « Aucun pays, dit-il, ne peut souffrir plus que l'Espagne du » manque de riches tenanciers, et peut-être à cet égard aucun » n'égale l'Angleterre. On observe universellement que la richesse » produit la richesse; mais pour l'obtenir de la terre, il faut que » le fermier en ait déjà beaucoup. Plusieurs hommes d'une classe » supérieure, ou par amusement ou en vue du gain, s'appliquent » parmi nous à l'agriculture et occupent une grande étendue de » terres. Ils ont obtenu de riches récoltes et introduit de bonnes » méthodes de culture; mais je crois que très-peu d'entr'eux peuvent se vanter d'avoir fait de grands profits, et plusieurs avouent » franchement qu'ils ont fait quelques pertes. Puis donc que rési- » dant sur leurs propres terres et y donnant toute leur attention ils » y perdent, combien n'y perdraient-ils pas davantage, si, dans » des provinces éloignées, ils se contentaient d'employer des inten- » dants pour labourer, semer, vendre et consommer le produit de » leurs terres. »

Il y a cependant dans les climats plus chauds que l'Angleterre, des produits dont les fermiers n'oseraient pas entreprendre la culture pour leur propre compte, et que les propriétaires craindraient de leur confier sans réserve. Tels sont la vigne et les oliviers. Ces plantes demandent beaucoup de soin et une attention vigilante pendant plusieurs années avant de donner du fruit; or les fermiers sont rarement assez opulents pour s'engager dans un genre de culture dont les profits sont si tardifs. D'un autre côté, on peut nuire essentiellement à ces végétaux en leur faisant produire du fruit trop tôt et en trop grande abondance; et comme le fermier pense moins à l'avenir qu'au présent, on craindrait de le laisser maître de hâter indiscrètement ses profits. De là vient que la vigne et les oliviers sont cultivés à moitié frais et à moitié profits par le propriétaire et le fermier. Celui-ci prend alors le nom de *métayer*. Ce système de culture était autrefois pratiqué fort généralement sur le continent pour les produits de tout genre. Il prévaut encore en

Italie, où la terre est tellement subdivisée, que souvent un métayer, réduit à vivre du produit de trois ou quatre acres, ne jouit pas de beaucoup plus d'aisance qu'un de nos simples manouvriers d'Angleterre. En France et en Suisse, ce système est borné presque exclusivement à l'olivier et à la vigne. Mais quelque convenance qu'il puisse y avoir à l'adopter pour certaines cultures particulières, la méthode usitée en Angleterre, qui consiste à mettre les terres à ferme, me paraît plus avantageuse non-seulement au fermier, mais aussi, en dernier résultat, au propriétaire, qui par-là peut obtenir la plus forte rente pour la terre la mieux cultivée; et comme elle donne le plus grand produit, elle est aussi la plus avantageuse pour le pays. En Espagne, cette méthode ne peut être adoptée faute de riches tenanciers. La richesse y est principalement possédée par la noblesse et le clergé. Il n'y a point d'*yeomen*, c'est-à-dire de fermiers qui cultivent leurs propres fonds; ceux qui composent la classe moyenne sont en petit nombre, et tellement destitués de capital, qu'ils sont hors d'état de prendre une terre à ferme.

CAROLINE.

J'ai souvent désiré que la propriété de la terre fût plus subdivisée dans notre pays. Qu'il serait doux de voir chaque cabane entourée de quelques acres appartenant à celui qui l'habite ! Cela le mettrait en état d'avoir une vache, quelques cochons, et de nourrir, en partie au moins, sa famille du produit de sa petite ferme. Vous rappelez-vous les vers de Goldsmith ? « Il fut un temps, avant que les » maux de l'Angleterre eussent commencé, où chaque quart d'arpent » nourrissait un homme : mais aujourd'hui, hélas ! . . . le long » des prairies, où s'élevaient des hameaux répandus çà et là, repo- » sent une richesse gigantesque, une pompe incommode, et tous » les besoins qu'entraîne le luxe (1). »

MADAME B.

Voici un passage des *Voyages en France* d'Arthur Young, où cette question me semble très-bien discutée.

- (1) A Time there was, e'er England's griefs began
When every rood of ground maintain'd its man :
But now alas !
Along the lawn where scatter'd hamlets rose ,
Unwieldy wealth and cumb'rous pomp repose ,
And every want to luxury allied.

CAROLINE *lit.*

« Je n'ai rien vu de respectable dans les petites propriétés , si ce
 » n'est une activité sans relâche. Il faut ici que mes lecteurs se pé-
 » nètrent de cette vérité , que , dans un très-grand nombre de cas ,
 » j'ai trouvé l'agriculture aussi mauvaise qu'on puisse l'imaginer ,
 » mais que l'activité laborieuse des propriétaires m'a paru si remar-
 » quable et si méritoire , qu'on ne peut en faire trop d'éloge. Cela
 » prouve assez que la propriété du sol est l'aiguillon le plus pres-
 » sant à un travail rude et soutenu. C'est une vérité frappante et
 » si généralement applicable , que , pour mettre au labour le som-
 » met d'une montagne , le moyen le plus sûr est de permettre aux
 » villages voisins d'en acquérir la propriété. C'est ce qu'on voit en
 » Languedoc , où les villageois ont porté , sur leurs dos , dans des
 » hottes , au haut de leur montagnes , de la terre propre à la cul-
 » ture , que la nature leur avait refusée. »

MADAME B.

La terre , trop pauvre pour donner une rente peut suffire à ré-
 compenser le propriétaire qui la cultive ; c'est donc uniquement la
 propriété qui , sur de tels sols , peut maintenir la culture. — Con-
 tinuez.

CAROLINE *lit.*

« Mais dans les petites propriétés , il résulte de grands inconvé-
 » niens de la division sans fin , qui a lieu à la mort du propriétaire.
 » J'ai vu , par exemple , de grandes fermes de 40 ou 50 acres ré-
 » duites de la sorte à un demi-acre , avec une famille , qui y était
 » autant attachée que si elle avait été de cent acres. La population
 » que produit cette extrême division n'est souvent qu'une multipli-
 » cation de misère. Les hommes croissent en nombre au delà de ce
 » qu'en demandent les villes et les manufactures ; la suite de cet
 » ordre de choses est l'extrême détresse et la mortalité causée par
 » les maladies qu'amène le défaut d'une bonne nourriture. Voilà
 » comment les propriétés trop divisées deviennent une source fé-
 » conde de malheur et de misère.

» En Angleterre les petites propriétés sont singulièrement rares.
 » Nos pauvres qui travaillent ont avec raison l'ambition de devenir
 » propriétaires de leur cabane , et du petit morceau de terre qui

» en fait le jardin ; mais il est très-rare qu'ils songent à acheter assez de terre pour employer leur activité. Un homme chez nous, qui a deux ou trois cents livres sterling, n'achète pas un champ, mais des fonds pour une ferme. Dans toutes les parties de l'Angleterre que j'ai visitées, il n'y a point de comparaison entre le sort d'un ouvrier à la journée et celui d'un très-petit fermier. Personne n'a une vie plus dure et ne travaille plus mal que ce dernier. Il n'y a point de travail plus cher et plus misérablement exécuté que celui d'un homme qu'on loue pour le faire, tandis qu'à l'ordinaire il travaille pour lui-même. Il y a chez lui un sentiment de dégoût et une faiblesse d'attention, qui ne peuvent échapper à un observateur exercé ; la détresse seule peut engager ces petits propriétaires à travailler pour les autres. Peut-il y avoir rien de plus absurde en apparence, que de voir un homme fort et dispos faire quelques milles et perdre un jour pour vendre une douzaine d'œufs ou un poulet, dont la valeur ne paierait pas le transport, si les hommes étaient utilement employés ? »

CAROLINE.

Cela me rappelle une pauvre femme en Savoie, qui possédait quelques vaches dans les montagnes, à deux ou trois lieues de Genève. Comme elle n'avait pas d'autre marché pour son lait, elle le portait chaque jour à cette ville pour le vendre ; la plus grande partie de son temps se passait sur le chemin ; elle l'aurait sûrement mieux employé, si elle avait été laitière de quelque bon fermier, qui aurait eu assez de lait pour en faire du beurre ou du fromage ; et l'aurait envoyé vendre en gros au marché.

MADAME E.

L'inconvénient dont vous parlez a été prévenu, ces dernières années, en plusieurs villages de Suisse et en particulier dans le voisinage de Genève, par l'établissement d'une espèce de laiterie publique, dont l'idée, à ce qu'on m'a dit, est originaire des plaines de Lombardie. Chaque fermier du voisinage porte à ces laiteries, connues sous le nom de *fruttières*, sa provision journalière de lait, qui y est convertie en beurre et en fromage, et lui est rendue sous cette forme, l'établissement ne retenant que ce qui est nécessaire pour en payer les frais.

Il y a, dans les montagnes de Suisse, des laiteries considérables,

mais qui, pour l'ordinaire, sont des propriétés particulières; le propriétaire d'un pâturage de montagne loue communément des vaches des fermiers voisins, qu'il paie le plus souvent en produits de sa fabrique de laitages.

Les petites propriétés de terre sont extrêmement communes en Suisse. Elles occupent la plus grande partie du canton de Vaud, et ne semblent pas y avoir les suites fâcheuses qu'A. Young leur attribue; car le pays y est bien cultivé, et la propriété foncière n'y est pas soumise à cette division extrême qui est une source de misère.

CAROLINE.

J'ai entendu dire à un homme récemment revenu de France, que trois domestiques, qu'il avait pris à Marseille, avaient été tous trois des propriétaires de terres; mais que la part héréditaire de chacun d'eux était si petite, qu'ils l'avaient vendue à d'autres membres de leurs familles, pour se faire domestiques.

MADAME B.

Quand une cause de cette nature, ou toute autre, prévient l'extrême division de la propriété foncière, la principale objection à laquelle les petites propriétés donnent lieu n'a plus de force; et le désavantage, résultant du manque de capital, peut être compensé en grande partie par le stimulant que donne à l'industrie l'esprit de propriété. Ce système est peut-être plus propre aux pays de montagnes, où il faut les plus forts motifs pour porter les hommes à grimper les rochers, dans le but de cultiver quelque petit morceau de terre qui s'y trouve favorablement placé.

CAROLINE.

J'ai ouï dire, que la condition des classes agricoles inférieures en France avait été fort améliorée par la vente des domaines nationaux au commencement de la révolution; que cette vente avait permis aux petits fermiers et paysans de devenir propriétaires de terres, et de cultiver leurs propres champs; en un mot, que cette division de la propriété avait été très-avantageuse pour eux, tellement que, malgré tous les maux qu'ils ont soufferts depuis, ils sont encore dans un état prospère et qui tend à s'améliorer. Cela ne semble pas d'accord avec les principes d'Arthur Young?

MADAME B.

Par la vente des domaines nationaux, de très-petits propriétaires, dont la terre suffisait à peine à l'entretien de leur famille, purent agrandir leurs fermes. Par-là furent prévenues les suites fâcheuses d'une extrême subdivision du sol. Mais il faut se souvenir, qu'àu commencement de la révolution française, les lois restrictives et oppressives, qui arrêtaient les progrès de toutes les espèces d'industrie, furent abolies. Les entreprises agricoles furent en conséquence poussées avec plus de vigueur. Puis, la vente des terres confisquées, à une époque où la possession en paraissait fort mal assurée, les mit à si bas prix, qu'il devint presque aussi facile d'acquérir une terre en France qu'en Amérique, avec cet avantage de plus que ces terres étaient déjà en état de culture. Toutes ces circonstances concoururent à améliorer la condition des petits propriétaires de terre. Le désir d'amasser quelques capitaux, pour les verser sur leurs nouveaux domaines, leur a fait acquérir des habitudes de travail et d'économie, qui sont, pour tout pays, un véritable trésor. Ces petits capitaux qui se forment en France seront sans contredit pour elle une source de prospérité ; mais comme la loi française partage entre tous les enfants, par portions égales, la propriété foncière d'un homme qui meurt sans tester, il est probable, qu'avec le temps, la division de la propriété du sol sera poussée jusqu'au point qui a de si pernicieux effets.

CAROLINE.

Y a-t-il les mêmes objections aux petites fermes qu'aux petites propriétés ?

MADAME B.

A peu près. Ce ne peut être que la pauvreté, qui engage un homme à prendre une très-petite ferme ; et un fermier pauvre ne peut pas faire les sacrifices qu'exige une bonne culture. Les profits que fait un gros fermier le mettent en état d'entreprendre des améliorations ; ceux du petit fermier s'emploient à l'entretien de sa famille ; sa terre est en conséquence mal cultivée, et il a peu ou point de surplus à envoyer au marché.

J'ai vu un exemple du désavantage des très-petites fermes dans une visite que je faisais à un grand propriétaire foncier du Hamp

shire. Il me fit remarquer un champ, où il avait un grand nombre d'ouvriers occupés à labourer et à semer des turneps, et me montra en même temps un homme dont l'extérieur annonçait beaucoup moins d'aisance. « Cet homme, » me dit-il, « a pris ce seul champ à ferme et demeure dans cette misérable cabane que vous voyez à l'extrémité du champ. Les simples ouvriers sont mieux nourris et mieux habillés que lui, parce qu'il gagne moins à sa ferme qu'eux à leurs journées. Comme il n'a pas de quoi entretenir un attelage pour labourer son champ, et qu'il ne sait où trouver des moutons pour manger les turneps, qui forment la seconde récolte dans l'ordre de ses assolements, il se disposait à laisser sa terre en jachère, lorsque je lui proposai de me charger de labourer et semer, à condition que mes moutons mangeraient les turneps sur place, ce qui lui servirait d'engrais et ferait que son champ lui serait rendu en meilleur état que s'il le laissait en jachère. Il consentit à cet arrangement, et nous y gagnons tous deux. »

CAROLINE.

Et le pays profitera du gain de l'un et de l'autre ; car les moutons seront engraisés par des turneps, qui, sans ce traité, n'auraient pas été produits ; et la prochaine récolte du fermier sera plus abondante, à cause de l'engrais que la terre aura reçu.

Mais quelles sont les fermes que vous supposeriez être les plus avantageuses à un pays ?

MADAME B.

Cela doit singulièrement varier, à raison de la situation locale, de la nature du climat et du sol, et du capital du fermier. Dans la Belgique, qui passe pour un des pays les mieux cultivés de l'Europe, les fermes, par une moyenne, sont d'environ 40 acres ; en Toscane, autre pays remarquable par son excellente culture, elles sont rarement de plus de 10 ou 15 acres, et toutes dans le système des métayers ; mais dans ce climat favorisé, les champs donnent de si abondantes récoltes, que le produit diffère de celui d'une ferme belge bien moins qu'on ne pourrait croire à en juger par leur étendue.

En Angleterre il y a, à ce qu'il me semble, une grande prédilection pour les très-grandes fermes. S'il fallait à cet égard avoir une opinion, je dirais qu'une ferme ne doit jamais être si vaste que le

fermier ne puisse plus l'inspecter en entier par lui-même; ni si bornée, qu'elle ne puisse suffire à tous les fonds nécessaires pour la mettre dans le meilleur état de culture. Mais c'est là un point que l'on peut en toute sûreté abandonner à lui-même. Je ne crains pas que ce pays-ci puisse souffrir de la différence d'étendue des fermes; car il y a fort peu de petites propriétés foncières; et comme il est de l'intérêt du propriétaire de tirer de sa terre le meilleur revenu, il la mettra à ferme par portions de telles grandeurs qu'il jugera les plus propres à remplir ce but. A un fermier opulent, il remettra une grande ferme, et refusera même un seul champ à celui qui, manquant de ressources, épuiserait sa terre au lieu de l'amender.

Les avantages des grandes fermes ont été si bien présentés dans un des derniers numéros du Journal d'Édimbourg, que je crois devoir vous lire ce morceau :

« Il est très-clair que quelques-unes des inventions mécaniques
 » les plus utiles n'auraient jamais pu devenir d'un usage général,
 » s'il n'y avait jamais eu de fermes de plus de 100 ou 150 acres;
 » qu'aucune amélioration n'aurait pu se faire dans les races de nos
 » bestiaux; que la division du travail serait restée encore plus im-
 » parfaite qu'elle ne l'est actuellement, et que l'accumulation de
 » travail que nécessite en certains moments le besoin d'accélérer
 » l'ouvrage aurait été encore plus difficile; que l'on n'aurait pas
 » pu se conformer à cet arrangement systématique, par lequel
 » chaque différente qualité de terrain est appelée à produire les
 » récoltes et à nourrir les animaux auxquels elle est le plus propre;
 » qu'il aurait été presque impraticable de suivre cette agriculture
 » des assolements, qui, en combinant, sur une même ferme, les
 » pâturages avec les terres labourées, contribue si puissamment à
 » maintenir et accroître la fertilité du sol; que le surplus du pro-
 » duit, destiné à l'entretien des villes, aurait été en tout temps
 » peu considérable; qu'à cause de la pauvreté des petits tenan-
 » ciers, il aurait été porté au marché en trop grande abondance
 » au commencement de la saison, au lieu de se distribuer conve-
 » nablement sur toute l'année; et que dans les mauvaises années
 » il n'y aurait point eu de surplus: en un mot, il est clair que,
 » comme aucun homme entreprenant et possédant de forts capi-
 » taux ne se serait livré à l'exercice de cet art, nos marais, nos
 » terres inondées, et en général tous nos terrains de qualité infé-

» rieuse , seraient restés dans leur état naturel , ou n'auraient été
 » amendés que partiellement et d'une manière très-peu profitable
 » sous l'inspection de ceux à qui quelques grands propriétaires en
 » auraient confié le soin. »

Il est bien temps, je pense, de finir sur ce sujet et de dire un mot des mines. J'ai placé cette branche d'industrie immédiatement après l'agriculture, parce qu'elle a avec elle ce rapport, qu'elle donne une rente.

Les mines, ainsi que les terres, donnent généralement une rente au propriétaire, en même temps que l'entrepreneur en obtient des profits, à raison du capital qu'il emploie à les exploiter. Les mines de charbon, malgré le grand secours qu'elles tirent des machines, font travailler des ouvriers au nombre de plusieurs centaines de mille, qui y gagnent leur vie, outre les profits de celui qui les emploie et la rente payée au propriétaire. Cette rente même est en général plus forte que celle de la terre en culture, parce que le produit des mines de charbon a plus de valeur que celui du sol.

CAROLINE.

Les mines des métaux sont, je pense, encore de plus grande valeur?

MADAME B.

Oui, et la rente en est proportionnellement plus grande; mais les profits des capitalistes qui les afferment, et les salaires des ouvriers qui y travaillent, ne sont pas plus considérables. Cependant comme la valeur d'une mine ne dépend pas moins de la quantité que de la qualité du métal qu'on en tire, il arrive souvent qu'une mine de plomb donne une plus forte rente qu'une mine d'argent. Les frais d'exploitation sont moindres pour les mines de charbon que pour celles de métal. Le charbon n'exige que le travail de l'extraire du sein de la terre; mais pour les métaux, il faut un travail plus compliqué; il faut les séparer du minerai par le feu du fourneau, et par divers procédés de l'art.

Le risque et l'incertitude sont plus grands dans le travail des mines que dans tout autre emploi du capital; on y fait aussi de plus grandes fortunes et il y a plus de gens qui s'y ruinent, que dans aucune autre branche d'industrie.

CAROLINE.

La chance de gain compense le risque de la perte ; mais apparemment qu'en tout les profits sont semblables à ceux que donnent les autres emplois du capital ?

MADAME B.

Je suis portée à croire les profits des mines un peu inférieurs au taux commun. Dans toutes les entreprises hasardeuses, les hommes sont disposés à se fier à leur bonheur, en envisageant les chances comme leur étant plus favorables que ne les donne un calcul exact. C'est ce que prouve la facilité avec laquelle ils hasardent leur argent à la loterie, quoiqu'il leur soit connu que les chances sont décidément contr'eux. Une mine est une loterie certainement plus avantageuse que celle du gouvernement, mais elle contient un nombre prodigieux de billets blancs et un petit nombre de gros lots. De grandes et vives espérances tiennent en quelque sorte lieu de gains actuels. Si cependant les profits moyens des mines venaient à tomber au point de décourager les entreprises et de diminuer la fourniture de métaux qui est requise, le prix des métaux hausserait jusqu'au point nécessaire pour ramener à cette branche d'industrie le capital qui peut suffire à la mettre en activité.

J'ai fait mention des pêcheries comme étant une source d'emploi pour les capitaux, et un moyen d'en tirer un revenu. Il y a de très-grands capitaux employés dans la pêche de la baleine, de la morue et des harengs, outre les capitaux moindres qui fournissent au pays le poisson frais. Mais comme les mers, dans lesquelles se font ces pêches, ne sont pas susceptibles de devenir une propriété particulière, elles ne donnent aucune rente. Il y a cependant quelques pêcheries considérables dans les rivières de l'intérieur, qui appartiennent à des particuliers et leur rapportent une rente. il n'y a pas moins de quarante et une différentes pêcheries de saumon sur la rivière Tweed, dont la rente est de plusieurs milliers de livres sterling par an ; et je sais que le Duc de Gordon donne à ferme une pêcherie de saumon sur la Spey, pour 7000 liv. st. par an. Dans les pêcheries d'Écosse, il est très-commun de prendre d'un coup de filet quatre-vingts ou cent saumons. Il y a aussi en Angleterre des pêcheries de saumon considérables dans la Tyne, la Trent, la Sa-verne et la Tamise.

Nous avons déjà dit un mot de la manière dont on tire un revenu des manufactures ; ce que nous avons à ajouter sur cette branche d'industrie doit être renvoyé au moment où nous parlerons du commerce, qui se lie naturellement avec ce sujet.

CAROLINE.

Sera-ce l'objet dont nous nous occuperons dans notre prochain entretien ?

MADAME B.

Non ; nous avons encore à faire sur le revenu plusieurs remarques générales. Et il faut aussi, avant de diriger votre attention sur le commerce, que vous entendiez la nature et l'usage de la monnaie. Sans cette connaissance préalable, il serait fort difficile que cet autre sujet vous fût présenté avec une pleine clarté.

CONVERSATION XIV.

DU REVENU DE CEUX QUI N'EMPLOIENT PAS EUX-MÊMES LEUR CAPITAL.

Rentes ou revenus provenant de la terre mise à ferme. — Intérêt de l'argent, ou revenu provenant des prêts. — Causes des différents taux d'intérêt donnés par la terre et par l'argent. — Causes des fluctuations de l'intérêt. — Taux de l'intérêt dans l'Inde, à la Chine, aux États-Unis. — De l'usure. — Emprunts du gouvernement, ou revenu provenant des fonds publics. — Des ouvriers improductifs, ou de ceux qui tirent leur revenu de la dépense d'autrui.

CAROLINE.

Il me semble que je comprends fort bien comment on tire un revenu de l'agriculture et des fabriques ; et aussi comment on en retire un du commerce ; mais il y a beaucoup d'hommes qui n'exercent aucune de ces professions et qui ont cependant une propriété ; comment tirent-ils un revenu de leur capital ?

MADAME B.

Quand un homme jouit d'une grande propriété, il arrive souvent qu'il ne veut pas prendre la peine de la faire valoir lui-même; et qu'en ce cas il charge un autre de le faire pour lui. Vous avez vu qu'un propriétaire foncier, qui ne veut pas mener lui-même sa ferme, en tire un revenu que son fermier lui paie sous forme de rente.

CAROLINE.

Mais j'ai en vue des hommes riches qui n'ont point de terres, et qui vivent de leur revenu, quoiqu'ils n'emploient point leur capital.

MADAME B.

Un moment de réflexion, et vous resterez convaincue qu'un capital ne peut point donner de revenu s'il n'est employé. Si donc celui qui le possède ne l'applique pas lui-même à quelque branche d'industrie, il faut qu'un autre le fasse pour lui. Dans ce cas, on peut supposer que le capitaliste dit : « Je possède un ample fonds » de subsistance pour des ouvriers, et de matériaux pour l'industrie, mais je voudrais qu'un autre se chargeât du pénible soin de » mettre tout ce monde à l'ouvrage et d'en réaliser les profits. »

CAROLINE.

Celui qui prendra cette peine doit être honnêtement indemnisé du travail et du temps, qu'il consacrerait à faire valoir un capital qui ne lui appartient pas.

MADAME B.

Sans contredit; une grande portion des profits provenant de l'emploi du capital doit aller à celui qui s'en charge : mais quand un homme a une très-grande propriété, il aime mieux faire le sacrifice de cette portion des profits, que de prendre la peine de diriger lui-même l'emploi de ses capitaux. Ainsi vous voyez que celui qui possède le capital et celui qui l'emploie sont souvent des personnes différentes.

CAROLINE.

Je n'ai pas le souvenir d'avoir entendu dire d'un homme riche, qu'il avait un agent chargé de l'emploi de son capital?

MADAME B.

Un homme riche n'engage pas un agent pour son propre compte, mais il prête son capital à quelqu'un qui l'applique à l'agriculture, aux manufactures, ou au commerce, et qui lui paie tant pour cent, pour prix de l'emploi qu'il en fait. C'est ce qu'on appelle prêter son argent à intérêt.

CAROLINE.

N'y a-t-il que l'argent que l'on prête de la sorte; ou prête-t-on aussi le *capital* qui consiste en divers produits?

MADAME B.

Cela revient au même; car l'argent donne à celui qui l'emprunte un droit acquis sur une partie proportionnelle des produits du pays. Si la monnaie n'achetait pas ce dont l'emprunteur peut avoir besoin, elle ne répondrait pas au but qu'il se propose; mais elle lui procurera les matériaux et les instruments du travail de ses ouvriers, leur entretien, les fonds pour la ferme, ou les marchandises pour le commerce; en un mot elle le mettra en état d'exercer son industrie de la manière qu'il jugera la plus profitable.

CAROLINE.

J'aurais imaginé que le capitaliste aurait trouvé plus d'avantage à engager un agent à gages, pour l'emploi de son capital?

MADAME B.

Cette méthode ne réussirait pas probablement aussi bien; si, au lieu de prêter à intérêt, l'homme riche remettait à un agent payé l'emploi de son capital, cet agent ne serait pas assez attentif à éviter des risques, dont il n'aurait point à souffrir.

CAROLINE.

Mais le prêt à intérêt n'est-il pas sujet à la même objection? Si celui qui emploie le capital se ruine, le propriétaire du capital éprouve le même sort.

MADAME B.

C'est aussi ce qui arrive assez souvent; il y a cependant moins de risque que si celui qui emploie le capital pouvait faire perdre le propriétaire sans s'en ressentir lui-même, comme il arriverait s'il

était un simple agent; car en ce cas il ne perdrait que son salaire, lors même que le propriétaire du capital serait entièrement ruiné.

Les hommes prudents ne prêtent d'ordinaire leurs capitaux que sur de bonnes sûretés. Si le prêt est fait à un marchand, on demande souvent à d'autres marchands ou hommes riches de se rendre cautions du paiement. Si c'est à un propriétaire de terres, on prend sa terre même pour sûreté; c'est-à-dire, que si l'emprunt n'est pas remboursé aux termes convenus, le prêteur a droit de s'emparer de la propriété foncière particulière par laquelle le capital a été garanti. C'est ce qu'on appelle prêter par hypothèque.

CAROLINE.

Ce doit être la meilleure espèce de sûreté, car la terre ne peut être enlevée. C'est rendre le capital fixe responsable pour le capital circulant.

Un homme, qui emprunte un capital pour en faire emploi, doit nécessairement s'attendre à faire de plus grands profits que ce qui suffirait à payer l'intérêt de son emprunt, sans quoi il n'y gagnerait rien.

MADAME B.

Assurément. Les profits moyens résultant de l'emploi du capital peuvent être estimés au double de l'intérêt de l'argent. L'intérêt légal, c'est-à-dire, le plus haut intérêt que la loi tolère, est du 5 pour cent; et les profits ordinaires du commerce sont environ du 10 pour cent.

CAROLINE.

Ainsi le prêteur et l'emprunteur, ou en d'autres termes, le propriétaire du capital et celui qui l'emploie, se partagent pour l'ordinaire également les profits; l'un gagnant autant par sa propriété, que l'autre par son industrie.

Le propriétaire foncier qui donne sa terre à ferme me paraît être dans la même position que celui qui prête son capital à intérêt; l'un et l'autre, ne voulant pas employer eux-mêmes leurs capitaux, les font employer par un autre; et la rente que le fermier paie pour l'usage qu'il fait de la terre ressemble à l'intérêt payé pour l'usage du capital.

MADAME B.

C'est cela; et les avantages que l'on obtient en mettant la terre à

ferme sont analogues à ceux qui résultent du prêt du capital. Nous avons vu que si un fermier, au lieu d'une rente, donnait tout le produit au propriétaire et ne retenait que le salaire de son travail, il serait moins attentif à la culture de sa terre que lorsque son gain dépend du produit qu'il en tire.

Il y a cependant une différence essentielle entre l'emprunt d'un capital et la prise à ferme d'une terre. Celui qui emprunte un capital, pour le faire valoir dans le commerce ou dans les fabriques, n'a besoin de rien de plus pour pouvoir suivre le plan qu'il s'est tracé ; au lieu que le fermier qui emprunte la terre ne peut en entreprendre la culture sans le secours d'un autre capital qu'il faut qu'il emprunte s'il ne le possède pas.

CAROLINE.

Il y a encore une autre différence. Le propriétaire foncier et le fermier ne partagent pas entr'eux également les profits provenant de la culture de la terre, comme vous dites que font d'ordinaire le prêteur et l'emprunteur du capital ; car le fermier fait de plus grands profits par l'usage qu'il a de la terre que le propriétaire n'en fait par la rente.

MADAME B.

Il y a plusieurs raisons de cette différence. En premier lieu, souvenez-vous que les profits du capital varient selon le risque auquel il est exposé ; puis, considérez que le revenu provenant de la rente de la terre est beaucoup plus sûr qu'aucun autre. En effet, si le fermier se ruine, il ne peut pas s'enfuir avec la terre ; il peut être contraint de quitter sa ferme ; mais en ce cas, son fonds de ferme peut être saisi pour payer la rente.

Un autre avantage considérable attaché à la propriété foncière est, qu'à proportion des progrès de l'agriculture, le produit de la terre croît ; c'est pour le fermier une augmentation de profits, qui permet au propriétaire de hausser sa rente. Enfin il faut nous rappeler les observations que nous avons faites sur l'origine de la rente, desquelles il résulte, qu'à mesure que l'agriculture s'étend, et que l'on met en culture les terres nouvelles et de moindre qualité, la rente de la terre hausse.

Si vous pesez tous ces avantages, vous cesserez de vous étonner qu'un propriétaire foncier se contente de faire trois ou quatre pour

cent de son capital, au lieu de le prêter à l'intérêt de cinq pour cent, avec plus ou moins de risque de perte, et avec la certitude que son capital ne peut pas croître.

CAROLINE.

Ainsi les profits d'un capital parfaitement sûr sont de trois à quatre pour cent ; et tout ce que l'on reçoit au delà peut être considéré comme une indemnité pour le risque que l'on court.

MADAME B.

Si vous faites entrer dans le calcul, outre la sûreté de la rente, la propriété dont elle jouit par sa nature, de pouvoir s'améliorer, il faut déduire quelque chose pour l'attente d'un accroissement futur ; en sorte que les profits provenant du prêt d'un capital, même en supposant ce placement d'une parfaite sûreté, doivent être estimés un peu plus haut que ceux qui proviennent d'une rente foncière.

Il faut faire maintenant quelques observations sur l'intérêt de l'argent.

L'intérêt de l'argent, ou le prix payé pour l'emprunt d'un capital, était autrefois beaucoup plus haut qu'à présent. Il a diminué graduellement depuis quelques siècles, dans la même proportion que la richesse nationale a augmenté.

CAROLINE.

Et pourquoi cela ?

MADAME B.

A mesure que le capital d'un pays devient plus considérable, les profits que l'on en retire diminuent ; et plus les profits sont bas plus doit baisser le taux de l'intérêt que l'emprunteur paie pour obtenir des capitaux.

CAROLINE.

Il paraîtrait donc, qu'à mesure qu'une nation devient riche, les individus qui la composent deviennent pauvres ?

MADAME B.

Oh ! non ; avez-vous oublié vos observations sur les salaires et sur l'origine de la rente ? Quand une nation avance vers la richesse, c'est-à-dire quand son capital croît dans un rapport plus grand que

sa population, la demande du travail, et par conséquent les salaires, croissent et laissent de moindres profits au capital de l'entrepreneur. D'autre part, quand un pays fait des progrès en richesse et en population, les terres inférieures sont mises en culture et la rente croît.

CAROLINE.

Ce sont donc le propriétaire foncier et l'ouvrier, qui gagnent à l'opulence nationale ; et celui qui emploie le capital y perd ?

MADAME B.

Non, ce dernier peut y gagner aussi. Celui qui emploie un capital, qui lui appartient ou qu'il emprunte à intérêt, est un ouvrier productif d'une classe supérieure ; par conséquent la demande de tels hommes croît avec le capital, et ils sont mieux récompensés. Cette récompense additionnelle provient du surcroît de capital qui lui est offert. Supposons que le taux de ses profits soit réduit de dix à huit pour cent, il en sera indemnisé par la quantité additionnelle de capital qu'il emploie. Dans notre entretien sur les salaires du travail, vous pouvez vous rappeler que nous supposions des colons recevant des ouvriers échappés du naufrage. Croyez-vous qu'ils eussent aucune raison de regretter le changement qui en résulta, lorsque ces ouvriers eurent produit un capital additionnel, et qu'il fallut hausser leurs salaires ? Et quant à l'emprunteur du capital, la diminution de profit est compensée par la baisse de l'intérêt.

CAROLINE.

L'opulence nationale se répand donc sur tous les rangs ; et semblable au soleil, elle verse de tous côtés ses rayons bienfaisants ; sur les palais et sur les chaumières !

MADAME B.

Quand on laisse le capital suivre son cours naturel, telle est en effet toujours son heureuse influence. Pendant le règne d'Auguste, l'intérêt de l'argent à Rome, tomba de dix à quatre pour cent ; ce fut l'effet des richesses venant des provinces conquises. Dans l'Inde, où le rapport du capital au nombre des ouvriers est comparative-ment petit, les salaires sont extrêmement bas, et les profits du capital ainsi que l'intérêt de l'argent sont exorbitamment hauts. Le

taux commun de l'intérêt est de douze pour cent ; j'ai même oui dire qu'il n'était point rare de le voir porté à vingt, ou trente pour cent. A la Chine l'intérêt est de six pour cent par mois, ou soixante-douze pour cent l'an.

CAROLINE.

Et l'intérêt est-il bas aux États-Unis, où les ouvriers sont rares et les salaires élevés ?

MADAME B.

Non, il n'y est point bas ; à cause des grands profits qu'y donne l'agriculture. Dans un pays qui n'est pas encore pleinement peuplé, où il y a un si grand choix de terres fertiles, qu'à peine en cultive-t-on aucune de qualité inférieure, où par conséquent on paie peu ou point de rente ; le cultivateur peut payer de forts salaires, et toutefois faire de gros profits ; or partout où il y a de grands gains à faire par l'emploi du capital, on obtiendra un fort intérêt pour le prêt d'un capital. Ainsi, quoiqu'aux États-Unis le capital ait crû plus rapidement que nulle part ailleurs ; comme il y a, pour tout accroissement de capital, un emploi immédiat et avantageux dans la culture des terres neuves et fertiles, l'intérêt de l'argent n'y peut pas baisser.

Dans les pays anciens et pleinement peuplés, le bas intérêt de l'argent est presque toujours un signe de prospérité ; car il indique un capital croissant, un taux de profits peu élevé pour ceux qui l'emploient, et de forts salaires pour le pauvre ouvrier.

Il y a toutefois des circonstances, dans lesquelles l'intérêt de l'argent peut baisser indépendamment de l'accroissement du capital. Cela arrive, quand le marché (c'est-à-dire, les moyens de disposer des produits du pays) se trouve tout à coup resserré. Le marché de l'intérieur est alors surchargé, le prix des marchandises tombe au point de laisser très-peu de profits ; et si cet état de choses dure, l'intérêt baisse avec les profits. Il y a aussi des circonstances, qui produisent une hausse dans l'intérêt, sans indiquer aucune diminution de prospérité, et donnent lieu plutôt d'en tirer une conséquence tout opposée. C'est ce qui arrive quand le marché s'étend tout à coup ; et cette extension est souvent l'effet de l'ouverture de quelque nouveau commerce avec des pays étrangers, ou de l'introduction de quelque nouvelle branche d'industrie dans le

pays même. Une plus grande demande de nos produits dans l'étranger amène une plus grande demande de capital, et élève par conséquent le taux de l'intérêt; mais en ce cas ce n'est qu'une hausse à temps, parce que l'augmentation d'activité laborieuse dans le pays produit rapidement une augmentation de capital égale à la demande, et par-là même une baisse proportionnelle dans l'intérêt de l'argent.

CAROLINE.

Mais je croyais que l'intérêt de l'argent était fixé par la loi, et n'était sujet à aucune fluctuation?

MADAME B.

L'intérêt légal est de 5 pour cent; il peut tomber au-dessous de ce taux, quoique, dans ce pays, il ne puisse pas s'élever au-dessus sans devenir usure. Il y a eu un temps, où toute espèce de rétribution pour l'argent prêté était regardée à peu près du même œil que l'est aujourd'hui l'usure; c'est-à-dire, comme faisant sur l'emprunteur un profit injuste.

CAROLINE.

Une telle opinion n'a pu être adoptée que par ceux qui n'entendaient rien à la nature reproductive du capital; car s'ils avaient fait attention aux profits que l'on fait par l'emploi de l'argent, ils n'auraient pas regardé comme injuste de payer le prix de cet emploi.

MADAME B.

Nos ancêtres n'avaient aucune prétention à la connaissance de l'économie politique, c'est une science de nouvelle date. Le préjugé contre le prêt à intérêt ne paraît pas avoir existé dans les temps anciens; il semble plutôt avoir pris naissance dans l'obscurité du moyen âge; car l'intérêt de l'argent était légalement établi chez les Grecs et chez les Romains: il doit avoir été en usage au temps de Solon, puisque l'on rapporte qu'il réduisit l'intérêt de l'argent à douze pour cent. On dit que les Bramines, dans l'Inde, recevaient deux et demi pour cent par mois, il y a 3000 ans; et cependant l'intérêt légal n'a pas été établi en Europe avant l'année 1546.

Macpherson, dans son Histoire du commerce, fait les observations suivantes sur la défaveur attachée au prêt à intérêt. « En 1251,

» les clameurs , et les persécutions , qui s'élevèrent contre ceux qui
 » recevaient un intérêt pour l'argent prêté , devinrent si violentes
 » que les prêteurs furent obligés d'élever l'intérêt beaucoup au-
 » dessus du taux naturel (auquel il serait resté sans cela) ; parce
 » qu'il fallait compenser l'opprobre , et souvent même le pillage ,
 » auxquels ils étaient exposés ; de-là il arriva que l'intérêt ordi-
 » naire fut à un taux que nous appellerions une usure exorbitante
 » et scandaleuse. » Et ce que nous appelons une usure exorbitante
 et scandaleuse est ainsi nommé en grande partie par l'effet d'un pré-
 jugé tout semblable , qui empêche l'intérêt de l'argent de prendre
 son niveau naturel , comme tout autre profit pécuniaire ; et qui
 flétrit du nom de crime , et entache d'usure , tout marché dans lequel
 l'argent est prêté à un plus haut intérêt que le 5 pour cent , quel-
 que grand que soit le risque couru par le prêteur. Pourquoi y au-
 rait-il une limite au terme de ce marché , par lequel on emprunte
 de l'argent , plutôt qu'à l'emprunt ou au louage de toute autre mar-
 chandise ?

CAROLINE.

Une telle liberté illimitée relativement à l'intérêt ne donnerait-
 elle pas aux capitalistes trop d'encouragement à fournir de l'argent
 aux jeunes gens prodigues et irrésolus , et ne leur faciliterait-elle
 pas de la sorte les moyens de le dissiper ?

MADAME B.

De tels hommes trouvent facilement à emprunter à des usuriers ,
 pourvu qu'ils puissent donner une sûreté pour le paiement , et sans
 une telle sûreté ils ne trouveraient à emprunter , ni d'un honnête
 homme , ni d'un usurier ; la seule différence à cet égard est qu'ils
 sont forcés de payer plus cher cet emprunt , parce que le prêteur
 veut être payé , non-seulement pour l'emploi de son argent et pour
 le risque qui y est attaché , mais encore pour l'ignominie et la peine
 qu'on y a jointes ; il suit de-là que ce prêt ne peut plus être fait par
 des hommes qui se respectent , et que l'emprunteur tombe dans
 les mains de ceux , qui , n'ayant point de réputation à perdre , sont
 probablement plus disposés à profiter de la détresse des hommes
 dans le besoin , et de l'imprévoyance des jeunes dissipateurs.

Il y a encore un autre moyen , par lequel un homme , qui a quel-
 que propriété , peut tirer un revenu de son capital , sans l'employer

lui-même ; c'est de prêter à un emprunteur distingué de tous les autres par la singularité de ses procédés. Cet emprunteur n'a pas dessein de faire un profit en employant le capital qu'on lui confie ; et même en général, il ne se propose pas de rembourser le principal de la dette qu'il contracte.

CAROLINE.

Il ne se propose pas de rembourser ! Et où trouvera-t-il quelqu'un assez facile pour prêter à de tels termes ?

MADAME B.

Cet emprunteur extraordinaire n'est autre que le gouvernement. Quand le gouvernement fait un emprunt, c'est pour dépenser le capital qu'on lui prête, aussitôt qu'il l'a reçu ; et les propriétaires du capital, ou les créanciers de l'État, s'attendent peu à voir leur créance acquittée. Malgré cela, il y a toujours assez de personnes disposées à prêter au gouvernement, et même à des termes plus favorables qu'à d'autres. Cela provient de deux causes ; la première est que le paiement ponctuel des intérêts de la part du gouvernement est plus assuré que de la part d'aucun particulier ; la seconde, que le créancier de l'État a un moyen indirect de retrouver son capital quand il lui plaît, sans que le gouvernement le lui rembourse.

CAROLINE.

Et comment ?

MADAME B.

En cédant le droit qu'il a d'en percevoir les intérêts à un individu, quel qu'il soit, qui est bien aise de placer son capital dans les fonds publics, et qui dès-lors prend la place du créancier primitif.

CAROLINE.

Et peut-il toujours vendre ce droit pour la somme entière qu'il a prêtée au gouvernement ?

MADAME B.

Pas toujours ; quelquefois plus, quelquefois moins, selon l'état du marché de ces fonds. S'il y a beaucoup de créanciers de l'État, ou de marchands de fonds publics, empressés à vendre, et peu de capitalistes prêts à acheter, le créancier en retirera moins à la

vente ; s'il y a beaucoup d'acheteurs et peu de vendeurs , il en obtiendra un meilleur prix. Dans ce dernier cas, on dit que les fonds sont en hausse ; dans le premier, en baisse.

CAROLINE.

Mais puisque le gouvernement dépense le capital emprunté , au lieu d'en tirer quelque profit, comment en paie-t-il les intérêts ?

MADAME B.

Il les paie par des taxes levées exprès dans ce but.

CAROLINE.

Si le gouvernement dépense ce qu'il emprunte, le capital n'existe plus , et le créancier de l'État ne possède qu'un capital imaginaire.

MADAME B.

Il reste en possession du droit de recevoir un paiement annuel , ou une annuité , égale à l'intérêt stipulé , jusqu'à ce que le gouvernement rembourse le principal. Et cette annuité (partout où l'on peut se fier au gouvernement) se vendra toujours à sa valeur aux personnes qui ont un capital à prêter. Ainsi le créancier de l'État peut réaliser son capital fictif, dès qu'il le veut , en vendant son fonds. Le capital n'est donc pas perdu pour le particulier prêteur ; mais il est totalement perdu pour le pays. Le fonds peut se vendre , mais cette vente ne crée pas de nouveau le capital qui a été dépensé ; elle ne fait que transférer à l'un le capital de l'autre ; capital, qui n'aurait pas moins existé s'il n'avait pas été transféré. Du reste , tant que le fonds peut s'échanger contre un capital réel , et qu'il fournit un revenu réel à son possesseur , il donne toutes les jouissances que l'on peut attendre d'une portion équivalente de richesse.

CAROLINE.

N'est-il pas fort contraire à la prospérité du pays que le gouvernement dépense son capital ?

MADAME B.

Sûrement ; mais il y a des cas où c'est un mal inévitable. Dans un danger de guerre éminent, il est quelquefois nécessaire de lever de plus fortes sommes , et plus promptement qu'on ne peut le faire

par les taxes; on a alors recours aux emprunts; si on ne les rembourse pas, ils se répètent, ils s'accroissent, et deviennent à la longue une énorme dette nationale, qui est un pesant fardeau pour le pays, à cause des taxes qu'il faut lever pour en payer les intérêts.

Nous pourrions revenir quelque jour sur ce sujet; je voudrais en ce moment savoir si vous comprenez pleinement comment ceux qui ne font pas valoir eux-mêmes leur capital, en tirent néanmoins un revenu.

CAROLINE.

C'est par d'autres, qui font pour eux office d'agents, et qui, si le capital est en terre, leur paient une rente, s'il est en argent, des intérêts.

MADAME B.

Fort bien; prenez garde toutefois de vous laisser tromper par ce mot *argent*, car au fait il n'y a personne dont le capital consiste en argent. Il consiste en terre ou en produit vénal, soit brut soit fabriqué. Le capital est seulement *estimé* en argent. Et vous ne pouvez, comme je vous l'ai dit, avoir, sur ce sujet, des idées claires, avant que l'on vous ait expliqué la nature et l'usage de la monnaie.

Nous avons jusqu'à présent examiné toutes les manières dont les hommes tirent un revenu de leurs capitaux; il nous reste un mot à dire d'une classe d'hommes qui sont entretenus par le revenu d'autrui.

CAROLINE.

Voulez-vous parler des ouvriers, qui vivent des salaires, et donnent un profit à ceux qui les emploient?

MADAME B.

Non; ceux que nous avons nommés *ouvriers productifs* sont entretenus par le *capital* d'autrui; au lieu que la classe d'hommes que j'ai en vue subsiste du *revenu* d'autrui. Ce sont des ouvriers, il est vrai; mais de cette espèce particulière, qui est totalement improductive; ils consomment sans reproduire; leur travail n'ajoute donc rien à la richesse future du pays, et par cette raison ils sont désignés par le nom d'*ouvriers improductifs*.

CAROLINE.

Je devine, je crois, de qui vous voulez parler; les domestiques ne sont-ils pas des ouvriers improductifs.

MADAME B.

Oui; leur travail, quelque utile qu'il soit, n'augmente pas la richesse du pays. Un ouvrier productif est payé sur la valeur de l'ouvrage qu'il produit: cet ouvrage reste à celui qui l'emploie, et peut être accumulé ou échangé contre d'autres marchandises; mais le travail d'un domestique, loin d'accroître le revenu de son maître, est pour lui une dépense; car ses gages sont nécessairement payés par le produit du travail de quelque autre.

CAROLINE.

Il y a sans doute une différence essentielle entre ces deux classes d'ouvriers: avoir un grand nombre d'ouvriers est une source de richesse, avoir beaucoup de domestiques est une source de dépense.

MADAME B.

L'un est un emploi du capital, l'autre une dépense de revenu. Mais il s'en faut de beaucoup que la classe des ouvriers improductifs se bornent aux seuls domestiques; elle s'étend à tous les serviteurs du public: les acteurs, les chanteurs, les danseurs, tous ceux en un mot qui sont entretenus par le travail d'autrui en font partie.

CAROLINE.

N'est-il pas à regretter que ces personnes-là ne soient pas contraintes de se livrer à des occupations plus utiles?

MADAME B.

Leur travail, bien que d'une nature improductive, est en général utile. Les domestiques, par exemple, en soulageant les ouvriers productifs de beaucoup de travaux indispensables, les mettent en état de faire plus d'ouvrage qu'ils n'auraient pu faire sans cela. Ainsi un homme chargé de l'emploi d'un capital considérable peut employer son temps d'une manière plus utile à la communauté et à lui-même, qu'à nettoyer ses souliers et à apprêter son dîner.

CAROLINE.

L'usage des domestiques a évidemment une partie des avantages de la division du travail.

MADAME B.

Vous serez probablement surprise d'entendre mettre au nombre des ouvriers improductifs plusieurs hommes qui tiennent dans la société le rang le plus respectable. Le prêtre, le médecin, le soldat, les ministres d'État, et les magistrats sont des ouvriers improductifs.

CAROLINE.

Je n'aurais pas cru que la classe des ouvriers improductifs fût si respectable. Et quoique leur travail soit d'une nature improductive, ils n'en sont pas moins, je pense, en bien des cas, des membres de la société plus précieux que quelques ouvriers productifs. Un magistrat, qui administre fidèlement la justice; un médecin, qui rétablit la santé déchuë; un ecclésiastique, qui enseigne la religion et la morale; sont certainement plus essentiellement utiles à la société que le confiseur ou le parfumeur, ou tels autres ouvriers productifs occupés à fabriquer des objets de luxe.

MADAME B.

Sans doute ils sont plus utiles. Je ne considère pas toutefois les objets de luxe comme tout à fait inutiles. Dans un autre entretien, nous traiterons de la dépense; et nous aurons alors occasion d'examiner jusqu'à quel point le luxe est avantageux, et en quelles circonstances il peut devenir nuisible à la société.

CONVERSATION XV.

DE LA VALEUR ET DU PRIX.

De la valeur des marchandises. — De la distinction entre la valeur échangeable et le prix. — De l'utilité considérée comme essentielle à la valeur. — Des frais de production, ou de la valeur naturelle des marchandises. — Des parties dont se composent les frais de production, la rente, les profits et les salaires. — De leur imperfection comme mesure de la valeur. — De l'offre et de la demande. — Des parties qui composent la valeur échangeable des marchandises. — Haut prix des marchandises provenant de leur rareté. — Bas prix provenant d'une offre excessive. — Bas prix provenant de la diminution des frais de production.

MADAME B.

Avant de parler du commerce, il faut que vous compreniez ce qu'on entend par la valeur des marchandises.

CAROLINE.

Cela ne peut être fort difficile ; c'est une des premières choses que l'on nous apprend.

MADAME B.

Ce que l'on apprend à un âge où l'entendement est encore peu développé n'est pas toujours bien appris. Qu'entendez-vous par la valeur des marchandises ?

CAROLINE.

On dit qu'une chose a beaucoup de valeur, quand elle coûte beaucoup d'argent ; un collier de diamant, par exemple, est dans ce cas.

MADAME B.

Mais si, au lieu d'argent, vous donniez en échange pour ce col-

lier des marchandises en soie ou en coton, du thé, du sucre, ou d'autres denrées, ne diriez-vous pas encore qu'il a beaucoup de valeur ?

CAROLINE.

Certainement ; si le collier vaut 1000 livres sterling, il n'importe pas que je les paie en monnaie ou en toute autre chose donnée en échange.

MADAME B.

La valeur de la marchandise est donc estimée par la quantité des autres choses *en général* contre lesquelles on peut l'échanger ; et c'est pour cela qu'on l'appelle souvent valeur échangeable ou valeur en échange.

CAROLINE.

Ou, en d'autres termes, *le prix* de la marchandise.

MADAME B.

Non ; *le prix* a un sens moins étendu. Le prix d'une marchandise est sa valeur en échange estimée en *argent seulement*. Il est indispensable de retenir cette distinction.

CAROLINE.

Mais qu'est-ce qui donne à une marchandise de la valeur ? J'avais toujours cru que c'était à son prix quelle avait sa valeur ; mais je commence à m'apercevoir que je me trompais en cela, car les choses ont de la valeur indépendamment de l'argent ; c'est leur valeur réelle et intrinsèque, qui fait qu'on donne de l'argent pour les avoir.

MADAME B.

Assurément ; l'argent ou la monnaie ne peut pas donner de la valeur aux marchandises ; ce n'est que l'échelle qui lui sert de mesure, comme une aune mesure une pièce de toile.

CAROLINE.

J'imagine que la valeur des choses doit consister dans leur utilité, car on estime d'ordinaire une marchandise par l'usage que l'on en peut faire. La nourriture, le vêtement, les maisons, les meubles, les équipages, ont chacun leur usage.

MADAME B.

C'est très-vrai ; il y a cependant certaines choses , qui sont de l'usage le plus général et le plus important , comme la lumière , l'air et l'eau , et qui , tout indispensables qu'elles sont pour vivre , n'ont point de valeur en échange ; on ne paie point pour les avoir , on ne peut rien obtenir en les offrant.

CAROLINE.

Personne ne voudrait payer ce qui est si abondant , ce que l'on obtient sans faire aucun sacrifice , aussitôt qu'on en a le désir ; mais comme la lumière , l'air et l'eau sont essentiels à notre existence , ils ont sans doute de la valeur.

MADAME B.

En économie politique , nous n'envisageons comme ayant quelque valeur , que les marchandises susceptibles d'être échangées contre d'autres ; pour cela , il faut qu'elles ne soient pas produites en si grande abondance et si aisément obtenues , qu'on les puisse avoir pour rien. Il faut au contraire qu'elles soient assez recherchées pour que les hommes soient disposés à donner quelque chose pour les acquérir. Ainsi les habits , les maisons , les meubles , quoique incontestablement moins utiles que la lumière , l'air et l'eau , ont une valeur en échange.

La nature travaille pour nous gratuitement ; et quand elle nous fournit certaines choses en telle abondance qu'aucun travail n'est nécessaire pour se les procurer , ces choses n'ont aucune valeur échangeable : mais dès que le travail de l'homme devient nécessaire pour mettre une chose à notre usage , cette chose acquiert une valeur ; on en donne un certain prix en argent , ou d'autres choses en échange. La lumière , l'air et l'eau sont des dons gratuits de la nature ; mais si un homme fait une lampe , il faut payer la lumière qu'elle répand : s'il fait un ventilateur , ou seulement un éventail , il faut acheter l'air qu'il nous donne ; et quand l'eau est conduite par des canaux jusque dans nos maisons , ou élevée par une pompe , ou mise de toute autre manière à notre portée par l'art humain , l'eau acquiert un prix.

CAROLINE.

Les ouvriers doivent être payés de leur travail , soit qu'ils pro-

duisent une marchandise ou qu'ils la transportent. Mais il me semble, madame B., que c'est plutôt *le travail* que *l'utilité*, qui constitue la valeur; car quoique nous jouissions de l'utilité, c'est le travail que nous payons.

MADAME B.

Observez que le travail n'a de valeur qu'autant qu'il procure quelque utilité à la chose à laquelle il s'applique. Si un homme fabriquait des marchandises qui n'auraient rien d'utile, de curieux ou de beau, son travail ne donnerait aucune valeur; et s'il les mettait en vente, il ne trouverait point d'acheteurs.

CAROLINE.

Cela est vrai; mais les mots de curieux et de beau, que vous venez d'employer font naître une autre objection. Vous avez défini la richesse tout objet d'utilité, de commodité ou de luxe. La richesse a sans doute de la valeur, mais il y a beaucoup d'objets de luxe, qui n'ont point d'utilité, et qu'on n'estime que parce qu'ils sont beaux, curieux, ou rares. Qu'y a-t-il, par exemple, qui ait plus de valeur que les diamants? Cependant ils ne servent à rien.

MADAME B.

Quand on dit que l'utilité est essentielle à la valeur, cette expression est prise dans le sens le plus étendu. Ceux qui portent des diamants, les trouvent utiles pour satisfaire leur vanité, ou pour marquer et soutenir leur rang. C'est sous ce point de vue, qu'il faut généralement considérer l'utilité. Je vous dirai cependant qu'Adam Smith distingue deux espèces de valeurs, l'une qui dérive de l'utilité, l'autre de ce qu'on peut obtenir en échange: voici comme il s'exprime; « Le mot *valeur* a deux significations différentes; quelquefois il signifie l'utilité d'un objet particulier, et quelquefois il signifie la faculté que donne la possession de cet objet d'en acheter d'autres marchandises. On peut appeler l'une *valeur en usage*, et l'autre *valeur en échange*. Des choses qui ont la plus grande valeur en usage n'ont souvent que peu ou point de valeur en échange; et au contraire, celles qui ont la plus grande valeur en échange n'ont souvent que peu ou point de valeur en usage. Il n'y a rien de plus utile que l'eau; mais elle ne peut presque rien acheter; à peine y a-t-il moyen de rien avoir

» en échange. Un diamant , au contraire , n'a presque aucune valeur quant à l'usage , mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très-grande quantité d'autres marchandises. »

Des écrivains plus récents qui ont traité de l'économie politique , et dont j'ai adopté l'opinion , ont été un peu au delà de celle d'Adam Smith , plutôt qu'ils ne s'en sont écartés , en rapportant toutes les valeurs à une seule et même source , *l'utilité* ; doctrine qui conduit à cette conséquence , que c'est en appliquant à une marchandise le travail de l'homme qu'on lui donne une *valeur échangeable*.

Nous avons dit que le *prix* d'une marchandise était sa valeur échangeable estimée en monnaie. Il correspond généralement aux frais de production de cette marchandise , c'est-à-dire , à la dépense qu'il a fallu faire pour la mettre en état d'être vendue. Vous pourriez maintenant me dire , je pense , pourquoi cette armoire de bibliothèque a plus de valeur que cette table ?

CAROLINE.

C'est parce qu'on a mis plus de travail à la faire , et que par conséquent il y a plus de travail à payer. Mais , madame B. , l'argent que cette armoire coûte ne va pas tout entier aux ouvriers qui l'ont faite ; il faut que les matériaux qu'on y a employés soient aussi payés : l'entrepreneur qui l'a vendue a dû y faire aussi quelque profit.

MADAME B.

C'est le capital de ce dernier qui a acheté les matériaux bruts , fourni les instruments , et mis les ouvriers en activité ; sans lui , l'armoire n'aurait pas été faite. Le prix des marchandises est la rétribution due , non-seulement à ceux qui les ont préparées et fabriquées , mais aussi à tous les ouvriers productifs , qui ont été employés à les mettre en état d'être vendues ; car chacun d'eux a concouru à leur donner une valeur.

Nous avons observé ci-devant , qu'aucun ouvrage ne peut être entrepris si l'on n'a à sa disposition , un capital pour l'entretien de l'ouvrier , et pour lui fournir des instruments de travail et des matériaux. L'ouvrier , qui subsiste de ce capital et qui y puise ses moyens de travail , change un tronc d'arbre en un meuble utile , qui acquiert une valeur proportionnée à l'utilité qu'il a acquise. Le profit du capital est donc une partie constituante de la valeur

d'une marchandise, aussi bien que les salaires des ouvriers qui l'ont faite. Il reste encore une troisième partie de la valeur, qu'un instant de réflexion vous fera, je pense, découvrir.

CAROLINE.

Les produits agricoles doivent, outre les salaires et les profits du capital, payer la rente de la terre d'où ils proviennent. Mais il ne doit pas en être de même des marchandises fabriquées.

MADAME B.

Les matériaux bruts pour les manufactures sont tous, ou presque tous, des produits du sol, et doivent par conséquent payer la rente, tout comme les grains et le foin. Mais la rente n'entre pas dans le prix des marchandises de la même manière que les profits du capital, ou que les salaires des ouvriers, parce que, comme vous vous le rappelez, la rente est *l'effet* et non la *cause* du haut prix des marchandises. Le docteur Smith observe, que « le taux » haut ou bas des salaires et des profits est la cause du haut ou » bas prix des marchandises : le taux haut ou bas de la rente est » l'effet du prix ; le prix d'une marchandise particulière est haut ou » bas, parce qu'il faut, pour la faire venir au marché, payer des » salaires et des profits hauts ou bas ; mais c'est parce que son prix » est haut ou bas, c'est parce qu'il est ou beaucoup plus, ou guè- » res plus, ou point du tout plus, que ce qui est suffisant pour » payer ces salaires et ces profits, que cette marchandise fournit de » quoi payer une forte rente, ou une faible rente, on ne fournit » pas de quoi en payer une. »

Voyons maintenant comment la valeur d'une marchandise se résout en ses trois parties constituantes. Considérons, par exemple, une botte de foin. Le prix auquel elle se vend paie, premièrement, le salaire de l'ouvrier qui a coupé l'herbe et en a fait du foin ; secondement, les profits du fermier qui vend le foin ; et enfin, la rente du pré sur lequel il a crû. C'est là ce qui constitue la totalité des frais de production d'une botte de foin. On peut appeler cela sa *valeur naturelle*.

CAROLINE.

Permettez que j'essaie de suivre les divers paiements faits aux diverses personnes, qui ont pris part à la production d'un pain. Le

prix de ce pain doit d'abord payer le salaire du mitron qui l'a pétri ; ensuite les profits du capital du maître boulanger qui le vend ; puis le salaire du meunier qui a moulu le blé et les profits du maître qui l'emploie ; ensuite les salaires des divers cultivateurs du champ où a crû le blé , les profits du fermier , et enfin une portion de la rente de sa ferme.

MADAME B.

Tout à fait bien. Vous voyez donc que la valeur d'une marchandise est composée de trois parties, *la rente, les profits, et les salaires* ; la rente du propriétaire du sol, les profits de ceux qui emploient le capital, et les salaires des divers ouvriers, qui, en rendant la marchandise utile, lui donnent une valeur ; ce qui fait qu'elle devient un objet de désir, et par-là une marchandise susceptible d'être vendue.

Il arrive quelquefois, que le propriétaire du sol, et le fermier, et l'ouvrier même, sont réunis en une seule et même personne. Nous avons vu, qu'en plusieurs endroits des États-Unis, les cultivateurs sont à la fois ouvriers et propriétaires, et perçoivent la rente, les profits et les salaires.

CAROLINE.

Et dans ce pays-ci, l'habitant d'une chaumière, qui possède un petit jardin, qu'il cultive de ses propres mains, et dont il porte au marché le produit, réunit en lui seul les fonctions de propriétaire, de capitaliste et d'ouvrier avec tous les avantages qui y sont attachés ; car il vend ses légumes au même prix qu'un maître jardinier, qui doit déduire du prix de vente la rente du jardin et les salaires des ouvriers.

MADAME B.

Mais il n'y gagne rien ; car s'il n'a point de rente à payer, c'est parce qu'il a employé son capital à acheter de la terre ; et s'il ne paie point de salaires, c'est parce qu'il travaille lui-même, et qu'il emploie son propre travail, qui, sans cela, lui aurait rapporté un salaire. Outre cela, il met un capital à acheter des outils de jardinage, des engrais, et en un mot tout ce que requiert la culture de son jardin.

CAROLINE.

Je crois que je comprends très-bien comment la rente, les pro-

fits, et les salaires entrent dans la valeur de toute marchandise. Je peux dire, par exemple, on a dépensé tant en rente, profits et salaires, pour produire ce tapis; il faut donc que je paie une certaine somme pour l'acquérir; mais comment puis-je inférer de-là quelle est la somme qu'il vaut?

MADAME B.

En appliquant la même échelle, ou la même mesure à la valeur de l'argent, que vous avez appliquée à l'estimation de la valeur du tapis. Examinez quelle est la quantité de rente, de profits et de salaires, qui a été employée à produire la monnaie, et vous serez en état de dire combien il faut en donner en échange du tapis; en d'autres termes, combien ce tapis vaut en argent. J'ai payé 20 guinées pour ce tapis; j'en conclus que les frais de production du tapis sont égaux aux frais de production de 20 guinées.

CAROLINE.

Mais il serait impossible de calculer avec quelque exactitude la quantité de rente, de profits, et de salaires, qu'une marchandise coûte; et bien plus encore ce que coûtent l'or et l'argent avec quoi on l'achète.

MADAME B.

Aussi n'est-il pas nécessaire d'entreprendre ce calcul. Ce n'est que par une longue expérience que s'est formée, dans le monde, une estimation relative de la valeur des différentes marchandises, assez exacte pour servir de règle dans les échanges. Les calculs dont nous avons parlé, quoique vrais dans le principe, ne sont pas susceptibles d'être mis habituellement en usage.

CAROLINE.

Cependant quand les trocs commencèrent à être pratiqués, un sauvage pouvait dire à un autre: « Il n'est pas juste de ne m'offrir qu'un lièvre, qui est le produit de la chasse d'un seul jour, contre un arc que j'ai mis trois jours à faire. Je ne veux pas m'en défaire, à moins que vous n'y joigniez les fruits que vous avez ramassés dans les bois hier, et le poisson que vous avez pris avant-hier; en un mot, je n'entends échanger le produit de mon travail, que contre celui d'un travail égal de votre part.» C'est là un raisonne-

ment plus clair et plus simple que celui par lequel on estime l'arc en argent.

MADAME B.

Pour un sauvage, qui ne connaît pas l'usage de la monnaie, j'en conviens ; mais aujourd'hui je crois que l'on entend mieux quelle est la valeur d'une marchandise, lorsqu'elle est estimée en argent.

CAROLINE.

Mais si l'on pouvait calculer avec précision la quantité de rente, de profits et de salaires, qui a été dépensée pour produire chaque marchandise, ce serait, je crois, la mesure la plus exacte de sa valeur.

MADAME B.

Non, parce qu'il y a d'autres circonstances, comme nous allons bientôt voir, qui affectent la valeur des marchandises. Il serait d'ailleurs impossible de calculer avec quelque exactitude les frais de production d'une marchandise, puisque la rente, les profits et les salaires sont tous sujets à des variations, et qu'on ne peut admettre comme étalon *fixe* une mesure variable. Si nous voulions mesurer une pièce de toile avec une aune, qui fût plus longue dans une saison que dans une autre, nous ne saurions comment constater la longueur de la pièce. Or la rente varie beaucoup par la situation et par la nature du sol ; les profits, par l'abondance ou la rareté des capitaux ; mais rien ne varie tant que les salaires. Ils diffèrent non-seulement en différents pays, mais dans la même ville, selon la force, l'habileté, le talent de l'ouvrier. Un habile artisan non-seulement fait plus d'ouvrage, mais il le fait mieux, et il veut être payé, non-seulement pour le travail mis à telle ou telle production, mais pour la peine et le temps qu'il a mis à devenir habile ; par cette raison, le salaire d'un ouvrier supérieur est beaucoup plus fort que celui d'un ouvrier ordinaire. Puis donc qu'on ne peut déterminer ni la quantité ni la qualité du travail qu'a coûté une marchandise, par le nombre de jours ou d'heures employés à la produire, le temps n'est pas une mesure de la valeur ; il faut faire entrer en ligne de compte le degré d'habileté et d'attention que l'ouvrage exige ; il faut aussi avoir égard à la nature saine ou malsaine, agréable ou désagréable, aisée ou pénible de chaque occupation ; toutes choses qui influent sur le salaire.

CAROLINE.

Ainsi l'arc qui avait occupé trois jours notre sauvage aurait pu valoir deux fois le travail du chasseur pendant un même espace de temps ; car il faut bien moins d'habileté pour chasser , que pour fabriquer des arcs et des flèches.

MADAME B.

Nous voyons , d'un autre côté , que huit heures de travail d'un porteur de charbon se paient beaucoup plus que le même nombre d'heures d'un tisserand , parce que le premier de ces travaux , qui sans doute exige moins d'art , est plus rude et plus déplaisant. Mais le tisserand recevra de plus forts salaires qu'un ouvrier de campagne , parce que le travail de celui-ci est plus sain et n'exige pas autant d'habileté dans l'ouvrier.

Puis donc qu'il est impossible d'entrer dans le calcul de toutes ces nuances ; la rente , les profits et les salaires ne peuvent point fournir un exact étalon pour la mesure des valeurs.

CAROLINE.

Mais ils ont servi du moins à me donner une idée beaucoup plus nette et plus précise de la valeur que je n'en avais auparavant.

MADAME B.

Il s'en fait bien toutefois que l'idée que vous avez de la valeur soit complète ; car , comme je vous l'ai dit , il y a , outre les frais de production , des circonstances à considérer , qui influent essentiellement sur le prix des marchandises. Dans une ville assiégée , par exemple , les vivres ont souvent acquis une valeur vingt et trente fois plus grande que leur valeur naturelle , et leur prix a crû en proportion .

CAROLINE.

Cet accroissement de prix , en ce cas , n'est dû qu'à la rareté , et non à l'augmentation de valeur ; car si les denrées redevenaient abondantes ; elles reprendraient leur prix accoutumé.

MADAME B.

Le haut prix est ici l'effet d'un accroissement de valeur ; car ce n'est pas seulement en les vendant pour de l'argent que ces vivres

sont chers; on pourrait les échanger pour une plus grande quantité de toute autre marchandise, à l'exception de celles qui peuvent servir à la nourriture.

CAROLINE.

A moins peut-être qu'on ne voulût les échanger contre de la poudre à canon, ou d'autres munitions de guerre, qui, dans une ville assiégée, peuvent n'être pas moins recherchées que les aliments.

MADAME B.

Certainement, les munitions de guerre pourraient en ce cas, croître en valeur comme les munitions de bouche.

La rareté et l'abondance sont donc des circonstances qui affectent beaucoup la valeur des marchandises. Dites-moi si vous entendez le sens de ces mots, abondance et rareté?

CAROLINE.

Assurément; quand une chose est en grande quantité, on dit qu'elle abonde; quand il y en a peu, elle est rare.

MADAME B.

S'il y avait très-peu de blé dans une île déserte, diriez-vous qu'il y a rareté ou disette de blé?

CAROLINE.

Non, puisqu'il n'y aurait là personne pour en manger, et que par conséquent personne n'en manquerait; or la disette ou la rareté des grains suppose l'insuffisance.

MADAME B.

Et lorsqu'il y avait, il y a peu d'années, une rareté de blé dans ce pays, croyez-vous que tout le pays en eût produit fort peu?

CAROLINE.

Non, mais moins qu'il n'en fallait pour nourrir de pain tous les habitants.

MADAME B.

Abondance et rareté ou disette sont des termes relatifs; la rareté ou la disette ne signifie pas une petite quantité, ni l'abondance une grande quantité; la première marque quelque insuffisance, ou une

quantité moindre que celle dont on a besoin ; la dernière autant ou plus qu'on n'en demande. Là où il y a abondance , la quantité ou l'offre de la marchandise étant au moins égale à la demande , tous ceux qui peuvent payer les frais de production peuvent en acheter. Si au contraire la marchandise est rare , quelques-uns de ces demandeurs sont forcés de s'en passer ; et la crainte d'éprouver cette privation établit une concurrence entre les acheteurs ; ce qui élève le prix de la marchandise au-dessus des frais de production.

CAROLINE.

Voilà donc la cause de la hausse du prix des vivres dans une ville assiégée ?

MADAME B.

Oui ; ou dans une famine , ou dans un moment de disette ou de rareté. Si au contraire l'offre surpasse la demande , le prix tombe au-dessous du prix naturel.

Vous voyez donc que la *valeur naturelle* et la *valeur échangeable* ne coïncident pas toujours.

La *valeur échangeable* consiste dans la valeur naturelle , sujette à augmentation ou diminution , selon l'abondance ou la rareté de la marchandise.

CAROLINE.

Quand vous dites que l'offre surpasse la demande , vous n'entendez pas sans doute qu'il y a plus de cette marchandise que la totalité des habitants ne pourraient en consommer ou en employer ; mais qu'il y en a plus que n'en peuvent consommer ceux qui peuvent la payer à son *prix* naturel ?

MADAME B.

Assurément. Ceux donc qui ont de cette marchandise à vendre , plutôt que d'en garder une partie invendue , en baisseront le prix , et la mettront ainsi à la portée de ceux qui sans cela n'auraient pu la payer. Aussitôt la demande augmente , et peu à peu se proportionne à l'offre ou à la quantité excédante.

Supposons , pour rendre tout cela plus clair , qu'au moment où éclate une guerre continentale , notre commerce étranger éprouve de telles entraves , qu'une grande partie des marchandises fabriquées , que nous avions préparées pour l'exportation , restent dans

l'intérieur et surchargent le marché. L'offre, en ce cas, surpassant la demande, il arrivera que ces marchandises tomberont au-dessous de leur prix naturel, afin d'attirer un plus grand nombre d'acheteurs ; la consommation augmentera ; mais les fabricants et marchands, forcés de vendre au-dessous des frais de production, perdront, au lieu de gagner, à l'exercice de leur industrie.

CAROLINE.

Je me souviens que les calicots et les mousselines anglaises étaient à meilleur marché pendant la dernière guerre qu'à présent ; et les marchands disaient, qu'au prix où on les vendait, la main-d'œuvre n'était pas payée, indépendamment de la valeur de la matière.

MADAME B.

Le bas prix de ces marchandises, quoiqu'il fût l'effet de l'abondance, loin d'être un signe de prospérité, annonçait la ruine des fabricants et de leurs ouvriers.

CAROLINE.

Mais vous disiez, que si le prix d'une marchandise ne remboursait pas la rente, les profits et les salaires, elle ne serait pas produite ?

MADAME B.

Dans le cas dont il s'agit, la chute du prix n'eut lieu qu'après la production ; quand la dépense de travail a déjà été faite, il vaut mieux vendre à tout prix la marchandise qu'il a produite, que de perdre la valeur entière. Mais dans la suite, les fabricants ont dû en fabriquer moins ; en conséquence leurs ouvriers auront été privés d'ouvrage, et une partie du capital employé à cette production en aura été détournée.

L'abondance et le bon marché ne sont réellement avantageux que quand ils proviennent d'une diminution dans les frais de production. Ainsi lorsqu'on emploie quelques machines nouvelles, ou qu'on introduit quelque perfectionnement dans les procédés de l'art, qui met les fermiers ou les fabricants en état de produire leurs marchandises à moindres frais, la réduction qui en résulte dans le prix est un bénéfice pour le producteur et pour le consommateur ; pour le premier, parce que le bon marché augmente

le nombre des acheteurs ; pour le dernier , parce qu'il obtient les marchandises avec une moindre dépense.

CAROLINE.

Mais quand la nature donne une abondante récolte de grains , la baisse qu'elle occasionne dans les prix n'est pas , je pense , un désavantage ?

MADAME B.

Pas en général ; parce que si le fermier n'y gagne pas , il est au moins indemnisé de la réduction du prix par l'abondance de sa récolte ; mais si , par une cause quelconque , il était obligé de vendre au-dessous des frais de production , le bas prix ne serait plus un avantage , car le mal qui provient du découragement de l'industrie surpasse de beaucoup l'avantage immédiat du bas prix des grains. Les fermiers et leurs ouvriers en souffriraient les premiers , mais il est probable qu'enfin , l'année suivante , toute la communauté en ressentirait les effets.

CAROLINE.

C'est vrai ; car les fermiers deviendraient craintifs , et cultiveraient moins de froment , afin qu'il ne se vendit pas au-dessous de sa valeur naturelle , et tandis qu'ils tâcheraient de proportionner exactement l'offre à la demande , il pourrait arriver que l'année fût moins productive qu'à l'ordinaire ; d'où résulterait une disette de grains , qui serait suivie d'une hausse dans le prix du pain , supérieure aux frais de production de cet aliment.

MADAME B.

Ainsi vous voyez que , quand l'offre égale la demande , la marchandise se vend à sa valeur naturelle , le producteur faisant précisément , le profit ordinaire ; si l'offre surpasse la demande , elle se vend au-dessous de cette valeur , la concurrence entre les producteurs ou marchands pour vendre baissant le prix de la marchandise ; si l'offre est moindre que la demande , la concurrence des acheteurs élève le prix de la marchandise au-dessus de sa valeur naturelle , et les marchands font des profits extraordinaires.

CAROLINE.

Ce doit donc être l'intérêt du fermier , que le blé se vende au-

dessus de sa valeur naturelle et l'intérêt du peuple qu'il se vende au-dessous ?

MADAME B.

Si nous étendons nos vues au delà du moment présent, nous verrons, que l'intérêt du producteur et celui du consommateur d'une marchandise sont les mêmes, et qu'il est de l'avantage de tous les deux que le prix et la valeur naturelle coïncident. Si le consommateur paie moins pour une marchandise que ses frais de production, les producteurs auront soin d'en diminuer à l'avenir la quantité, afin que la concurrence en élève le prix; car ils ne peuvent pas, sans s'exposer à la ruine, continuer de fournir au public une marchandise qui ne leur rembourse pas leurs frais; si d'un autre côté les consommateurs paient plus pour une marchandise que sa valeur naturelle, les producteurs seront encouragés par leurs grands profits, à en augmenter la quantité, et en conséquence le prix tombera, jusqu'à ce qu'il soit réduit à sa valeur naturelle.

CAROLINE.

Je ne comprends pas pourquoi les producteurs d'une marchandise en augmenteraient la quantité, s'il doit en résulter pour eux une diminution de profit?

MADAME B.

Nous raisonnons dans la supposition que la concurrence est libre et ouverte; et dans ce cas, vous savez, que le capital coule immédiatement vers toute branche d'industrie qui donne des profits extraordinaires; si donc les producteurs primitifs de la marchandise lucrative n'en augmentaient pas la quantité, ils rencontreraient bientôt des rivaux, qui les forceraient à baisser leurs prix, sans augmenter leurs ventes.

M. Buchanan emploie à cet égard une expression fort heureuse : « Le prix est la balance délicate, avec laquelle la nature pèse et distribue à ses enfants, les différentes parts qu'elle leur fait de ses dons, pour en prévenir le dégât et les faire durer jusqu'à l'époque de la reproduction. »

Nous nous sommes arrêtées assez longtemps sur ce sujet de la valeur; et maintenant nous sommes en état de conclure, en disant, que diverses circonstances peuvent occasionner une fluctuation

dans la valeur échangeable des marchandises, mais qu'il arrivera rarement qu'elle s'écarte beaucoup de la valeur naturelle, vers laquelle (quand l'emploi du capital est laissé libre) sa valeur échangeable tendra toujours à s'approcher.

CONVERSATION XVI.

SUR LA MONNAIE.

De l'usage de la monnaie comme moyen d'échange. — De l'emprunt. — Usage de la monnaie comme mesure des valeurs. — De la variation de la valeur échangeable de l'or et de l'argent. — Comment le prix des marchandises en est affecté. — Du bas prix nominal et réel. — Quelles classes du peuple se ressentent de la variation de valeur de l'or et de l'argent. — Jusqu'à quel point la monnaie est une partie de la richesse d'un pays. — De l'exportation de la monnaie. — Par quel moyen la valeur des métaux précieux s'égalise dans toutes les parties du monde civilisé.

MADAME B.

A présent que nous avons acquis quelque connaissance de la nature de la valeur, nous pouvons nous occuper de l'usage de la monnaie.

Sans ce moyen général d'échange, le commerce n'aurait pu faire des progrès considérables; car à mesure que les subdivisions du travail se seraient multipliées, la difficulté de régler les comptes aurait augmenté, et serait enfin devenue insurmontable. Le boucher aurait manqué de pain, tandis peut-être que le boulanger n'aurait point manqué de viande; ou bien ils auraient été disposés à échanger leurs marchandises respectives, mais non pas en valeur égale.

CAROLINE.

En tout temps, il serait, je crois, très-difficile de balancer exactement de tels comptes.

MADAME B.

Pour éviter cet inconvénient, il devint nécessaire que tout homme eût une marchandise que chacun voulût recevoir, en tout temps, contre les siennes. C'est de là qu'est venue la *monnaie*, cet utile représentatif des marchandises, exclusivement approprié aux échanges, et que chacun, par cette raison, est prêt à recevoir ou à donner à ce titre.

CAROLINE.

Quand le boulanger n'avait pas besoin de viande, il prenait la monnaie du boucher en échange de son pain, parce que cette monnaie le mettait en état d'obtenir des autres ce dont il avait besoin.

MADAME B.

On a employé diverses marchandises comme monnaie. M. Salt, dans ses Voyages en Abyssinie, nous apprend que dans ce pays-là, on se sert de sel en guise de monnaie, parce que la monnaie métallique y est fort rare. Un pain de sel, pesant deux ou trois livres, était estimé un trentième de dollar.

CAROLINE.

Combien doit être embarrassant l'usage d'une monnaie aussi volumineuse. Il en doit coûter autant pour la transporter à quelque distance, que le sel même peut valoir.

MADAME B.

Une telle monnaie ne peut être en usage que dans un pays où il y a peu de commerce et où le travail est à très-bon marché. Le tabac, les coquilles, et une multitude d'autres choses, ont été employées en différents temps, et en différents lieux, comme moyen d'échange; mais rien n'a jamais si bien répondu au but que les métaux. Ils sont de toutes les marchandises la moins périssable; ils sont susceptibles, par le procédé de la fusion, de se diviser en parties, autant qu'on le veut, sans perte; et comme ils sont plus pesants que les autres corps, ils occupent moins de place. Toutes ces propriétés les rendent singulièrement propres au commerce et à la circulation.

CAROLINE.

L'usage des métaux comme monnaie doit être fort ancien, car il

est question dans l'histoire de la monnaie de fer des Grecs et de celle de cuivre des Romains.

MADAME B.

Les monnaies d'or et d'argent ne sont pas non plus de date moderne, mais elles étaient rares avant la découverte des mines d'Amérique. Les premières pièces de monnaie en or furent frappées à Rome, environ 200 ans avant Jésus-Christ. Celles en argent environ 65 ans plus tôt. Avant cette époque, l'as qui était de cuivre, était la seule monnaie d'un usage commun.

CAROLINE.

Il est dit dans la Bible, qu'Abraham donna 400 sicles d'argent pour prix du champ de Macpela, enfin d'y ensevelir Sara. Croyez-vous que ce fût une monnaie frappée ?

MADAME B.

Non ; je crois qu'il n'y avait point de monnaie frappée dans un temps aussi reculé. Les métaux étaient originairement employés sous forme de lingots pour servir de monnaie ; et vous pouvez vous rappeler, qu'Abraham pesa l'argent destiné à cet achat ; ce qui aurait été superflu, si cet argent avait porté une empreinte. Avant l'invention de l'empreinte, l'emploi des métaux comme moyen d'échange était fort incommode ; il fallait non seulement peser, mais aussi essayer le métal, pour s'assurer et de sa quantité et de son degré de pureté.

L'invention de la monnaie frappée fit disparaître cet inconvénient ; car frapper la monnaie n'est autre chose que marquer la pièce de métal d'une empreinte, qui en déclare le poids et le titre. Ainsi l'empreinte d'une guinée signifie, que c'est une pièce d'or d'un certain degré de pureté, qui pèse à peu près 107 grains.

CAROLINE.

La monnaie doit aussi être d'un grand usage pour fixer la valeur des marchandises. Avant qu'on la connût, le boucher et le boulauger pouvaient se disputer pour savoir lequel valait le plus d'une pièce de viande ou d'un pain, dont ils voulaient faire entre eux l'échange.

MADAME B.

Sans doute ; la monnaie est devenue utile , non-seulement comme moyen d'échange , mais aussi comme mesure commune des valeurs. Vous apprendrez bientôt qu'elle n'est pas , non plus que le travail , une mesure très-exacte , lorsqu'il s'agit de comparer les valeurs d'un certain temps à celles d'un autre temps fort différent ; mais elle suffit pour les objets communs du commerce.

Avant l'invention de la monnaie , les hommes ne savaient comment s'y prendre pour estimer la valeur de leur propriété. Ils étaient obligés de la comparer à d'autres ; et n'ayant aucune mesure fixe et déterminée , ils avaient recours à des objets d'une valeur généralement connue. C'est ainsi que nous voyons , dans l'Écriture et dans les anciens poètes , que l'on parle des choses qu'un homme possède comme valant tant de bœufs et tant de moutons. Le docteur Clarke nous apprend que , même de notre temps , les Tartares Calmoucs estiment la valeur d'une cotte de maille de six , huit , et jusqu'à cinquante chevaux. Dans les pays civilisés , chacun estime sa propriété par la quantité de monnaie qu'elle vaut. Celui qui fait cette estimation de son bien ne possède pas une telle somme en monnaie ; mais sa propriété , de quelque nature qu'elle soit , est équivalente à cette somme.

CAROLINE.

Par exemple , un homme qui a un capital de 20,000 liv. sterl. n'a peut-être pas 20 liv. sterl. réellement en monnaie ; mais sa propriété , en terres ou en marchandises , pourrait lui rapporter , en la vendant , 20,000 liv. sterl.

Quand on apporte de l'or dans un pays , comment l'achète-t-on ? Il faut donner quelque chose en échange ; cette chose-là ne peut pas être de la monnaie ?

MADAME B.

Non sans doute. Un marchand d'or et d'argent ne tirerait aucun avantage d'un commerce , dans lequel il ne ferait qu'échanger , poids pour poids , ces métaux d'un pays à l'autre ; il perdrait , non-seulement ses profits , mais les frais de transport , etc. , en sorte qu'au fait il échangerait 100 liv. sterl. contre 90 ou 95.

Nous payons l'or et l'argent en draps , en quincailleries , en calicots , en toiles , en une multitude de diverses marchandises.

CAROLINE.

Ainsi l'or s'achète avec les marchandises, précisément comme les marchandises avec l'or ?

MADAME D.

Précisément ; ceux qui prennent nos marchandises en échange contre de l'or en lingots, font un achat, qui conserve toutefois le nom d'échange, parce que cet or n'est pas monnayé.

CAROLINE.

Et si les mines devenaient moins productives qu'à l'ordinaire, ou si quelque circonstance rendait l'or rare, et élevait par-là même sa valeur échangeable, nous serions forcés d'exporter plus de marchandises pour la même quantité d'or ?

MADAME B.

Cela est hors de doute. La valeur naturelle de l'or en lingots, comme celle de toute autre marchandise, peut être estimée par la rente, les profits et le salaire, que cet or a coûté ; et sa valeur échangeable flotte comme le rapport de l'offre à la demande. Cette fluctuation toutefois ne peut être découverte que par la plus ou moins grande quantité de marchandises nécessaire pour obtenir en échange la même quantité d'or. Car comme l'or et l'argent peuvent être achetés par toutes sortes de marchandises, ils ne sont pas susceptibles d'être mesurés par un étalon fixe de valeur, comme les autres choses, que l'on estime par une seule et même marchandise particulière, savoir la monnaie.

CAROLINE.

Comme l'or et l'argent sont l'étalon ou la mesure fixe de valeur pour toutes les autres marchandises, je conçois que toutes doivent être affectées des variations qui ont lieu dans la valeur échangeable de ces métaux ?

MADAME B.

Et c'est la raison pour laquelle la monnaie n'est pas une exacte mesure de la valeur des marchandises. Car si la monnaie, à cause de son abondance, perd de sa valeur, cela fait hausser le prix des marchandises ; si elle croît en valeur par sa rareté, le prix des

marchandises baisse ; le *prix*, c'est-à-dire, *la valeur échangeable estimée en monnaie*.

Pour éclaircir cela par un exemple ; supposons que la quantité vénale ou l'offre du pain soit exactement égale à la demande , en sorte que la valeur échangeable de cette denrée coïncide avec sa valeur naturelle ; comment la rareté de la monnaie affecterait-elle cette valeur ?

CAROLINE.

Lorsqu'une chose manque, sa valeur échangeable, et par conséquent son prix s'élève au-dessus de sa valeur naturelle. Si donc l'or et l'argent viennent à manquer, une moindre quantité de ces métaux s'échangera pour la même quantité de marchandises ; ainsi un pain sera vendu pour moins de monnaie ; en d'autres termes, il sera à meilleur marché.

MADAME B.

C'est cela ; et non-seulement le pain, mais la viande, les habits, les meubles, les maisons, en un mot, tout sera à meilleur marché, en conséquence de la rareté des métaux précieux.

CAROLINE.

Il paraît donc qu'une rareté de monnaie est avantageuse à un pays, puisqu'elle fait baisser le prix de toutes choses.

MADAME B.

Quand le bas prix des marchandises est l'effet d'une abondance, qui elle-même résulte de quelque réduction dans les frais de production, il est très-avantageux ; mais il n'en est pas de même quand ce bas prix provient de la rareté de la monnaie. Dans ce dernier cas, la quantité de la marchandise n'est pas augmentée, et les marchandises sont à meilleur marché, sans aucun changement survenu dans leur valeur échangeable. On peut dire qu'elles sont nominale-ment, et non réellement, à plus bas prix. Si, par exemple, un pain se vendait un denier sterling, sans qu'il y eût un seul pain de plus dans le pays que quand il se vendait douze deniers, ce bas prix ne rendrait pas le pain plus abondant.

CAROLINE.

Mais si le pain avait baissé jusqu'à ne valoir qu'un denier, sans

que la quantité en eût augmenté, la classe ouvrière augmenterait la consommation qu'elle en fait, au point de produire une disette, et peut-être une famine, avant la récolte suivante. Ce bas prix *nominal*, que j'appellerais *faux*, doit donc être préjudiciable au pays, bien loin de lui être avantageux.

MADAME B.

Cette conséquence n'est pas bien déduite. La rareté de la monnaie ne mettrait pas la classe ouvrière en état d'acheter plus de pain qu'à l'ordinaire. Les salaires ne seraient pas exempts de la chute générale des prix, causée par cette rareté; les ouvriers, aussi bien que le pain dont ils se nourrissent, se paieraient en deniers au lieu de se payer en shillings, et leur faculté d'acheter du pain ne serait ni augmentée ni diminuée.

CAROLINE.

Vous avez raison, je n'y avais pas réfléchi. Je suppose donc que dans le cas contraire, c'est-à-dire, si la quantité de monnaie venait à croître beaucoup, par la découverte d'une mine, ou par tout autre moyen, il y aurait une hausse générale dans le prix des marchandises?

MADAME B.

Sans contredit; mais sans produire aucune rareté ou disette. Le prix des marchandises hausserait, mais non pas leur valeur; comme elles seraient toujours en même quantité, le public en serait toujours également approvisionné; mais comme la monnaie serait dépréciée à cause de son abondance, la même somme achèterait moins de marchandises; ou, pour la même marchandise, il faudrait donner plus de monnaie. Un pain pourrait coûter deux shillings au lieu d'un; mais les salaires seraient aussi doublés, de sorte que l'ouvrier n'éprouverait aucune privation. Vous voyez qu'il était à propos de bien distinguer la *valeur* du *prix*.

Il peut fort bien se faire que le prix d'une marchandise hausse, pendant que sa valeur baisse. Un pain peut hausser de prix d'un jusqu'à deux shillings; et la monnaie être tellement dépréciée, que deux shillings ne procurent pas autant de viande, de beurre, de fromage, qu'un shilling en procurait auparavant. En ce cas, un pain ne s'échangerait plus contre autant de ces denrées; et sa va-

cur échangeable, comparée à celle des autres choses, aurait généralement diminué; tandis que son *prix*, ou sa valeur échangeable estimée en *argent seulement*, aurait crû.

CAROLINE.

Quand le prix change, comment peut-on savoir si c'est la monnaie ou les marchandises qui changent de valeur?

MADAME B.

Il n'y a rien de si difficile que de constater un changement de valeur, parce que nous n'avons point d'étalon fixe pour la mesure des valeurs. Ni l'art ni la nature ne nous offrent une marchandise dont la valeur soit invariable; et il faudrait qu'elle le fût, pour servir de mesure fixe.

CAROLINE.

Qu'une telle marchandise serait commode! car nous ne pouvons estimer la valeur d'une chose qu'en la comparant à la valeur de quelque autre chose; et si cette autre chose est susceptible de variation, elle ne nous est pas fort utile. C'est mettre la terre sur un éléphant, et l'éléphant sur une tortue. Cela ne peut nous tirer d'embarras. Si un homme se dit riche de 500 acres de terre, nous ne pouvons nous faire aucune idée de sa fortune, à moins qu'il n'ajoute ce que vaut un de ces acres. Sa terre peut être située dans un des cantons les plus fertiles de l'Angleterre, ou dans les déserts de l'Amérique ou de l'Arabie; que s'il évalue sa terre en argent, et qu'il nous dise que ses acres valent 1000 livres sterl., qu'ils pourraient se vendre à ce prix; nous pourrions nous faire quelque idée de leur valeur réelle, mais non une idée exacte; car nous ne savons pas quelle est la valeur réelle de la monnaie; si elle est rare ou abondante, à haut ou à bas prix; et il nous est impossible de l'apprendre tant que nous n'avons pas un étalon invariable auquel nous rapportions la mesure de ces valeurs.

MADAME B.

Supposons maintenant que la monnaie soit dépréciée de 25 pour cent; et que la dépense pour fabriquer une pièce de mousseline, tombe, en conséquence de quelque perfectionnement dans le procédé de fabrication, de quatre shellings à trois shellings l'aune; à quel prix se vendrait la mousseline?

CAROLINE.

Elle conserverait son prix primitif de quatre shellings, quoiqu'elle fût réellement à meilleur marché; car la diminution de la valeur de la monnaie contrebalancerait exactement la diminution des frais de production de la mousseline.

MADAME B.

Fort bien. Et si, au contraire, la monnaie devenait rare, en même temps que les frais de production de la marchandise diminuent; ces deux causes agissant conjointement, au lieu de s'entre-détruire, la marchandise serait à la fois nominalement et réellement à plus bas prix.

CAROLINE.

En ce cas la marchandise tomberait de quatre shellings l'aune à deux shellings.

MADAME B.

Pour réduire encore plus le prix de la mousseline, nous pouvons supposer que l'offre surpasse la demande, au point d'obliger le fabricant à vendre au-dessous des frais de production; de la sorte le prix pourrait tomber à un shelling ou même un demi-shelling l'aune.

Mais de toutes ces réductions de prix, celle qui provient d'une diminution dans les frais de production est la seule qui procure un avantage général. Celle qui naît de la dépréciation de la monnaie ne produit qu'un bas prix nominal; et celle qui résulte d'un excès d'approvisionnement est décidément un mal, parce qu'elle cause des souffrances et décourage l'industrie.

CAROLINE.

Il paraît, par ce que vous venez de dire, qu'une augmentation ou diminution de monnaie dans le pays n'affecte réellement la position pécuniaire de personne?

MADAME B.

Je vous demande pardon; toutes les classes de la société en sont affectées, quand le changement est brusque; parce que le juste niveau ne se rétablit pas immédiatement; et que, jusqu'à ce qu'il soit rétabli, la gêne n'est point également répartie. Outre cela,

il y a plusieurs classes du peuple, qui éprouveraient une perte sensible et permanente d'une altération survenue dans la valeur échangeable de la monnaie.

Supposons, par exemple, que le propriétaire d'un pré le mette à ferme par un long bail sur le pied de 20 liv. st. de rente par an ; que quelques années après, l'argent hausse de valeur ; et qu'ayant besoin de foin pour ses chevaux, il achète pour 15 liv. st. la récolte de ce même pré. Ce propriétaire continuerait de recevoir 20 liv. st. de rente par an sur son pré, et ne paierait que 15 liv. st. pour le produit que le fermier en retire. Celui-ci perdrait donc 5 liv. st., outre les profits de son capital. N'est-ce pas là une perte bien réelle ?

CAROLINE.

Assurément ; et il en serait de même de tous les baux à ferme ; car peu importe à qui le fermier vend sa récolte ; si le prix du marché a baissé, il ne peut manquer d'être en perte.

MADAME B.

Oui. Si la monnaie doublait de valeur, la rente achèterait deux fois autant de marchandises qu'auparavant ; car 100 liv. st. achèteraient ce qui auparavant était estimé valoir 200 liv. st. ; en sorte que la rente, quoique nominale la même, serait doublée en réalité ; et ce surplus serait pris très-injustement dans la poche du fermier pour être porté dans celle du propriétaire.

CAROLINE.

Ce mal toutefois trouvera son remède au renouvellement du bail ?

MADAME B.

Cela est vrai ; mais si l'ancien bail doit durer encore plusieurs années, le fermier peut être ruiné avant qu'il expire. Quoiqu'en tout cela la loi ne soit pas violée, il y a une infraction manifeste à la sûreté de la propriété, que nous avons dit être la base de toute richesse et le plus puissant motif à l'accumuler. Il n'y a point d'aiguillon plus pressant et qui agisse plus constamment pour exciter au travail, que la certitude d'en recueillir le fruit.

CAROLINE.

Je suppose que si la monnaie est dépréciée, parce qu'elle abonde

trop, ce sera l'inverse du cas précédent ; le fermier gagnera et le propriétaire perdra ; car la rente ne vaudra plus en réalité autant qu'auparavant ?

MADAME B.

Sans doute. Une autre classe de personnes essentiellement affectées par un changement dans la valeur de la monnaie, est celle des ouvriers improductifs. Leur paie est en général un gage régulier, qui n'est pas sujet aux mêmes variations que les salaires des ouvriers productifs. La paie de la flotte et de l'armée, de tous les hommes en office sous les ordres du gouvernement, et de ceux qui remplissent des places d'enseignement public, est une paie fixe. Ces différentes personnes éprouvent donc la perte ou le bénéfice résultant d'un changement dans la monnaie.

CAROLINE.

Les classes les plus élevées d'ouvriers improductifs peuvent être en état de supporter les pertes causées par la dépréciation de la monnaie ; mais comment le matelot et le soldat les supportent-ils ? Il faut absolument qu'ils vivent convenablement de leur paie.

MADAME B.

Ils sont payés, pour l'ordinaire, partie en argent, et partie en vivres et vêtements ; ils souffrent donc moins de la dépréciation de l'argent que s'ils n'étaient payés qu'en argent. Il a cependant paru nécessaire en dernier lieu d'augmenter la paie de l'armée et de la flotte.

CAROLINE.

La valeur de l'argent a donc baissé ?

MADAME B.

Oui, elle a baissé ; mais il faut, pour vous en expliquer la raison, attendre un autre entretien. Une troisième classe qui souffre de la dépréciation de la monnaie est celle des créanciers, qui ont prêté de l'argent à long terme, comme font ceux qui vivent d'annuités, et en particulier les créanciers de l'État. Non-seulement les intérêts qu'ils reçoivent sont dépréciés, mais aussi leur capital. Leur intérêt est nominalelement le même, quelque diminution qu'ait éprouvée la monnaie ; et avec un revenu en apparence stationnaire, ils par-

tagent le désavantage général de la hausse des prix, sans qu'il leur soit possible de se prévaloir de la compensation qu'offre à d'autres la plus grande abondance de monnaie. Les hommes qui exercent une profession, et tous ceux qui reçoivent des salaires, sont finalement indemnisés par une augmentation de paie, mais le créancier de l'État n'a pas cette ressource. Son revenu va dépérissant, et il voit graduellement diminuer ses moyens habituels de jouissances, sans pouvoir se rendre compte de l'origine du mal qu'il éprouve; car comme son revenu nominal ne change point, il ne s'aperçoit pas que sa fortune diminue.

CAROLINE.

Que je me faisais une fausse idée de la monnaie! Loin d'être, comme je le croyais, la seule ou tout au moins la principale partie de la richesse, elle semble au contraire être la seule chose qui n'en fait pas partie, puisqu'elle ne contribue en rien à celle du pays. Une trop grande quantité de monnaie renchérit toutes choses; le manque de monnaie met tout à bon marché; mais il me paraît qu'un pays n'est pas plus riche d'un atome pour toute la monnaie qu'il possède. La monnaie donc ne peut pas être appelée richesse, mais purement un représentatif de la richesse, comme les jetons au jeu de cartes; elle a pour usage principal de fournir un moyen d'échange, et une mesure imparfaite des valeurs.

MADAME B.

On ne peut comparer la monnaie aux jetons; elle n'est pas, comme eux, un signe ou un représentatif de la valeur; elle possède réellement, ou doit posséder, la valeur pour laquelle on l'échange. Un billet de banque, qui n'a aucune valeur intrinsèque, n'est qu'un simple signe de valeur; mais quand vous achetez des marchandises pour une guinée, vous donnez une pièce d'or d'une valeur égale à ce que l'on vous donne en échange.

Pour juger si la monnaie fait partie de la richesse nationale, remontons à notre définition de la richesse. Nous disions, je crois, que tout objet d'utilité ou de luxe en fait partie. Maintenant jugez vous-même, si la monnaie, considérée comme moyen d'échange, ou comme étalon pour la mesure des valeurs, n'est pas éminemment utile, puisqu'en facilitant la circulation des marchandises, elle contribue indirectement à les multiplier.

CAROLINE.

Cela est vrai certainement de la monnaie actuellement nécessaire à la circulation ; mais si elle s'élève au-dessus de cette somme , le surplus n'a plus aucune valeur pour nous.

MADAME E.

On en pourrait dire autant d'une quantité superflue de toute espèce de richesse ; plus de tables ou de chaises , plus de robes ou d'habits qu'il n'en faut pour satisfaire à tous les besoins , serait également une propriété inutile , et qui perdrait de même sa valeur.

CAROLINE.

Mais en ce cas nous pourrions exporter ces marchandises , et les échanger contre celles dont nous manquerions.

MADAME E.

Et pourquoi n'exporterions-nous pas la monnaie ? Quand on a plus de monnaie que la circulation n'en demande , il faut l'exporter en achetant des marchandises étrangères ; sans cette ressource , la monnaie superflue serait tout à fait inutile , et ne contribuerait pas plus à la production de la richesse , qu'un nombre superflu de moulins ne contribuerait à la production de la farine.

CAROLINE.

J'avais toujours cru , que plus un pays abondait en monnaie , plus il était riche.

MADAME E.

C'est aussi le cas le plus fréquent. L'erreur consiste à prendre la cause pour l'effet. Une grande quantité de monnaie est nécessaire pour faire circuler une grande quantité de marchandises. Des pays riches et florissants demandent une abondance de monnaie , et possèdent les moyens de l'obtenir ; mais cette abondance est l'*effet* , et non la *cause* , de la richesse ; car celle-ci consiste bien plus dans les richesses qui circulent , que dans le moyen de circulation. Les espèces monnayées , disions-nous , sont une richesse , en tant que ces espèces sont requises pour la circulation ; mais si un pays possède une guinée de plus que ce qui est nécessaire à cet objet , la partie de richesse qui a été employée à acheter cette guinée a été perdue.

CAROLINE.

Cependant combien n'observe-t-on pas fréquemment, que l'abondance de la monnaie anime l'industrie du pays et encourage le commerce! Et cela semble prouvé en effet par l'état misérable de barbarie où était l'Europe avant la découverte des mines d'Amérique.

MADAME B.

La découverte de l'Amérique a été certainement une cause efficace d'activité en Europe, elle a tiré l'industrie de l'état de stagnation auquel l'ignorance et la barbarie l'avaient réduite. Mais si l'Amérique n'avait point eu de mines, je doute que nous eussions tiré moins d'avantages de nos relations avec elle. Il n'aurait pas été bien difficile de remplacer, de manière ou d'autre, l'espèce métallique qu'elle nous a fournie; mais rien n'aurait pu suppléer à cette profusion de richesses qu'elle répand sans cesse sur nous. L'accroissement de l'aisance, de l'opulence, du luxe en Europe, est attribué à l'affluence des trésors du nouveau monde, et avec raison: mais ces trésors sont le sucre, le café, l'indigo, le tabac, les drogues, etc., qu'exporte l'Amérique, pour lesquels nous sommes obligés de lui envoyer des marchandises, produites en donnant à nos pauvres de l'emploi. L'or et l'argent ont fortement excité notre avarice et notre ambition, mais ont peut-être assez peu contribué à stimuler notre industrie.

Ce n'est pas à l'abondance des métaux précieux que nous sommes redevables des progrès de notre agriculture, de la prospérité de notre commerce, de la variété et de la supériorité de nos manufactures; et je ne crois pas que ce fût la rareté de ces métaux qui privât nos ancêtres de ces avantages. C'est parce qu'ils étaient ignorants et barbares, tandis que nous sommes comparativement éclairés et civilisés. Je dis comparativement, car l'erreur travaille toujours à retarder notre marche progressive; rien de plus frappant en ce genre que cette inquiète vigilance des gouvernements à prévenir l'exportation des espèces, quoiqu'il y ait plus de quarante ans qu'Adam Smith a démontré combien cette prohibition est impolitique.

CAROLINE.

Quand l'exportation des espèces monnayées est défendue, le seul

usage que l'on puisse faire de celles qui sont superflues est de les fondre et de les convertir en lingots.

MADAME B.

Mais fondre la monnaie est également, dans ce pays, prohibé par la loi. Si donc les lois n'étaient jamais violées, il y aurait nécessairement une quantité de monnaie superflue ajoutée à la circulation, et la valeur de la masse entière de la monnaie éprouverait une dépréciation.

Combien est différente la situation d'un pays où n'existent point de telles lois prohibitives? Là, dès que la monnaie s'accumule au point d'être dépréciée, en d'autres termes, dès que toutes les marchandises augmentent de prix, les marchands exportent les espèces et les emploient à acheter des marchandises étrangères; tandis qu'à leur tour les marchands étrangers s'empressent d'envoyer leurs marchandises dans le pays où elles se vendent à des prix élevés, et les échangent, non contre d'autres marchandises également chères, mais contre de la monnaie qui y est à bon marché.

CAROLINE.

C'est-à-dire, qu'ils vendent et n'achètent pas.

MADAME B.

Précisément : c'est ainsi qu'un pays se débarrasse de sa monnaie superflue. Ce commerce élève insensiblement la valeur de la monnaie; le prix des marchandises baisse; et les marchands étrangers échangent leurs marchandises contre celles du pays, au lieu de se faire payer en espèces.

Il n'y a pas lieu de craindre que cette liberté ait de fâcheuses suites, soit par la fonte des espèces, soit par leur exportation. Cette exportation aura lieu secrètement, dès qu'il y aura surabondance, quelle que soit la sévérité de la loi; la seule différence qui en résulte est qu'au lieu de se faire ouvertement, et d'une manière régulière par des hommes d'un caractère respectable, elle se fera par des hommes méprisables, qui se laissent entraîner, par des profits extraordinaires, dans un trafic illicite.

Si l'Espagne et le Portugal, les deux pays qui reçoivent les métaux précieux importés d'Amérique en Europe, avaient pu réussir à

faire exécuter les absurdes lois restrictives, par lesquelles ils ont tâché de retenir l'or et l'argent chez eux, ces métaux n'auraient peut-être pas plus de valeur dans ces pays-là, que le cuivre ou le plomb.

Si vous avez bien compris ce que je viens de dire, vous pourrez m'expliquer l'effet que doit produire, dans le commerce d'un pays, libre de lois restrictives, une rareté de monnaie, qui occasionne une baisse dans le prix des marchandises.

CAROLINE.

En ce cas il arrivera l'inverse de ce que nous venons de dire. Les marchands étrangers viendront acheter des marchandises, et au lieu d'offrir des marchandises en échange, ils apporteront de la monnaie en paiement; car ils seront enpressés à faire des achats et non des ventes, à un marché où tout est à bas prix.

MADAME B.

C'est ainsi que la valeur de l'or et de l'argent s'égalise dans toutes les parties du monde civilisé; partout où ils manquent, ils affluent de tous les côtés; partout où ils surabondent, le flot les rapporte dans une direction opposée. C'est cette propriété qu'ont les métaux précieux de se répandre d'une manière régulière, c'est leur tendance constante à une égalité de valeur, qui les rend si propres à servir d'étalon général pour la mesure des valeurs. Si la monnaie était sujette aux mêmes variations dans sa valeur que les marchandises pour lesquelles elle sert de moyen d'échange, elle serait tout à fait impropre à servir de mesure fixe.

CONVERSATION XVII.

SUR LA MONNAIE, *Suite.*

De la dépréciation de l'or et de l'argent. — De l'altération et de la dépréciation de la monnaie frappée. — Des banques. — Du papier-monnaie. — Effet du papier-monnaie, lorsqu'il n'est pas payable en espèces sur demande. — Du rapport de la monnaie courante aux marchandises qu'elle doit faire circuler.

CAROLINE.

J'ai beaucoup réfléchi sur le sujet de notre dernier entretien , madame B, et j'ai cru voir qu'à la vérité , dans un pays particulier, la monnaie ne peut être, d'une manière permanente, ni en excès ni en défaut ; mais que , dans le monde en général , elle doit perdre graduellement de sa valeur. En effet la monnaie s'use très-peu ; on tire chaque année des mines une grande quantité de métaux précieux ; une partie considérable est convertie en vaisselle et en bijoux ; mais une partie encore plus grande , je pense , est frappée sous forme de monnaie. Cela ne peut manquer de produire une dépréciation ?

MADAME B.

Une augmentation dans la quantité ne peut causer une dépréciation dans la valeur , s'il y a un accroissement proportionnel de demande. Souvenons-nous que les produits consommables de la terre croissent tout comme ceux des mines ; les marchandises à faire circuler, tout comme le moyen de circulation. Ce n'est pas la quantité actuelle de monnaie, mais le rapport de cette quantité à celle des marchandises auxquelles elle sert de moyen d'échange , qui règle le prix de ces marchandises.

Supposons qu'un pain coûte un shelling ; si chaque année il y avait , en vertu des travaux de l'agriculture , 1000 pains de plus de produit , et que , par le travail des mines , il y eût un nombre ad-

ditionnel de shellings, tel précisément qu'il le faut pour faire circuler ces pains additionnels, le prix du pain resterait le même, et la valeur de la monnaie ne serait pas dépréciée par cette addition faite à la quantité des espèces monnayées.

CAROLINE.

Mais vous ne prenez pas garde, madame B., que quand les 1000 pains additionnels auront été mangés, les shellings additionnels resteront.

MADAME B.

La plus grande partie de ces pains sera mangée par des hommes qui non-seulement les reproduiront, mais probablement, l'année suivante, en augmenteront le nombre.

CAROLINE.

En ce cas, il serait très-possible que les progrès de l'agriculture et des manufactures fussent aussi rapides que ceux des mines, ou même les précédassent.

MADAME B.

Si la quantité des métaux précieux, tirée annuellement des mines, est exactement ce qui suffit aux arts, et à la somme additionnelle d'espèces, qui est requise pour faire circuler les produits croissants de la terre, il n'y aura aucun changement dans la valeur de la monnaie : les marchandises seront vendues et achetées à leurs anciens prix. S'il y a moins d'or et d'argent tiré des mines, qu'il n'en faut pour cet objet, les marchandises baisseront de prix ; si au contraire, il y en a une plus grande quantité produite, le prix des marchandises haussera. Les fluctuations dans le prix des marchandises se conformeront graduellement et constamment à celles de l'échelle sur laquelle leur valeur se mesure.

Le docteur Adam Smith pensait que, depuis un grand nombre d'années, l'offre ou la quantité d'or et d'argent existante n'avait pas surpassé la demande ; mais plusieurs écrivains récents estiment qu'il s'est trompé en cela. Je suis très-loin de m'établir juge dans cette question ; mais j'avoue que je penche vers l'opinion de la dépréciation générale.

Avant la découverte de l'Amérique, la valeur échangeable de l'argent était beaucoup plus grande qu'elle n'a été depuis. On peut

se faire quelque idée de la différence de valeur de l'argent dans les temps anciens et modernes par le compte du revenu que Xerxès , roi de Perse , retirait de son vaste et opulent empire , et qui suffisait à maintenir ses flottes et ses armées innombrables. L'histoire atteste que ce revenu n'était que de trois millions sterlings.

CAROLINE.

La prodigalité et les profusions des Romains étaient au fait encore plus grandes qu'elles ne paraissent au premier aspect , puisque les sommes immenses qu'ils dépensaient en objets de luxe avaient plus de valeur qu'aujourd'hui.

MADAME B.

Comme la richesse des Romains provenait en grande partie des dépouilles des pays conquis , l'or et l'argent faisaient une partie essentielle de leurs pillages ; il a donc pu arriver que les espèces monnayées aient eu chez eux moins de valeur , à la même époque , qu'en d'autres contrées.

L'augmentation de quantité des métaux précieux n'est pas la seule cause qui opère une dépréciation dans la valeur de la monnaie. Cette valeur varie par des causes tout à fait différentes. L'une de ces causes est l'altération de la monnaie. Une livre sterling , faisant vingt shillings , pesait , dans l'origine , une once d'argent ; c'est ce qu'indique le nom même qu'on lui donne. Mais les rois , en frappant des monnaies nouvelles , ont souvent trouvé bon de les altérer en mêlant au métal pur de l'alliage. C'était un moyen d'augmenter leurs trésors , en payant leurs dettes avec une moindre quantité de métaux précieux , et de tromper ceux de leurs sujets qui étaient leurs créanciers et qui , dans le commencement , ne s'apercevaient pas de la fraude.

En 1351 , Édouard IV , ne sachant comment acquitter les dettes qu'il avait contractées dans ses chimériques entreprises sur la France , employa ce moyen de payer ses créanciers avec moins d'argent qu'il n'en avait reçu d'eux. Il ordonna qu'une livre d'argent fût taillée en 266 deniers , au lieu de 240. Satisfait du bénéfice de cette opération , il fit bientôt porter à 270 le nombre des deniers fournis par cette même livre. A l'aide de cette imposture , non-seulement les créanciers de la couronne , mais tous les autres créanciers , furent fraudés d'environ une dixième partie de leur

propriété, forcés qu'ils étaient de recevoir en paiement une monnaie de moindre valeur que celle qu'ils avaient prêté. Il résulta aussi de graves inconvénients de cette altération faite à l'étalon de la mesure des valeurs. Dès qu'elle fut déconvertie, il y eut une hausse générale dans le prix des marchandises, et les pauvres furent dans la détresse à cause du renchérissement des objets de première nécessité.

CAROLINE.

Mais les salaires ne s'élevèrent-ils pas en proportion ?

MADAME B.

A la longue sans doute cela dut avoir lieu; mais à la suite d'une pareille révolution dans les prix, il faut du temps pour rétablir le niveau; et les riches résistent tant qu'ils peuvent à la hausse des salaires. Dans le cas dont nous parlons, il ne paraît pas que la classe ouvrière ait fait effort pour obtenir une compensation par la hausse de ses salaires, jusqu'à l'époque où une peste dévastatrice, venue de l'orient, ravagea l'Angleterre et emporta la plus grande partie des classes inférieures du peuple. Ceux qui survécurent à ce fléau profitèrent de la rareté des ouvriers, pour augmenter leur traitement. Mais le Roi, au lieu de laisser ce remède à son cours naturel, considéra la tentative des ouvriers de faire hausser leurs salaires comme une véritable exaction; et pour la prévenir, il publia le *Statut des ouvriers*. Ce statut prescrivait aux ouvriers de ne rien recevoir au-dessus des salaires en usage avant l'altération de la monnaie.

Il serait difficile d'imaginer une loi plus propre à décourager l'industrie. Mais Édouard, pressé par le poids de ses dettes accumulées, continua de déprécier la valeur de la monnaie; en tâchant de cacher la fraude par l'introduction d'une nouvelle monnaie d'argent, appelée un *groat* [ou quatre deniers], mais qui ne valait réellement que $3 \frac{1}{2}$ d.; et en 1358 il fit 75 groats ou 300 deniers avec une livre d'argent.

CAROLINE.

Quelle dépréciation en si peu de temps! Et y a-t-il eu d'autres princes qui aient usé de semblables expédients?

MADAME B.

Oui ; et l'opération s'est tant répétée , que 20 shellings , ou une livre sterling , au lieu de contenir comme autrefois une livre d'argent , pèsent aujourd'hui quatre onces de ce métal ou un peu moins.

CAROLINE.

Ce n'est là toutefois qu'une dépréciation partielle , qui n'affecte que les monnaies de la Grande-Bretagne. Les autres pays ont-ils adopté une mesure aussi injuste et aussi pernicieuse ?

MADAME B.

C'est un expédient si séduisant , que l'on y a eu recours à peu près partout où l'on fait usage de monnaie. Au temps de Charlemagne , en France la livre pesait une livre ou douze onces. Philippe I^{er} l'altéra par un tiers d'alliage. Philippe de Valois pratiqua la même fraude sur la monnaie d'or ; et elle a été répétée par les rois qui lui ont succédé , au point que la dépréciation du louis d'or des Français est encore plus grande que celle de notre livre sterling , et que leur livre ne vaut pas plus de dix deniers sterling.

Dès le temps des Romains ce moyen subreptice d'obtenir de la richesse a été connu et pratiqué. *L'as* romain , qui originairement contenait une livre d'airain , fut dans la suite diminué jusqu'à n'en tenir qu'une demi-once.

CAROLINE.

Mais à présent que partout on est sur ses gardes , les gouvernements , je pense , ne risqueraient pas une telle opération.

MADAME B.

Ce pays-ci a tellement crû en richesse que l'on éprouve moins de difficulté à percevoir les taxes , et la facilité de faire des emprunts a engagé le gouvernement à préférer cette manière d'obtenir de l'argent en temps de guerre et pour tout autre objet considérable de dépense.

On a inventé plus récemment un autre expédient pour augmenter la monnaie courante du pays. Cet expédient consiste à substituer aux métaux précieux un moyen d'échange plus économique

et plus commode ; c'est une monnaie de papier, ce qu'on nomme *papier monnaie*.

CAROLINE.

Une monnaie de papier ! Quelle valeur une telle monnaie peut-elle avoir ?

MADAME B.

Aucune intrinsèquement, et cependant on a éprouvé qu'elle répond à tous les usages de la monnaie métallique. Vous vous souvenez que la monnaie a été inventée pour parer aux inconvénients des trocs. Quand une marchandise est payée en monnaie, le vendeur compte avec confiance sur la facilité qu'il trouvera d'acheter, avec la monnaie qu'il reçoit, toute autre chose de même valeur que ce qu'il a donné en échange. Il lui importe peu de savoir de quelle matière cette monnaie est faite, pourvu qu'elle jouisse de la qualité qui fonde sa confiance.

CAROLINE.

J'en conviens ; mais le papier ne peut pas avoir cette qualité. Qui voudrait se défaire de quelque chose qui ait de la valeur, pour un petit morceau de papier ?

MADAME B.

Supposez que je vous donnasse un morceau de papier contenant ma promesse de vous payer 100 liv. st. sur votre première demande ; ne regarderiez-vous pas une promesse si positive, comme étant à peu près de même valeur que cette somme de monnaie en nature ?

CAROLINE.

Oui, parce que j'ai pleine confiance en vous ; mais c'est ce que ne ferait pas celui qui n'a pas les mêmes relations avec vous.

MADAME B.

Supposez qu'au lieu de ma promesse de vous payer 100 liv. st., je vous donne un morceau de papier contenant une promesse, au même effet, de quelques-uns des négociants de Londres les plus opulents et les mieux connus ?

CAROLINE.

Ma confiance en la valeur de ce papier serait proportionnée à celle que j'accorderais à ces négociants.

MADAME B.

C'est la vérité ; et cette confiance est le fondement de tous les établissements de banque. Ces établissements ne sont en général autre chose, qu'une association de négociants riches et respectables, en qui le public se fie au point de prendre leur promesse ou *billet de banque*, pour de l'argent comptant.

CAROLINE.

Un billet de banque est donc un engagement ou une promesse écrite de payer la somme qui y est spécifiée ?

MADAME B.

C'est cela. Si ces billets prennent cours comme moyen d'échange, n'ayant aucune valeur intrinsèque, ils ne sont que le signe ou le représentatif de la richesse ; mais ils sont reçus par tout le monde, dans la persuasion où l'on est qu'ils seront payés en monnaie par la banque, dès qu'on l'exigera.

CAROLINE.

Voilà certes une très-bonne invention. Quelle dépense épargnée ! L'établissement d'une banque de monnaie en papier me semble équivalente à la découverte d'une mine. Elle a même, sur une mine, cet avantage, qu'elle est infailliblement productive et qu'elle n'occasionne aucune dépense. L'invention du papier-monnaie est-elle d'une date moderne ?

MADAME B.

Je ne crois pas que l'antiquité en offre aucun vestige ; à moins que nous n'envisagions comme une invention de même genre le cuir marqué que les Carthaginois employaient comme monnaie. Comme ils avaient aussi de la monnaie métallique, il n'est pas impossible que leur cuir marqué ne fit qu'office de signe ou de représentatif de la valeur réelle, à peu près comme notre papier-monnaie.

CAROLINE.

Ce cuir était probablement une sorte de parchemin, dont on se servait communément pour écrire avant l'invention du papier; et la marque que l'on y faisait désignait peut-être la somme de monnaie que représentait le morceau de cuir, et pour laquelle il avait cours.

MADAME B.

Ce sont là des points de discussion, sur lesquels, dans l'état imparfait de nos connaissances sur la monnaie courante des Carthaginois, il serait difficile de prononcer. Heureusement ces questions-là sont plus curieuses qu'utiles.

La première banque, bien connue, est celle qui fut établie à Amsterdam en 1609 (1); mais cet établissement n'est pas tout à fait du même genre que ceux dont nous venons de parler. Il n'émettait pas de papier; il recevait des dépôts de monnaie métallique, dont on tenait compte sur les livres de la banque; et à l'aide de ces livres, on faisait des transports de propriété d'un individu à un autre, selon que l'occasion le requérait, sans que jamais la monnaie déposée fût déplacée des coffres-forts où elle restait enfermée.

CAROLINE.

Il ne semble pas y avoir aucune économie dans l'établissement d'une pareille banque; tandis que celles qui émettent des billets, substituant un moyen de circulation moins cher, rendent superflu l'emploi de l'or et de l'argent pour cet objet, et permettent de l'envoyer au dehors pour acheter des marchandises étrangères.

MADAME B.

Et, si les pays étrangers adoptaient le même expédient, et nous envoyaient leurs espèces superflues....?

CAROLINE.

Vraiment, je n'y songeais pas. Si le papier-monnaie venait à être généralement adopté, tous les pays seraient surchargés d'espèces; car quoique l'établissement d'une banque dans un seul pays, puisse forcer la monnaie métallique superflue à s'écouler

(1) On dit qu'il en fut établi une à Venise au moins deux siècles plus tôt.

dans d'autres, cela ne pourrait avoir lieu, s'il y avait des banques dans tous. Il s'en faut donc bien qu'elles aient tous les avantages que j'avais d'abord eeu leur voir.

MADAME E.

En créant du papier-monnaie, on fait une addition au moyen commun de circulation dans tout le monde civilisé ; et on rend superflu pour la valeur de cette addition l'usage des métaux précieux ; par-là même on en diminue la demande, et à un certain point la valeur. L'effet immédiat qu'a l'ouverture d'une nouvelle banque est incontestablement de faire sortir du pays où elle s'établit, quelque portion de ses espèces métalliques. Elle ne fait pas sortir toutefois la quantité entière que le papier représente ; car, indépendamment de la surabondance générale à laquelle nous faisons allusion, une banque doit mettre en réserve une certaine quantité d'espèces pour être toujours en état de satisfaire à ses engagements en payant ses billets sur demande.

CAROLINE.

Vous n'entendez pas qu'une banque garde un fonds en espèces, qui, comme à la banque d'Amsterdam, égale en valeur les billets qu'elle émet. Car si elle en usait ainsi, l'usage du papier-monnaie ne procurerait aucune épargne.

MADAME B.

Non certainement. Les profits de la banque proviennent de l'emploi du capital qu'elle épargne, capital qui consiste dans la différence entre la somme des billets émis et celle des espèces mises en réserve dans la banque. Il est si peu probable que toutes les personnes qui possèdent des billets viennent à la fois en demander le paiement, qu'il n'est nullement nécessaire d'avoir un fonds de réserve égal au montant de tous les billets en circulation, pour être en état de les payer. Les banques découvrent par expérience, quel est le rapport des espèces aux billets, qui est requis pour les mettre en état de satisfaire à la demande moyenne qu'on peut leur faire ; et elles règlent en conséquence la quantité des billets qu'elles émettent. Car si elles manquaient à leur engagement de les payer comptant sur demande, elles seraient en état de banqueroute.

CAROLINE.

J'entends dire cependant que la banque d'Angleterre ne paie plus ses billets en espèces ?

MADAME B.

Il est vrai ; mais c'est en vertu d'un acte du parlement, fait expressément dans le but d'accorder à la banque d'Angleterre ce privilège pour un temps limité.

CAROLINE.

Et si un billet de la banque d'Angleterre ne peut plus s'échanger à volonté contre de l'espèce, en quoi consiste sa valeur ?

MADAME B.

Dans l'attente qu'un jour ce billet sera payé en or ou en quelque chose d'équivalent. Cette opinion fait que les billets de banque ont encore cours : si cette confiance cessait, la valeur de ces billets serait réduite à celle du papier dont ils sont faits.

CAROLINE.

Mais puisque la banque d'Angleterre n'est pas obligée de payer ses billets en argent comptant, elle peut donc en émettre autant qu'elle veut. Elle semble vraiment avoir trouvé la pierre philosophale ; car si elle n'a pas découvert le moyen de faire de l'or, elle possède une chose qui le remplace dans tous ses usages.

MADAME B.

Excepté que n'ayant aucune valeur intrinsèque, cette chose-là ne peut point être exportée lorsqu'elle surabonde. Or vous n'avez pas oublié que la monnaie superflue n'est bonne qu'à être échangée contre des marchandises étrangères. Un excès de monnaie courante, produit par une émission de billets de banque excessive, doit donc rester dans le pays et y causer une dépréciation dans la valeur de la monnaie, qui se fera sentir par une hausse générale dans le prix des marchandises, et sera accompagnée de tous les maux dont nous avons fait l'énumération dans un précédent entretien.

CAROLINE.

Et n'est-il pas fort à craindre qu'une banque n'émette trop de

billets lorsqu'elle n'est point retenue par l'obligation de les payer en espèces ?

MADAME B.

Certainement un tel privilège expose à ce risque.

Quand une banque émet plus de billets que la circulation n'en requiert, la dépréciation de la monnaie courante et la hausse du prix des marchandises, suite inévitable de cette mesure, sont d'abord peu sensibles, parce qu'à l'instant où cet effet se laisse apercevoir, la monnaie métallique commença à disparaître ; malgré la défense de la loi, elle ne manque jamais de s'échapper hors du pays : ou on l'expédie clandestinement, ou on la fonde en secret, pour l'exporter en lingots. Lors donc qu'une trop forte émission de billets de banque ne sert qu'à remplacer les espèces qu'elle fait sortir du pays, il y a peu d'augmentation de monnaie circulante ; mais si après que les espèces ont disparu, la banque continue de faire entrer dans la circulation une quantité additionnelle de ces billets, cet excès y sera absorbé, la valeur de la monnaie sera proportionnellement dépréciée, et il en résultera une hausse correspondante dans le prix des marchandises.

CAROLINE.

Sait-on si la banque d'Angleterre a augmenté notablement ses émissions de billets, depuis qu'elle a été dégagée de l'obligation de les payer comptant ?

MADAME B.

Cela n'est pas douteux, mais c'est l'opinion de plusieurs personnes que la quantité des billets n'a pas surpassé la demande ; que la mine de papier (comme vous l'appeliez) n'a augmenté ses produits, qu'en proportion de l'augmentation des produits du pays, et de ce qu'exigeaient les besoins du temps, des circonstances politiques ayant dérangé l'ordre naturel des choses et rendu nécessaire, pendant les dernières révolutions de l'Europe, une quantité de monnaie courante plus grande qu'à l'ordinaire.

CAROLINE.

Mais n'est-ce pas pendant la dernière guerre que notre monnaie d'or a disparu, et qu'on a supposé qu'elle avait été fondue ou ex-

portée? Et n'y a-t-il pas eu une hausse générale des vivres et de toutes les marchandises à cette même époque?

MADAME B.

Il est vrai, et c'est une question, sur laquelle on n'est point d'accord, de savoir, si ces circonstances étaient l'effet de la guerre et des taxes qu'elle nous imposait, ou d'une émission excessive de billets de banque. L'Angleterre était dans la nécessité de payer ses troupes sur le continent, et de payer des subsides à des princes étrangers; cela seul, selon quelques personnes, suffit pour rendre compte de la disparition de nos espèces et a dû rendre nécessaire une émission additionnelle de billets de banque. Ces mêmes personnes attribuent la hausse dans le prix des vivres à la difficulté d'importer les produits agricoles étrangers, qui n'a pu manquer d'élever leur prix dans l'intérieur. Les marchandises étrangères d'ailleurs étaient devenues chères par leur rareté, et cela haussait le prix de celles qu'on leur substituait dans l'intérieur.

CAROLINE.

Mais je me souviens que les marchandises de manufacture anglaise, loin de hausser de prix pendant la dernière guerre se vendaient à meilleur marché. Or si la monnaie courante avait été dépréciée, il aurait dû en résulter une hausse dans le prix de toutes les marchandises. Je commence donc à croire que la banque pourrait bien n'avoir pas émis plus de billets que la demande ne l'exigeait.

MADAME B.

La hausse produite par une dépréciation de la monnaie est générale, mais non universelle; d'autres circonstances peuvent non-seulement contrebalancer l'effet de cette dépréciation par rapport à certaines marchandises particulières, mais en faire même baisser le prix. Vous vous rappelez qu'il y a d'autres causes qui influent sur le prix des marchandises.

CAROLINE.

Oui, le rapport de l'offre ou de l'approvisionnement à la demande; mais nous venons justement d'observer, que, pendant la guerre, l'approvisionnement a éprouvé un déficit; cela a dû accroître, et non contrebalancer, l'effet de la dépréciation de la

monnaie, puisque les marchandises ont dû en être renchéries.

MADAME B.

Une guerre cause en général un déficit dans les marchandises étrangères ; et il peut y en avoir aussi un dans les produits agricoles destinés à notre propre consommation ; mais quant aux produits des manufactures anglaises destinés à l'exportation, il doit, avons-nous dit, y avoir surabondance, à cause de la difficulté de les exporter. Supposons donc que la dépréciation de la monnaie cause une hausse générale de 10 pour cent dans la valeur des marchandises, et que d'un autre côté la quantité excédante d'ouvrages de nos manufactures les fasse baisser de 20 pour cent ; à quel prix ces ouvrages se vendraient-ils ?

CAROLINE.

Dix pour cent doivent être ajoutés à cause de la dépréciation de la monnaie, et 20 pour cent doivent être déduits à cause de la quantité excédante de ces ouvrages ; ainsi cette espèce de marchandises se vendrait à 10 pour cent meilleur marché que ci-devant. Le bon marché de nos ouvrages de manufacture anglaise n'est pas une preuve que notre monnaie courante n'ait pas été dépréciée. Ceci me rejette dans l'incertitude, madame B., et je ne sais, dans cette question, quel parti prendre.

MADAME B.

Le plus fort argument en faveur de la dépréciation de la monnaie est, que les guinées ne passaient plus pour la même valeur que l'or en lingots, qui est la mesure naturelle de la valeur de la monnaie métallique.

CAROLINE.

L'or avait-il été altéré, et une once d'or avait-elle été taillée en plus de pièces que 3 liv. 17 s. 10 1/2 d. sterl. ?

MADAME B.

Non ; mais l'or en lingots participait à la hausse générale des marchandises ; et au lieu de se vendre pour 3 liv. 17 s. 10 1/2 d. sterl., il se vendait pour 4 liv. sterl. et même il s'en est une fois vendu pour 5 liv. sterl. l'once.

CAROLINE.

Mais pourquoi les guinées ne haussaient-elles pas en proportion ? Je ne peux pas concevoir comment elles peuvent valoir moins qu'un égal poids de l'or dont elles sont faites.

MADAME E.

L'or frappé et l'or non frappé restent en réalité de même valeur ; mais comme la loi veut qu'une guinée ne passe pas pour plus qu'un billet de banque d'une livre plus un schelling, les guinées sont assujetties à partager le sort du papier qui sert de monnaie courante ; et si celui-ci est déprécié, toute la monnaie du pays, d'or ou d'argent, doit l'être également.

CAROLINE.

Si donc la loi ne s'y opposait pas, tout le monde fondrait ses guinées et ses shellings dépréciées, et les convertirait en lingots d'or et d'argent ?

MADAME E.

Certainement. C'est ce qui fait disparaître nos espèces et qui les fait passer dans l'étranger, où elle est libre des entraves d'une monnaie courante dépréciée et où elle peut atteindre sa valeur réelle en échange des marchandises. C'est aussi, comme nous l'observions, ce qui fait que les marchandises étrangères arrivent pour être vendues à notre marché, parce qu'elles s'y vendent cher, tandis que notre monnaie va dans l'étranger acheter des marchandises, parce qu'elles y sont à bas prix.

CAROLINE.

Mais si une once d'or hausse de prix de 3 liv. 17 s. 10 1/2 d. à 5 liv. st. ; n'est-ce pas le lingot qui hausse plutôt que la monnaie qui baisse ?

MADAME E.

L'or en lingot, comme toute autre marchandise, hausse de *prix*, et non de *valeur* ; cette hausse est due à la dépréciation de la monnaie courante en laquelle se fait l'estimation du prix ; s'il n'y avait pas dépréciation, le lingot et la guinée vaudraient également 3 liv. 17 s. 10 1/2 d. st. par once.

CAROLINE.

Ceci paraît donc lever le doute sur la dépréciation.

MADAME B.

Vous pouvez vous souvenir qu'en entreprenant de vous aider à acquérir quelque connaissance de l'économie politique, je convins avec vous de me borner aux points le mieux établis. Nous devons donc nous abstenir de décider des questions sur lesquelles on se divise.

Il est facile d'avoir quelque connaissance des principes d'une science, mais très-difficile d'en faire l'application. Je souhaite en particulier que vous soyez en garde contre les conséquences précipitées. Les erreurs qui naissent d'une fausse application des principes les plus sains, sont rarement moins dangereuses que celles qui sont l'effet d'une ignorance totale.

Terminons enfin nos observations sur la monnaie courante, que désormais nous pouvons considérer comme ne consistant pas uniquement en espèces, mais comme étant composée de monnaie métallique et de papier-monnaie.

CAROLINE.

Est-il nécessaire, je vous prie, que la valeur de la monnaie qui a cours dans un pays soit égale à la valeur des marchandises qu'elle y fait circuler ?

MADAME B.

Nullement. La même guinée, ou le même billet de banque, peut servir à transférer d'un individu à un autre la valeur de plusieurs centaines de livres sterlings de marchandises en très-peu de temps. Il y a d'ailleurs plusieurs expédients pour économiser la monnaie. Le plus remarquable est un arrangement fait entre les banquiers. Leurs commis se rassemblent chaque jour, après les heures des affaires, pour échanger entr'eux les traites faites de l'un sur l'autre le jour précédent. Si, par exemple, la maison A. a des traites sur la maison B. pour la somme de 20,000 liv. sterl. ; cette dernière a aussi très-probablement des traites sur la première, quoique peut-être elle n'en ait pas pour la même somme ; les deux maisons échangent leurs traites jusqu'au point où elles peuvent se balancer, et s'épargnent ainsi la peine de se procurer de la monnaie pour le

paiement du tout. Par cet expédient économique, en usage entre tous les banquiers de Londres à l'est de Saint-Paul, on assure que 200,000 liv. sterl. font l'office de quatre ou cinq millions.

CAROLINE.

Quel croyez-vous que soit le rapport de la monnaie à la valeur de toutes les marchandises dont elle procure la circulation?

MADAME B.

C'est ce qu'il est, je crois, impossible de dire. M. Sismondi, dans son estimable Traité sur la richesse commerciale, compare ces quantités respectives aux puissances mécaniques, qui, bien qu'elles diffèrent en poids, se font mutuellement équilibre à cause de l'égalité de leur moment. Et, pour suivre la comparaison, ajoutons que les marchandises sont beaucoup plus considérables en quantité, mais que la vitesse avec laquelle la monnaie circule, compense ce qui lui manque en abondance ou en masse.

CAROLINE.

Voilà une comparaison extrêmement ingénieuse, et il me semble en vérité que l'analogie est parfaite; car moins il y aura de monnaie en circulation, plus elle passera fréquemment de l'un à l'autre en échange des marchandises.

MADAME B.

Parfaite, est une expression trop forte. L'analogie ne se soutient que jusqu'à un certain point. Si elle se soutenait toujours, il arriverait que la monnaie et les marchandises, quel que fût leur rapport mutuel, seraient toujours en équilibre, en sorte que le prix de celle-ci ne serait point affecté par l'abondance ou la rareté de la monnaie courante.

CONVERSATION XVIII.

DU COMMERCE.

Différence du commerce en gros et en détail. — Avantages généraux du commerce. — Comment il enrichit un pays. — Avantage du commerce en détail. — Grands profits des petits capitaux expliqués. — Avantages du prompt retour du capital des fermiers et manufacturiers. — Avantages des routes, canaux, etc. — Différence du commerce intérieur, extérieur et de transport. — Du commerce intérieur; il emploie deux capitaux dans l'intérieur, et met en mouvement une double quantité d'industrie intérieure: — Il fait rentrer le capital plus tôt.

MADAME B.

Nous avons dit que le commerce était une des manières d'employer le capital pour en tirer un revenu; et nous avons attendu pour en observer les effets d'avoir acquis quelque connaissance de la nature et de l'usage de la monnaie. Nous pouvons donc examiner maintenant la manière donc le commerce enrichit les individus, et augmente la richesse d'un pays.

Ceux qui engagent leurs capitaux dans le commerce font office d'agents ou d'entremetteurs entre les producteurs et les consommateurs des fruits de la terre; ils les achètent des premiers et les vendent aux derniers; c'est par les profits de cette vente que le capital ainsi employé donne un revenu.

Il y a deux classes d'hommes distinctes qui s'occupent de commerce; les marchands en gros, qui achètent les marchandises, brutes ou ouvrées, de ceux qui les produisent; et les marchands en détail, qui les achètent en moindre quantité des marchands en gros, pour les distribuer au public selon la demande qu'on leur en fait.

CAROLINE.

Le commerce sans contredit doit apporter un revenu à ceux qui

y emploient leurs capitaux ; mais je ne comprends pas comment il contribue à la richesse du pays : car ni les marchands en gros ni les marchands en détail, ne produisent quoi que ce soit de nouveau ; ils n'ajoutent rien au fonds général de la richesse, ils ne font autre chose que distribuer ce que les autres ont produit. Il est vrai que les commerçans forment une partie considérable de la communauté ; mais si leurs profits sont pris dans la poche de leurs concitoyens, ils peuvent faire fortune sans que le pays en soit enrichi.

MADAME B.

Le commerce augmente la richesse nationale, non en donnant de nouveaux produits bruts, comme l'agriculture, ni en travaillant les matériaux bruts, comme les manufactures ; mais il donne une valeur additionnelle aux marchandises, en les transportant des lieux où elles abondent aux lieux où elles manquent ; en leur procurant une distribution plus étendue, il anime l'industrie agricole et manufacturière.

CAROLINE.

Voulez-vous dire que les marchands, en gros ou en détail, encouragent les fermiers et les manufacturiers à multiplier leurs productions, en trouvant pour ces productions de nouveaux acheteurs ?

MADAME B.

Oui. Vous sentez qu'il serait impossible qu'une ville ou un district pût produire les diverses espèces de marchandises que requiert sa consommation ; il faut pour cela des terrains, des climats différents, et différentes sortes de talents, et d'industries. Il y a des terres propres aux grains ; d'autres aux pâturages ; certaines villes sont célèbres par leurs manufactures de coton, d'autres par leurs fabriques de draps. Chaque lieu donc a certaines marchandises en excès, et manque de quelques autres. C'est là ce qui rend nécessaire un système d'échanges, non-seulement entre individus (comme nous l'observons en parlant de l'origine du troc), mais encore entre les villes et entre les pays les plus éloignés.

Maintenant, l'office des marchands est d'échanger le surplus du produit d'un lieu contre celui d'un autre lieu. Un homme qui fait le commerce d'une marchandise particulière s'occupe de découvrir

dans quels lieux cette marchandise abonde et se vend au plus bas prix ; dans quels lieux elle est rare et chère ; puis il s'assure de la manière la moins dispendieuse de la transporter de l'un à l'autre.

CAROLINE.

En cela le marchand consulte son propre intérêt ; puisqu'en achetant au prix le plus bas et vendant au prix le plus haut , il doit faire le plus grand profit.

MADAME B.

Sans doute ; mais par une sage et bienfaisante dispensation , il se trouve qu'en consultant son propre intérêt , il fait le bien de la communauté. En s'empresant de faire passer les marchandises au marché où elles se vendent cher , les négociants les envoient à ceux qui en éprouvent le besoin : plus le prix est élevé , plus la demande qu'on en fait est urgente ; c'est parce qu'elles manquaient qu'elles sont devenues chères ; et les négociants , qui en ont approvisionné le marché , n'ont pas seulement satisfait les besoins des acheteurs , mais de plus ils ont finalement produit une baisse dans le prix.

Croyez-vous que les fabricants fussent en état de vendre leurs ouvrages en aussi grande quantité qu'ils font , sans l'intervention des commerçants ? Sans cette intervention , Manchester serait réduite à distribuer ses cotons ouvrés dans l'enceinte de ses murs ou dans les environs de la ville même , au lieu de satisfaire , comme elle fait , aux demandes de toute l'Angleterre et des parties les plus éloignées des États-Unis d'Amérique.

Le commerce encourage l'industrie , en second lieu , en procurant les marchandises à plus bas prix. Le négociant , qui les transporte en grandes masses , les amène au marché chargées de frais de transport moins considérables , et peut par conséquent les vendre au consommateur à des termes plus favorables , que si celui-ci était obligé de les faire chercher dans le lieu où on les produit.

CAROLINE.

Cependant les choses s'achètent en général à meilleur marché là où elles sont fabriquées ?

MADAME B.

Il est vrai ; mais si vous joignez au prix d'achat celui du trans-

port par chaque particulier , vous verrez qu'en tout elles reviennent plus cher. Si nous n'avions d'autre moyen de nous procurer du charbon, que d'envoyer un chariot à Newcastle, quoique le charbon nous coûtât moins d'achat qu'à Londres, rendu ici, il nous coûterait davantage, à cause des frais de charriage. Les négociants, qui font de grandes affaires, suivent un système régulier pour le transport de leurs marchandises, et par-là en diminuent beaucoup les frais. Le charbon est transporté par eux sur les vaisseaux en différents ports de mer, d'où il est conduit sur des bateaux dans l'intérieur du pays, partout où le transport par eau peut se faire.

CAROLINE.

Il serait non-seulement très-coûteux, mais aussi très-incommode, d'être obligé de faire venir des lieux éloignés ce dont on a besoin. S'il fallait envoyer acheter des couteaux et des fourchettes à Scheffield; à Leeds, un habit; à Norwich, un châle; — ou sans aller si loin, s'il fallait faire chercher à la campagne le blé, la viande, le foin, en un mot, tous les produits agricoles; tout cela nous reviendrait beaucoup plus cher, qu'en l'achetant dans les magasins et dans les boutiques.

Mais en admettant que le commerce, par cela même qu'il facilite la distribution des marchandises, en augmente la consommation, je n'entends pas comment il accroît la richesse d'un pays: il augmente le bien-être et les jouissances; mais il me semble, que c'est la dépense, et non la production, qu'il encourage.

MADAME B.

Augmenter le bien-être et les jouissances d'un pays est le but final où tend la richesse nationale; le commerce, en favorisant la consommation par le bas prix auquel il offre les marchandises, n'engendre pas la prodigalité chez le consommateur, mais encourage l'industrie du producteur à augmenter l'approvisionnement. Une réduction dans le prix met les marchandises à la portée d'un plus grand nombre de personnes, et par-là augmente la demande que l'on en fait; celui qui ne pouvait porter qu'un surtout de toile peut, quand les marchandises baissent de prix, porter un bon habit; celui qui ne pouvait se faire qu'un habit par an peut, sans excès de luxe, s'en faire deux.

Cette augmentation de demandes aiguillonne l'industrie du fermier et du fabricant, et ils s'enrichissent en satisfaisant à ce qu'on attend d'eux. Leur consommation augmente avec leur richesse; car les besoins croissent avec les moyens d'y satisfaire, et en ajoutant à son revenu on ajoute presque toujours à sa dépense. Le fermier a en plus grande abondance de quoi satisfaire aux demandes du manufacturier; le manufacturier, aux demandes du fermier; en sorte que chacun est en état de donner et de recevoir un plus grand nombre de choses en échange. Ces échanges, il est vrai, se font par l'entremise des marchands, et au moyen de la monnaie; mais ce n'en sont pas moins des échanges effectifs de marchandises, tout comme si le manufacturier donnait directement au fermier des vêtements en échange pour des vivres. L'augmentation des choses vénales affecte de la même manière toutes les classes de la société. Le propriétaire de terres voit croître sa fortune par l'augmentation de ses rentes, que l'état prospère de l'agriculture permet au fermier de lui payer; et la condition de l'ouvrier est améliorée par la hausse de ses salaires, qui est l'effet d'une demande de travail croissante. En un mot et pour présenter l'effet dans son ensemble, comme la quantité des marchandises est accrue, chaque consommateur, qui a quelque part au produit, ne peut manquer de trouver cette part accrue.

CAROLINE.

Je commence à comprendre l'avantage général du commerce. Celui de détail doit avoir les mêmes bons effets. Il serait fort incommode aux riches, et impraticable aux pauvres, d'acheter les choses dont ils ont besoin en aussi grandes masses que les vendent les marchands en gros. S'il n'y avait pas de bouchers, par exemple, chaque famille se verrait forcée d'acheter du fermier un mouton ou un bœuf tout entier.

MADAME B.

Le commerce de détail est une des plus utiles subdivisions du travail. Rien de plus désirable pour les pauvres, qui vivent de leurs salaires du jour ou de la semaine, que d'avoir la faculté d'acheter leurs vivres en aussi petite quantité qu'ils veulent.

CAROLINE.

J'ai cependant éprouvé souvent un vif regret de voir le haut prix

auquel les classes inférieures du peuple sont obligées d'acheter leur combustible, leurs chandelles, leurs épiceries et tout ce dont ils se pourvoient dans les petites boutiques; tandis que les classes supérieures, qui peuvent acheter les mêmes choses en plus grandes masses, les ont à meilleur marché, en les prenant chez des marchands qui font des affaires moins circonscrites.

MADAME B.

Observez que, s'il n'y avait pas de petites boutiques, les classes inférieures seraient réduites à la plus extrême détresse; or ceux qui tiennent ces boutiques ne peuvent pas vendre de petites portions de la valeur peut-être d'un denier sterling, sans être payés de la peine que leur cause un tel trafic. Jamais leurs profits ne peuvent être exorbitants, parce que la concurrence les ramènerait bientôt à leur juste mesure.

CAROLINE.

Mais en vendant de très-petites quantités à plus haut prix, ils doivent faire des profits plus forts que le taux commun; comment accordez-vous cela avec ce niveau commun des profits dans tout emploi du capital?

MADAME B.

En comptant tout le gain qu'ils font au-dessus des profits ordinaires du capital, comme des *salaires*, c'est-à-dire, comme une indemnité pour leurs travaux personnels. Plus est petit le capital qu'un homme emploie, plus est grand le rapport de ses salaires aux profits de son capital. Un homme qui vend des oranges dans les rucs, a appliqué peut-être un capital de 20 ou 30 shellings à l'achat des marchandises dont il fait le commerce; les profits de ce capital, au taux ordinaire, seraient deux ou trois shellings par an. Mais s'il ne colportait pas des oranges pour les vendre, il travaillerait comme ouvrier, et gagnerait peut-être deux shellings par jour à titre de salaire; il faut donc que chaque homme gagne ces deux shellings par jour, ou 626 shellings par an à vendre ses oranges en sus des profits de son commerce. Tous ses gains néanmoins passent sous le nom de profits, parce que ces sortes de distinctions ne se peuvent faire qu'en théorie.

CAROLINE.

Tous les commerçants donnent leur temps et leur attention à

leurs affaires. Ne devrait-on pas considérer une partie de leurs gains comme étant le prix de leur travail personnel, prix qui doit se proportionner à l'étendue et à l'importance de leurs affaires?

MADAME B.

Sans contredit; mais le rapport de ce prix aux profits de leur commerce est très-petit, en comparaison du rapport du salaire aux profits, dans le petit trafic d'un simple ouvrier, tel que notre vendeur d'oranges. Un négociant, qui se fait par son commerce un revenu de 5000 liv. st. par an, s'il s'engageait comme commis, n'obtiendrait probablement pas un salaire de 500 liv. st. Ainsi son salaire ne surpasserait pas la dixième partie de ses profits; tandis que les salaires du vendeur d'oranges seraient plus de 200 fois les profits de son capital.

Un autre avantage, résultant, pour le fermier et le fabricant, de la vente de leurs marchandises aux marchands, est le prompt retour du capital qu'ils ont employé pour les produire; car ils en reçoivent le prix du marchand beaucoup plus tôt qu'ils n'auraient pu le faire s'ils avaient été obligés de le recevoir peu à peu des consommateurs.

Supposons un manufacturier de coton, qui applique un capital de mille livres sterling à l'emploi de ses ouvriers et qui vende les produits de son travail à un marchand en gros pour 1100 liv. st. Avec cet argent, il remet immédiatement ses hommes et ses moulins en activité. Si, au lieu de vendre en gros, il vendait lui-même en détail, il gagnerait peut-être 1300 liv. st. au lieu de 1200; mais comme son argent lui rentrerait très-lentement, et lui et ses ouvriers resteraient nécessairement longtemps inoccupés.

CAROLINE.

Pour le fermier, de tels délais deviendraient ruineux, s'il ne pouvait pas vendre sa récolte à temps, pour donner à sa ferme la culture nécessaire au succès de la récolte suivante.

MADAME B.

Pour éviter de telles extrémités, le fermier et le fabricant seraient obligés l'un et l'autre de diviser leur capital en deux parties, d'employer l'une à la production ou à la fabrication des marchandises et l'autre à leur vente. Aux occupations de l'agri-

culture et des manufactures, ils se verraient forcés d'ajouter celle du commerce, complication également nuisible à chacune de ces entreprises. Le commerce est une des divisions économiques du travail ; s'il emploie un certain nombre d'hommes à faire circuler et à distribuer les produits de la terre, c'est afin que ceux qui sont occupés à obtenir ces produits et à les fabriquer, puissent employer tout leur capital, tout leur temps, tous leurs talents, à leurs occupations respectives. Il faut remarquer aussi qu'aucune de ces divisions n'est prescrite par la loi ; qu'elles n'existent que par le libre choix des parties intéressées, et qu'elles n'ont été adoptées qu'en vue de leur intérêt mutuel.

Mais s'il est avantageux de séparer le commerce des autres branches d'industrie, il est à désirer d'autre part que ses opérations soient facilitées autant qu'elles peuvent l'être, afin que l'agriculture et les manufactures ne soient pas privées d'un trop grand nombre d'ouvriers, et afin que les marchandises soient portées au marché, avec la moindre dépense possible. Des routes bonnes et nombreuses et des canaux navigables répondent fort bien à ce but, parce qu'à l'aide de ces ouvrages, les productions du pays sont portées dans les divers marchés avec facilité et promptitude ; la facilité et la promptitude économisent le temps et le travail ; et l'économie du temps et du travail produit la baisse des prix.

CAROLINE.

S'il n'y avait point de routes, le fermier n'ayant aucun moyen d'envoyer ses récoltes au marché, ne produirait que ce qui pourrait être consommé dans sa famille, et peut-être par un petit nombre de voisins ; il faudrait qu'il se contentât pour se vêtir des toisons de ses moutons et des peaux de ses bestiaux ; car il ne pourrait pas se procurer d'ouvrages fabriqués. Le sort du manufacturier ne serait pas meilleur ; le marché pour la vente de ses marchandises ne serait pas moins limité.

MADAME B.

Dans cet état de choses, il n'y aurait eu ni villes ni manufactures, parce qu'elles n'auraient pu être pourvues des produits de la campagne, qui sont encore plus nécessaires à leur existence, que les ouvrages fabriqués dans les villes ne le sont aux fermiers. C'est le

surplus des produits de la campagne qui paie les ouvrages faits des villes, et le surplus des ouvrages faits des villes paie les produits de la campagne. Plus donc il y a de commerce entre la campagne et la ville, plus il y a d'encouragement à l'industrie de l'une et de l'autre.

L'histoire nous apprend que, dans les pays anciennement cultivés, il n'y a jamais eu d'amélioration considérable dans la culture des terres, sans un progrès remarquable dans l'état des manufactures et du commerce. Adam Smith va même jusqu'à dire, que « dans la majeure partie de l'Europe, le commerce et les manufactures des villes, au lieu d'être l'effet de la culture et de l'amélioration des campagnes, en ont été l'occasion et la cause. »

Mais comme les formes des gouvernements, ainsi que les mœurs et les coutumes de nos barbares ancêtres, ont toujours entravé la marche de la richesse et de la civilisation en Europe, l'ordre naturel y a souvent été renversé, et des villes se sont élevées, non comme du surplus de richesse des campagnes, mais comme des citadelles où les peuples pouvaient trouver un asile contre l'oppression de leurs supérieurs et les incursions hostiles de leurs voisins. C'est sur les États-Unis d'Amérique, qu'il faut tourner nos regards pour observer l'effet naturel des progrès de la richesse et de la civilisation ; là, nous verrons les habitations des fermiers répandues dans tout le pays, et les villes bâties seulement à l'époque où la culture était déjà fort avancée.

CAROLINE.

En faisant valoir les avantages qui résultent de la facilité des transports, il ne faut pas oublier que la terre convertie en chemins est enlevée à la culture. Si l'on pouvait calculer la quantité de grains et de foin que les routes, mises en culture, auraient pu produire, on trouverait peut-être que quelques-unes ont occasionné plus de perte que de gain.

Oter de la terre à la culture, pour la donner aux chemins, me semble un procédé analogue à celui d'enlever à l'agriculture des ouvriers, pour les donner au commerce.

MADAME E.

Dans les deux cas le résultat est le même. Car on ne peut douter que l'effet général des routes et des canaux ne soit d'augmenter le

produit du pays. Si nous devons aux marchands les avantages du commerce, les routes et les canaux sont les instruments avec lesquels ils le font. S'ils étaient privés de ce moyen, leurs opérations seraient fort circonscrites; il n'y aurait de commerce que dans les ports de mer et le long des rivières.

Les frais de transport de Liverpool à Manchester par le canal du Duc de Bridgewater, sont de six shellings par tonne, tandis que le charriage par terre en coûte quarante.

CAROLINE.

S'il y avait eu une rivière d'une de ces villes à l'autre, les frais de transport auraient été moindres encore qu'ils ne le sont par le canal.

MADAME B.

Je vous demande pardon; il est rare qu'une rivière soit uniformément navigable; elle fait d'ailleurs toujours plus ou moins de circuits; enfin là où le courant a beaucoup de force, on ne peut pas la remonter, et c'est ce qui arrive souvent aux rivières d'Amérique. Avant que le canal de Bridgewater fût construit, la manière ordinaire de transporter les marchandises consistait à suivre le cours de la Mersea et de l'Irwell; il en coûtait douze shellings par tonne, précisément le double de ce qu'il en coûte par le canal. Macpherson observe que « cette entreprise hardie et patriotique du » Duc de Bridgewater est récompensée par un vaste revenu, pro- » venant des transports par eau et de ses mines de charbon, qui » auparavant ne donnaient aucun produit; mais tout le pays à l'en- » tour gagne au moins un livre pour chaque sou que l'on paie au » Duc. »

CAROLINE.

Ceci me rappelle une circonstance d'un petit voyage fait en famille au pays de Galles. Nous admirions une jolie fontaine qui donne de l'eau à un village; et nous apprimes du propriétaire de l'auberge que c'était lui qui l'avait fait construire; qu'il avait fait venir l'eau d'une source éloignée, où auparavant on allait la puiser. Chaque famille lui payait annuellement une petite somme pour avoir droit de s'en servir, et il s'excusait beaucoup de ne pas la céder gratis, alléguant les dépenses qu'avait nécessitées cette entreprise. Mon père lui dit, qu'il était convaincu que la spéculation

était encore plus avantageuse au village qu'à lui-même ; que, comme les habitants avaient l'option d'aller chercher leur eau comme ci-devant, le parti qu'ils prenaient de payer, pour s'en éviter la peine, prouvait assez qu'ils pouvaient mieux employer leur temps ; et en effet les informations que nous primes nous firent voir que, depuis l'établissement de cette fontaine, le village avait été constamment en prospérant. Non-seulement il était devenu plus riche, mais on y avait acquis des habitudes de propreté, qui avaient influé utilement sur la santé des villageois.

MADAME B.

Il y a trois espèces de commerce ; le commerce *intérieur*, le commerce *extérieur*, et le commerce *de transport*.

Le commerce intérieur comprend celui qui se fait dans le pays, soit dans l'intérieur des terres, soit de côte à côte ; l'extérieur est celui par lequel on échange les marchandises du pays contre celles des pays étrangers ; le commerce de transport consiste à transporter des marchandises d'un pays étranger dans un autre pays étranger. Bornons quant à présent nos observations au commerce intérieur.

CAROLINE.

Ce commerce-là doit être le plus avantageux au pays, parce qu'il encourage l'industrie du peuple même qui l'habite.

MADAME B.

Mais qu'importe que nos ouvriers travaillent pour nous ou pour les étrangers ? Si nous exportons des marchandises anglaises, nous recevons en échange, et pour la même valeur, des marchandises étrangères ; en sorte que les ouvriers étrangers travaillent également pour nous en retour.

Mais le commerce intérieur a l'avantage d'employer une plus grande partie de notre capital. Comme le commerce consiste en échanges, il y faut toujours deux capitaux employés à l'achat des marchandises à échanger. Dans le commerce intérieur ces deux capitaux nous appartiennent, et s'emploient l'un et l'autre à l'achat de marchandises britanniques, qui sont le produit d'ouvriers britanniques, ce qui soutient et alimente leur industrie.

Dans le commerce extérieur, il n'y a qu'un de ces capitaux qui soit à nous ; l'autre est étranger. Quand, par exemple, la quincaillerie

lerie de Birmingham est échangée contre les cotons de Manchester, le pays fait un bénéfice par les profits des capitaux des deux parties intéressées. Mais si le marchand de Birmingham envoie ses marchandises en France pour les échanger contre des batistes, notre pays ne fait un bénéfice que par les profits d'une des parties; ceux que fait le marchand français enrichissant son propre pays.

CAROLINE.

Et il aurait été à souhaiter que ce second capital fût anglais plutôt qu'étranger, non-seulement à cause du capital, mais aussi en faveur des ouvriers qu'il emploie.

MADAME B.

Un autre avantage du commerce intérieur est qu'il donne de plus prompts retours du capital, ce qui est un moyen de plus d'animer l'industrie. Plus est voisin le marché où le commerçant vend ses marchandises, plus son capital rentre vite, et plus vite aussi il est en état de recevoir de nouveaux produits du fermier et du fabricant. Si un marchand de Londres commerce avec Sheffield ou Manchester, son capital peut lui revenir en quelques semaines; s'il commerce avec l'Amérique ou les Indes Orientales, il peut se faire qu'il l'attende pendant une et deux années, ou davantage. Plus donc le marché est voisin, plus est grand le nombre des achats et des ventes que ce marchand peut faire en un temps donné. Un capital de 1000 liv. st., par exemple, pourrait, dans le commerce intérieur, rentrer une fois par mois, et permettre au marchand d'acheter, dans le cours d'une année, pour 12,000 liv. st. de marchandises; tandis que, s'il fait ses envois dans l'Inde, il se passera probablement deux ans avant qu'il ait le retour de son capital. Dans le premier cas donc, un capital de 1000 liv. st. donnerait 24 fois plus d'encouragement à l'industrie que dans le second.

CAROLINE.

Vous ne voulez pas dire que dans le premier cas les profits soient vingt-quatre fois plus grands?

MADAME B.

Non assurément. La concurrence, comme vous savez, tend perpétuellement à égaliser les profits du capital, de quelque manière

qu'il soit employé. Ainsi les profits se proportionnent à la lenteur de la rentrée du capital; il faut calculer à l'année et non pour chaque époque de ces rentrées.

CAROLINE.

La longue durée des retours ne dépend pas tant de ce que le commerce est à l'étranger, que de ce qu'il se fait avec un pays éloigné; car le capital pourrait revenir plus vite de Calais ou de Dunkerque que d'Édimbourg ou de Cork?

MADAME B.

Cela est vrai; combien donc n'est-il pas à regretter que des jalousies et des dissensions viennent si souvent empêcher ou restreindre le commerce entre les nations voisines, tandis qu'il pourrait, sans cela, se faire avec de si grands avantages réciproques! Mais nous réserverons pour un autre entretien ce que nous avons à dire du commerce extérieur.

CONVERSATION XIX.

DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Avantages du commerce extérieur. — Il emploie le surplus du capital, et écoule un surplus de marchandises. — Des gratifications. — Effets des gênes apportées au commerce extérieur. — Extrait de l'économie politique de Say. — Extrait des œuvres de Franklin.

CAROLINE.

Vous regrettiez, dans notre dernier entretien, que l'on gênât d'aucune manière notre commerce avec les pays étrangers; mais après m'avoir expliqué les avantages supérieurs du commerce intérieur, j'aurais cru fort utile toute mesure qui aurait tendu à décourager le commerce étranger et à favoriser notre propre industrie.

MADAME B.

Vous vous sciez aperçue qu'il est difficile de remplir ce double but à la fois ; car pour encourager notre industrie , il faut faciliter la vente des produits de nos manufactures et en étendre le marché autant qu'il est possible ; et d'un autre côté , si nous prohibons l'exportation , nous bornons la production de nos manufactures à la quantité qui peut être consommée dans l'intérieur. Ainsi on ne peut dire d'aucune mesure tendant à décourager le commerce extérieur , qu'elle favorise l'industrie du pays.

CAROLINE.

Mais le commerce extérieur ne peut pas être à la fois avantageux et désavantageux au même pays ?

MADAME B.

Il n'est jamais désavantageux , il est seulement moins avantageux que l'intérieur. Ce n'est qu'après que la demande pour l'intérieur est satisfaite , que le surplus du produit est envoyé dans les marchés étrangers. Quand nous avons à notre disposition plus de capital qu'il n'en faut pour le commerce intérieur , au lieu de le laisser sans emploi et de priver de travail les ouvriers qu'il pourrait occuper , nous nous en servons pour faire des ouvrages destinés aux marchés étrangers. Si , par exemple , les fabricants de Leeds , après avoir satisfait à toute la demande de draps que peut faire l'Angleterre , se trouvent avoir un capital libre , ils l'emploieront à faire quelque étoffe de laine pour l'exportation.

CAROLINE.

Pourquoi pas plutôt à faire quelque autre marchandise , propre à la consommation du pays ?

MADAME B.

Si , dans le pays , quelque autre branche d'industrie manquait de capital , celui qui surabonde en celle-ci s'y jetterait ; mais quand tout le commerce intérieur est satisfait ; quand tous les échanges , qui peuvent être faits dans le pays , ont eu lieu ; on envoie à l'étranger le surplus des marchandises qui s'y trouvent.

CAROLINE.

Il semble bien dur, d'envoyer au dehors des marchandises, dont au dedans tant de pauvres gens ont besoin.

MADAME B.

Avant que cet envoi se fasse, les pauvres sont approvisionnés de tout ce qu'ils peuvent acheter; sans moyen d'acheter, vous savez qu'il n'y a pas de demande efficace. On ne peut s'attendre que les fermiers et fabricants travaillent par pure charité; si même ils y étaient disposés, ils ne pourraient longtemps continuer d'exercer leur bienfaisance. Ce serait donc bien injustement que l'on considérerait ce surplus de produit comme enlevé aux pauvres; car si les pays étrangers ne l'avaient pas demandé, il n'aurait pas été produit.

CAROLINE.

Cela est très-vrai. En tout emploi de capital, les hommes travaillent en vue du profit; ils ne font donc de l'ouvrage que pour ceux qui peuvent leur en payer la valeur. Or il est aisé de concevoir que ceux qui n'ont plus besoin de marchandises anglaises peuvent désirer certaines marchandises étrangères. Le marchand anglais se dira donc à lui-même: « Puisqu'il n'y a plus ici de demande pour les objets de mon négoce, j'exporterai le reste; on l'achètera au dehors, et je recevrai des marchandises étrangères en échange. — Quoique mes concitoyens ne demandent plus de toiles de coton, je sais assez qu'ils achèteront des vins, du café, du sucre, etc. »

MADAME B.

Fort bien. Examinons maintenant ce qui arriverait, si l'emploi du capital mercantile était borné au commerce intérieur. Si les habitants des îles des Indes Occidentales, par exemple de la Jamaïque, défendaient l'exportation du café et du sucre, et si les planteurs étaient réduits à ne commercer que dans l'intérieur de leur île, il arriverait que la demande du café et du sucre serait très-peu considérable, et qu'il n'y aurait qu'une très-petite partie du capital de la colonie qui trouvât de l'emploi. On éprouverait la même chose en Russie, si l'on n'y permettait pas aux marchands étrangers d'acheter le chanvre et le lin, que ce pays produit avec tant d'abon-

dance. Si, au Pérou et au Chili, l'exportation de l'indigo, du quinquina, et d'autres drogues était défendue, les Européens, qui les achètent, ne seraient pas les seuls à en souffrir; les Américains seraient appauvris, faute d'emploi pour leur capital.

CAROLINE.

Tout cela est très-clair, j'en conviens. Mais quelle sûreté avons-nous que les marchands n'emploieront pas leurs capitaux dans le commerce extérieur, avant que la demande de l'intérieur soit pleinement satisfaite ?

MADAME B.

Cette sûreté résulte de la distribution naturelle du capital au taux commun des profits. Si le commerce extérieur employait plus de capital que le pays n'en peut épargner pour cet usage, la demande de capital croîtrait dans l'intérieur; elle élèverait les profits du commerce intérieur; et bientôt la tentation de partager ces profits élevés rendrait à ce commerce le capital qu'on lui aurait enlevé sans nécessité.

CAROLINE.

Quel excellent moyen ce taux des profits fournit pour juger de l'emploi du capital, qui est le plus avantageux à la communauté ? Lors donc que le commerce extérieur offre de plus grands profits que l'intérieur, cela prouve qu'il y a, dans cette branche d'industrie, une plus grande demande de capital ?

MADAME B.

Oui; cela prouve que le pays possède un surplus de produit agricole ou fabriqué, que l'on ne peut pas vendre au marché de l'intérieur; et si les propriétaires de ce surplus ne pouvaient pas l'échanger contre des marchandises étrangères, il cesserait dans la suite d'être produit, et ceux qui auraient travaillé à le produire seraient mis hors d'activité.

Les premières marchandises qu'un pays exporte sont ordinairement ses produits agricoles, qu'il échange contre des ouvrages fabriqués. Tel est encore le commerce des États-Unis, parce qu'ils sont un pays nouveau. Tel est aussi celui de la Pologne et de la Russie, parce que ces pays-là ont fait des progrès plus lents en richesse et

en population que les autres communautés de l'Europe. Quand une nation est très-avancée en richesse et en population, toute la nourriture qu'elle peut produire est demandée chez elle, et des manufactures y sont établies pour employer le nombre croissant des habitants. A la longue elle trouve qu'il lui convient d'exporter des marchandises manufacturées contre des grains, parce que ce qu'elle produit en grain, qui était ci-devant surabondant, ne peut plus suffire à l'entretien de sa population au point où elle s'est accrue. C'est à ce période que l'Angleterre est maintenant arrivée.

CAROLINE.

Je m'étonne que le commerce extérieur, qui a lieu avec des pays fort éloignés, puisse donner des profits assez grands pour compenser le désavantage de la lenteur des retours.

MADAME B.

S'ils ne le compensaient pas, aucun marchand n'entreprendrait ce genre de commerce. Plus est grande la distance du marché où le négociant envoie ses marchandises, plus ses profits à la vente doivent être grands, de manière à compenser, non-seulement la lente rentrée de son capital, mais aussi les frais de transport. Le frêt et l'assurance contre les risques de mer sont deux déductions à faire des profits de celui qui fait le commerce au loin.

CAROLINE.

Puis donc qu'on est obligé de vendre ses marchandises à si haut prix dans les marchés éloignés, je m'étonne qu'on y trouve des acheteurs. Ne serait-il pas plus avantageux à ces contrées lointaines de produire elles-mêmes ces marchandises ?

MADAME B.

Tenez-vous pour assurée qu'aucune nation n'achètera au dehors ce qu'elle peut se procurer au dedans à meilleur prix et d'aussi bonne qualité. Mais tous les pays ne peuvent pas produire également les mêmes choses, soit qu'il s'agisse de produits bruts ou d'ouvrages faits. Les dons de la nature sont encore plus diversifiés que les différents climats de la terre, que les habitudes et les dispositions des hommes. Il nous serait impossible, à quelque prix que ce fût, de produire les vins de Portugal, à cause de la froidur

de notre climat. Nous ne pouvons nous les procurer que par un échange de marchandises. Les Portugais prennent nos draps en retour. Ces draps, ils pourraient sans doute les fabriquer chez eux; mais comme notre climat est particulièrement favorable aux pâturages, et que nos ouvriers sont particulièrement habiles dans ce genre de manufactures, les draps que fabriquent les Portugais ne pourraient pas être aussi bons au même prix que ceux qu'ils nous achètent, en comprenant dans ce prix le frêt et l'assurance: or, tant que les Portugais peuvent les acheter de nous à meilleur marché qu'ils ne les fabriqueraient chez eux, il est certainement de leur intérêt de se les procurer par voie d'échange pour des marchandises dont la culture ou la fabrication est mieux assortie à la nature de leur climat et de leurs habitudes.

Mais la différence des prix des produits de nos manufactures, chez nous et dans l'étranger, n'est pas si grande que vous pourriez l'imaginer. Dans les ouvrages d'un petit volume, elle est très-peu de chose. Je me souviens d'avoir acheté à Turin il y a quelques années un portefeuille anglais presque au même prix qu'il aurait coûté à Londres.

CAROLINE.

Comment donc les frais de transport se trouvaient-ils payés, et où était la compensation pour la lenteur du retour du capital?

MADAME B.

Probablement ces frais ne faisaient que contre-balancer la forte rente et les taxes payées par les marchands en détail de Londres, qui, je crois, sont infiniment moindres à Turin; il se peut aussi qu'il y eût quelque gratification à l'exportation de cette sorte de marchandises, qui mit le marchand en état de les vendre à plus bas prix.

CAROLINE.

Qu'est-ce, je vous prie, qu'une gratification sur les marchandises?

MADAME B.

C'est une récompense pécuniaire donnée par le gouvernement pour l'exportation de certaines marchandises. Les gouvernements, loin de partager vos préjugés contre le commerce extérieur,

croient souvent convenable d'encourager l'exportation des produits de leurs manufactures par de telles mesures artificielles.

CAROLINE.

Ainsi une gratification sur une certaine marchandise a l'effet d'engager les marchands à en exporter plus qu'ils ne le feraient sans cela, parce qu'elle augmente leurs profits. Mais en conséquence le capital doit être attiré dans cette branche de commerce au delà de la juste proportion?

MADAME B.

Certainement. Souvent une gratification engage les marchands à placer leur capital dans un commerce qui sans cela ne donnerait pas de bénéfice, c'est-à-dire, à exporter des marchandises qui, sans cet encouragement et déduction faite des frais de transport, ne laisseraient pas de profit; et ce même capital, s'il n'avait pas été détourné artificiellement de son cours naturel, aurait coulé dans des canaux, où il aurait donné des profits, sans causer au gouvernement aucune dépense.

CAROLINE.

Ici donc, la crainte que j'avais du commerce extérieur était bien fondée, car on y applique plus de capital qu'il n'est requis pour maintenir l'égalité des produits.

MADAME B.

Cela arrive quelquefois; mais il peut aussi se faire que le capital soit détourné mal à propos d'une branche du commerce extérieur dans quelque autre espèce de commerce. Du reste l'effet des gratifications est généralement contre-balancé par les nations avec lesquelles nous commerçons. Elles prennent l'alarme en voyant que nous forçons nos marchandises à passer chez elles; et de peur que ces marchandises ne fassent une concurrence funeste à leurs propres manufactures, elles se hâtent de charger d'un droit la marchandise à laquelle nous accordons une gratification et l'obligent de payer, à l'entrée de leur territoire, une somme au moins équivalente à celle que nous lui accordons quand elle quitte le nôtre.

CAROLINE.

Quel dommage que chacune des parties intéressées vienne ainsi arrêter ou gêner le cours naturel du commerce ! Le mal toutefois semble appeler le remède, comme un poison est quelquefois l'antidote d'un autre.

MADAME B.

Si nous sommes assez généreux, ou assez fous, pour mettre les étrangers en état d'acheter nos marchandises à meilleur marché, en payant pour eux une partie du prix, ne leur rendons-nous pas service, et ne nous faisons-nous pas du tort à nous-mêmes ? Est-il donc sage à eux de chercher à contre-miner cette mesure ?

CAROLINE.

Non ; je n'avais pas envisagé la chose sous ce point de vue. Il est réellement risible de voir deux nations, dont l'une s'efforce de se faire tort, et l'autre évite d'en profiter ; et qui, par l'action contraire de leurs mutuels artifices, laissent le commerce suivre son cours naturel.

Je suis actuellement tout à fait convaincue de l'avantage d'obtenir, par le commerce extérieur, ce que l'on ne peut produire chez soi ; mais j'avoue que je n'ai pas la même conviction par rapport aux marchandises, que l'on pourrait produire chez soi, quoiqu'avec un peu plus de dépense.

MADAME B.

Pourquoi ne serait-il pas de l'intérêt d'un pays, comme il est de celui d'un individu, d'acheter les marchandises partout où l'on peut se les procurer à meilleur marché ; il serait très-possible à l'Angleterre, comme l'a observé un écrivain ingénieux (1), de produire, avec une grande dépense de travail, le tabac qu'actuellement nous importons de Virginie, et les Virginiens pourraient, avec non moins de difficulté, fabriquer les draps que nous leur fournissons. Mais si notre climat est plus propre aux pâturages et celui de la Virginie à la culture du tabac, il est évident que l'échange de ces marchandises est un mutuel avantage.

(1) Sir Francis Diversnois.

CAROLINE.

Les marchandises que l'on échange dans le commerce ne sont-elles pas d'égale valeur ? Si nous envoyons aux Virginiens pour mille livres sterling de draps, ils ne nous envoient que pour mille livres sterling de tabac en retour. Ce peut être là une opération convenable, et les marchands qui la font peuvent des deux côtés y trouver leur compte ; mais je ne saurais voir comment ce trafic peut ajouter la moindre chose à la richesse du pays.

MADAME B.

Rappelez-vous que le commerce donne une valeur additionnelle aux marchandises, en les portant des lieux où elles abondent dans ceux où elles sont rares. Quand nous expédions des draps, de la valeur de 1000 liv. st., pour la Virginie, et que les Virginiens exportent pour 1000 liv. st. de tabac en Angleterre, les marchandises échangées sont bien d'égale valeur ; mais chacune d'elles acquiert, par le transport, une valeur additionnelle. Le tabac ne valait pas en Virginie autant qu'il vaut quand il est rendu en Angleterre ; parce que, comme il n'est pas cultivé dans ce dernier pays, il y est plus rare et plus demandé. Le drap en Angleterre ne valait pas ce qu'il vaut en Virginie, parce que n'étant pas fabriqué en Virginie, il y est plus rare et il en est fait plus de demandes.

CAROLINE.

C'est bien vrai ; mais si nous cultivions le tabac en même temps que nous fabriquons les draps ; et si les Virginiens en usaient de même, chaque pays s'approvisionnerait chez lui, et l'on épargnerait les frais de deux cargaisons.

MADAME B.

Si nous pouvions produire du tabac à aussi peu de frais qu'on le fait en Virginie ; et si les Virginiens pouvaient fabriquer le drap à aussi bon marché que nous, votre raisonnement aurait beaucoup de force ; mais c'est ce qui n'est pas. Pour rendre ceci plus clair, voyons quelle quantité de travail est nécessaire pour la production de ces diverses marchandises. Si le drap que nous envoyons en Virginie nous coûte le travail d'un homme pendant un espace de 1000 jours, tandis que le tabac reçu en échange nous aurait coûté

à produire chez nous 2000 journées de travail, ne faisons-nous pas une épargne de 1000 journées? Et les Virginiens ne font-ils pas un gain semblable, si le tabac produit chez eux par 1000 journées de travail est échangé contre du drap anglais, qu'ils n'auraient pu fabriquer chez eux avec moins de 2000 journées?

CAROLINE.

Ainsi, par cet échange, chaque pays fait une économie de 1000 journées de travail?

MADAME B.

Oui; et épargner, c'est gagner; car les mille journées ainsi épargnées s'emploient à produire quelque autre marchandise, qui est un gain net pour chacun des deux pays.

CAROLINE.

Chacun des deux pays se procure donc la marchandise dont il a besoin avec la moitié de la dépense qui aurait été nécessaire pour la produire chez lui?

MADAME B.

Précisément. Pour dire la même chose, en d'autres termes; si, avec 50,000 liv. st. employées dans le commerce de Virginie, nous pouvons avoir autant de tabac que nous en aurions avec 100,000 liv. st. en le cultivant chez nous, il y aura 50,000 liv. st. d'épargnées, que l'on emploiera à produire quelque autre chose. Il est rare à la vérité que les avantages du commerce extérieur soient tels, qu'il en résulte une épargne de la moitié des frais de production; mais ces avantages existent à un degré plus ou moins élevé; car il est évident qu'une nation n'ira jamais acheter au dehors ce qu'elle peut acheter à aussi bon marché et aussi bon chez elle.

CAROLINE.

Quand les choses que je veux acheter sont aussi bonnes et au même prix dans mon voisinage, j'aime à y faire mes emplettes plutôt que d'aller les faire plus loin, parce que cela m'est plus commode: mais pourquoi les marchands auraient-ils la même préférence? C'est ce que je ne vois pas clairement. Pourvu que les

marchandises dont ils garnissent leurs magasins soient de même qualité et au même prix, je croirais qu'il leur est fort égal qu'elles viennent de près ou de loin ?

MADAME B.

Ils trouvent leur avantage, tout comme vous, à négocier avec leurs voisins. Ils peuvent mieux s'assurer du caractère des personnes avec qui ils ont à faire ; ils ont plus de moyens de prévenir toute tromperie, et d'employer au besoin les moyens légaux d'y remédier. Ainsi dès que les profits sont égaux, même indépendamment du risque, un marchand préfère toujours d'employer son capital dans le commerce intérieur ; il n'y a que la supériorité des profits qui puisse le tenter d'entreprendre un commerce plus périlleux. Vous n'avez pas oublié que les chances de gain doivent être proportionnées aux chances de perte.

CAROLINE.

Je dois avouer qu'avant cette explication, je n'avais jamais pu comprendre comment le commerce extérieur pouvait être un avantage mutuel pour les pays qui le font ; car j'imaginai que ce que l'un gagnait, l'autre le perdait.

MADAME B.

Tout commerce libre, de quelque nature qu'il soit, est un gain mutuel pour les deux parties qui y sont intéressées ; la seule différence qui puisse avoir lieu par rapport aux profits, est qu'ils ne sont pas toujours égaux des deux côtés. Il y a opposition d'intérêt, non entre marchands, ou entre pays, qui échangent entre eux leurs marchandises, mais entre rivaux qui vendent ou achètent la même marchandise ; c'est de là sans doute que vous est venue l'idée fautive que vous vous faisiez du commerce. Ne vous souvenez-vous pas de ce que nous remarquons il y a quelque temps, que la concurrence entre les vendeurs fait baisser le prix de leurs marchandises, et que celle qui a lieu entre les acheteurs le fait hausser. Quand vous faites quelque emplette, ne savez-vous pas que plus il y a de boutiques rapprochées les unes des autres, qui font le même commerce, et plus il est probable que vous achèterez à bas prix ?

CAROLINE.

Oui, parce que les marchands tâchent de se supplanter les uns les autres en vendant au rabais.

MADAME B.

Il est donc de l'intérêt du marchand de limiter la concurrence, et de celui du consommateur de l'étendre. Et maintenant s'il s'agit d'un pays tout entier, lequel de ces deux intérêts doit obtenir la préférence ?

CAROLINE.

L'intérêt des consommateurs; car tout homme consomme, même les marchands, qui, tout en désirant de prévenir la concurrence dans leur propre négoce, doivent la favoriser dans tous les autres.

MADAME B.

Nul doute; ce n'est que par la concurrence, libre et ouverte à tous, que les prix désordonnés et les profits exorbitants peuvent être prévenus, et que le public peut être approvisionné de toute espèce de marchandise à aussi bon marché que le vendeur peut la céder.

CAROLINE.

Mais en fait d'objets de luxe, madame B., n'est-il pas permis d'encourager ceux que nous produisons nous-mêmes de préférence à ceux qui nous viennent de l'étranger ?

MADAME B.

L'état commercial de la France, sous le système prohibitif de Buonaparte, peut fournir une réponse satisfaisante à votre question. Les produits des Indes occidentales, dont l'achat était interdit aux Français, consistent principalement en certains objets de luxe, dont ils ne supportaient pas la privation. Ainsi, par exemple, ils s'occupaient, au prix d'un immense capital, à extraire le jus sucré de divers fruits et racines pour suppléer imparfaitement à l'usage du sucre; ils cultivaient de la chicorée amère, dont la racine leur fournissait un mauvais remplaçant du café; leur thé se composait d'herbes indigènes d'un parfum très-inférieur à celui de la Chine. En un mot, ils multipliaient le travail, pour produire des denrées d'une valeur inférieure. Sans cela, ils auraient été entièrement

privés de plusieurs jouissances dont ils avaient contracté l'habitude, et qui, indépendamment du plaisir, ne pouvaient manquer, d'après nos précédentes observations, d'être un encouragement à l'industrie.

Mais la privation de quelques objets de luxe, sentie par les consommateurs, est le moindre mal produit par de telles gênes ; c'est un mal léger en comparaison des effets qu'en ressentent les classes laborieuses. Les gênes mises au commerce augmentent la difficulté de produire ; par-là même elles diminuent le capital, qui est le fonds sur lequel les pauvres subsistent.

M. Say, qui avait été témoin des pernicious effets de ce système, s'exprime ainsi à ce sujet : « C'est un bien mauvais calcul que de » vouloir obliger la zone tempérée à fournir les produits de la zone » torride. Nos terres produisent péniblement, en petite quantité, et » en qualité médiocre, des matières sucrées et colorantes, qu'un » autre climat donne avec profusion ; mais elles produisent au con- » traire avec facilité, des fruits, des céréales, que leur poids et leur » volume ne permettent pas de tirer de bien loin. Lorsque nous » condamnons nos terres à nous donner ce qu'elles produisent avec » désavantage, aux dépens de ce qu'elles produisent plus volon- » tiers ; lorsque nous achetons fort cher ce que nous paierions à » fort bon marché, si nous le tirions des lieux où il est produit avec » avantage, nous devenons nous-mêmes victimes de notre propre » folie. Le comble de l'habileté est de tirer le parti le plus avanta- » geux des forces de la nature ; et le comble de la démence est de » lutter contre elles ; car c'est employer nos peines à détruire une » partie des forces, qu'elle voudrait nous prêter. »

CAROLINE.

La prohibition des marchandises étrangères a donc un effet directement contraire à celui des machines ; elle augmente la quantité de travail au lieu de la diminuer ; et donne des produits inférieurs au lieu de les rendre plus parfaits.

MADAME E.

Et en conséquence la richesse, la prospérité, et les jouissances d'un pays, placé dans de telles circonstances, au lieu d'aller en croissant, diminuent et tombent dans le déclin. Écoutons parler Franklin sur ce sujet des gênes et des prohibitions :

« Peut-être en général serait-il mieux que le gouvernement ne se mêlât du commerce que pour le protéger et lui laisser suivre son cours. La plupart des statuts, actes, édits, arrêts, publications, des parlements, des princes et des États, pour régler, diriger ou restreindre le commerce, ont été, suivant nous, ou de lourdes méprises politiques, ou des artifices suggérés par des hommes artificieux, pour leur propre avantage, sous prétexte du bien public. Quand Colbert assembla quelques sages anciens négociants de France, et leur demanda leurs avis et leur opinion sur les moyens qu'il pourrait employer pour servir et avancer le commerce, leur réponse, après y avoir réfléchi, fut en trois mots : *Laissez-nous faire*. Un écrivain très-solide de la même nation a dit, que c'est avoir fait beaucoup de progrès en politique, que de sentir la force de cette maxime : *ne pas trop gouverner*, qui peut-être serait encore d'un plus grand usage en matière de commerce qu'en tout autre. Il serait donc à désirer que le commerce fût libre entre toutes les nations de l'univers, comme il l'est entre les différentes provinces de l'Angleterre. Elles se procureraient, par leur mutuelle communication, de nouvelles jouissances. Les provinces ne se ruinent pas par le commerce qu'elles font entr'elles; les nations ne se ruinaient pas davantage. Jamais aucune nation ne s'est ruinée par le commerce, même le plus désavantageux en apparence. Toutes les fois que l'on importe des choses désirables qui surabondent, l'industrie est par-là même excitée et la surabondance est produite. »

CAROLINE.

Fort bien; j'abandonne l'usage exclusif des objets de luxe anglais; mais l'argument même par lequel vous venez de le combattre me porte à croire qu'il doit être sage de compter sur les produits du pays pour les objets de première nécessité. Si nous dépendions des pays étrangers pour notre approvisionnement de blé, que deviendrions-nous, lorsque ces pays, en temps de guerre, viendraient à en défendre l'exportation?

MADAME E.

Cette question nous jetterait dans une discussion sur le commerce des grains; il est trop tard pour l'entreprendre; nous la renverrons donc à notre prochain entretien.

CONVERSATION XX.

DU COMMERCE EXTÉRIEUR, *Suite.*

Du commerce des grains. — Conséquences qu'entraîne la dépendance de la production intérieure des grains, dans les pays qui ont un grand capital ou une grande population. — Elle produit de hauts prix dans les années ordinaires, et une grande fluctuation de prix dans les temps de rareté et d'abondance. — Pourquoi il n'en est pas de même dans les pays nouveaux. — Contenance de la liberté du commerce en général. — Danger d'introduire une nouvelle branche d'industrie d'une manière prématurée. — Extrait de la Monarchie Prussienne de Mirabeau, sur les avantages des communications commerciales.

MADAME B.

Vous exprimiez, quand nous nous sommes quittées, le désir que nous pussions produire chez nous tous nos grains, afin d'être plus complètement indépendants des hasards d'un approvisionnement étranger.

CAROLINE.

Oui; et en effet si nous étions en guerre avec les pays d'où nous tirons habituellement nos grains, ils s'opposeraient à notre approvisionnement. Ou, s'ils éprouvaient une disette de grains, ils ne pourraient plus nous en fournir.

MADAME B.

Nous importons occasionnellement des grains de différentes parties de l'Amérique, des bords de la Baltique, et de la Méditerranée. Il est fort improbable que nous soyons en guerre avec tous ces pays à la fois, ou que la disette de grains ait lieu dans tous en même temps. Il y a beaucoup plus de chance de rareté dans un seul pays que dans le monde entier à la fois; et si nous dépendions entièrement de notre propre sol pour notre approvisionnement, où trou-

verrions-nous quelque ressource dans le cas où cet approvisionnement serait insuffisant ?

CAROLINE.

En ce cas assurément il serait à propos d'importer ce qui nous manquerait ; je ne fais objection qu'à l'usage d'en importer habituellement , et de ne pas compter , en temps ordinaire , sur nos propres produits.

MADAME B.

Si nous ne faisons des demandes aux pays à grains que dans les années de disette , nous éprouverons beaucoup de difficulté à en recevoir. Ces pays-là cultivent les grains pour les nations qui s'en pourvoient habituellement chez elles : mais elles en ont peu à offrir à de nouvelles pratiques , qu'une disette oblige à chercher au dehors les grains qui manquent chez eux ; nous ne pourrions en obtenir à ces termes-là , qu'en parvenant à faire exclure ceux qui nous feraient concurrence. Ainsi l'approvisionnement que nous obtiendrions par cette voie serait insuffisant et si cher , que les classes inférieures du peuple auraient peine à y atteindre. Il y aurait donc grande détresse , si même on évitait le danger de la famine.

CAROLINE.

Pour prévenir de telles calamités nous n'avons qu'à produire dans notre propre pays une quantité de grains assez grande pour que , dans les années moyennes , elle nous donne un abondant approvisionnement ; puis dans les années d'abondance nous aurions la ressource de l'exportation ; et dans les mauvaises années , nous aurions encore des grains en suffisance.

MADAME B.

Il est impossible de produire ce qui peut suffire en tout temps , sans avoir souvent du superflu. Cela est encore plus vrai des grains que de tout autre produit , parce que de tous les produits agricoles , c'est presque le plus variable. Si donc nous voulons en produire une quantité qui nous rassure contre le danger du besoin , il faut consentir à en avoir , dans les années communes , de quoi faire quelque épargne , et dans les bonnes années un grand superflu.

Or, plus nous cultiverons de terres à grains, plus le prix des grains haussera dans les années moyennes. Vous faites un signe d'étonnement, Caroline; mais tout paradoxal que cela vous puisse paraître, vous serez de mon avis, pour peu que vous réfléchissiez sur les causes qui maintiennent les grains à des prix élevés, indépendamment des variations de l'offre et de la demande.

Plus on produit de blé dans un pays, plus est grande la quantité des terres inférieures que l'on y met en culture; or il faut que le prix du blé paie ce qu'il en coûte pour le faire venir sur le plus mauvais terrain sur lequel on le récolte (1); sans cela, il ne serait pas produit. Si donc, pour assurer l'approvisionnement par le pays seul, on force un sol ingrat, avec une grande dépense de capital, à donner une mince récolte, on élève le prix de tout le blé du pays au même point, et on met les propriétaires de terres à même de hausser leurs rentes. — En élevant le prix des objets de première nécessité, on hausse le taux des salaires, car il faut que la classe ouvrière vive de ce qu'elle gagne; et par conséquent on élève le prix des marchandises fabriquées, qui sont le produit du travail.

CAROLINE.

Voilà vraiment une longue suite d'effets ruineux produits par la même cause.

MADAME B.

Ce n'est pas tout. Quand le produit du pays surabondera, qu'en fera-t-on? Le prix, élevé au-dessus des limites naturelles, auquel le blé se vendra dans notre marché, à cause des encouragements forcés que l'on y aura donnés à l'agriculture, fera qu'il ne pourra se vendre dans les marchés étrangers; à moins que le prix ne tombe à un point, auquel il entraînera la ruine des fermiers.

CAROLINE.

Je ne peux m'accoutumer à regarder la surabondance d'un objet de première nécessité comme une calamité. — Si c'est un malheur pour le fermier, quel avantage n'est-ce pas pour les classes inférieures du peuple!

MADAME B.

Cet avantage est passager. Le fermier qui cultive des terres

(1) Voyez la Conversation sur la rente.

pauvres, dans l'espérance de vendre à un prix qui l'indemnise de ses avances, ne peut manquer d'être ruiné, s'il continue de cultiver en vendant au bas prix que suppose une surabondance. Il abandonnera donc les terres inférieures, et dès-lors il y aura moins de blé produit, dans le cours des années suivantes, qu'il n'en faut pour l'approvisionnement; d'où il arrivera qu'à une abondance excessive on verra succéder la disette ou la famine. Ainsi le prix du blé sera continuellement flottant entre le bas prix d'un marché qui en regorge et le haut prix de la disette.

Une surabondance des objets de première nécessité a, sous certains rapports, des suites plus pernicieuses que celle de toute autre espèce de marchandises. Si le marché était surchargé de thé et de café, ces denrées baisseraient de prix; non-seulement elles seraient consommées en plus grande quantité par ceux qui en font habituellement usage, mais cette réduction de prix les mettrait à portée d'une classe inférieure et plus étendue. C'est ce qui ne peut pas avoir lieu pour le pain; parce que c'est la nourriture journalière et l'aliment le plus commun des dernières classes de la société; et quoique dans les bonnes années elles en consomment un peu plus, la différence ne peut être fort grande; il arrive plutôt que ces consommateurs profitent du bas prix du pain pour employer à d'autres moyens de jouissance une plus grande partie de leurs salaires; ils mangent plus de viande, boivent plus de liqueurs fortes, se font de meilleurs vêtements. Le blé superflu restera donc dans le grenier du fermier, au lieu de lui fournir le moyen de cultiver sa terre; les ouvriers, dont le travail a produit ce blé, retomberont probablement à la charge de leur paroisse, faute d'ouvrage; et il est facile de comprendre quelles seront les suites de cet état de choses pour la société entière, qui a dû compter, pour sa nourriture, sur le produit de leur travail.

CAROLINE.

Mais regardez-vous donc, dans tous les cas, le bas prix du blé comme un mal ?

MADAME B.

Au contraire, je le considère en général comme extrêmement avantageux; il ne devient nuisible que lorsqu'il n'indemnise pas le fermier. Mais quand le blé peut être produit à peu de frais, il peut

être vendu à bas prix. C'est ce qui doit faire désirer qu'on ne mette au labour que de bonnes terres, et que l'on ne force pas les mauvais terrains à donner de maigres et coûteuses récoltes.

Les pays qui ont en abondance de bonnes terres et qui ne possèdent que peu de capital, ne trouvent aucune branche d'industrie aussi avantageuse que l'agriculture; l'exportation des grains est, comme nous l'avons dit, le premier essai qu'ils font du commerce extérieur. Ainsi les États-Unis, étant un pays nouveau, encore faiblement peuplé, ont un grand choix d'excellents terrains, et produisent du blé à très-peu de frais; en conséquence nous voyons que non seulement ils nourrissent leur propre population, mais qu'ils exportent régulièrement des grains.

Les pays anciens, tels que l'Angleterre, dont la population est trop grande pour vivre du produit de ses meilleurs sols, trouvent au contraire qu'il leur convient d'importer une portion du blé qu'ils consomment et de convertir leurs terres inférieures en pâturages. Cette pratique ne fait pas seulement baisser le prix du pain, mais aussi celui de la viande, du lait, du beurre, et du fromage, dont la quantité est augmentée par la conversion des terres à blé en pâturages. Quand les récoltes du pays sont abondantes, ces pays-là importent moins; et plus, quand elles sont mauvaises. Par ce moyen ils proportionnent sans peine l'offre à la demande, et maintiennent le pain et les salaires constamment au même prix.

CAROLINE.

Mais, avec la dépense additionnelle du fret et de l'assurance, pouvons-nous importer du blé d'Amérique à meilleur marché que nous ne pourrions le produire chez nous?

MADAME B.

Dans les années ordinaires nous le pouvons certainement; mais non au prix actuel du blé.

CAROLINE.

Et croyez-vous que le bas prix actuel du blé, et l'état de détresse de l'agriculture soient dus à ce que l'on produit trop de blé dans le pays?

MADAME B.

Je ne doute nullement que ce n'en soit une des causes; mais elle

se lie à plusieurs autres, qui rendent la question compliquée et embarrassée, tellement que nous ferons bien de la laisser discuter à de plus habiles que nous.

Le système de produire tout l'approvisionnement de blé dans le pays même, lorsque ce pays possède un grand capital suffisant pour l'entretien d'une nombreuse population, a non seulement le désavantage de maintenir haut le prix du blé dans les années communes, mais en outre occasionne, en temps de disette et d'abondance, de plus grandes fluctuations dans les prix, que si ces différences accidentelles étaient affaiblies par un commerce libre avec d'autres contrées. Il serait difficile peut-être de dire, si c'est du haut ou du bas prix des grains que nous avons le plus souffert dans le cours de ces vingt dernières années; mais nous avons acquis une expérience suffisante des maux qu'entraînent ces deux extrêmes, pour croire que rien n'est plus sage que d'adopter les mesures qui peuvent prévenir de grandes fluctuations dans les prix.

Rien n'est plus contraire aux intérêts des classes travaillantes que de grandes et soudaines fluctuations dans le prix du pain. Ces classes laborieuses sont tour à tour dans la détresse du besoin et dans l'ivresse de l'abondance; lorsque cette abondance n'est due qu'à une saison favorable, elle les jette dans la dissipation, et il leur est impossible de soutenir longtemps la même dépense. C'est un rayon de soleil qui brille dans un jour d'hiver, et développe un bourgeon trop hâtif, que le froid a bientôt flétri.

CAROLINE.

Je vois que vous ne voulez point admettre d'exception en faveur du commerce des grains, et qu'il faut que je reconnaisse enfin la convenance de laisser le commerce parfaitement libre et ouvert à tous.

MADAME B.

C'est le parti le plus sage. Au lieu de lutter contre les conseils de la raison et de la nature, et de vouloir follement produire tout chez soi, chaque pays devrait s'appliquer à diriger son travail vers les branches d'industrie auxquelles l'invitent sa situation et ses moyens.

CAROLINE.

Permettez-moi de vous faire observer toutefois, qu'il y a, parmi

nous, de nombreux exemples de manufactures devenues florissantes, dont les produits étaient autrefois tirés de l'étranger; telles sont les porcelaines, les mousselines, les toiles damassées, et nombre d'autres. Cela n'indique-t-il pas assez que nous pouvons diriger notre travail vers de nouvelles branches d'industrie, avec plus d'avantage que nous n'en obtenons en important des pays étrangers les produits de cette industrie?

MADAME B.

Assurément. Cela nous montre aussi qu'aussitôt que nous sommes capables de cultiver ou de fabriquer les marchandises étrangères à aussi bon marché que nous pouvons les importer, nous ne manquons point de le faire. Mais l'époque de l'introduction d'une nouvelle branche d'industrie doit être laissée à l'expérience et à la prudence des individus qui y sont directement intéressés, et jamais le gouvernement ne doit entreprendre de la réglementer ou de la commander. Jacques I^{er} voulut obliger ses sujets à teindre leurs étoffes de laine dans le pays, au lieu de les envoyer teindre dans les Pays-Bas, comme c'était la pratique commune. Il arriva que les étoffes de laine teintées en Angleterre furent plus chères et de plus mauvaise qualité que celles des Pays-Bas, et Jacques fut obligé de renoncer à son projet. Si le prince ne s'en était pas mêlé, des teinturiers seraient venus d'eux-mêmes s'établir dans le pays, dès que ses habitants auraient eu acquis l'habileté nécessaire pour leur art; mais le découragement, né de cette entreprise manquée, retarda probablement l'époque où elle aurait réussi naturellement.

S'il était possible qu'un même pays cultivât et fabriquât toutes les espèces de produits avec aussi peu de travail qu'il en coûte pour les acheter au dehors, on se passerait du commerce extérieur; mais la manière remarquable dont la Providence a varié les productions de la nature en différents climats, paraît indiquer le dessein d'engager les nations à communiquer entr'elles, quelle que soit même la distance qui les sépare. Ces relations de peuple à peuple seraient pour tous une source de gain et de bonheur, si des passions malveillantes et une aveugle politique ne les avaient perverties.

CAROLINE.

Indépendamment de la diversité des terrains, des climats et des

productions naturelles, je ne croirais pas qu'il fût possible à un seul et même pays de réussir dans toutes les branches d'industrie ; comme il n'est pas possible à un individu d'acquérir une habileté supérieure dans une grande variété d'objets.

MADAME B.

En effet cela est impossible. La division de travail qui a lieu entre les individus, s'observe à un certain point entre les diverses contrées. Lorsque certaines branches particulières d'industrie ne sont pas créées par des circonstances locales, c'est presque toujours de notre part une bonne politique de tâcher de surpasser une nation voisine dans les manufactures où nous avons à peu près autant de succès qu'elle, plutôt que de tenter de lui faire concurrence dans celles où une longue habitude et un talent acquis lui assurent la supériorité. Ainsi s'accroitra le fonds commun des produits, et tous les pays y trouveront un bénéfice. Rien de plus illibéral, rien qui indique des vues plus bornées, que la jalousie excitée par les progrès d'une nation voisine en agriculture ou dans les manufactures. Les demandes qu'elle fait de nos marchandises, loin de diminuer, ne peuvent manquer de croître avec les moyens de les acheter. C'est l'inertie de la pauvreté, et non la richesse et l'activité industrielle des nations voisines, qui doivent exciter nos alarmes.

CAROLINE.

Un marchand croirait de son intérêt d'établir sa boutique dans le voisinage de quelques opulentes pratiques, plutôt qu'auprès de gens pauvres incapables de rien acheter. Pourquoi les nations ne considéreraient-elles pas le commerce sous le même point de vue ?

MADAME B.

Mirabeau, dans sa *Monarchie Prussienne*, pousse si loin ce principe, qu'il doute si la révocation de l'édit de Nantes a fait tort au commerce de France, en lui enlevant tant d'artisans et de fabricants habiles.

« Il est en général un principe sûr en commerce ; plus vos acheteurs seront riches, plus vous leur vendrez ; ainsi les causes qui enrichissent un peuple augmentent toujours l'industrie de ceux qui ont des affaires à négocier avec lui. Sans doute c'est une démence frénétique de chasser 200,000 individus de son pays pour

» enrichir celui des autres ; mais la nature , qui veut conserver
 » son ouvrage , ne cesse de réparer , par des compensations insen-
 » sibles , les erreurs des hommes ; et les fautes les plus désastreuses
 » ne sont pas sans remède. La grande vérité que nous offre cet
 » exemple mémorable , c'est qu'il est insensé de détruire l'industrie
 » et le commerce de ses voisins , puisqu'on anéantit en même temps
 » chez soi-même ces trésors. Si de tels efforts pouvaient jamais
 » produire leur effet , ils dépeuplèrent le monde , et rendraient
 » très-infortunée la nation qui aurait eu le malheur d'engloutir
 » toute l'industrie , tout le commerce du globe , et de vendre tou-
 » jours sans jamais acheter. Heureusement la Providence a tel-
 » lement disposé les choses , que les délires des souverains ne
 » sauraient arrêter entièrement ses vues de bonheur pour notre
 » espèce. »

CAROLINE.

Plus j'étudie ce sujet , plus je reste convaincue que les intérêts
 des nations , comme ceux des individus , loin d'être opposés entre
 eux , sont dans le plus parfait accord.

MADAME B.

Des vues étendues et libérales , mènent toujours à de semblables
 résultats , et nous apprennent à nourrir des sentiments de bienveil-
 lance universelle les uns envers les autres ; c'est ce qui fait la su-
 périorité de la science sur la simple connaissance pratique.

CONVERSATION XXI.

DU COMMERCE EXTÉRIEUR, *Suite.*

Des lettres de change. — De la balance du commerce. — Cause de la variation réelle du change. — Disproportion des exportations et des importations. — Cause de la variation nominale du change. — Dépréciation de la valeur de la monnaie courante du pays.

MADAME B.

J'espère que vous êtes suffisamment convaincue des avantages
 du commerce extérieur.

CAROLINE.

Tout à fait convaincue ; il y a cependant une chose encore qui m'embarrasse. Sous un point de vue général je conçois que le commerce consiste en un échange de marchandises , mais je ne comprends pas comment cet échange s'effectue entre négociants. Le marchand de vin , par exemple , qui importe du vin de Portugal , n'exporte pas des marchandises en retour ; son commerce se borne au vin ?

MADAME B.

Il y a beaucoup de négociants , qui exportent et importent toutes sortes de marchandises. Le négociant espagnol , le négociant turc , le négociant des Indes Occidentales , importent chez nous les différentes marchandises que nous recevons de ces pays-là , et exportent en général des marchandises anglaises en retour. Mais ce sont les pays , plutôt que les individus , qui *échangent* leurs diverses productions ; car les marchandises , tant exportées qu'importées , sont , dans tous les cas , achetées et vendues , et jamais troquées.

CAROLINE.

Mais puisque les marchands de différents pays n'échangent pas , selon le sens littéral du mot , leurs marchandises , il faut donc que chacun d'eux envoie une somme d'argent en paiement ; et ces sommes doivent être , de part et d'autre , à peu près équivalentes. Si le marchand de Londres doit payer 1000 liv. st. pour des vins achetés à Lisbonne , le marchand de Lisbonne aura à peu près la même somme à payer à Londres pour des draps. Il est donc à regretter que les marchandises n'aient pas été réellement échangées , ou que l'on n'ait pas imaginé quelque manière de se transférer mutuellement les créances , afin d'éviter tant de dépense et de peine inutiles.

MADAME B.

On a fait ce que vous demandez ; et tous ces achats et ventes se terminent habituellement sans l'intervention de la monnaie , au moyen d'ordres écrits que l'on nomme *lettres de change*.

CAROLINE.

Les lettres de change ne sont-elles pas une espèce de papier-monnaie comme les billets de banque ?

MADAME B.

Pas exactement; au lieu d'une promesse écrite, c'est un ordre, adressé à la personne à qui le marchand envoie ses marchandises, par lequel il lui demande de payer, à une certaine date, une somme clairement énoncée dans la lettre, à une troisième personne qui y est nommée. Ainsi quand un marchand de draps en expédie en Portugal, il tire une lettre sur le marchand à qui il les consigne; mais au lieu d'envoyer cette lettre avec ses draps en Portugal, il la négocie à Londres; c'est-à-dire, qu'il cherche quelqu'un qui ait besoin d'une telle lettre pour acquitter une dette en Portugal. Il s'adresse donc à quelque marchand de vin, qui doit de l'argent à une maison de Lisbonne pour des vins importés de ce pays-là, et qui trouve commode de se servir de ce mode de paiement, pour éviter la dépense d'un envoi d'argent en Portugal. Il donne en conséquence au marchand de draps la valeur de sa lettre; nomme son correspondant de Portugal comme étant la personne à qui la lettre est payable; transmet la lettre à ce correspondant, qui va en recevoir la valeur chez celui sur qui elle est tirée.

CAROLINE.

La même lettre de change sert donc à payer l'une et l'autre marchandise, le drap et le vin; et évite deux envois d'argent. C'est une invention commode et économique. J'ai bien envie d'en faire usage. J'ai une amie à York qui me doit quelque argent pour des emplettes que j'ai faites pour elle à Londres; et ma sœur Émilie doit à peu près la même somme à un gantier d'York. Je pourrais donc tirer, sur mon amie, une lettre, que ma sœur m'achèterait, et qu'elle enverrait au gantier d'York pour acquitter sa dette; et le gantier recevrait son argent de mon amie, sur qui j'aurais fait ma traite. C'est par de tels transports de créances, si je vous ai bien comprise, que les marchandises s'échangent entre commerçants.

MADAME B.

Je suis charmée que vous entendiez si bien l'usage des lettres de change. Vous voyez donc, que si, entre deux pays commerçants, la valeur des marchandises exportées égale celle des importées, la totalité des lettres de change remises de part et d'autre en paie-

ment, sera aussi la même; et les dettes contractées entre eux seront mutuellement acquittées, sans qu'il soit besoin de faire aucun envoi d'argent.

CAROLINE.

Cela est très-clair : mais il doit, je pense, arriver souvent, que la valeur des marchandises exportées et importées ne soit pas la même; en ce cas, les lettres de change n'éteindront pas la totalité des dettes respectives; et il restera un solde de compte, ou une somme d'argent due d'un pays à l'autre.

MADAME B.

C'est ce qu'on appelle la balance du commerce. Pour vous faire comprendre comment s'acquitte une telle dette, prenons pour exemple notre commerce avec la Russie. — Si, dans notre commerce avec ce pays-là, nos exportations et nos importations sont exactement égales en valeur, le change entre la Russie et l'Angleterre est dit être au pair, ou égal.

Mais si la valeur de nos importations a surpassé celle de nos exportations, en sorte, par exemple, que nous ayons reçu de la Russie plus de chanvre et de suif que nous n'avons envoyé à la Russie de draps et de quincaillerie, il y aura une somme plus considérable de lettres de change tirées par les marchands russes sur l'Angleterre, que par les marchands anglais sur la Russie. Après donc que leurs dettes réciproques auront été acquittées, autant qu'elles peuvent l'être par les lettres de change, il restera un surplus de lettres russes tirées sur l'Angleterre qu'il faudra payer en argent.

CAROLINE.

Il faudra donc que quelqu'un de nos marchands envoie de l'argent en Russie, pour acquitter leurs dettes?

MADAME B.

C'est ce que tout marchand cherche à éviter, à cause de la grande dépense du frêt et de l'assurance; aussitôt donc que l'on aperçoit une rareté de lettres anglaises sur la Russie, chaque marchand anglais qui a des dettes en Russie, pour le chanvre ou le suif qu'il y a acheté, cherche avidement à s'en procurer. La concurrence des marchands pour ces lettres de change en élève le prix; car ils

trouvent qu'il leur convient de donner quelque chose de plus que le montant de la lettre, plutôt que d'envoyer de l'or en Russie. Ce que l'on donne de la sorte pour une lettre de change, au delà du montant de cette lettre, s'appelle une *prime*, et notre change avec la Russie est dit en ce cas *défavorable*, ou *au-dessous du pair*.

CAROLINE.

C'est-à-dire, qu'un homme qui doit une somme d'argent à la Russie doit donner pour la payer quelque chose de plus que le montant de sa dette ?

MADAME B.

Oui ; et la grandeur de la prime dépend manifestement du degré de rareté des lettres de change.

CAROLINE.

Le change, j'imagine, ne peut jamais tomber au-dessous de ce qu'il en coûterait pour transporter l'or en Russie ; car comme nos marchands ont l'option de payer en lettres ou en argent, si la prime sur les lettres était plus grande que la dépense d'envoyer de l'argent, ils préféreraient ce dernier mode de paiement.

MADAME B.

Sans doute ; et comme la dépense d'envoyer de l'or en différents pays varie selon la distance et la facilité ou la difficulté des communications, le change favorable ou défavorable avec ces pays-là variera en conséquence.

CAROLINE.

Mais la prime donnée pour les lettres de change n'empêche pas, après tout, qu'il ne faille payer le solde de la dette en or ; elle ne fait qu'éloigner la difficulté en la renvoyant d'un individu à l'autre : car finalement, les marchands qui ne peuvent point obtenir de lettres de change sont bien forcés d'envoyer de l'argent en paiement.

MADAME B.

Je vous demande pardon ; un change défavorable se corrige lui-même en grande partie ; mais ceci, il est vrai, demande quelque explication. Il y a une classe de négociants qui font leur occupation

de trafiquer en lettres de change; c'est-à-dire, de les acheter là où elles sont abondantes et à bon marché, et de les vendre où elles sont rares et chères. Ainsi les lettres de change deviennent un article de commerce comme l'or, comme toute autre marchandise. Il arrive donc, lorsque les lettres de change anglaises sur la Russie sont rares, que ces négociants achètent les lettres tirées sur la Russie par d'autres pays, et en garnissent le marché anglais.

CAROLINE.

Mais quand les lettres anglaises sur la Russie sont rares, il peut arriver qu'il n'y ait point un surplus de lettres sur la Russie dans les autres pays pour en fournir à l'Angleterre.

MADAME B.

En général quand il y a un déficit de lettres sur la Russie en un lieu, il doit y en avoir un surplus en quelque autre lieu; car, quoique les exportations et importations de la Russie avec un pays particulier puissent être inégales, la totalité de ses exportations et importations doit à peu près se balancer; la raison en est que, s'il y avait un excès constant d'importations, la Russie serait épuisée de numéraire; que, si au contraire, il y avait excès d'exportations, l'argent s'y accumulerait et la monnaie y perdrait beaucoup de sa valeur. Il faut donc qu'à la longue les marchandises achetées par la Russie égalent en valeur celles qu'elle donne en échange; en sorte que s'il y a un solde dû à la Russie par un pays, il doit y avoir un solde dû *par* la Russie à quelque autre pays. Par conséquent les lettres de change tirées par la Russie sur tous les pays étrangers, et celles que les pays étrangers tirent sur elle, doivent se balancer. C'est l'affaire des négociants en lettres de change de découvrir où ces lettres abondent et où elles manquent, afin de les acheter d'un côté et de les vendre de l'autre.

CAROLINE.

Si donc les marchands de lettres de change au lieu de garnir le marché anglais de lettres sur la Russie, achetaient le surplus des lettres de la Russie sur l'Angleterre, cela produirait également l'effet de payer la dette de l'Angleterre à la Russie.

MADAME B.

Précisément. Dans notre commerce avec l'Italie, par exemple,

nous importons en Angleterre une grande quantité de soies, d'huile d'olive, et d'autres articles variés; tandis que nos exportations, qui consistent en produits de nos manufactures, ne montent qu'à de fort petites sommes. Le change en conséquence deviendrait si défavorable, que nous serions réduits à la nécessité d'exporter de l'or pour payer le surplus de nos importations, si les banquiers ou marchands de lettres de change ne venaient à notre secours. Cette classe utile de commerçants achète le surplus des lettres de l'Italie sur l'Angleterre, et les envoie vendre en Allemagne, en France, en Espagne, et partout ailleurs où il y a un déficit de lettres sur l'Angleterre, et où par conséquent elles se vendent avec bénéfice.

CAROLINE.

Ainsi c'est l'Allemagne, la France et l'Espagne qui acquittent notre dette à l'Italie.

MADAME B.

Oui, pourvu que ces pays-là soient nos débiteurs; autrement vous comprenez qu'ils n'achèteraient pas les lettres tirées sur nous.

CAROLINE.

Il semble que ces opérations devraient prévenir toutes les fluctuations du change et le maintenir constamment au pair.

MADAME B.

Si les opérations des banquiers, ou marchands de lettres de change, pouvaient se faire avec la même célérité et la même régularité que celles des caissiers de la ville de Londres, qui s'assemblent chaque jour, après l'heure des affaires, pour régler leurs comptes respectifs, elles pourraient avoir l'effet que vous supposez. Mais les spéculations des banquiers embrassent une si vaste enceinte, et tant de circonstances, tant d'événements politiques, influent sur les chances, qu'il n'est pas au pouvoir de la prudence et de la prévoyance humaines d'en prévenir les variations.

CAROLINE.

Arrive-t-il donc souvent que les commerçants soient réduits à la nécessité d'envoyer au dehors de l'argent en paiement des marchandises étrangères?

MADAME B.

Rarement, je crois, excepté quand l'argent est plus demandé que les marchandises; car, indépendamment des opérations des banquiers, il y a d'autres moyens de prévenir cette dépense. Quand les marchands anglais qui exportent des marchandises en Russie, s'aperçoivent que l'excès des importations sur les exportations produit une rareté de lettres sur la Russie, et qu'en conséquence ils peuvent vendre ces lettres avec bénéfice aux marchands occupés d'importer, cette addition survenue aux profits ordinaires de leur commerce les engage à augmenter leurs exportations. Cette prime a tout l'effet d'une gratification; car elle permet d'exporter des marchandises, qui auparavant ne donnaient pas assez de profits pour que l'on pût les exporter. Au contraire nos marchands qui importent les marchandises russes, se voyant obligés d'acheter ces lettres de change avec une prime (qui a pour eux l'effet d'un impôt), bornent leurs importations aux marchandises qui peuvent donner les profits ordinaires de ce commerce, après avoir déduit la prime qu'ils ont été forcés de payer.

CAROLINE.

Les primes perdues par le marchand qui importe sont donc gagnées par celui qui exporte. Cela ne peut manquer d'encourager l'exportation et de décourager l'importation; et par-là même de rétablir l'équilibre du change.

MADAME B.

Ainsi le mal d'un change défavorable produit immédiatement le remède, et tend à maintenir l'égalité entre les exportations et les importations. Mais pour que cet effet fût complètement obtenu, il faudrait que le pays avec lequel le change est défavorable demandât autant de nos produits que nous demandons des siens, ce qui n'est pas toujours le cas. Le change défavorable toutefois permet au marchand exportateur de vendre au dehors ses marchandises au plus bas prix, parce qu'une partie de ses profits provient de la prime sur le change; par ce moyen, un plus grand nombre de personnes dans l'étranger se trouvant en état d'acheter au prix réduit, le marché pour ces marchandises acquiert plus d'étendue, et la quantité qui s'en consomme est beaucoup plus considérable.

CAROLINE.

Toutes ces circonstances réunies doivent presque entièrement prévenir le besoin d'envoyer de l'argent pour balancer les comptes ?

MADAME B.

Presque entièrement , à ce que je crois , excepté avec les pays , qui , ayant des mines à eux , peuvent être envisagés comme produisant les métaux précieux . Si l'Espagne et le Portugal retenaient chez eux tout l'or et l'argent qu'ils retirent de leurs mines , ces métaux y perdraient tellement de leur valeur , qu'aucune loi ne pourrait empêcher qu'on ne les transportât en d'autres pays où leur valeur serait plus grande . Ce serait l'article d'exportation qui donnerait les plus gros profits aux marchands espagnols ou portugais , lorsqu'ils l'enverraient en paiement des marchandises importées chez eux . Aussi voyons-nous que ces pays-là fournissent l'or et l'argent à l'Europe , comme nous lui fournissons les productions de nos colonies des Indes Occidentales , le café et le sucre . Nous avons vu , dans un précédent entretien , comment les métaux précieux se sont répandus chez toutes les nations civilisées ; et comment partout la quantité en a été si bien proportionnée à la demande , que la valeur n'éprouve aucune variation , si ce n'est la petite différence qui résulte des frais de transport des mines aux divers lieux où l'on en fait usage .

CAROLINE.

Mais n'ai-je pas ouï dire que le change était fort au-dessous de ce qu'il en coûterait pour envoyer l'argent au dehors ?

MADAME B.

Il est vrai ; mais je crois que c'est l'effet d'une cause toute différente , qui a sur le change une grande influence nominale . Nous avons eu occasion d'observer qu'une dépréciation dans la valeur de la monnaie courante d'un pays y élevait le prix de toutes les marchandises . Soit que cette dépréciation provienne d'une augmentation inutile de la quantité de la monnaie , ou d'une altération de la monnaie , ou de toute autre cause , l'effet en question en est infailliblement la suite .

Supposons que la monnaie courante d'Angleterre soit dépréciée de 25 pour cent ; c'est-à-dire , qu'une somme valant 100 liv. sterl.

avant la dépréciation ne vaille plus réellement que 75 liv. st., en conservant toutefois sa valeur nominale de 100 liv. st. Une lettre de change anglaise, qui représente une certaine quantité de monnaie courante, participera à cette dépréciation, et ne sera plus égale en valeur à une lettre de change étrangère de la même somme. Il faudrait une lettre de change anglaise de 133 livres sterling pour obtenir une lettre étrangère de 100 liv. st. Si donc, avant la dépréciation, le change était au pair, cette circonstance le ferait baisser immédiatement de 25 pour cent.

CAROLINE.

Ne rémédierait-on pas à ce mal en augmentant les exportations et diminuant les importations, comme lorsque le change défavorable provient d'une balance de commerce inégale ?

MADAME B.

Nullement ; car, bien que, dans les deux cas, le marchand exportateur puisse vendre ses lettres de change avec une prime ; cette prime, lorsqu'elle provient d'une dépréciation de la monnaie, n'est pas un gain pour le marchand, parce qu'elle est exactement balancée par le haut prix des marchandises, qui a, pour lui, tout l'effet d'une perte.

CAROLINE.

Il me semble que j'entends cela. La dépréciation de la monnaie, qui produit une prime sur la lettre de change, produit aussi une hausse dans le prix de la marchandise ; et ces deux effets, provenant de la même cause, doivent se correspondre et se faire toujours sentir dans la même proportion. Si un marchand exporte à Hambourg du drap, qui lui coûte 200 liv. st., quel que soit le profit sur lequel il compte dans l'état ordinaire de la monnaie, ce profit sera diminué de 25 pour cent, parce qu'il devra payer 67 liv. st. de plus pour son drap qu'il n'aurait fait avant la dépréciation. Mais comme il vendra la lettre qu'il tire sur Hambourg en paiement avec une prime de 67 liv. st., ses profits resteront précisément les mêmes en dernier résultat que si les choses avaient suivi leur marche régulière et accoutumée.

MADAME B.

C'est bien cela. Souvenez-vous donc, que quand le change est

défavorable en conséquence d'une dépréciation de la monnaie, il n'est pas tel réellement, mais *nominalement*; car cela peut avoir lieu dans le temps même où les exportations égalent les importations. Et n'oubliez pas non plus, que la différence, produite par le change dans la vente et l'achat des lettres de change, n'est, en ce cas, ni une perte ni un gain pour ceux qui les négocient, et n'a aucun effet sur l'exportation ou l'importation.

CAROLINE.

Mais est-il aisé de distinguer deux causes si semblables dans leurs effets, et de reconnaître en tout temps laquelle des deux fait varier le change ?

MADAME B.

Loin de-là : c'est une question qui a donné lieu à beaucoup de discussions, en particulier dans la dernière guerre. S'il est vrai que la monnaie courante ait été multipliée au delà du besoin, on peut l'envisager comme ayant été dépréciée, et comme ayant affecté nominalement le change.

D'un autre côté, comme le système de guerre dans lequel on avait été jeté, était singulièrement défavorable à nos exportations, la balance de la dette étrangère était fort contre nous, et la dépense de faire passer de l'or considérablement accrue. Sous ce rapport, on peut dire que le change était devenu *réellement* défavorable.

Il est probable que les deux causes ont agi, et ont contribué ensemble à produire dans notre change la grande baisse qui a eu lieu pendant la guerre.

Après toutes les recherches faites sur les sujets dont nous venons de nous occuper, on voit subsister encore, même parmi nos législateurs, l'ancien préjugé populaire sur la balance du commerce. Aujourd'hui encore on trouve des personnes prêtes à féliciter ce pays de ce que les exportations surpassent les importations, et de ce qu'en conséquence le solde en argent nous reste dû, ce qui leur paraît un gain pur.

CAROLINE.

Ceux qui ont cette opinion savent-ils que cet argent ne nous serait pas dû, si nous n'avions pas exporté un surplus de marchandise égal en valeur ?

MADAME B.

C'est en cela précisément qu'ils trouvent un avantage. Ils disent que, puisque les pauvres vivent de leur travail, plus nous travaillons pour les autres pays, plus aussi nous recevons d'argent pour nos ouvrages, et par conséquent plus nous sommes riches.

CAROLINE.

Non certes, si nous exportons les fruits du travail de nos ouvriers pour ne recevoir en retour que de l'or. Car ce n'est pas de leur travail, mais du produit de leur travail, que les pauvres vivent; si tout ce produit était exporté et qu'en échange on ne reçût que de l'or, notre situation ne ressemblerait pas mal à celle du roi Midas, qui mourut de faim parce que, sous sa main, tout se changeait en or.

Mais les marchands ne préviennent-ils pas cette importation de l'or, en transportant les lettres de change d'un pays à l'autre? Car si la balance du commerce nous est favorable avec un pays, elle doit nous être défavorable avec un autre.

MADAME B.

Vous avez raison. S'il était possible que nous eussions ce que l'on appelle une balance de commerce favorable avec tous les pays, nous accumulerions une quantité de métaux précieux qui n'aurait d'autre effet que de déprécier notre monnaie.

Le commerce le plus avantageux pour les deux parties intéressées est celui dans lequel les exportations et importations se compensent, de manière que la balance ne penche ni d'un côté ni de l'autre, car il est également nuisible à un pays de se défaire de la monnaie dont il a besoin dans l'intérieur, qu'à l'autre d'en recevoir quand il n'en manque pas.

Quand un pays reçoit des lingots, ce n'est pas en paiement d'un solde de dette, c'est une marchandise demandée. Une telle demande doit toujours avoir lieu dans les pays qui avancent vers la richesse, non-seulement parce que les lingots d'or et d'argent sont nécessaires aux joailliers et aux orfèvres pour divers objets de luxe; mais parce que le produit vénal du pays croit, et qu'il faut de la monnaie additionnelle pour en opérer la circulation.

CAROLINE.

D'après cette fausse théorie de la balance du commerce, la ba-

lance devrait être constamment contre l'Espagne et le Portugal, et constamment favorable aux autres pays; puisque c'est d'Espagne et de Portugal que tous les trésors du nouveau monde coulent en Europe ?

MADAME B.

En effet, mais ils ne sont pas envoyés immédiatement aux parties de l'Europe les plus éloignées; ils y sont portés par les pays intermédiaires. C'est ainsi que la France envoie des louis à Genève, pour payer les montres qu'elle y achète; ou en Italie, pour payer les soies éeues, l'huile d'olive, etc. En sorte que les pays les plus éloignés de l'Espagne et du Portugal auraient sans cesse ce que l'on appelle si absurdelement une balance de commerce favorable; tandis que les pays intermédiaires l'auraient favorable avec ceux qui sont plus voisins qu'eux de l'Espagne, et défavorable avec ceux qui en sont plus éloignés.

C'est là toutefois un principe général, qui, tout vrai qu'il est en théorie, demande à être modifié dans la pratique. Une grande variété de circonstances occasionne des fluctuations dans la distribution régulière de la richesse venue d'Amérique. Tout extraordinaire que la chose puisse paraître, il n'y a qu'assez peu de temps que nous avons envoyé des sommes considérables d'espèces en Espagne et en Portugal, pour l'entretien des troupes que nous avions dans ces pays-là; tant la guerre renverse l'ordre naturel des choses! Au lieu d'exporter les ouvrages de nos manufactures pour rapporter chez nous de l'or, nous étions obligés d'enlever notre monnaie à la circulation, tandis que nos manufacturiers mouraient de faim ou s'enrôlaient dans l'armée même qui était la source de leur ruine.

CAROLINE.

Mais si l'Espagne, par une suite de cette abondance d'or et d'argent qui y règne, importe chez elle de si grandes quantités d'ouvrages fabriqués, cela ne doit-il pas arrêter les progrès de sa propre industrie ?

MADAME B.

Cela l'arrête en effet; mais moins que vous ne pourriez l'imaginer, parce qu'elle ne reçoit pas l'or et l'argent d'Amérique libre de tous frais. Elle l'obtient en partie sous forme d'une taxe, imposée

par la mère-patrie ; et en partie en les payant par des produits et des ouvrages fabriqués. A la vérité ces ouvrages ne sont pas nécessairement fabriqués en Espagne. Un marchand espagnol importe des marchandises d'Angleterre qu'il envoie en Amérique ; il reçoit en retour de l'or et de l'argent, qui est envoyé en Angleterre, si le besoin de ces métaux s'y fait sentir ; l'Espagne et le Portugal étant l'entrepôt de ce commerce, à cause des règlements stricts, en vertu desquels il faut que l'or et l'argent soient directement apportés des colonies dans la mère-patrie.

Le manque d'industrie en Espagne est probablement en grande partie dû à la nature de sa religion et de son gouvernement ; mais il doit être attribué aussi en partie aux suites de cette affluence des métaux précieux.

On lit dans les Voyages de Townsend en Espagne, ouvrage plein d'observations philosophiques, que « l'or et l'argent d'Amérique, » au lieu d'animer le pays et d'y exciter l'industrie, au lieu de » donner à toute la communauté de la vie et de la vigueur, par le » progrès des arts, des manufactures et du commerce, ont un » effet tout opposé, et dans le fait sont une cause de faiblesse, de » pauvreté et de dépopulation. La richesse qui est le fruit du travail ressemble à un fleuve abondant et tranquille, qui passe en » silence, presque invisible, et enrichit tout le pays qu'il arrose ; » les trésors du nouveau monde, semblables à un torrent gonflé » par les pluies, ont été vus, entendus, sentis, admirés ; mais leur » première opération a été de porter la désolation et le ravage dans » le lieu sur lequel ils sont venus fondre. Le choc a été soudain ; » le contraste a été trop grand. L'Espagne s'est vue submergée » d'espèces, tandis que les autres nations, comparativement pauvres, en étaient dépouillées. Le prix du travail, des vivres, des » ouvrages fabriqués, se proportionnait à la quantité de la monnaie en circulation. Il est facile de voir quelle dut être la suite » de cet ordre de choses. Dans les pays pauvres l'industrie faisait » des progrès ; dans le pays riche elle allait en déclinant.

» Aujourd'hui même (1806), l'espèce a une valeur en Espagne, » inférieure de 6 pour cent à celle qu'elle a dans les autres pays ; » et opère précisément dans le même rapport contre ses manufactures et sa population. »

Nous pouvons, je pense, terminer ici nos observations sur les

principes du commerce ; nous avons exposé les différentes sources d'où l'on peut tirer un revenu ; dans notre prochain entretien nous examinerons la nature et les effets de la dépense.

CONVERSATION XXII.

DE LA DÉPENSE.

De la manière de disposer du revenu. — De la dépense des individus. — Effets de la consommation du capital. — L'accroissement du revenu d'un pays est avantageux à toutes les classes du peuple. — Excepté dans le cas où le gouvernement se mêle de la disposition du capital. — Des lois somptuaires. — du luxe. — L'industrie est excitée par le luxe. — Passage de Paley sur le luxe. — Un accroissement soudain de richesse est préjudiciable aux classes travaillantes. — Passage du traité de Bentham sur la législation. — Le luxe des Romains n'était pas le résultat de l'industrie laborieuse. — Des désavantages qu'entraîne un luxe excessif.

MADAME B.

Je pense que vous entendez à présent la manière dont le capital s'accumule, et les différentes manières de l'employer pour produire un revenu. Il nous reste à examiner comment on dispose de ce revenu.

CAROLINE.

Je sais déjà qu'il peut être dépensé ou accumulé et converti en capital ; et que plus un homme économise dans le but d'opérer cette conversion, plus il s'enrichit.

MADAME B.

Cette observation n'est pas moins applicable au capital de tout un pays ; il croît par le travail et la frugalité ; la prodigalité le dissipe.

CAROLINE.

Il me semble que vous disiez que le capital d'un pays n'était que le capital des habitants pris collectivement ?

MADAME E.

Cela est vrai ; mais prenez garde d'estimer le revenu d'un pays de la même manière , car vous tomberiez dans des calculs erronés. Supposons , par exemple , que mon revenu soit de 10,000 liv. ster. par an , et que j'en paye 500 pour la rente ou le loyer de la maison ; il est clair que ces 500 liv. st. sont une portion du revenu de mon propriétaire de maison ; puis donc que la même propriété , pour cela seul qu'elle est transférée de l'un à l'autre , peut devenir successivement le revenu de plusieurs individus , le revenu du pays ne peut pas être estimé par la somme des revenus de tous les individus.

CAROLINE.

Le même raisonnement ne s'applique-t-il pas à la dépense du pays ; puisque 500 liv. st. par an , que vous dépensez au loyer , seront ensuite dépensées , de quelqu'autre manière , par votre propriétaire de maison ?

MADAME E.

Il est vrai , car dépenser de l'argent n'est autre chose qu'échanger une chose contre une autre d'égale valeur ; c'est donner , par exemple , un shelling contre un pain , ou cinq guinées pour un habit. Au lieu du shelling , ou des cinq guinées , vous aurez le pain ou l'habit ; ainsi on est tout aussi riche après qu'avant les achats faits.

CAROLINE.

Si cela est , pourquoi donc s'appauvrit-on en dépensant son argent ?

MADAME E.

Ce n'est pas en achetant , mais en consommant les choses achetées , que l'on s'appauvrit. Quand nous avons mangé le pain et usé l'habit , nous sommes plus pauvres d'un shelling et de cinq guinées que nous n'étions auparavant.

Un boulanger n'est pas plus pauvre pour acheter cent sacs de farine , ni un tailleur pour acheter cent pièces de drap , parce qu'ils ne consomment pas ce qu'ils achètent.

Quand un homme achète des marchandises en vue de les revendre , il fait un commerce , et c'est son capital qu'il place de la

sorte. Mais quand il achète des marchandises pour s'en servir et les consommer, cela s'appelle dépenser. Ainsi la dépense suppose toujours consommation.

CAROLINE.

J'entends très-bien cette différence. L'un emploie son capital dans le dessein de revendre ses marchandises avec profit. L'autre dépense son argent en vue de consommer ce qu'il achète, et dont il perd la valeur.

MADAME B.

C'est bien cela. Vous voyez que la même somme d'argent peut servir à transporter des marchandises plusieurs fois d'une personne à l'autre, mais que les marchandises mêmes ne peuvent être consommées qu'une fois.

Il suit de là que la consommation d'un pays peut s'estimer, ainsi que son capital, par la consommation en somme de tous ses habitants. La grande question relativement à la prospérité du pays, est de savoir jusqu'à quel point cette consommation est productive et jusqu'à quel point elle est improductive.

CAROLINE.

C'est assurément le point important; car dans le premier cas elle augmente la richesse, et dans le second elle la détruit.

Oui, madame B., en supposant un homme assez prodigue pour dépenser, non seulement tout son revenu, mais même son capital, s'il l'employait à l'entretien d'ouvriers productifs, il pourrait se ruiner lui-même, mais je ne crois pas qu'il fit aucun tort à son pays; car qu'un homme applique son capital à l'entretien d'ouvriers productifs pour en tirer du profit, ou qu'il le dépense à acheter les fruits de leur industrie pour en jouir, je n'y vois, pour le pays même, aucune différence; dans les deux cas, il y a un même nombre d'hommes employés, et par conséquent une même richesse produite.

MADAME B.

Je soupçonne fort que la difficulté que vous avez à comprendre clairement la différence entre l'emploi et la dépense du capital, vient de ce que vous confondez le capital avec l'argent.

CAROLINE.

Je ne crois pas; l'idée que je me fais du capital est qu'il se compose de tous les genres de marchandises utiles à l'homme.

MADAME B.

Fort bien; supposez donc deux hommes possédant des marchandises pour la valeur de 5000 liv. st. chacun; que l'un les distribue à des ouvriers laborieux, en leur fournissant la nourriture et les matériaux de leur travail; et qu'à l'époque où cette distribution a été achevée, les ouvriers aient donné à ces marchandises une forme nouvelle de valeur supérieure à ce qu'ils ont consommé. Que l'autre distribue son capital à ses domestiques; qu'en retour ceux-ci amusent celui qui les emploie par des spectacles, des feux d'artifices, et d'autres plaisirs, qui ne laissent, après la consommation des marchandises, que le souvenir de leur existence. N'apercevez-vous aucune différence entre ces deux cas?

CAROLINE.

Oh! oui, j'en vois une essentielle: un des capitaux de 5000 liv. st. est détruit, et celui qui l'a consommé, sans rien faire, est réduit à la mendicité. Mais ce n'est pas le cas dont je parlais. Que le prodigue, au lieu de consommer son capital de la manière que vous venez de dire, le dépense dans des ateliers ou dans des boutiques, qui lui fournissent des choses propres à lui plaire, tels que de beaux habits, de brillants équipages, des festins somptueux. Il a remplacé, par son capital, celui que les ouvriers ou marchands ont consommé pour produire les marchandises qu'il leur a achetées; et ce capital, mis en remplacement, sera de nouveau utilement employé à produire des marchandises de même genre.

MADAME B.

Il est vrai; et jusque-là le prodigue n'a point fait de mal. En dépensant son capital chez les marchands et artisans, il a échangé les biens qu'il possédait pour d'autres de même valeur; en sorte que son capital subsiste en même quantité qu'avant qu'il eût fait aucun échange. Mais que fera le prodigue des nouveaux fonds qu'il a acquis?

CAROLINE.

Il les emploiera à satisfaire ses désirs. Il jouira des festins avec

ses amis, il se servira de ses équipages, et emploiera ses riches habits à se vêtir, lui et ses gens.

MADAME B.

Ne vous apercevez-vous pas que vous n'avez fait que reculer le mal d'un pas ? Le prodigue et ses amis consommeront, au milieu de leurs gens et de leurs clients, en splendides fêtes et en divertissements de tout genre, ce que les ouvriers ou marchands ont donné au prodigue en échange de ce qu'ils ont reçu de lui ; et le même capital sera perdu, pour lui et pour la communauté, que dans ma première supposition. La dépense du capital est une consommation stérile ; son emploi, une consommation productive.

CAROLINE.

Mais si l'on ne dépensait pas ainsi son argent, qu'est-ce que le marchand ou l'ouvrier ferait des objets de luxe qu'il a préparés dans le but de satisfaire à la demande des personnes qui dépensent pour jouir ?

MADAME B.

Ces marchands ou ouvriers auraient certainement moins d'emploi ; mais vous n'en concluez pas que la communauté eût à en souffrir. Vous avez vu ci-devant, que le capital ne peut donner un revenu qu'en étant consommé ; s'il est consommé par des gens industriels, qui travaillent en consommant, il y aura une production supérieure en valeur ; et ce produit, quel qu'il soit, s'échangera contre d'autres ; il se distribuera à quelque autre ordre d'industriels, et donnera précisément le même encouragement à produire, quoique peut-être dans un genre différent. Tout ce qui est soustrait à la vaine consommation et aux profusions du riche est un fonds destiné à procurer du bien-être aux classes moyennes et inférieures.

CAROLINE.

Cependant combien de fois n'ai-je pas entendu dire, qu'une dépense noble et libérale, quoique nuisible à l'individu, est la source où les classes moyennes et inférieures puisent leur subsistance ?

MADAME B.

Il n'y a pas d'illusion plus dangereuse en fait d'économie poli-

tique. Cette folle prodigalité, dont nous venons de nous occuper, dissipe et détruit le capital qui devrait fournir annuellement aux ouvriers des moyens de subsistance, et réduit les industriels à l'oisiveté et à la misère. Ils sont couverts de haillons, parce que le prodigue se pare de riches habits; ils errent privés de domicile, parce que le prodigue s'est bâti des palais; ils meurent de faim, parce que les aliments, qui les auraient nourris, ont été dilapidés dans de somptueux festins.

Il est aisé de comprendre que lorsqu'une telle conduite prévaut dans un pays, elle ne peut manquer d'amener la décadence de la richesse et de la population.

CAROLINE.

C'est une réflexion bien affligeante; mais d'un autre côté, un pays ne peut, je pense, faire un pas vers la richesse sans que le pauvre y trouve quelque profit?

MADAME B.

Sans doute, pourvu toutefois que l'on ne s'oppose point au cours naturel des choses. Là où la propriété est assurée, il y a une tendance générale à l'accumulation du capital. La grande majorité des hommes se gouverne par les règles de la prudence et du bon sens. Les efforts que chacun fait, pour améliorer sa condition et pour obtenir quelques épargnes, font plus que contre-balancer la perte occasionnelle que causent les profusions des dissipateurs. D'ailleurs, si la dépense se dirigeait trop vers les objets de luxe; et qu'en conséquence le nombre des producteurs en ce genre s'accrût, sans que celui des producteurs de vivres s'accrût en proportion; la même quantité de vivres devrait se partager entre un plus grand nombre de consommateurs; les vivres, devenus rares, augmenteraient de prix; les profits de l'agriculture croitraient enfin tellement, que le capital appliqué à la production des objets de luxe se reverserait sur l'agriculture, qui lui offrirait un emploi plus avantageux; et la distribution naturelle du capital se trouverait ainsi rétablie.

CAROLINE.

Plus je suis ce sujet, et plus j'admire cet ordre sage et bienfaisant en vertu duquel les intérêts de toutes les classes sont si étroitement liés.

MADAME B.

C'est surtout dans les ouvrages de la nature , qu'on se plaît d'ordinaire à reconnaître la main de la Providence , mais elle ne se fait pas moins remarquer dans le monde moral ; et il y en a peu d'exemples plus frappants que cet ordre qui prescrit au riche , pour son propre intérêt , de ne pas employer le travail du pauvre à produire du superflu , avant de s'être assuré d'une ample provision des choses nécessaires à la vie.

Mais ces sages dispensations sont souvent subverties par la folie et l'ignorance de l'homme. L'action du gouvernement , par exemple , en intervenant mal à propos , peut donner quelque avantage particulier à l'emploi du capital dans telle ou telle branche d'industrie , au préjudice des autres , et en détruire par-là la distribution naturelle , si essentielle à la prospérité de la communauté.

CAROLINE.*

Si jamais la législature peut intervenir utilement , je crois que c'est en faisant quelques réglemens relatifs à la dépense. Je serais bien tentée de restreindre l'usage des objets de luxe , afin d'engager ceux qui possèdent des capitaux à les appliquer à l'agriculture et à celles des manufactures du pays qui sont le mieux assorties aux besoins des pauvres : cette mesure ne pourrait manquer de produire une plus égale distribution des jouissances de la vie.

MADAME B.

Des lois somptuaires ont été établies dans ce but en plusieurs pays. Mais après tout ce que nous avons dit des avantages qui résultent de la distribution naturelle du capital , quand aucun règlement ne la gêne et ne la dirige , je suis surprise de vous voir désirer de forcer quelques personnes à préférer tel ou tel emploi de leur capital à tout autre.

CAROLINE.

Mais si oet emploi est le meilleur ?

MADAME B.

En ce cas le capital s'y portera naturellement , sans qu'il soit besoin d'une impulsion étrangère. Soyez assurée que la seule bonne règle est de laisser le soin d'employer le capital à ceux à qui le

capital appartient; ils découvriront très-probablement mieux que qui que ce soit quel est, pour eux, l'emploi le plus avantageux.

CAROLINE.

Quant à leur propre avantage, il n'y a pas de doute; mais seront-ils aussi vigilants pour les intérêts des pauvres? Les lois somptuaires me semblent donner un encouragement particulier à la production des objets de première nécessité. Mais leur principal avantage serait de réprimer la dépense du revenu. Et puisqu'il est si désirable que le capital ne soit pas dissipé, il en est sans doute de même du revenu; ne serait-il pas utile de l'épargner et de le convertir en capital?

MADAME B.

Vous n'ignorez pas que le capital ne s'est formé que par des épargnes faites sur le revenu; mais vous savez aussi qu'il doit y avoir une limite à de telles épargnes.

CAROLINE.

Assurément il y a une limite, parce qu'on ne peut pas vivre sans consommer; mais moins on consomme ou plus on épargne, mieux on fait.

MADAME B.

C'est pousser trop loin le principe: nous accumulons la richesse dans le dessein d'en jouir; si, par une dépense prudente mais libérale, on cultive les affections sociales, on accroît ou on étend le bonheur des hommes, je ne vois pas de raisons d'empêcher qu'on ne se livre à des sentiments naturels et utiles à développer.

Les deux extrêmes de l'épargne sordide et de la prodigalité sont peut-être également pernicious; l'un comme destructif des affections sociales et bienveillantes; l'autre, comme dissipant les objets de première nécessité, que la nature a destinés à l'entretien et à l'emploi des pauvres.

Mais il y a un autre point de vue sous lequel les lois somptuaires se présentent comme ayant une tendance dangereuse. En diminuant les objets de nos désirs, on court quelque risque de porter coup à l'industrie.

Dites-moi, je vous prie, pourquoi les riches emploient les pauvres?

CAROLINE.

Afin de se faire un revenu des profits de leur travail.

MADAME B.

Et quel usage les riches font-ils de leur revenu ?

CAROLINE.

Ils le dépensent en entier , ou bien ils en épargnent une partie pour accroître leur capital.

MADAME B.

Et pourquoi désirent-ils d'accroître leur capital ?

CAROLINE.

Il y a tant de raisons de désirer d'être riche , que je ne sais trop comment en faire l'énumération. L'orgueil de la richesse est , pour les uns , un motif ; pour d'autres , l'amour de l'indépendance ; la crainte des revers futurs en porte plusieurs à accumuler ; d'autres sont animés par l'espérance de pouvoir faire plus de bien ; le désir de pourvoir aux besoins d'une famille , et de lui laisser du bien est encore un puissant motif ; mais je crois que le plus fort de tous , et celui qui agit le plus généralement , est l'ambition d'améliorer son état et d'accroître ses jouissances en faisant une dépense plus libérale.

MADAME B.

Si donc on fait des lois pour empêcher un homme de dépenser en objets de luxe une partie de son revenu , on lui ôte un des motifs qui le porteraient naturellement à augmenter son capital ; or vous savez que tout accroissement du capital est un accroissement de moyens de subsistance pour le pauvre.

CAROLINE.

Je voudrais interdire seulement ces excès de luxe que vous blâmez comme pernicieux.

MADAME B.

Il est extrêmement difficile de tracer la limite entre les choses nécessaires et les objets de luxe ; c'est une suite graduée qui comprend toutes les jouissances , tout ce qui est commode et agréable ;

les nuances sont trop nombreuses et trop insensibles, pour être distinctement exprimées. Nous considérons comme nécessaires les choses que le taux actuel des salaires permet aux classes inférieures d'acheter ; tout ce dont elles ne peuvent habituellement jouir leur paraît un luxe, et cependant on ne pourrait envisager comme un excès quelques-unes de ces jouissances, si elles étaient à leur portée.

L'excès me paraît dépendre moins de la quantité et de la nature des objets de luxe, que de leur rapport aux moyens qu'a l'individu de se les procurer. Un plat de viande tous les jours est un excès de luxe pour la famille d'un simple manœuvre, parce qu'elle n'y est pas accoutumée, et que ses salaires ne le lui permettent pas ; tandis qu'une table garnie de mets chers et délicats n'est pas un excès de luxe pour un homme qui jouit d'un grand revenu, sur lequel cette dépense ne l'empêche pas de faire de fortes économies.

CAROLINE.

Puis donc il est impossible de dire ce qui est luxe et ce qui ne l'est pas, on ne peut tracer à cet égard aucune ligne générale de prohibition.

MADAME B.

La ruine qui est la suite de la prodigalité est aussi la peine naturelle qu'encourt celui qui s'en rend coupable ; elle sert d'avertissement à ceux qui seraient tentés de suivre son exemple. Toute tentative faite dans le but de prévenir ce mal partiel par des lois somptuaires tendrait à affaiblir les efforts de l'industrie. Le désir d'accroître nos jouissances et d'améliorer notre situation est un des sentiments que la nature a gravés le plus profondément dans notre cœur ; et il contribue, je crois, essentiellement au bien général. C'est le zèle actif de chaque individu dans ce qui le concerne, qui, par une salubre coopération, presse la marche progressive de la société ; il donne l'impulsion, qui amène les améliorations successives. Le désir d'améliorer sa condition est considéré avec raison comme une disposition louable dans un homme pauvre ; et c'est un sentiment qu'il serait dangereux de comprimer dans les autres classes de la société.

CAROLINE.

« L'homme riche et orgueilleux occupe un espace qui suffisait à

« la subsistance de beaucoup de pauvres ; un espace pour son lac ,
 « et pour la vaste étendue de son parc ; un espace pour ses che-
 « vaux , ses équipages , et ses chiens : le vêtement de soie , dont il
 « fait usage au sein de l'indolence , a dérobé aux terres voisines la
 « moitié de leur produit : sa résidence , où il se livre seul à ses
 « goûts , écarte avec dédain loin d'elle l'humble chaumière des
 « vcrtes communes. (1) »

Qu'avez-vous à répondre à ces beaux vers , madame B. ? Je crains bien qu'ils ne soient une trop fidèle représentation de l'état de la société.

MADAME B.

Je demanderai d'abord si cet homme riche et orgueilleux dépense son capital , ou s'il en produit un qui suffise à lui procurer ces jouissances. Dans le premier cas , il mérite la censure que nous avons adressée au dissipateur. Dans le dernier , sa richesse peut être augmentée par son travail , plus qu'elle n'est diminuée par son luxe.

CAROLINE.

Il ne fait probablement ni l'un ni l'autre. C'est un homme qui a beaucoup de bien et vit de son revenu. Une manière de vivre si dispendieuse doit fort diminuer , peut-être même entièrement consommer , ce qu'il aurait pu , sans cela , économiser.

MADAME B.

Je ne puis cependant approuver qu'on l'oblige à diminuer sa dépense. S'il est utile d'aiguillonner , d'encourager l'industrie d'un homme , et de l'engager à accumuler , il faut le laisser en pleine liberté de disposer de son bien selon son goût. Tant que les riches ne dépensent pas leurs capitaux et ne s'appauvrissent pas eux-mêmes , ils ne peuvent appauvrir le pays.

- (1) — The man of wealth and pride
 Takes up a space that many poor supply'd ;
 Space for his lake , his park's extensive bounds ;
 Space for his horses , equipage , and hounds ;
 The robe , that wraps his limbs in silken sloth ,
 Has robb'd the neighbouring fields of half their growth :
 His seat , where solitary sports are seen ,
 Indignant spurns the cottage from the green.

CAROLINE.

Ce n'est pas assez ; la question est : Quel est le meilleur moyen d'enrichir le pays ?

MADAME B.

Un homme reste à sa place content de sa petite propriété ; il n'inspire à ses enfants que des vues modestes et des désirs modérés ; chaque année il met de côté quelque chose pour les besoins à venir.

Un autre plus ambitieux , se lève matin , travaille avec ardeur , déploie toutes les facultés de son esprit , pour employer son capital de la manière la plus fructueuse ; il fait aussi des épargnes sur son revenu ; mais cela n'empêche pas que sa richesse , toujours croissante , ne le mette en état d'être , dans sa dépense , toujours plus libéral et toujours moins réservé à se procurer des jouissances ; la première sans doute et la plus chère à son cœur est de sentir qu'il a élevé sa famille et que , par ses talents et son activité , il l'a placée honorablement dans le monde.

CAROLINE.

Tout homme qui aspire à s'enrichir est plus ou moins animé sans doute par l'espérance d'ajouter à ses plaisirs en augmentant son revenu. L'un espère devenir assez riche pour se marier ; un autre , pour avoir un équipage , ou une maison de campagne ; un troisième , pour établir ses enfants d'une manière honorable.

MADAME B.

De tels motifs excitent avec force au travail et à la frugalité ; et ces utiles habitudes survivent à la cause qui les a fait naître ; il n'est point rare de voir des hommes conserver le goût d'accumuler longtemps après qu'ils ont perdu celui de dépenser.

Le docteur Adam Smith observe , qu'avant l'introduction de quelques objets d'un luxe raffiné , les nobles en Angleterre n'avaient d'autre moyen de dépenser leurs richesses , que d'entretenir dans leurs maisons des hommes dépendants d'eux , et voués à la faimée , ou dont l'unique emploi était de flatter les goûts et la vanité de leur maître. Tel est encore à un certain point l'usage de la Russie , de la Pologne et de quelques autres pays de l'Europe. La consommation de vivres que faisait , il y a quelques siècles , la maison d'un grand seigneur anglais était peut-être cent fois plus

grande qu'à présent. Mais gardez-vous d'en conclure que la terre , qui entretenait cette nombreuse clientelle , produise moins aujourd'hui qu'alors. Ce produit au contraire a augmenté peut-être dans le même rapport qu'a diminué la consommation du ménage. La différence est que ce produit , au lieu de faire subsister une multitude d'oisifs , entretient probablement cent fois plus d'ouvriers indépendants et industrieux , dont une partie travaille à obtenir ce produit même et l'autre à fournir au grand seigneur les objets de luxe qu'il demande. C'est pour se procurer ces jouissances , qu'il a congédié sa suite et amélioré sa terre ; c'est ainsi qu'en ne songeant qu'à contenter ses désirs , il a contribué essentiellement au bien de son pays.

Voici un passage de la Philosophie politique de Paley sur le luxe , qui est digne de toute votre attention.

CAROLINE *lit.*

« Il paraît que l'emploi d'une moitié du genre humain est de
 » mettre l'autre à l'ouvrage ; c'est-à-dire , de faire faire des choses
 » qui , en excitant les désirs , aiguillonnent l'industrie ; de provo-
 » quer ainsi l'activité de ceux , qui , par leur travail et leur habileté ,
 » pourvoient à tous les besoins de l'homme. Il n'importe pas au
 » but principal du commerce , que les objets qu'il fournit soient ou
 » ne soient pas superflus ; que le besoin qu'on en a soit réel ou
 » imaginaire ; qu'il soit fondé sur la nature ou sur l'opinion , sur la
 » mode , l'habitude , ou l'émulation ; il suffit qu'ils soient désirés
 » et recherchés. Des villes florissantes sont élevées et alimentées
 » par le commerce du tabac ; de populeuses cités subsistent par
 » des manufactures de rubans. Une montre peut être un complé-
 » ment fort peu nécessaire de la toilette d'un paysan , mais si le
 » paysan laboure la terre dans le but de se procurer une montre ,
 » la fin du commerce est remplie ; et l'horloger , au moment où il
 » polit la boîte , ou lime les roues de la montre , contribue à la
 » production du grain , moins directement , mais aussi efficace-
 » ment , que s'il mauiait la bêche ou la charrue. Si le pêcheur jette
 » le filet , ou si le marin va chercher du riz au loin , pour se pro-
 » curer le plaisir de faire usage de tabac , le marché est fourni de
 » deux utiles denrées , à l'aide d'une marchandise qui n'a d'autre
 » usage que de flatter un palais vicié. »

Ceci me rappelle une anecdote des OEuvres du docteur Franklin. Il peint l'admiration qu'excita le bonnet neuf d'une jeune fille à l'église de Cape May. Cet objet de luxe venait de Philadelphie ; et pour en avoir un pareil , les jeunes filles se mirent toutes à tricoter des mitaines , qui étaient demandées à Philadelphie , et dont la vente les mettait en état de contenter leur désir.

MADAME B.

On entend souvent reprocher aux pauvres d'aspirer à des choses qui sont au-dessus de leur état ; mais pour moi j'avoue que c'est avec un extrême plaisir que je les vois s'efforcer d'embellir leurs chaumières ; de faire croître quelques fleurs dans leurs jardins , à côté des légumes et des plantes potagères , de tapisser leur chambre , ne fût-ce que de quelques pièces de porcelaine cassées , de verres et d'assiettes , ou de quelques estampes enluminées ; cela annonce le désir de se montrer d'une manière décente , et de prétendre à quelque chose de plus que le pur nécessaire.

CAROLINE.

Le désir d'améliorer son état n'est cependant pas , dans tous les cas , un motif suffisant pour exciter l'industrie des classes inférieures. J'ai connu un propriétaire de terre indulgent , qui , n'ayant point l'ambition d'accroître son revenu , ne put jamais se résoudre à hausser les rentes de sa terre ; ses fermiers , voyant qu'ils pouvaient le payer et entretenir leurs familles sur un aussi bon pied que leurs voisins en travaillant moins qu'eux , négligèrent leurs fermes , et tombèrent dans la paresse et le désordre , au point que cette terre se trouva être la moins productive de toute la province.

MADAME B.

Le pays souffrit de l'indulgence mal entendue de ce propriétaire.

CAROLINE.

Mais pourquoi l'industrie de ces fermiers ne fut-elle pas excitée par le désir d'atteindre à un état supérieur , puisque l'indulgence du propriétaire leur permettait de le faire ?

MADAME B.

A la longue probablement cet effet aurait eu lieu ; mais quand

des hommes privés d'éducation acquièrent quelque richesse, le premier usage qu'ils en font est ordinairement de suivre leurs goûts et de prendre plus de loisir. Lorsqu'ils ont bien vu que la paresse ramène la pauvreté, alors seulement ils commencent à mieux employer le bien qu'ils ont acquis. Ceux qui ont été élevés avec plus de soin ont rarement besoin en ce cas des leçons sévères de l'expérience; mais, dans les classes inférieures, il n'est pas rare de voir une grande augmentation et surtout une augmentation subite de richesse se terminer par la ruine.

CAROLINE.

Il y a de fréquents exemples de pauvres gens ruinés par un gros lot à la loterie.

MADAME B.

Et plus le pauvre qui l'a gagné est dans un état d'ignorance et de dégradation mentale, plus sa ruine est inévitable. L'état différent des basses classes en Angleterre, en Écosse et en Irlande, est fortement caractérisé sous ce rapport. Si l'on donne une guinée à un paysan écossais, il s'occupe longtemps à réfléchir au meilleur emploi qu'il en peut faire; il finira peut-être par en acheter un porc ou quelque autre chose profitable. Un paysan anglais ne porte pas ses vues si loin; il voudrait cependant tirer parti de cette guinée pour se procurer quelque avantage substantiel; il l'emploierait probablement à faire à sa cabane quelques réparations, ou à acheter quelques pièces de vêtement à ses enfants. Mais l'Irlandais, qui serait des trois le plus réjoui d'un don si inattendu de la fortune, irait, selon toute apparence, l'employer à boire de l'eau-de-vie avec ses amis, et par conséquent à se mettre hors d'état de travailler le lendemain.

CAROLINE.

Croyez-vous qu'une hausse soudaine et considérable dans les salaires eût, pour le pauvre ouvrier, les mêmes pernicieux effets?

MADAME B.

Où, probablement au premier moment. Dans les manufactures, on observe en général qu'une hausse accidentelle des salaires, provenant d'une demande subite d'ouvriers, produit l'intempérance et le désordre; on a présenté ce fait comme une objection

générale à la hausse des salaires ; mais ce mauvais effet n'a guère lieu que quand l'augmentation a été soudaine et imprévue ; et il cesse aussitôt que les forts salaires sont établis d'une manière régulière. Vous pouvez presque tenir pour certain , que des hommes mal élevés ne tirent aucun avantage d'une augmentation de revenu qui les sort brusquement de leur train de vie accoutumé. Les bons effets , dont je vous ai entretenue dans une de nos précédentes conversations , comme étant produits par la richesse et la demande de travail croissantes , ne peuvent tourner au profit des classes inférieures , qu'en tant qu'ils opèrent graduellement.

CAROLINE.

Tout ce que vous venez de dire me réconcilie en grande partie avec l'inégale distribution de la richesse ; car quelque grands que soient les biens qu'un homme possède , il est avantageux au pays qu'il désire de les accroître. J'imaginai ci-devant que ce qui s'ajoutait au superflu du riche était pris sur le nécessaire du pauvre ; au contraire je vois que c'est une addition faite au fonds général de la richesse nationale , dont le pauvre profite tout comme le riche.

MADAME B.

Oui ; tout accroissement de richesse doit non-seulement avoir employé des ouvriers à le produire , mais en devra employer d'autres à l'avenir , pour que le propriétaire en obtienne un revenu. Car tout accroissement de capital est l'effet d'une augmentation de produit et la cause d'une nouvelle production future ; ainsi , quelle que puisse être la propriété qu'un homme possède , il doit être encouragé à l'accroître. Je vais vous lire un passage éloquent de la *Théorie de la législation* de Bentham au sujet du luxe :

« L'attrait du plaisir , la succession des besoins , le désir actif » d'ajouter au bien-être , produiront sans cesse , sous le régime de » la sûreté , de nouveaux efforts vers de nouvelles acquisitions. » Les besoins , les jouissances , ces agents universels de la société , » après avoir fait éclore les premières gerbes de blé , élève- » ront peu à peu les magasins de l'abondance , toujours croissants » et jamais remplis. Les désirs s'étendent avec les moyens ; l'ho- » rizon s'agrandit , à mesure qu'on avance , et chaque besoin nou- » veau , également accompagné de sa peine et de son plaisir , » devient un nouveau principe d'action ; l'opulence , qui n'est

» qu'un terme comparatif, n'arrête pas même ce mouvement,
 » une fois qu'il est imprimé ; au contraire, plus on opère en grand,
 » plus la récompense est grande, et par conséquent plus est grande
 » aussi la force du motif qui anime l'homme au travail.

» On a vu que l'abondance se forme peu à peu par l'opération
 » continue des mêmes causes qui ont produit la subsistance. Il n'y
 » a donc point d'opposition entre ces deux buts. Au contraire, plus
 » l'abondance augmente, plus on est sûr de la subsistance. Ceux
 » qui blâment l'abondance sous le nom de *luxure* n'ont jamais saisi
 » cette considération.

» Les intempéries, les guerres, les accidents de toute espèce,
 » attaquent souvent le fonds de la subsistance ; en sorte qu'une so-
 » ciété, qui n'aurait pas de superflu et même beaucoup de superflu,
 » serait sujette à manquer souvent du nécessaire ; c'est ce qu'on
 » voit chez les peuples sauvages. C'est ce qu'on a vu fréquemment
 » chez toutes les nations, dans les temps de l'antique pauvreté.
 » C'est ce qui arrive encore de nos jours dans les pays peu favorisés
 » de la nature, tels que la Suède, et dans ceux où le gouvernement
 » contrarie les opérations du commerce, au lieu de se borner à le
 » protéger. Mais les pays où le luxe abonde, et où l'administration
 » est éclairée, sont à l'abri de la famine. Telle est l'heureuse situation
 » de l'Angleterre. Des manufactures de luxe deviennent des bu-
 » reaux d'assurance contre la disette. Une fabrique de bière ou
 » d'amidon se convertira en moyen de subsistance. Que de fois
 » n'a-t-on pas déclamé contre les chevaux et les chiens comme dévo-
 » rant la subsistance des hommes ! Ces profonds politiques ne s'élè-
 » vent que d'un degré au-dessus de ces apôtres du désintéressement,
 » qui, pour ramener l'abondance des blés, courent incendier les
 » magasins. »

CAROLINE.

Nous n'avions pas encore considéré le luxe sous ce point de vue. Je partageais, je l'avoue, l'opinion de ceux qui croient que les chiens et les chevaux dévorent la subsistance de l'homme ; mais il m'est bien plus agréable de penser que la nourriture, destinée par le luxe à l'entretien de ces animaux, se convertit en aliment de l'espèce humaine ; et si il survenait une famine, ces animaux eux-mêmes pourraient offrir une ressource.

MADAME E.

La poudre à cheveux peut être envisagée comme une espèce de grenier où l'on met le froment en réserve ; car bien que la poudre ne pût pas être convertie en nourriture , à moins de la plus urgente nécessité , la quantité de blé produite annuellement pour faire de la poudre à cheveux irait , dans un temps de rareté modérée , chez le boulanger plutôt que chez le parfumeur.

CAROLINE.

Je vous prie , madame B. , que pensez-vous du luxe des Romains ? Il est parlé dans Pline d'une dame romaine parée de bijoux dont la valeur s'élevait à 300,000 liv. st. Je me souviens aussi d'un plat de poisson qui avait coûté 64 liv. st.

MADAME B.

Ce ne sont là que des bagatelles en comparaison de quelques autres exemples du luxe et de la profusion des Romains. Marc Antoine dépensa 60,000 liv. st. dans une fête qu'il donna à Cléopâtre. Le souper d'Héliogabale coûtait chaque jour 6000 liv. st. Rien ne peut être allégué pour excuser le luxe des Romains ; il était un juste objet de censure , parce que leur richesse n'était pas le fruit du travail , mais du pillage. Leurs profusions dissipatrices , loin de servir d'aiguillon à l'industrie , agissaient en sens contraire ; elles encourageaient , chez eux , l'amour de la rapine , et détruisaient l'esprit d'industrie dans les pays soumis à leur domination , parce qu'elles y ôtaient le principal motif qui porte les hommes au travail , la sûreté de la propriété. C'est une observation fort juste de Macpherson que « le luxe des Romains ne peut pas être considéré comme le plus haut degré de l'échelle commune de la prospérité ; l'échelle , » pour eux , ne portait qu'une division , qui laissait d'un côté une » richesse et un pouvoir immenses ; de l'autre , l'esclavage , la misère et le besoin. »

En considérant les avantages que l'on peut retirer du luxe , il faut se souvenir toutefois que le luxe agit de deux manières ; d'un côté , il encourage l'industrie ; de l'autre , il augmente la dépense ; tant que la faculté productive l'emporte sur les effets destructifs de la prodigalité , c'est un bien ; mais dans le cas contraire , c'est un

mal ; et lorsqu'enfin le luxe entame les capitaux , nous avons vu que c'est un très-grand mal.

Le grand objet qu'il faut avoir en vue , pour avancer la prospérité générale du pays , est l'accroissement du *capital*. Mais la législature n'a aucun autre moyen d'obtenir cette fin , que de pourvoir à la sûreté de la propriété. Toute tentative de sa part pour influencer sur la manière de disposer du capital ou sur la nature et la grandeur de la dépense , n'est propre qu'à décourager l'industrie.

CAROLINE.

Quiconque augmente son capital en faisant des économies sur son revenu accroît , à ce qu'il me semble , le fonds général destiné à la subsistance des classes laborieuses ; tandis que celui qui dépense une partie de son capital diminue ce fonds de subsistance , et diminue par-là même les moyens d'employer les classes laborieuses à sa reproduction.

Tout homme doit donc considérer comme un devoir , qui lui est prescrit par la morale , indépendamment même de son propre intérêt , de contenir sa dépense dans des limites que son revenu dépasse toujours ; de sorte que , d'année en année , il puisse constamment faire quelque addition à son capital.

MADAME E.

Si l'on demande quelle doit être cette addition , la réponse dépendra de la grandeur du revenu et des motifs de faire de la dépense. Nous ne pouvons que signaler les extrêmes qu'il faut éviter ; d'un côté , une épargne outrée et peu libérale , de l'autre , une folle prodigalité. Entre ces extrêmes , il y a tant de nuances , que chacun doit tracer la limite pour lui-même , conformément à ce que lui dicteront et le bon sens et la conscience , en consultant au besoin les hommes versés dans la philosophie morale , autant que ceux qui s'occupent d'économie politique. Un père qui a une famille nombreuse à élever et à établir , quoique tenu à une plus sévère économie , ne peut faire , sur son revenu , des épargnes égales à celles d'un homme libre de tel engagement.

Mais quel que grand que soit le revenu dont un homme peut jouir , il n'est jamais excusable de négliger l'économie. L'économie est une vertu prescrite à tous ; un homme riche peut avoir des motifs

qui autorisent une dépense libérale , mais il n'y en a aucun qui légitime la négligence et la dissipation ; quelque peu d'importance que la dissipation ait pour lui , il doit l'envisager comme enlevant quelque chose au fonds destiné à l'entretien et à l'emploi des pauvres.

NOTIONS
DE
JOHN HOPKINS
SUR
L'ÉCONOMIE POLITIQUE,
CONTES POPULAIRES,
Par M^{me} Marcet.

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR CAROLINE CHERBULIEZ.

LE RICHE ET LE PAUVRE.

Au temps des fées, les choses n'allaient guère mieux qu'à présent; le petit conte suivant prouvera la vérité de ce que j'avance.

John Hopkins, pauvre laboureur chargé d'une nombreuse famille, voyant que ses gains trop modiques ne pouvaient suffire à son entretien, résolut de s'adresser à une fée et d'implorer son secours.

« Hélas ! lui dit-il, je passe ma vie dans les angoisses de la misère, ayant à peinc de quoi nourrir mes enfants, tandis que le seigneur de ce village, qui demeure ici près dans ce beau domaine, n'a rien à faire qu'à se promener dans des carrosses dorés au milieu de ses enfants, qui sont élevés dans toutes les recherches du luxe et de la délicatesse; ceux même qui le servent portent des habits magnifiques; en un mot, il me paraît évident que le riche, par sa folle prodigalité, prive le pauvre du pain qui lui est nécessaire.

— C'est vraiment pitoyable, mon honnête ami, répondit la fée, et je suis prête à faire tout ce qui dépendra de moi pour vous aider, toi et tes camarades, à sortir de cette détresse. Faut-il détruire d'un

coup de ma baguette ces brillants équipages, ces somptueux habits et ces mets délicats dont l'existence t'afflige?

— Puisque vous êtes si obligeante, reprit John dans la joie de son cœur, il vaudrait mieux tout d'un temps anéantir toutes les richesses; car si vous vous borniez à appauvrir mon riche voisin, il aurait recours à ses amis qui viendraient à son aide; il me semble qu'il ne vous en coûterait pas davantage de rendre la ruine complète. Ainsi donc, je vous en prie, un coup de baguette qui extirpe la racine malfaisante avec tous ses rejetons. »

Aussitôt dit, aussitôt fait. La bienveillante fée agit sa baguette merveilleuse, et tout à coup le superbe château du seigneur n'offre plus à la vue que l'aspect d'une pauvre cabane couverte de chaume; les vêtements de ceux qui l'habitent, perdant leurs couleurs délicates et leurs formes élégantes, se transforment en habits simples et grossiers; la serre chaude se trouve remplie de choux, et la pépinière métamorphosée en un champ de pommes-de-terre. Les brillants équipages disparaissent; ils sont remplacés par des charrettes et la charrue; la crinière des fiers coursiers devient rude et velue, leur peau perd son lustre et sa douceur; en un instant ils sont changés en lourds chevaux de campagne.

John s'épuisait en longs remerciements; mais la fée l'interrompant, lui dit :

« Reviens me trouver à la fin de la semaine, et attends, pour m'exprimer ta reconnaissance, de pouvoir juger de l'étendue de tes obligations envers moi »

Charmé de ce que la fée venait de faire pour lui, et pressé de communiquer une si bonne nouvelle à sa famille, John se hâta de rentrer chez lui, en disant à lui-même :

« Je ne serai donc plus offusqué par le contraste qui existe entre le riche et le pauvre! ce que le riche vient de perdre va tourner à notre profit, et nous verrons maintenant si les choses n'iront pas beaucoup mieux. »

Sa femme cependant ne le reçut pas avec un visage riant, car, ayant voulu mettre sa jolie robe de toile de coton (c'était un dimanche), elle avait été très-contrariée de la trouver changée en une robe de grosse étoffe rousse, et, voulant aussi se servir de la théière de porcelaine qui lui avait été donnée par la femme du seigneur, elle n'en avait plus trouvé qu'une de terre commune. Elle

accueillit son mari en lui faisant part de ces tristes découvertes. John toussa, secoua la tête, et ne dit rien, gardant sagement ses réflexions pour lui-même. Mais son petit garçon étant accouru en pleurant :

« Qu'est-ce qui te chagrine, Tommy? lui demanda-t-il, soupçonnant à peu près la cause de ses larmes.

— Ah! répondit l'enfant, comme je jouais avec Dick, notre volant s'est envolé si haut, si haut que nous ne l'avons pas revu, et nos raquettes ne sont plus que des bâtons bons à être brûlés.

— Hum! » dit John qui commençait à se douter qu'il avait fait une sottise. Afin d'y mieux réfléchir et de se consoler de ces petits désappointements, il demanda sa pipe. Sa bonne femme courut la lui chercher; mais quel fut son chagrin, lorsqu'à la place d'une pipe pour fumer, elle ne trouva qu'un peu de terre!

John ne put retenir un gros juron; et sa femme, désirant le calmer, s'empressa de lui offrir une prise de tabac. Il prit la tabatière, et le cœur fut près de lui manquer lorsqu'il sentit à sa légèreté qu'elle était complètement vide. Enfin, étant resté seul, il donna un libre essor à sa mauvaise humeur.

« Que j'ai été bête, s'écria-t-il, de ne pas dire à la fée que c'était seulement aux riches qu'elle devait retrancher les douceurs de la vie! Dieu sait combien peu nous en avons, et quelle dureté il y aurait à nous en priver entièrement. Je retournerai vers elle à la fin de la semaine, et je la prierai de faire une exception en notre faveur. »

Cette pensée le consola pour un moment; mais, longtemps avant la fin de la semaine, le pauvre John eut des sujets beaucoup plus sérieux de se repentir de ce qu'il avait fait.

Son frère Richard, qui travaillait dans une manufacture de soierie, fut renvoyé, ainsi que tous les autres ouvriers, parce que la soie ayant disparu, les maîtres de la fabrique s'étaient vus ruinés et obligés de renoncer à leur industrie. Le pauvre Hopkins, tourmenté par le remords de sa conscience, reçut chez lui son frère mourant de faim.

« Vous verrez un meilleur temps, lui dit-il, vous trouverez de l'ouvrage.

— Où et comment? » demanda Richard; mais c'était plus que John n'en pouvait dire.

Peu après Jack, son fils aîné, revint à la maison ; le carrossier chez lequel il était engagé n'avait plus rien à faire, il ne vendait plus que des charrues et des chariots de campagne.

« Mais, objecta son père, pourquoi n'être pas resté chez ton maître pour travailler à ces objets-là ? »

— Oh ! reprit Jack, il a un plus grand nombre de charrues et de chars qu'il n'en pourra vendre de longtemps, car tous les fermiers en sont pourvus ; le métier de charron est tombé aussi bien que celui de carrossier. »

John soupira et retint avec peine le murmure prêt à s'échapper de ses lèvres.

« Il est du moins heureux, dit-il, que je gagne ma vie en labourant la terre. Le foin et le blé, Dieu merci, ne sont pas des objets de luxe. Je ne manquerai donc jamais d'ouvrage. »

Peu de jours après, le seigneur qui employait John à labourer ses terres, vint à la chaumière.

« John, dit-il, vous êtes un honnête laboureur, et je serais désolé de vous faire de la peine ; tenez, voici deux louis qui vous aideront jusqu'à ce que vous trouviez de l'ouvrage autre part ; car dorénavant je n'aurai plus besoin de vos services. »

John, qui s'était ranimé à la vue de l'or, retomba bientôt dans sa première tristesse, il s'imagina que sa seigneurie avait découvert qu'il était l'auteur de tout le mal qu'il ne pouvait plus se cacher à lui-même, et il dit en balbutiant qu'il espérait n'avoir point offensé son honneur.

« Ne m'appellez plus ainsi, John ; nous sommes égaux maintenant, nous sommes tous paysans. J'ai le bonheur d'avoir conservé mon domaine, parce que la terre n'est pas un objet de luxe ; mais la ferme est trop grande pour le genre de vie que je mène actuellement ; aussi je compte en laisser une partie en friche ou la consacrer à parquer mes moutons.

— Dieu me garde ! Mais, votre honneur, ce serait une pitié que de détruire de si beaux prés, de si beaux champs ! N'êtes-vous pas certain d'en vendre les produits comme auparavant ? le blé et le foin ne sont-ils pas des objets de première nécessité ?

— C'est vrai, reprit le seigneur ; mais je puis vivre sur le produit de la moitié seulement de ma terre, et je ne vois pas pourquoi je prendrais la peine d'en cultiver davantage. D'ailleurs, puisqu'on

ne peut plus se procurer aucun objet d'agrément, je n'ai besoin que de l'argent nécessaire pour payer un petit nombre d'ouvriers, et acheter les grossiers vêtements que nous sommes obligés ma famille et moi de porter; et, je vous le répète, le produit de la moitié de mes terres est plus que suffisant pour cela. »

Le pauvre John était désespéré; de toutes parts il entendait s'élever le cri de la misère, et ne savait plus où cacher sa honte, lorsqu'enfin il vit arriver le dernier jour de cette semaine si féconde en tristes événements. Il courut chercher la fée, et, se jetant à ses genoux, il la supplia de révoquer son terrible arrêt, et de remettre toutes choses dans leur premier état.

La petite baguette s'agita de nouveau dans la main de la fée, et aussitôt le noble château remplaça la chaumière, les jardins reparurent, le pesant attelage reprit sa forme légère et gracieuse. Mais ce qui faisait surtout plaisir à voir, c'étaient les ouvriers courant à leurs métiers et reprisant leurs fuseaux, les jeunes filles et les vieilles femmes enchantées de retrouver leurs coussins à dentelles, et partout l'aspect de l'activité et du bonheur.

Cette leçon rendit John plus sage; et depuis, chaque fois qu'on déplorait devant lui la dureté des temps, et qu'on en accusait le luxe des riches, il s'efforçait de prouver que les pauvres y trouvent leur profit; et s'il ne pouvait réussir à convaincre ses auditeurs par la seule force de ses arguments, il racontait son histoire merveilleuse. Un soir, au cabaret, Rob Scar-Cron, qui avait écouté ses raisonnements, s'écria tout à coup :

« Comment donc! pour que les pauvres gens comme nous trouvent à gagner leur vie, il faut que les riches dépensent une partie de leur fortune en objets superflus! Voilà des paroles qui me semblent hors de sens, et, pour ma part, je sais fort bien que, si j'ai perdu mon gagne-pain, c'est par la faute de mon maître qui a follement dissipé tout son revenu. »

En effet, le jeune lord qu'il servait comme garde-chasse, n'ayant mis aucune borne à ses extravagances, avait dépensé jusqu'à son dernier sou, et alors le chasseur et sa meute, le garde-chasse et sa brillante livrée, tout avait été renvoyé.

« Maintenant, John, ajouta-t-il, je serais bien aise de savoir pourquoi nous perdons nos places. Est-ce parce qu'il y a trop de luxe ou parce qu'il n'y en a pas assez? »

John sentait qu'il y avait du vrai dans les paroles de Rob ; mais il ne voulut pas en convenir, et ne savait que répondre, lorsqu'une pensée vint le frapper comme un éclair.

« C'est parce qu'il y a trop pen de luxe, dit-il d'un air triomphant ; ne voyez-vous pas, Rob, que tant que votre maitre a pu dépenser largement, il vous a gardé à son service, et qu'il ne vous a renvoyé que lorsqu'il a été ruiné ? »

Rob, qui était un rusé compagnon, vit tout de suite le côté faible de l'argument de John.

« Vous ne me faites ni plus ni moins qu'une chicane d'allemand, reprit-il ; car, supposons que tous les gens riches vinsent à se ruiner à force de satisfaire toutes leurs fantaisies, où en serions-nous ? tandis que si les riches dépensent avec prudence et modération, ils pourront continuer à nous employer. »

John était battu, et il en convint.

« Je vous accorde, Rob, que trop de luxe peut nous être nuisible aussi bien que trop d'économie ; mais vous conviendrez que, lorsqu'un homme ne dépense pas au-delà de ce qu'il possède, et que par conséquent il n'apporte aucun dérangement dans ses affaires, nous serions injustes de nous plaindre de son goût pour le luxe, puisque c'est par là qu'il nous fournit plus d'ouvrage et plus d'aisance. »

John rentra chez lui très-satisfait de la conviction qu'il avait acquise que la dissipation du riche ne peut appauvrir les classes inférieures qu'après avoir appauvri le riche lui-même.

« C'est une garantie, » pensait-il ; et, tout en songeant à cela, il en vint à cette conclusion : Qu'après tout le riche et le pauvre n'ont qu'un seul et même intérêt.

« Cela me semble étrange, disait-il en lui-même, car j'avais toujours imaginé qu'ils étaient aussi opposés l'un à l'autre que l'orient à l'occident ; mais à présent je suis convaincu que toutes les douceurs de la vie que nous pouvons nous procurer ont leur source dans le superflu du riche. »

LES SALAIRES.

John Hopkins n'oublia pas la bonne leçon que lui avait donnée la fée ; mais il fut loin d'en tirer tout le parti qu'il aurait dû.

Il sentait qu'il n'avait pas trouvé le remède au mal dont il gémissait ; et, après y avoir de nouveau longtemps réfléchi, et en avoir beaucoup causé avec ses voisins, il vint à penser qu'il fallait en effet laisser le riche vivre à sa manière et satisfaire à son aise toutes ses fantaisies, mais qu'on devait exiger de lui qu'il récompensât plus généreusement les services du pauvre.

« Tout bien considéré, c'est par le travail de nos mains et à la sueur de notre front que sont produites toutes-les choses dont il a besoin ; sans nous, qui labourons la terre et qui semons le blé, il n'aurait pas de pain ; il est donc parfaitement juste qu'il nous paie bien. Si nos salaires étaient doublés, nous pourrions vivre aisément, et le riche n'en serait pas plus pauvre ; car une augmentation de salaire n'est rien pour un homme qui vit dans l'opulence, et ce serait un changement très-important pour nous autres pauvres gens. »

Ravi de cette heureuse découverte, John partit pour aller prier la fée de vouloir bien, par un coup de sa baguette, doubler le salaire de tous les ouvriers.

« Es-tu sûr, lui demanda-t-elle, de n'avoir ensuite aucune raison de te repentir de cette requête, si je te l'accorde ?

— Oh ! dit John, je ne puis me tromper cette fois, car j'ai examiné la chose à fond.

— Eh bien ! reprit la fée, nous allons essayer ; mais ce sera seulement pour trois mois ; après ce terme, tu jugeras toi-même si cela doit toujours continuer. »

John retourna chez lui avec l'espoir d'une gracieuse réception de la part de sa femme, et comme il ouvrait la porte, son regard tomba sur elle avec anxiété.

« J'ai de bonnes nouvelles à t'apprendre, John, s'écria-t-elle

d'un air joyeux. Monsieur l'intendant du château est venu pour te payer ta semaine, et, regarde, il m'a donné cet argent, parce que, à ce qu'il dit, on vient de faire une nouvelle loi qui double le salaire des ouvriers. »

John remercia, en lui-même, la fée, de la promptitude avec laquelle elle avait exaucé ses vœux. La bonne nouvelle se répandit bientôt dans tout le village, et la joie devint générale.

Hopkins résolut de s'accorder un peu de récréation ; et le lendemain étant jour de marché, au lieu d'envoyer sa femme à la ville, il lui proposa de s'y rendre lui-même, parce qu'il voulait employer une partie de son argent à acheter des habits à ses enfants couverts de haillons. Sa femme y consentit à condition qu'il se chargerait d'un panier de prunes et d'un paquet de tresses de paille, qu'une de ses filles avait préparées pour être vendues au marché.

Il partit donc, et sa joie fut grande en apprenant que les prunes et les tresses de paille avaient considérablement haussé de prix. Il ne se doutait guère qu'il en était la cause ; mais ayant été aux informations, on lui dit que la condition de la classe ouvrière s'étant améliorée par l'augmentation des salaires, le débit des chapeaux de paille s'était beaucoup accru ; chacun pouvait et voulait en acheter, et de là venait la hausse produite tout à coup dans le prix des tresses qui servent à faire ces chapeaux.

« Et les prunes, demanda John au marchand de fruits, d'où vient que leur prix s'est élevé ?

— C'est que je n'en ai plus ; ce matin j'en avais un beau choix, mais il est venu un si grand nombre de petits gamins avec leurs deux sous pour en acheter, qu'à neuf heures je les avais déjà toutes vendues ; et cela se comprend ; maintenant que le père gagne le double de ce qu'il gagnait hier, comment refuserait-il à ses enfants quelques sous pour acheter du fruit ? J'ai commencé par vendre mes prunes deux sous la livre ; mais quand j'ai vu qu'il ne m'en resterait pas pour finir ma journée, je les ai mises à trois. Quant à votre panier, Hopkins, je vous le paierai à raison de deux sous la livre.

John, sans trop bien comprendre ses explications, remercia le marchand, et se dit en lui-même :

« Il paraît que j'ai enfin trouvé le remède à nos maux, et pour cette fois la baguette de la fée n'a produit que des bienfaits. »

Lorsqu'il eut vendu ses prunes et ses tresses, il se rendit chez le marchand drapier pour acheter des vestes à ses garçons ; mais il trouva que le drap avait renchéri de deux francs par aune, et comme il en exprimait sa surprise :

« Cela n'empêche pas, lui répondit le marchand, que les pratiques n'abondent aujourd'hui dans ma boutique. En vérité, je crois que chaque habitant de la ville veut avoir un habit neuf ; mais je suis loin d'avoir du drap pour tous : ainsi ceux qui ne voudront pas y mettre un prix aussi élevé pourront s'en passer.

— Il me semble que cela n'est pas juste, dit John ; puisque le drap ne vous coûte pas plus qu'au dernier marché, ne pourriez-vous pas le vendre au même prix ?

— C'est possible, répliqua le marchand ; mais je profite de ce que je puis gagner davantage, et rien n'est plus naturel. Ne savez-vous pas, John, que vous augmentez le prix de votre blé lorsqu'il y en a peu au marché, tandis que vous êtes obligé de le donner à tout prix lorsqu'il y en a beaucoup et peu d'acheteurs ? Je me trouve dans ce moment avoir plus de demandes que je n'en puis satisfaire, pourquoi donc vous donnerais-je mon drap plutôt qu'à un autre qui me le paiera davantage ? Comme dit le proverbe, il faut faucher l'herbe pendant que le soleil luit.

— En effet, pensa John, n'ai-je pas moi-même vendu mes prunes et mes tresses de paille plus cher qu'au précédent marché, et cependant elles ne me coûtaient pas davantage ; il est juste que le marchand drapier fasse de même.

— Voici un bon temps, monsieur, reprit-il en s'adressant au marchand, et nous avons tous le droit d'en tirer le meilleur parti possible ; mais comme mes garçons peuvent attendre encore quelque temps, je reviendrai lorsque vous aurez reçu de nouveau drap, parce qu'alors il sera sûrement moins cher.

— Je ne puis vous le promettre, mon ami ; il est difficile de prévoir ce qui résultera de cette hausse du salaire des ouvriers ; c'est une chose si étrange ! Il semble au premier coup-d'œil que ce soit un signe de prospérité ; mais, comme vous savez, John Hopkins, tout ce qui reluit n'est pas or.

— Mais lorsque vous serez mieux assorti, et que vous aurez de la marchandise pour toutes vos pratiques, je ne vois pas pourquoi vous continueriez à la vendre aussi cher ?

— Je n'ai pas le temps d'examiner cette question ; mais je crois que , lorsque je retournerai à la manufacture pour faire de nouvelles provisions , le fabricant ne me livrera plus le drap au même prix , ayant lui-même de plus fortes demandes et sachant que les marchands le vendent plus cher. D'ailleurs , ajouta le marchand en se frottant les mains , il faut maintenant qu'il paie ses ouvriers deux fois autant que ci-devant , et il se ruinerait s'il ne doublait pas aussi le prix de ses marchandises ; n'est-il pas vrai , Hopkins ?

— Cela me semble juste , en effet , dit John.

— Eh bien ! vous sentez maintenant que si je dois payer le drap plus cher , il faut aussi que je le vende plus cher , ou que je ferme ma boutique , si je ne veux pas faire banqueroute.

— Je ferai donc aussi bien , pensa John , d'acheter mon drap aujourd'hui. » Mais en payant il s'aperçut qu'il avait tout juste de quoi acquitter son compte. Il en fut un peu désappointé , car il s'était flatté qu'il lui resterait assez d'argent pour s'acheter aussi une veste de maison , et il avait promis d'apporter à Jenny un dé à coudre , et à James un sifflet d'un sou. »

Il était impatiemment attendu par sa femme et ses enfants ; les deux plus jeunes étant venus à sa rencontre , l'ayant aperçu de fort loin , coururent avertir leur mère qu'il arrivait avec un gros paquet sur les épaules.

Lorsqu'il fut entré dans sa chaumière , et qu'il eut essuyé son front , il parla de la bonne vente qu'il avait faite. Sa femme l'embrassa tendrement , l'appelant un bon et digne homme ; et ses enfants , tout en faisant des sauts de joie , s'empressèrent de détacher les nœuds qui liaient le paquet.

Le contenu en était fort au-dessous de leur attente , et ils cherchèrent en vain les petits présents qu'on leur avait promis. John leur fit alors le récit de tout ce qui s'était passé au marché.

« Ah ! s'écria sa femme impatientée , je ne vois pas que cela nous avance beaucoup de recevoir double salaire , si toutes les choses dont nous avons besoin doivent aussi doubler de prix.

— Heureusement , dit John , que je ne suis pas le seul de la famille qui gagne son pain. N'avons-nous pas Dick et Sally qui travaillent chacun de leur côté ; si nous manquons de quelque chose , ils nous aideront. »

Quelque temps après Dick revint à la maison ; mais , hélas !

loin d'être en état de secourir ses parents, il leur apportait la triste nouvelle qu'il venait d'être renvoyé de la fabrique où il était occupé.

« Comment donc ! lui demanda son père ; n'étais-tu pas content de ton nouveau salaire ?

— Oh ! répondit le jeune homme, c'était bien les premières semaines ; mais j'aurais beaucoup préféré qu'il n'y eût pas de changement et conserver ma place.

— Mais si tu faisais bien ton devoir, pourquoi as-tu été renvoyé ?

— Quant à cela, mon maître était très-satisfait de moi ; mais la hausse des salaires l'a obligé de renvoyer la moitié de ses ouvriers, et j'ai été de ce nombre.

— S'il renvoie la moitié de ses ouvriers, il fera la moitié moins d'ouvrage ; comment donc pourra-t-il continuer à fournir les marchands en détail ?

— Il dit que les demandes sont beaucoup moins considérables depuis que cette nouvelle loi a passé.

— Voilà qui est faux ! s'écria John ; car il n'y a pas un mois que le marchand drapier m'a assuré qu'il vendait beaucoup plus de drap depuis le changement des salaires, quoiqu'il le vendit plus cher qu'auparavant.

— C'était comme cela au premier moment, parce que chacun se trouvant posséder plus d'argent qu'il n'en avait jamais eu jusque là, se croyait riche et en état de faire beaucoup plus de dépense ; mais quand on a vu hausser le prix des marchandises, et que plusieurs ouvriers ont été privés de leur gagne-pain, on a bien vite restreint ses dépenses aux choses de première nécessité. »

Hopkins se mordit les lèvres, prit un air capot, et ne trouva pas un mot à répliquer.

« Non, reprit Dick, autant le commerce allait bien précédemment, autant il va mal maintenant.

— Je le vois à mes dépens, dit madame Hopkins ; au dernier marché, j'ai eu bien du mal à vendre mes fruits et les tresses de Jenny la moitié de ce qu'ils se vendaient il y a quelques semaines. »

La baisse dans le prix des marchandises parut favorable à John, qui dans ce moment n'avait rien à vendre et se proposait d'acheter beaucoup de choses. Cette réflexion lui rendit le courage.

« Je crois, Dick, que si les choses continuent à se vendre à un prix modéré, et que les salaires restent tels qu'ils sont, nous nous

en trouverons très-bien ; j'aurais mieux fait d'attendre un peu plus tard pour acheter les vestes de tes frères.

— C'eût été plus sage encore de ne pas les acheter du tout , mon père , et c'est ce que vous auriez fait si vous aviez attendu davantage , car nous verrons de mauvais jours , autant que je puis le prévoir.

— Ne te décourage pas , mon enfant , s'écria Hopkins en lui frappant amicalement sur l'épaule ; tu vois tout au pire parce que tu n'as pas d'ouvrage ; mais certainement , ajouta-t-il en hésitant , la hausse des salaires ne peut être qu'une chose avantageuse.

— Avantageuse pour ceux qui ont de l'ouvrage , observa Dick d'un air sombre. Pour peu que dure cet état de choses , les fabricants seront tous ruinés , et alors il n'y aura plus d'ouvrage ni pour dix-huit francs ni pour trente-six. Près de la moitié des métiers de notre manufacture se détruisent dans l'inaction ; il en est de même de la grande machine à vapeur , qui a énormément coûté à mon maître ; Mais que faire ? Tant que le chef de fabrique sera forcé de payer à ses ouvriers un salaire qui mange tous ses profits , moins il fera travailler , moins il perdra.

— Il semble que cette loi ait été faite pour se moquer de nous , dit madame Hopkins.

— C'est une utile leçon , reprit John en soupirant ; elle nous prouve bien clairement que toute augmentation dans les salaires ne peut que nous être fort nuisible.

— Vous êtes dans l'erreur , mon père , objecta Dick ; toutes les fois que les salaires sont haussés par une cause naturelle , c'est un signe de prospérité , et ce changement ne produit que du bien. Ainsi , l'année dernière , mon maître ayant plus de commandes qu'il n'en pouvait confectionner , annonça une augmentation dans la paie de ses ouvriers , et aussitôt il lui en arriva de tous les quartiers qui furent tous bien payés sans qu'il en éprouvât aucune gêne , parce que la vente allant mieux , il faisait de plus gros bénéfices. Quand la hausse des salaires est causée par une plus grande consommation de marchandises , tout le monde s'en trouve bien , maîtres et ouvriers ; mais lorsqu'elle n'est que le résultat d'une loi absurde et arbitraire , elle produit la ruine de tous , et ceux qui ont créé cette loi ne tarderont pas à en reconnaître l'abus. »

Cette observation fut vivement sentie par le pauvre John , qui

néanmoins garda bien son secret, mais jura en lui-même qu'une fois sorti de ce cruel embarras, il ne s'y exposerait plus.

Quelques semaines après, Sally, qui travaillait dans une filature de soie, revint à la maison et raconta la même chose que son frère.

« Ainsi nous voilà avec deux enfants de plus sur les bras ! dit madame Hopkins. En vérité l'augmentation des salaires nous est bien avantageuse !

— C'est du moins heureux que j'en jouisse, répondit John, puisque cela me met en état de les nourrir. »

Comme il achevait ces mots, l'intendant du château entra :

« Bonjour, John, dit-il ; vous me paraissez moins satisfait que le mois dernier.

— Et j'ai des raisons pour cela, Monsieur. Voici deux de mes enfants qui se trouvent sans ouvrage, et que je suis obligé de reprendre chez moi ; mais peut-être que monsieur Bow pourrait les employer à sa ferme, quoiqu'ils ne soient pas habitués à ce genre de travail ; ils s'y mettront bien vite et vous en serez très-content.

— J'aurais pu, répondit l'intendant, leur donner de l'ouvrage avant le changement actuel ; mais à présent mon maître se trouve dans l'impossibilité de prendre de nouveaux ouvriers ; son intention, au contraire, est d'en réduire le nombre, et c'est précisément pour cela que je viens chez vous. Mon maître vous est trop attaché pour vouloir vous renvoyer, il sait que vous l'avez toujours bien servi et que vous avez une nombreuse famille à élever.....

— Je remercie mon bon maître, interrompit John ; j'ai travaillé pour lui avec fidélité, et j'ai la conscience d'avoir, selon le précepte de la Bible, gagné mon pain à la sueur de mon front.

— Laissez-moi achever, John ; vous comprenez bien qu'avec les incilleures intentions du monde, votre seigneur ne peut faire de l'argent ; aussi voici ce qu'il a décidé : il vous emploiera trois jours de la semaine au lieu de six.

— Et que ferai-je les trois autres jours ?

— Vous chercherez de l'ouvrage ailleurs.

— Je chercherai, oui, mais je n'en trouverai pas. Si Dick et Sally ne peuvent en avoir, comment en donnerait-on à un vieux homme comme moi ?

— Eh bien ! dit l'intendant, si vous restez les bras croisés pen-

dant trois jours, cela reviendra au même, puisque vous gagnerez pour six jours pendant les trois autres. »

John trouva que c'était peu consolant, au moment où il se voyait deux enfants de plus à entretenir. L'intendant prit congé de la triste famille. Lorsqu'il fut sorti, madame Hopkins soupira, et, joignant ses mains :

« Ah ! s'écria-t-elle, que nous sommes stupides et que nous entendons mal nos intérêts ! Nous avons cru que cette nouvelle loi allait nous enrichir, et il se trouve qu'elle met le comble à notre misère.

— Ne crains rien, dit John, tout cela ne peut durer plus de trois mois, et en voilà déjà deux d'écoulés.

En effet, à la fin du troisième mois, les choses avaient repris leur cours habituel. Dick et Sally étaient retournés l'un à sa filature de soie, l'autre à sa manufacture de drap, et le pauvre John avait recommencé à labourer de bon cœur les six jours de la semaine.

Il avait durement appris combien il est dangereux de se mêler des choses que l'on ne comprend pas, et il se promit bien de ne plus appeler la fée à son secours, mais de s'efforcer d'acquérir sur ces matières des notions plus précises.

Le séjour de Dick auprès de lui ne lui avait pas été inutile, parce que celui-ci vivant habituellement dans une grande manufacture de la ville, avait eu plus d'occasions de s'instruire que n'en a un laboureur dont la vie est tout à fait solitaire. La hausse et la baisse du prix des marchandises est d'un si grand intérêt pour les ouvriers des fabriques, qu'ils en parlent souvent entre eux, et finissent par acquérir sur ce sujet des connaissances assez justes.

Ils s'aperçoivent bientôt que la prospérité du fabricant et celle de ses ouvriers marchent ensemble.

Comme John s'étonnait du savoir de son fils, qui avait été très-peu de temps à l'école, Dick lui fit observer que l'on peut apprendre tout autant dans une fabrique que dans une école, mais que seulement c'est en causant qu'on s'y instruit, et non en lisant.

« Mais je pensais, Dick, que vous parliez de choses plus amusantes, et que vous ne vous creusiez pas la tête sur ces sujets-là.

— Les hommes les plus simples deviennent intelligents toutes les fois qu'il s'agit de leurs intérêts, et c'est fort heureux,

puisqu'cela les met à même de juger de leurs propres affaires.

— Mais ce qu'on apprend dans vos fabriques n'est pas toujours bon, mon fils; j'ai entendu dire qu'un mauvais sujet peut en corrompre tous les ouvriers, précisément comme une pomme pourrie gâte tout le tas dans lequel elle se trouve.

— Oh! répliqua Dick, partout où les hommes peuvent gagner honnêtement leur vie, ils se conduisent bien; soyez en convaincu, mon père, c'est la misère et l'oisiveté qui les entraînent au vice. »

LES TROIS GÉANTS.

Un soir que John Hopkins était assis fumant sa pipe devant sa maisonnette, au milieu de ses enfants qui jouaient, un vieux colporteur se présenta et lui offrit ses marchandises; il ne fit que de petites emplettes, car sa bourse était légère; mais ce pauvre homme paraissant fatigué, il lui offrit un siège et quelques rafraîchissements.

« Je viens de loin et je suis las, dit le vieillard; vous m'obligerez en m'indiquant où je pourrai trouver un logement pour la nuit.

— Je voudrais pouvoir vous en offrir un, répondit Hopkins, mais nous sommes déjà très-nombreux ici; il y a bien une espèce de hangard derrière la maison, où je vous ferai un lit de paille fraîche avec une bonne couverture, si cela peut vous convenir.

— Je l'accepte, et vous en remercie de bon cœur, reprit le marchand ambulancier, et, si vous le permettez, j'amuserai vos enfants en leur racontant une histoire.

— Une histoire, une bistoire! répétèrent tous les enfants en se pressant autour de lui.

— J'espère qu'elle sera merveilleuse! s'écria Tom; qu'il y aura des géants et des fées!

— Bah! ce sont des niaiseries, dit Jenny; j'aime beaucoup mieux une histoire vraie.

— Vraie ou fausse, reprit Hopkins, peu importe, pourvu qu'on y apprenne quelque chose d'utile.

— Oh ! je vous en prie , dit la petite Betty , récitez-nous un joli conte comme il y en a dans mon livre de fables ; mais pas de morale à la fin , s'il vous plaît , elle est toujours si ennuyeuse !

— Je crains qu'il ne me soit bien difficile de vous satisfaire tous , répliqua le vieux marchand : l'un veut un conte merveilleux , l'autre une histoire vraie , un troisième me demande du bon sens , et cette petite fille ne veut pas de morale. Eh bien ! je ferai de mon mieux pour vous plaire à tous. »

Après avoir un peu toussé pour s'éclaircir la voix , le colporteur commença ainsi :

« Il y avait autrefois , dans un temps qui ne valait pas mieux que celui-ci , un pauvre laboureur chargé d'une nombreuse famille ; il se nommait Jobson , et résolut de s'embarquer sur la mer pour aller chercher fortune ailleurs. Plusieurs de ses voisins , qui se trouvaient dans la même détresse , réalisèrent ce qu'ils possédaient , afin de partir aussi pour les colonies , où on leur dit qu'ils pourraient acheter à très-bon compte de petites fermes. Ils se rendirent tous à Liverpool , où l'on s'embarquait pour.... j'ai oublié le nom du lieu où ils voulaient aller ; mais peu importe , car les pauvres diables n'y arrivèrent jamais. Ils étaient en pleine mer depuis quelques semaines , lorsqu'il s'éleva un orage terrible ; le vaisseau lutta plusieurs jours et plusieurs nuits contre les éléments en furie , puis finit par aller se briser sur la côte. Les passagers eurent beaucoup de peine à se sauver ; mais lorsqu'ils se virent sur une terre fertile , ils furent un peu consolés de leur naufrage. C'était une île déserte.

« Tant mieux , dirent-ils ; nous serons les maîtres , et nous pourrions vivre ici aussi heureux que dans une colonie , si seulement nous avions nos outils et quelques vêtements.

— Et quelques marmites et casseroles pour faire la cuisine , » ajoutèrent les femmes.

» Les hommes s'occupèrent alors à examiner le vaisseau naufragé , et ils en tirèrent un beaucoup meilleur parti qu'ils n'avaient espéré. Pour dire les choses en peu de mots , ils eurent de quoi s'établir commodément dans cette île ; en moins d'une année chaque famille posséda sa maisonnette et son petit jardin potager. Les fruits y croissaient en abondance , sans culture , et comme le climat y était très-chaud , les raisins , les figues et la noix de coco y ve-

naient à maturité. Ils avaient ensemencé un champ de blé qui leur donna une récolte suffisante pour eux tous ; la difficulté était d'en faire de la farine et ensuite du pain. Ils essayèrent d'écraser le grain entre deux cailloux , mais cela prenait beaucoup de temps , et Jobson , qui avait une nombreuse famille à nourrir , n'y trouvait pas son compte.

« Qu'y a-t-il donc de merveilleux dans cette histoire ? demanda Ton ; je n'y vois ni fée ni géant.

— Tout vient à point à qui sait attendre , mon enfant , reprit le colporteur ; il faut être patient avec les vieillards : nous ne pouvons pas courir aussi vite que vous autres petits garçons. Écoutez la suite de mon récit.

« Comme Jobson se promenait un jour dans l'île , tout en pensant à ses fils qu'il aurait désiré voir déjà assez grands pour l'aider dans ses travaux , il pénétra dans une vallée qu'il n'avait point encore vue ; une rivière la traversait , et elle était ombragée par de beaux arbres. Cet endroit lui parut si agréable qu'il s'y arrêta longtemps , et il ne songeait pas à retourner chez lui , lorsque tout à coup sa vue tomba sur un objet qui le fit tressaillir et reculer.

— Oh ! s'écria Tom en frappant ses mains de joie , qu'est-ce que c'est que cela ? Ce ne peut être une fée , elle ne lui aurait pas fait peur.

— En effet , reprit le marchand , ce n'était pas une fée ; c'était un énorme géant étendu sur la terre. Jobson se disposait à fuir , lorsqu'il lui parut que le géant dormait , et qu'il avait d'ailleurs une de ces bonnes physionomies tout à fait inoffensives. Ses habits brillaient au soleil et reflétaient la verdure des arbres , de manière qu'il semblait vêtu d'une soie verte changeante. Comme Jobson le considérait avec surprise , le géant ouvrit les yeux et le regarda d'un air tout à fait bon enfant.

— Ce n'était donc pas un méchant géant ? dit Betty.

— Non , en vérité , répliqua le vieillard ; cependant lorsque Jobson le vit bien réveillé , il voulut partir ; mais le géant , sans faire un seul mouvement , de crainte de l'effrayer , le rappela d'une voix si douce que Jobson s'arrêta.

— Ne craignez rien , bonhomme ; de ce que je suis fort et puissant , il ne s'ensuit pas que je sois cruel , et je ne veux vous faire aucun mal.

» Jobson hésitait encore ; mais le géant le regardait avec tant de bienveillance qu'il prit confiance en lui et s'en approcha peu à peu.

» Pourquoi avez-vous peur de moi ? Est-ce à cause de ma taille élevée ? la colline qui est ici près est bien plus haute, cependant elle ne vous cause aucun effroi.

— Mais vous êtes vivant, dit Jobson, et j'ai lu des histoires de méchants géants ; jusqu'ici je n'en avais jamais vu, il est vrai, et je croyais que c'étaient des contes faits pour amuser les enfants.

— Je le crois aussi, répliqua le géant ; mais il y a dans la nature de véritables géants qui, loin d'être enclins au mal, sont disposés à faire aux hommes tout le bien qui est en leur pouvoir, et je suis un de ceux-là.

— Vous devez pouvoir faire beaucoup de bien ? reprit Jobson, car votre force doit égaler celle de Samson. »

» Et, réfléchissant combien il lui serait avantageux que le géant voulût bien l'aider dans ses travaux, il s'enhardit jusqu'à le lui demander. Le géant lui répondit qu'il était prêt à faire toute espèce d'ouvrage qu'il lui plairait de lui proposer : « Mais je vous préviens, ajouta-t-il, que, n'étant pas habitué à travailler dans cette île déserte, j'aurai besoin de quelques directions.

— Oh ! si ce n'est que cela, dit Jobson, je vous enseignerai bien vite le travail que vous aurez à faire. »

» Mais il lui vint à l'esprit que le géant voudrait un salaire proportionné à son travail, et il lui demanda avec anxiété combien il lui faudrait.

— « Un salaire ! reprit le géant, je ne vous en demande pas, je ne sais pas même ce que c'est. »

» Jobson fut prêt à sauter de joie, à la pensée d'un laboureur qui ferait l'ouvrage de cent ouvriers et qui ne demandait point de salaire, et il allait courir chez lui pour annoncer cette bonne nouvelle, quand le géant lui proposa de le porter : cela lui épargnerait, dit-il, la peine de se fatiguer, et il arriverait beaucoup plus vite.

» Jobson ne s'en souciait guère ; ne voulant cependant pas le désobliger, il y consentit.

« Je vous paraîtrai étrange en vous demandant comment je dois vous porter, dit le géant ; mais jusqu'ici je n'ai porté personne, et je ne sais comment m'y prendre. »

« Qu'il est stupide ! pensa Jobson ; mais il n'y pas de mal qu'il présume si peu de lui-même et qu'il ait le désir d'apprendre.

« Voulez-vous monter sur mon dos , ajouta-t-il , ou que je vous porte dans mes bras ? »

« Jobson fut bien aise d'avoir à opter , car il aimait mieux monter sur le dos du géant que d'être porté dans ses bras comme un enfant au maillot. En outre , pour tout vous dire , la vérité est qu'il lui restait une certaine frayeur de voir le géant debout et de se sentir pressé entre ses bras. S'étant donc fait une selle avec quelques morceaux de bois , il s'assit après avoir coupé une longue baguette pour s'en servir au besoin , et pria le géant de prendre le chemin du logis.

« Le géant obéit ; il ne marchait ni ne courait , mais il glissait doucement , de manière que Jobson n'éprouvait aucune secousse.

« En peu d'instants ils arrivèrent à la maison.

« Vous pouvez vous représenter la frayeur de madame Jobson et de toute sa petite famille , quand ils le virent monté sur un pareil animal ; les enfants s'enfuirent en criant comme s'ils avaient vu une bête féroce , et la pauvre femme se tordit les mains de désespoir ; puis , se jetant aux genoux du géant , elle le pria en pleurant de rendre la liberté à son cher mari.

« Il est libre , répondit le géant ; je l'ai porté jusqu'ici pour qu'il ne se fatigue pas , et maintenant , ma bonne femme , si je puis faire quelque chose pour vous , je suis à vos ordres , car je ne demande qu'à m'occuper. »

« La pauvre femme le remercia en tremblant , essuya ses yeux et essaya de sourire ; mais elle était si effrayée par l'aspect de ce géant monstrueux , et en même temps si surprise de son bon caractère , qu'elle commença à croire qu'elle n'était pas dans son bon sens. Et quand son mari lui eut raconté tout ce qui venait de se passer entre lui et le géant , sa surprise ne fit qu'augmenter.

« Les enfants , qui s'étaient éloignés , voyant leur père et mère causer amicalement avec le géant , ne tardèrent pas à se rapprocher.

« Regarde ses jambes , dit Jack , je ne puis pas seulement atteindre avec ma tête jusqu'à son mollet.

— S'il se tenait debout , observa Will , il pourrait cueillir les noix sur le cocotier. »

» Tout en parlant ainsi, ils se pressaient les uns vers les autres, comme pour se défendre mutuellement ; cependant, lorsqu'ils virent le géant leur sourire et qu'ils entendirent leurs parents leur assurer qu'ils n'avaient rien à craindre, leur terreur cessa, car ni père ni mère ne les avaient jamais trompés, et ils croyaient tout ce qu'ils pouvaient leur dire. Leur frayeur fit place à la curiosité, et au bout de quelques instants ils grimpèrent sur le géant, qui était toujours étendu sur l'herbe, et se mirent à jouer avec lui. Pendant ce temps Jobson et sa femme se consultaient pour savoir comment ils logeraient et nourriraient le géant.

« Il lui faudrait une chambre plus grande que toute la maison, et quant à sa nourriture, en un seul repas il dévorerait tout un carré de choux et un gros jambon. Jobson n'avait pas songé à tout cela, et il commença à douter d'avoir fait un bon marché.

« Nous ferons mieux de parler au géant, ma femme, dit-il, et de lui demander quelle sorte de repas il lui faut.

— Rien qu'une coupe d'eau fraîche, répondit-il.

— C'est bien de la modération ! reprit Jobson ; point de liqueur ni de bière ?

— Mais que mangez-vous, mou ami ? lui demanda la bonne dame Jobson, qui commençait à trembler pour sa cuisine.

— Je ne mange jamais, répliqua le géant ; fort comme je suis, je n'ai pas besoin de nourriture : ainsi, ne vous inquiétez pas de moi, et, pour ce qui est d'un logement et d'un lit, je n'en fais aucun usage : lorsque je ne suis pas occupé, je me repose sur l'herbe. »

» Jobson et sa femme furent transportés de joie en entendant un si habile ouvrier ne demander ni salaire, ni logement, ni nourriture.

« Bientôt nous ne manquerons plus de rien, dirent-ils, pourvu qu'il soit toujours de bonne humeur et disposé à travailler.

— Nous ne devons pas trop exiger de lui, ajouta la femme, et faire tout ce qui dépendra de nous pour lui être agréable. »

» Jobson déclara à son nouvel ouvrier qu'il ne prétendait point qu'il travaillât lorsqu'il serait las.

« Ce que je ferai dépendra entièrement de vous, mes bons amis, répondit-il ; je travaillerai toutes les fois que vous aurez de l'ouvrage à me donner. Quant à la fatigue, je ne sais pas ce que c'est.

— En vérité ! s'écria Jobson, vous me paraissez toujours plus surprenant. Vous ne dormez donc que la nuit ?

— Je ne dors jamais, et je travaille aussi aisément pendant vingt-quatre heures que pendant une minute. »

» Jobson, dont la surprise et la joie allaient toujours croissant, s'occupa alors à déterminer de quelle manière il emploierait le géant. « Il moudra le grain, pensa-t-il, je suis fatigué de le faire ; » et il lui montra les pierres dont il se servait à cet effet, mais ce n'était qu'un jeu pour le géant, et Jobson comprit que s'il pouvait se procurer deux grandes pierres plates comme celles dont on se sert dans les moulins, le géant ferait beaucoup plus d'ouvrage ; malheureusement la carrière était fort éloignée de sa demeure, et, à supposer qu'il pût s'y rendre et couper les pierres en question, comment les transporterait-il jusque chez lui ? »

» Le fardeau ne sera pas trop lourd pour moi, lui dit le géant, partons. »

« Jobson enferma ses outils dans une boîte qu'il plaça sur le dos du géant ; il monta dessus, et ils eurent bientôt atteint la carrière, où ils coupèrent les deux pierres qui, en peu d'instants furent amenées au logis. Une fois qu'elles furent convenablement disposées, le géant se mit à l'ouvrage et travailla comme s'il n'avait fait que cela toute sa vie. La nuit étant venue, les heureux époux l'engagèrent à prendre quelque repos, mais il ne voulut pas y consentir ; pour eux, ils se couchèrent après avoir remercié Dieu de tout leur cœur de ce qu'il leur avait envoyé un si bon ouvrier.

» Et Je vous prie, dit Tom, interrompant le marchand, quel était le nom de ce merveilleux géant ?

— Aquafluens.

— Oh ! quel nom difficile à prononcer ! s'écria Betty.

— Les géants ne portent pas les mêmes noms que nous, reprit le colporteur et je vous assure que celui-ci est très-significatif. Mais laissez-moi continuer mon histoire.

« Pendant la nuit les enfants furent éveillés par le bruit que faisait le géant en écrasant le blé ; ils eurent peur ; mais leur mère les rassura, et cette bonne femme, voyant son mari paisiblement endormi auprès d'elle, songea combien elle était heureuse de ne plus le voir obligé de faire un travail aussi dur, et elle appela sur son nouvel ami toutes les bénédictions du ciel.

» Le jour suivant, Aquafluens ayant achevé de moudre le blé, demanda de l'ouvrage, et tandis que Jobson lui en préparait, il se mit à laver la maison et la nettoya complètement. Il sortit ensuite avec les enfants, les conduisit au bord de l'eau, joua avec eux, leur apprit à nager, et lorsqu'ils revinrent à la maison, frais et dispos, avec un bon appétit, ils se louèrent beaucoup de leur compagnon.

» Pendant ce temps Jobson lui avait trouvé de la besogne. Depuis longtemps il désirait amener de la forêt voisine un arbre que le vent avait déraciné, afin d'en faire un plancher à sa maison, qui devenait humide et malsaine pendant les temps de pluie; mais il n'avait pu le faire jusqu'alors, manquant de moyens nécessaires pour transporter un fardeau si lourd ou pour le diviser en planches. Maintenant rien de plus aisé; il établit l'arbre en travers sur les épaules du géant, qui le porta ainsi sans difficulté. Jobson lui enseigna à se servir de la scie, et fut agréablement surpris de son habileté à la manier. Il pensa que s'il pouvait attacher ensemble huit ou dix scies, le géant serait assez fort pour les mettre en activité toutes ensemble, et scierait ainsi huit à dix planches à la fois. La difficulté était de se procurer plusieurs scies. Jobson s'adressa à ses voisins et leur promit de leur fournir des planches en retour du prêt de leur scie.

» La réputation du géant s'était répandue dans l'île, et chacun apporta sa scie afin d'avoir part au produit de son travail.

» Un des colons, qui était charpentier, entreprit l'arrangement des scies en forme de charpente; d'autres creusèrent une fosse à scier: tout cela prit un peu de temps; mais lorsque ces apprêts furent terminés, le géant se mit à l'ouvrage, et dans l'espace d'un jour il scia l'arbre entier en belles planches bien lisses. Lorsque Jobson eut payé à ses voisins le prêt de leurs scies, il lui resta assez de planches pour réparer son plancher, faire une porte neuve à sa maison, quelques tablettes et une jolie table.

» Le charpentier lui avait offert de travailler à ces objets moyennant que le géant lui moudrait son blé; c'était un marché avantageux pour tous deux: aussi furent-ils bientôt d'accord; et lorsque les colons s'aperçurent combien la petite maison de Jobson était devenue commode et confortable, ils se mirent à couper les arbres de la forêt afin d'en tirer le même parti. Mais il fallut payer Jobson pour le travail d'Aquafluens, qui continuait à transporter le bois

et à le scier. Chacun s'empressa de lui apporter ce qu'il pouvait avoir de meilleur en réserve et dont il croyait que Jobson manquait. L'un vint avec un panier de poisson tout fraîchement pêché; un autre lui offrit la moitié d'un jeune cabri qu'il venait de tuer; un troisième, des canards sauvages, et ainsi de suite, de manière que la maison de Jobson se trouva aussi bien fournie que le garde-manger d'un grand hôtel. Un des colons se présenta à lui avec une bourse remplie d'argent qu'il avait sauvée du naufrage, et voulut lui payer les services du géant, argent comptant.

« Hélas! mon bon ami, que ferais-je de votre argent? Il ne peut m'être ici d'aucun usage. Cependant, comme j'ai de la nourriture pour plusieurs jours, je consens à prendre votre argent; il pourra m'être utile une fois ou l'autre. »

» La dernière personne qui vint fut une pauvre veuve qui avait perdu son mari peu après le naufrage; elle aurait eu besoin d'un plancher à sa petite chaumière pour que ses enfants fussent au sec; mais elle n'avait rien à donner en échange qu'un panier de pommes-de-terre arrachées dans son jardin.

« Je ne prendrai pas vos pommes-de-terre, Marthe, dit Jobson: ainsi, remportez-les.

— Hélas! je n'ai pas autre chose à vous offrir, vous savez comme je suis pauvre. Jackson m'a promis de couper un arbre pour moi si je puis obtenir les secours du géant, et j'ose croire que le charpentier me prêtera une main secourable pour faire mon plancher.

— Et croyez-vous, Marthe, que je serai le seul à refuser un coup de main à une pauvre voisine? répliqua Jobson d'un air un peu fâché. Retournez chez vous, bonne femme; dites à Jackson de couper votre arbre, et comptez sur l'assistance d'Aquafluens. »

» La pauvre femme le remercia les larmes aux yeux, et s'en retourna avec son panier de pommes-de-terre, qui lui parut bien léger, tant elle était joyeuse de rapporter le diner de ses enfants?

» Deux hommes vinrent rôder autour de l'habitation de Jobson; ils auraient volontiers profité des services du géant; mais, ayant toujours vécu en paresseux, ils n'avaient rien à offrir en échange.

« Vous ferez tout aussi bien de vous en aller, leur dit Jobson; le géant ne travaille pas pour encourager la paresse.

— Que ferons-nous, alors? répliqua l'un d'eux; nous ne pouvons rien donner, puisque nous ne possédons rien.

— Vous avez chacun une paire de bons bras, et si vous vous en étiez servis jusqu'à présent comme vous deviez le faire, vous ne viendriez pas ici les mains vides. »

» La femme de Jobson, sachant qu'ils étaient mariés tous deux, se sentit touchée en pensant à leurs pauvres femmes :

« Si vous voulez travailler pour nous, leur dit-elle, mon mari vous permettra, je n'en doute pas, de profiter de l'habileté du géant.

— Mais quel besoin ai-je de ces hommes, dit Jobson, tant que le géant travaille pour moi ?

— Il y a des choses que ne peut faire Aquafluens, tu le sais bien, mon ami, reprit sa femme; et ne t'ai-je pas entendu dire qu'il travaille si vite que tu as à peine le temps de lui préparer de l'ouvrage ? Eh ! bien, repose-toi un peu, et ces messieurs te remplacront.

— Cela est vrai, répliqua-t-il ; d'ailleurs nous voilà assez à notre aise pour que je ne me rende pas esclave. Mais dois-je me confier à ces paresseux ?

— Tu les surveilleras de temps en temps. En outre, dit madame Jobson, j'ai besoin qu'ils me fassent quelques grands paniers pour enfermer toutes les bonnes choses que nous ont apportées nos voisins. »

» Il fut conclu que le géant moudrait le blé de ces deux hommes, à condition que Jobson les emploierait à ce qu'il lui plairait. L'un fut chargé de dépouiller un arbre de son écorce, tandis que l'autre courut couper des tiges de saule pour faire des paniers.

» Il serait trop long de détailler tous les avantages que la colonie retira des services du géant; mais, quoique le bénéfice fût général, Jobson en profita beaucoup plus que tous les autres; aussi les habitants de l'île, lorsqu'ils avaient un jour de loisir, ne manquaient pas d'aller se promener au loin, dans l'espérance de rencontrer quelque autre géant.

» Plusieurs d'entre eux s'informèrent d'Aquafluens s'il avait des frères.

« J'en ai un, leur dit-il, mais nous nous rencontrons rarement: j'aime à me reposer dans les vallées, et lui fréquente les hauteurs.

— Et peut-il travailler autant que vous ?

— Oui, répondit Aquafluens, lorsqu'il est bien disposé; mais il est d'une humeur variable et quelquefois très-colère; il lui arrive souvent de me chicaner, et alors je deviens furieux. »

» Les colons cherchèrent longtemps inutilement ; mais un jour l'un d'eux , nommé Jackson , étant monté sur un rocher à la poursuite d'une chèvre , aperçut une belle figure fixée sur le sommet. Au premier moment il put à peine en distinguer la forme , tant ses yeux étaient éblouis par l'éclat qu'elle répandait ; mais ce qui le frappa le plus furent deux ailes énormes , aussi légères et transparentes que celles d'un moucheron , et aussi grandes que les voiles d'un vaisseau.

» Jackson ne douta pas que ce ne fût là le frère d'Aquafluens : il hésitait à s'approcher de lui , craignant l'irritabilité de son caractère , lorsque le géant se mit à sourire ; ce qui le rassura tout à fait ; alors il l'aborda , et lui demanda qui il était et s'il voulait s'engager à son service.

« Mon nom est Ventosus , cria le géant ailé , et je suis prêt à travailler pour vous , si vous me promettez de ne pas me contrarier. Je n'ai pas les dispositions rampantes de mon frère , qui voyage laborieusement toujours dans les mêmes lieux. Je ne puis m'empêcher quelquefois de rire de sa démarche lente , et je m'amuse à le mettre en colère , afin de le voir se hâter un peu ; je lui prête fréquemment mon aide quand il est chargé d'un lourd fardeau ; je m'assieds sur son sein , j'étends mes ailes et je marche si rapidement que je l'enlève presque de terre. »

» Jackson , très-surpris d'entendre Aquafluens accusé de paresse , raconta à Ventosus la prodigieuse quantité d'ouvrage qu'il avait fait pour la colonie.

« Comparé à moi , c'est un escargot , » lui cria Ventosus , qui quelquefois élevait la voix d'une manière effrayante ; et pour lui montrer la rapidité de sa course , il déploya ses ailes et disparut.

» Jackson craignit de ne pas le revoir , mais il revint bientôt , et consentit à l'accompagner chez lui , à condition qu'il l'établirait dans un lieu élevé.

» Ma maison , dit Jackson , est bâtie sur une colline , je vous placerai à la cime.

— C'est bon , répondit le géant ; si vous pouvez me procurer une couple de meules , je moudrai du blé dans une heure autant qu'Aquafluens dans deux. Je travaille , comme mon frère , pour rien , et je n'ai pas besoin de manger , mais j'ai l'humeur indépendante et ne puis pas souffrir d'être enfermé ; je travaille seulement lors-

qu'il me plait, et je ne suis pas d'autre volonté que la mienne.

— Ce géant n'est pas aussi traitable que l'autre, pensa Jackson, mais il est encore plus puissant; aussi je dois le soigner de mon mieux; » et il se mit immédiatement à lui construire une maison sur le haut de la colline pour y moudre son blé. Pendant ce temps, Ventosus descendit dans la vallée pour voir son frère.

» Il le trouva occupé à transporter des planches qu'il venait de scier. Les deux géants s'embrassèrent, et Ventosus, étant de bonne humeur, dit à son frère de permettre qu'il l'aidât :

« De ce pas si lent vous n'arriverez jamais.

— Si lent! répétèrent les enfants perchés sur les planches que portait le géant; pas un homme ne pourrait faire le quart du chemin qu'il fait dans une heure!

— Cela se peut, reprit Ventosus, mais nous ne sommes pas des pygmées comme vous autres. » Disant cela, il s'assit à côté des enfants, étendit ses ailes, et partit avec une vitesse qui d'abord les effraya; mais n'apercevant aucun danger, ils s'amuserent beaucoup de cette course rapide. Lorsqu'ils furent arrivés et que le bois fut déchargé. Aquafluens pria son frère de l'aider encore.

« Non, répondit Ventosus, j'ai affaire ailleurs; venez avec moi, si cela vous plait, sinon bonjour. »

» Aquafluens trouva cette réponse malhonnête; il s'en plaignit, son frère répliqua; ils se querellèrent, luttèrent ensemble; puis Ventosus se prit à hurler plus fort qu'une bête sauvage, et Aquafluens à écumer de rage. Les pauvres enfants se tenaient à l'écart, ne reconnaissant plus leur bon ami, tant il était défiguré par la colère; il semblait vouloir les engloutir. Ventosus se dégagea enfin des bras de son frère et disparut, mais longtemps encore on entendit ses soupirs et ses gémissements.

» Aquafluens, après s'être un peu lamenté des mauvais traitements de son frère, se calma peu à peu, reprit les enfants sur son dos, et retourna tranquillement à la maison.

» Jackson vint s'informer de Ventosus, et quand un des enfants lui eut raconté ce qui s'était passé, il commença à désespérer de le revoir; ce dont il était d'autant plus désappointé; qu'il lui avait préparé beaucoup d'ouvrage: cependant il arriva le soir même, et le lendemain matin, lorsque Jackson se leva, il trouva qu'il avait déjà moulu plus de la moitié de son blé.

» Cette diligence extraordinaire était très-avantageuse, mais pourtant Ventosus ne promettait pas d'être aussi utile à la colonie que son frère. Il transportait les objets avec une rapidité étonnante, mais toujours selon son caprice; en sorte qu'il fallait savoir vers quel lieu il lui plaisait diriger sa course avant de rien lui confier; il lui arrivait souvent même de changer de direction avec l'inconstance et la légèreté d'une girouette, de manière que les marchandises dont il était chargé, au lieu d'atteindre le lieu de leur destination, arrivaient fréquemment où on ne les attendait pas, ou bien revenaient chez celui qui les avait expédiées. Un autre de ses inconvénients c'est que Ventosus disparaissait tout à coup au moment où l'on avait besoin de lui.

» La présence des deux géants avait tellement amélioré le sort de la petite colonie, que chaque colon possédait non-seulement une jolie maison commodément bâtie, mais encore des meubles élégants et un grand nombre d'objets de goût exécutés par leurs femmes, qui, depuis qu'elles n'avaient plus à s'occuper des gros ouvrages, avaient acquis beaucoup d'adresse.

» Vous devez comprendre aisément quel désir les habitants avaient de découvrir quelque nouveau géant.

» Aquafuens répondit un jour à leurs questions multipliées, qu'il avait un fils qui avait demeuré dans l'île : « Mais, ajouta-t-il, il y a longtemps qu'il m'a quitté et que je n'ai eu aucune nouvelle de lui. Sa mère était de la famille des Salamandres, et il a toujours préféré sa parenté à la mienne; aussi un jour d'été qu'il prenait un bain au soleil, il partit, et je ne l'ai pas revu.

— Alors nous avons peu de chances de le rencontrer, » dit un des colons. Mais Watson, qui était un homme entreprenant et courageux, ayant de nouveau questionné le géant, apprit qu'il n'était pas impossible que son fils se trouvât encore dans l'île : « Il s'amusa souvent, lui dit-il, à se baigner dans un ruisseau d'eau chaude qui coule au fond d'une vallée à l'autre extrémité de l'île, dans un lieu peu fréquenté. Le fait est, ajouta-t-il, qu'il a le tempérament de sa mère et ne peut vivre que dans un pays chaud. Ces eaux sont brûlantes, et cependant elles ne font qu'augmenter sa vigueur. »

» Watson lui demanda s'il le croyait bon ouvrier.

« Je ne puis en parler que par ouï-dire, reprit le géant; mais si ce qu'on dit est vrai, il ferait plus d'ouvrage à lui seul que nous n'en

faisons ensemble mon frère et moi. La difficulté est de s'emparer de lui et de le renfermer ; il ne travaille que lorsqu'il est emprisonné, et demande à être bien nourri.

— S'il en est ainsi, dit Watson, il perd à mes yeux un de ses mérites principaux, car s'il est à peu près aussi grand que vous, son appétit doit être difficile à satisfaire, et ce qu'il m'en coûterait pour le nourrir absorberait les profits que je pourrais faire par son travail.

— Pas du tout : il ne mange que du bois et du charbon, qu'il dévore tout brûlants, et plus vous lui en donnez, plus il travaillera : mais il faut, comme je vous l'ai déjà dit, l'enfermer soigneusement.

— Mais où trouverons-nous un vase assez grand pour le contenir ?

— Quoiqu'il paraisse quelquefois toucher aux nues, il peut être contenu dans un très-petit espace, et plus il sera comprimé, plus il travaillera vigoureusement.

— Sûrement, il ne peut aimer à être emprisonné ainsi.

— Non sans doute, et il ne travaille que pour obtenir sa liberté, dont il est aussi désireux que Ventosus.

— Eh bien, si vous voulez m'aider, dit Watson, peut-être réussirons-nous à l'atteindre. »

» Le jour suivant ils se mirent tous deux en route, Watson ayant obtenu la compagnie du géant, en offrant à Jobson un beau jambon.

» Comme ils cheminaient, Watson assis sur le dos du géant, ils parlèrent du meilleur moyen de s'emparer de celui qu'ils allaient chercher.

« Voici ce que j'ai apporté pour le renfermer, » dit Aquafluens en montrant une bouteille à Watson, qui rit beaucoup de cette idée.

Arrivés à la source, ils virent une épaisse vapeur s'élever au-dessus de l'eau.

« Regardez, le voilà, » s'écria Aquafluens.

» Mais Watson ne vit qu'un nuage qui, prenant à peu près la forme d'un énorme géant, continua à monter, puis disparut.

» Il est parti, dit Watson, et peut-être pour toujours.

— Non, reprit Aquafluens ; puisque nous connaissons le lieu qu'il fréquente, nous serons plus heureux une autre fois. »

« Le matin suivant ils arrivèrent de bonne heure et ne trouvèrent pas le géant.

« Tant mieux, dit Aquafluens, nous avons le temps de tout préparer avant qu'il soit là; » et, prenant sa bouteille, il la tint renversée sur l'eau, et donna le bouchon à Watson, le priant de le remettre aussitôt qu'il verrait la bouteille pleine de vapeur.

« Watson fut prêt à éclater de rire à l'idée d'un géant de cette taille renfermé dans une bouteille; mais il se retint, la chose étant pour lui d'un intérêt trop haut, pour qu'il l'a tournât en plaisanterie.

« Au bout de quelques instants la vapeur commença à s'élever et à remplir la bouteille, que Watson boucha soigneusement, bien qu'il ne pût croire qu'il était en possession du trésor tant désiré.

« Eh bien! s'il est dans la bouteille, dit-il, il se soumet d'assez bonne grâce à son sort; il est aussi doux qu'un agneau.

— Ne vous y fiez pas; il est calme maintenant, mais cela ne durera pas. »

« Quand ils furent arrivés chez Watson, le géant posa la bouteille dans une marinite de fer pleine d'eau bouillante; mais, à la grande consternation de Watson, le bouchon sauta, le géant sortit et dé campa par la cheminée.

« Aquafluens lui dit de ne pas s'affliger, mais de se procurer un vase de cuivre ou de fer assez fort pour contenir le géant. Watson en trouva un tel qu'il le fallait avec une fort petite ouverture qui pouvait se boucher solidement.

« Je le défie maintenant, dit-il, de sortir de ce vase; il est trop fort.

— Cela n'empêcherait pas, répondit Aquafluens, qu'il n'en fit sauter le bouchon; mais l'ouverture en est si petite qu'il ne pourrait sortir par là; elle servira seulement à calmer sa rage, et à le contenir dans de justes bornes. »

« Ils ne tardèrent pas à s'emparer de nouveau de Vaporifer, car tel était le nom du troisième géant. Une fois pris, il capitula avec son maître, et lui offrit de travailler pour lui.

« Mais, ajouta-t-il, il serait au-dessous de mes talents de moudre du blé et de scier des planches; je puis mettre en activité une manufacture de laine ou de coton, ou exploiter une mine de charbon de terre.

— Pour ce qui est du charbon de terre, dit Watson, nous avons trop de bois pour songer à nous en procurer, et l'exploitation d'une mine serait au-dessus de nos moyens. Mais s'il était possible d'établir une manufacture de coton, ce serait d'un grand avantage pour le pays; il croit en abondance dans l'île, et nous manquons de linge. Je vais consulter les colons afin de savoir s'ils sont d'avis de construire des machines pour filer et pour tisser le coton.»

« Cette innovation parut si utile et si désirable, que chacun des colons s'empressa d'y coopérer; le charpentier, le serrurier, le charron se mirent à l'ouvrage, et en peu de jours les métiers furent achevés. Un fabricant de grande ville se serait moqué de ces rouages faits à la hâte et si peu perfectionnés; mais c'était un véritable trésor pour la petite colonie, qui avait beaucoup augmenté en population et en richesse.

« En richesse! objecta Tom; il me semble que vous nous avez dit qu'ils ne faisaient aucun usage de l'argent, et par conséquent ne désiraient pas en avoir.

— C'est vrai, reprit le marchand; mais j'entends par richesse le blé, le bétail et les légumes qu'ils avaient en abondance, de même que des maisons commodes et bien meublées, de jolis bateaux, au moyen desquels ils se procuraient autant de poisson qu'ils pouvaient en consommer. Au bout de quelques années, ce pays n'était pas reconnaissable, et quoique ce fût aux trois géants que les colons dussent cette prospérité toujours croissante, ils n'avaient cependant pas cessé de travailler, soit à leur préparer de l'ouvrage, soit à disposer de celui qui était achevé.

— Et les femmes, dit la petite Betty, lorsqu'elles eurent des étoffes de coton, elles taillèrent et cousurent des robes et des jupons pour leurs petites filles?

— C'est cela, ma chère enfant; et les petites filles aidaient leurs mères à cet ouvrage, car il y avait dans l'île une école où elles apprenaient à coudre, à lire et à écrire. On avait aussi bâti une petite église simplement ornée, où les colons allaient prier Dieu sincèrement et le remercier des bienfaits dont il les avait comblés.

— Mais, demanda Tom, avec quoi les hommes s'habillaient-ils?

— Une fois la manufacture de coton en activité, reprit le colporteur, il ne fut pas difficile d'en établir une de draps.

» Vaporifer pouvait faire mouvoir plusieurs machines en même temps.

» Les colons bâtirent un vaisseau, et les trois géants se disputèrent à qui le conduirait.

« Il ne peut marcher sans mon assistance, dit Aquafluens.

— Il se trainera comme un escargot, dit Ventosus, si je ne me place sur le tillac pour enfler ses voiles. Confiez-le-moi, et il voguera rapidement sur la surface des eaux.

— Mais il voguera à l'aventure, sans guide et sans but, objecta Vaporifer, tandis que je puis diriger sa course en dépit de vos efforts réunis. »

» Aquafluens fut obligé de céder, car s'il pouvait guider le bâtiment sur un fleuve, il n'en était pas de même sur la mer. Les deux autres géants traitèrent amicalement ensemble, et il fut décidé que Ventosus serait nommé capitaine du vaisseau pour tous les moments où il paraîtrait bien disposé à le diriger vers les lieux qu'on désirait atteindre, mais que, dès qu'il deviendrait mutin et contrariant, Vaporifer prendrait le commandement.

» Les colons se trouvaient alors en état de retourner en Angleterre ou d'aller chercher la terre où ils avaient dû émigrer; mais, après vingt ans de séjour dans cette île, qu'ils avaient cultivée et embellie, ils s'y étaient attachés, et aucun des anciens ne désirait la quitter. Les jeunes gens nés dans l'île, et qui avaient souvent entendu leurs parents s'entretenir de leur patrie, furent seuls curieux de la visiter; ils s'embarquèrent avec un chargement de marchandises, produits de leur île, qu'ils vendirent très-bien en Angleterre, et ils revinrent chez eux avec toute sorte d'objets dont la colonie manquait.

» Le commerce s'étant établi entre cette île et l'Angleterre, la colonie atteignit le plus haut point de prospérité, et c'est là la fin de mon histoire. »

— Ah ! quel joli conte plein de géants ! s'écria Tom.

— Je voudrais bien savoir, dit John Hopkins, quelle est l'utilité de cette histoire? Car Dieu n'envoie pas des géants à notre aide, et quel avantage peut-il y avoir à envier ce que l'on n'a pas et à être mécontent de ce que l'on a?

— Êtes-vous sûr, reprit le marchand en souriant, que les géants mentionnés dans ce conte n'existent pas parmi vous? Je vais vous

donner quelques explications nécessaires pour comprendre le sens de mon récit. Mais la petite Betty dira que voici l'ennuyeuse morale qu'elle trouve toujours à la fin de ses fables ; ainsi , envoyez coucher vos enfants.

Les deux plus jeunes allèrent au lit , mais les aînés demandèrent à rester.

« En effet, poursuivit le colporteur, n'y a-t-il pas dans la nature des pouvoirs gigantesques, qui assistent l'homme dans ses travaux? »

(Les enfants écoutaient attentivement, espérant encore qu'ils verraient un géant.)

« Dites-moi, ajouta le marchand en s'adressant à Hopkins, qui est-ce qui fait tourner le moulin à scier les planches dans la forêt voisine ?

— Personne ; c'est la rivière qui fait tourner la roue.

— Et cette rivière, John, elle ne vous demande ni salaire, ni logement, ni nourriture.

— C'est vrai, reprit Hopkins en se grattant la tête, je n'y avais jamais réfléchi.

— Eh bien ! c'est Aquafuens, dit le marchand.

— Je comprends, dit Jenny, qu'il a pu nettoyer la maison, laver les enfants et leur enseigner à nager ; mais comment pouvait-il transporter du bois ?

— Comment ? s'écria Tom ; dans un bateau. Ne vous souvenez-vous pas qu'on avait placé sur son dos une boîte pour contenir le bois ? c'était un bateau.

— Ah ! c'est cela ; et le bâton pour faire marcher le géant, c'était une rame.

— J'avoue, dit Hopkins, qu'il y a dans votre conte plus de vérité que je ne pensais.

— Et Ventosus ?.... reprit le marchand.

— Oh ! interrompit Tom, laissez-moi deviner. Je pense que Ventosus n'est autre chose que le vent, qui, lorsqu'il se dispute avec Aquafuens, fait écumer et enfler ses vagues, et qui tourne la roue du moulin pour moudre le blé.

— C'est vrai, dit Hopkins, le vent est encore une de ces puissances gigantesques de la nature, auxquelles nous avons beaucoup d'obligations. Eh bien ! mon ami, votre conte m'a appris à apprécier les grands bienfaits de la Providence, et aussi, je l'espère, à

en être plus reconnaissant. Mais qu'est-ce donc que ce troisième géant plus puissant que les deux autres ?

— C'est celui sans doute que vous connaissez le moins ; c'est la vapeur qui , comprimée dans le cylindre d'une machine , met en activité toute une fabrique. La vapeur étant produite par l'eau bouillante , je l'ai appelée le fils de l'eau et du feu. Vous savez qu'elle a été appliquée dernièrement à la navigation , et qu'au moyen d'une machine à vapeur un navire peut voyager régulièrement contre vent et marée. Remarquez néanmoins que , malgré ces puissants auxiliaires , les hommes sont obligés de travailler , et que plus les manufactures et les moulins se multiplient , plus les ouvriers sont occupés. Vaporifer , en introduisant dans la colonie des machines à filer et à tisser le coton , donna beaucoup d'ouvrage aux habitants ; et si Ventosus n'avait pas fait tourner les moulins à blé , le prix de cette denrée n'aurait pas si considérablement haussé , et il ne se serait pas établi un aussi grand nombre de boulangeries , parce que les hommes étant obligés de continuer à écraser leur blé entre deux cailloux , n'auraient pas eu le temps d'en semer et d'en récolter une assez grande quantité.

— Et de même , dit Tom , sans Aquafluens , qui était un si habile scieur de planches , les colons n'auraient pas pu se construire de jolies maisons , ni les meubler aussi bien. »

Dame Hopkins , tout occupée qu'elle était des soins du ménage , avait fort peu écouté ce récit du colporteur.

« Ah ! dit-elle , ces géants nous obligent à travailler davantage , je ne vois pas de quelle utilité ils nous sont ? »

— Comment donc , lui répondit Hopkins , est-ce que nous demandons de rester les bras croisés ? Non , non , tout ce que nous désirons c'est d'acquérir par notre travail une honnête aisance , et c'est ce que nous ne saurions faire sans le secours de ces trois puissances. Sans elles nous serions privés de mille petites douceurs qui nous rendent la vie agréable.

— Sans le secours de Vaporifer , s'écria Jenny , je n'aurais pas de jupon de coton , et toi , Tom , tu n'aurais pas de jolies chemises.

— C'est bon , dit Hopkins , voici une odeur qui nous annonce que ma femme a pensé au souper.

— Et c'est moi seule qui l'ai fait , répliqua celle-ci ; aucun de vos géants ne m'a aidée.

— Avec votre permission, dit le marchand, je vous ferai observer que vous êtes dans l'erreur. Ces pommes-de-terre bouillies ne seraient pas si bonnes sans le secours de la vapeur, et sans l'existence d'une machine à vapeur, vous n'auriez pas une si excellente marmite de fer.

— Ce jeune géant est votre favori, reprit Hopkins.

— Non pas quand il est fainéant et vagabond, mais oui bien lorsqu'il se met à travailler; c'est le plus puissant des trois.

— Et je vous prie, maman, demanda l'un des enfants, qui donc a moulu le blé qui a servi à faire ce pain?

— Je crois aussi, ajouta Hopkins, que si nous avons de bon sucre qui vient de fort loin, Ventosus y est pour quelque chose.

— C'est bon, venez souper, » s'écria la bonne femme, un peu humiliée de n'avoir pas compris cette histoire, qui paraissait avoir si fort intéressé sa petite famille.

Ils s'assirent gaiement autour de la table, et malgré tout ce que put dire madame Hopkins, ils lui prouvèrent qu'elle n'aurait pu, sans le secours des trois géants, leur préparer un aussi bon souper.

LA POPULATION,

ou

L'ANCIEN MONDE.

« Mon père, dit Tom le jour suivant, je ne comprends pas pourquoi nous sommes si pauvres en Angleterre, où les géants travaillent beaucoup plus pour nous qu'ils ne le faisaient pour les habitants de l'île déserte. Qu'est-ce qu'un seul moulin à vent, un seul moulin à eau et une pauvre petite fabrique, tels que ceux qu'ils avaient établis, en comparaison de toutes les machines que nous avons ici? Cependant dans cette île les hommes vivaient dans l'abondance, tandis que nous sommes souvent affamés.

— Leur île n'était qu'une coquille de noix comparée à ce pays-ci,

répondit Hopkins, et ils étaient en petit nombre; en sorte que les moulins et la petite fabrique suffisaient à leurs besoins. Mais ici nous sommes trop nombreux de moitié pour tous nos moulins et toutes nos fabriques.

— Alors, mon père, nous n'avons rien de mieux à faire qu'à en construire davantage; ce ne sont pas les bras qui manquent.

— Non, mais il faut de l'argent, Tom, pour payer les ouvriers, et l'argent est rare parmi nous.

— Nous en avons pour le moins autant que les habitants de l'île déserte, reprit Tom, car je crois me rappeler qu'ils en avaient seulement une bourse pleine, et qu'ils n'en faisaient aucun usage; pourquoi donc ne saurions-nous pas nous en passer aussi? Il n'y a qu'à nourrir les ouvriers au lieu de leur donner un salaire.

— Et n'est-ce pas la même chose, Tom, de nourrir et de vêtir des ouvriers ou de leur payer des gages? et si l'on manque de nourriture et de vêtements, cela ne revient-il pas au même que de manquer d'argent? Le mal est que nous sommes trop nombreux ici; cela fait qu'il n'y a pas de place, de nourriture ni de vêtements pour tous. Ta mère a eu seize enfants, et Dieu sait si nous avons eu de la peine pour en élever la moitié seulement; mais tu es trop jeune, Tom, pour comprendre ces choses-là : va à ton ouvrage et ne reste pas là sans rien faire. »

Quand Tom fut parti : « Il est bien dur, en effet, dit sa mère, que moi, qui ai mis au monde seize enfants et qui ai travaillé, comme on dit, jour et nuit, je n'aie pas de quoi les habiller proprement, leur donner une nourriture saine et abondante et un peu d'éducation pour les pousser dans le monde. Que de peine nous avons eu à placer Dick et Naney ! et maintenant vient le tour de Jenny, qui est bien d'âge à faire quelque chose. Je l'ai envoyée chez le fermier Wilkins, mais il n'y avait pas moins de six jeunes filles se présentant pour cette place, et celle qui l'a eue s'est engagée pour une bagatelle de plus que sa nourriture et une paire de souliers par an.

— C'est qu'il y a beaucoup plus de filles que de places, observa John.

— Oui, mais que faire d'elle à la maison? Voilà Jenny, qui a si bon appétit que je ne puis la rassasier, elle gagnerait volontiers le pain qu'elle mange si elle savait comment; mais on n'a pas voulu

d'elle au moulin, et la fabrique ne manque pas d'ouvrières.

— C'est parce qu'il y a peu d'ouvrage et beaucoup d'ouvriers, dit John.

— C'est assez dit, s'écria sa femme impatientée; je me soucie bien de cela! Ce que je te demande, c'est comment je dois faire pour avoir du pain pour tous nos enfants?»

Mais John répondit, avec un soupir, que c'était plus qu'il n'en pouvait savoir.

« Tu pourrais du moins m'en dire la cause?

— Oh! rien n'est plus aisé: c'est qu'il y a peu de pain et beaucoup de bouches à nourrir.

— Et quel est le remède?

— C'est une question difficile, femme; maintenant que nous avons ces enfants, il faut faire de notre mieux et diviser entre eux le peu que nous possédons; mais si notre famille était moins nombreuse, nous serions bien plus à l'aise. Regarde le voisin Fairburn, chez lui on ne manque de rien.

— Oh! c'est vrai, répliqua madame Hopkins. Sa fille Souki était à l'église dimanche en jolie robe de coton, et je n'ai pu m'empêcher de lui jeter un coup d'œil d'envie en la comparant aux guenilles raccommodées de mes pauvres enfants. Et cependant je me rappelle que Patty, lorsqu'elle était toute petite, portait d'aussi jolies robes que Souki Fairburn; mais les temps sont bien changés.

— Pour ce qui est de cela, tu te trompes, dit John; le coton est beaucoup meilleur marché à présent qu'il ne l'était alors: mais tu as eu treize enfants depuis Patty, et il ne faut pas t'étonner si tu ne peux lui acheter aussi souvent des robes neuves, quoique le prix du coton ait baissé de moitié. Lorsque nous n'avions que trois enfants, nous vivions aussi bien que notre voisin Fairburn, car il en a trois aussi, et nous gagnons autant l'un que l'autre; mais partager ses gages entre trois ou entre seize, c'est bien différent.

— Mais tu sais, John, que nous n'en avons jamais eu seize de vivants à la fois, ni près de là.

— C'est vrai; et s'il en est mort plusieurs, c'est une preuve que nous en avons plus que nous n'en pouvions élever. Si nous ne nous étions mariés qu'à l'époque où Fairburn et sa femme l'ont fait, nous n'aurions pas une famille si nombreuse. »

La bonne femme, qui ne pouvait pas souffrir la moindre réflexion

sur le nombre des enfants qu'elle avait eus, et qui cependant n'était pas forte en arguments en sa faveur, prit un air calin, et dit :

« Mais, John, ne connais-tu pas ce proverbe : *Plus on est, plus on rit ?* »

— Et celui-ci, femme, l'as-tu oublié : *Moins on est, plus la chère est bonne ?* »

John chercha alors à lui expliquer que si les laboureurs n'avaient que des familles peu nombreuses, non-seulement ils auraient peu d'enfants à nourrir et à élever, mais que leurs gages seraient plus considérables, parce que les riches, au lieu d'avoir des ouvriers à choix, en manqueraient. Madame Hopkins objecta que l'état des laboureurs n'en serait pas amélioré, parce qu'ils auraient trop d'ouvrage.

« Oh ! dit John, nous ne sommes pas des esclaves, et nous ne travaillons qu'autant que nous le voulons bien. Si nous étions moins nombreux, nous serions plus recherchés et par conséquent mieux payés, car nous pourrions dire à ceux qui auraient besoin de nous : « Si vous ne me payez pas davantage, j'ai de l'ouvrage ailleurs, et je ne ferai pas le vôtre, » tandis qu'à présent nous ferions du tort à nous seuls en agissant ainsi : il y a tant d'ouvriers sur le pavé, qu'ils sont prêts à travailler pour un très-petit salaire !

— Je ne crois pas, John, que les riches nous permettent jamais de fixer le prix de notre travail ; ils sont plus sages que nous et toujours habiles à faire tourner les choses à leur avantage particulier ; ils voudraient plutôt obtenir une loi qui défendit la hausse des salaires. Comme tu dis, ils ne peuvent nous obliger à travailler ; mais par une loi ils peuvent nous forcer à recevoir un petit salaire si nous travaillons, et nous ne saurions vivre sans travailler.

— Sans doute ; je me rappelle que la dernière fois que j'allai payer le maître d'école, je le trouvai occupé à lire dans un vieux volume ; il m'invita à m'asseoir un moment, et me lut quelques détails curieux concernant les laboureurs. Voici ce que c'était, autant que je puis m'en souvenir. Une épidémie appelée la peste fondit sur l'Angleterre, et plus de la moitié de sa population mourut.

— Pauvres gens ! dit madame Hopkins d'un ton de pitié, c'est affreux ! mais les laboureurs devinrent rares, je pense ?

— Certainement, et le livre raconte que ceux qui survécurent

prireut avantage de leur petit nombre pour demander de plus forts salaires.

— Cependant, reprit la bonne femme, on ne devait plus avoir besoin d'un aussi grand nombre de laboureurs, car il ne devait pas rester beaucoup de propriétaires qui eussent des terres à faire labourer. La peste ne respecte personne; elle tombe sur le riche aussi bien que sur le pauvre, comme nous le lisons dans l'Écriture sainte.

— Mais, femme, tu ne réfléchis pas que le riche peut payer le médecin et les drogues du pharmacien, ce qui fait qu'il y en a plus que de pauvres qui se rétablissent. Il n'y a pas de doute que beaucoup de riches moururent; mais lorsqu'ils meurent, leurs richesses ne sont pas ensevelies avec eux, elles restent à leurs parents, à leurs amis: aussi y avait-il encore plusieurs riches propriétaires qui avaient besoin que l'on travaillât pour eux. Le livre dit que le roi qui régnait alors fut fâché lorsqu'il apprit que ses sujets demandaient une augmentation dans les salaires, et que n'ayant point égard à cette demande, il les taxa à ce qu'ils étaient avant que la peste fût venue désoler le pays. Mais le peuple s'étant révolté, le roi se vit obligé de faire ce qu'il désirait.

— Je ne sais pas si c'est à tort, dit madame Hopkins; mais depuis ce qui nous est arrivé avec la fée, je n'ai plus bonne opinion de ces hausses dans le salaire des ouvriers.

— Cette hausse-là était produite par une cause surnaturelle, comme on dit; la fée l'avait ordonnée d'un coup de sa baguette, et elle n'eut pas plus de succès que le décret par lequel le roi voulut commander à son peuple de se contenter d'un modique salaire. La nature des choses est plus puissante que les lois d'un roi ou la baguette d'une fée; puisque le nombre des laboureurs avait été diminué par la peste, il s'ensuivait très-naturellement une augmentation dans le prix de leur travail, sans qu'il en dût résulter aucun inconvénient.

— Ah! s'écria madame Hopkins, revenant à son sujet favori, les laboureurs pouvaient à cette époque se marier jeunes, car ils devaient gagner assez pour élever de nombreuses familles. »

John en convint, lui faisant observer cependant qu'il n'eût pas fallu pousser cela trop loin, parce que, si tous les jeunes gens d'alors s'étaient mariés et qu'ils eussent eu beaucoup d'enfants, au

bout de quelques années la population se fût trouvée trop nombreuse et réduite au même état de misère où elle était avant que la peste l'eût décimée.

« Et c'est où nous en sommes aujourd'hui, murmura la pauvre femme; néanmoins que Dieu nous préserve d'un pareil fléau!

— La peste ne visitera plus ce pays, reprit John; mais nous ne devons pas oublier la leçon qu'elle nous a donnée. Il est certain que si chaque ouvrier convenait de n'élever qu'un petit nombre d'enfants, au bout de quelques années nous nous en trouverions tous beaucoup mieux; s'il ne s'était présenté qu'une ou deux filles pour entrer chez le fermier Wilkins, Jenny aurait eu plus de chance d'avoir la place et d'y gagner deux ou trois guinées par an, car les servantes étant plus rares, elles ne seraient pas si sottes que de servir pour un peu plus que leur nourriture et une paire de souliers. Notre pays ressemble à notre famille; il y a trop de bouches à nourrir pour que chacun puisse y gagner honnêtement sa vie; il n'en serait pas ainsi si chaque famille avait agi avec plus de sagesse. Dieu, en nous donnant des bras pour travailler, nous a donné aussi le bon sens pour réfléchir sur ce qui nous convient le mieux, et c'est notre faute si nous ne savons pas nous tenir en garde contre la pauvreté, au moyen de la prudence et de l'économie. Nous ne devons pas nous marier si jeunes, femme; nous n'aurions pas eu tous les soucis que donne une nombreuse famille; mais on ne peut revenir sur ce qui est fait: cela doit seulement nous servir d'avertissement pour une autre fois.

— Mais, John, ni toi ni moi ne voulons nous remarier, et d'ailleurs si c'était à faire maintenant, nous ne serions plus trop jeunes.

— Je ne pense ni à toi ni à moi, ma chère, mais bien à nos enfants; notre fils Georges n'a que vingt-deux ans, et ne s'amuse-t-il pas déjà à faire sa cour à Betzy Bloomfield, qui est une fille de dix-neuf ans! Georges n'aurait que le travail de ses mains pour entretenir elle et la douzaine d'enfants qu'ils ne tarderaient pas à avoir. Je ne veux pas entendre parler de ce mariage avant que Georges ait assez travaillé pour avoir mis quelque chose de côté. Quant à Betzy, il faut qu'elle entre en service, et lorsqu'elle aura fait des économies, et que tous deux auront quelques années de plus, ce sera assez tôt pour se mettre en ménage.

— Bon Dieu, John, que diront-ils de cela? C'est bien cruel pour eux.

— Il le serait bien davantage de les laisser se marier sitôt pour avoir de pauvres enfants mal nourris, rachitiques, qui, élevés au sein de la misère et des maux qu'elle engendre, périraient bientôt, et qui, loin de faire la joie de leurs parents, ne seraient pour eux qu'une source de chagrins et de regrets.

— Ah! comme nos chers petits! dit madame Hopkins en soupirant. Mais, John, tu sais bien que l'un d'eux mourut de la rougeole; cette maladie n'était point causée par le manque de nourriture, c'est Dieu qui nous l'avait envoyée.

— Oui, reprit John; mais s'il n'avait pas été un pauvre petit enfant faible, il aurait pu supporter la rougeole comme tant d'autres qui l'ont sans en mourir. Nous ne pouvons pas dire qu'aucun de nos enfants soit mort positivement de faim, mais peut-être auraient-ils tous vécu s'ils avaient été élevés dans l'abondance.

— Hélas! dit la pauvre mère en essuyant ses yeux, ce n'est pas leur mort qui m'affligeait le plus, c'étaient leurs cris et leurs souffrances. Pauvres petits êtres! ils n'avaient pas une minute de repos. Ah! quels pénibles moments j'ai passés! Plus je les aimais, plus j'étais désolée. Nous en avons perdu quelques-uns de la petite-vérole lorsqu'on découvrit la vaccine; je pensais que ceux qui restaient seraient sauvés, mais je les ai perdus également, l'un par une maladie, l'autre par une autre; aussi je n'ai pu m'empêcher de croire que c'était la volonté de Dieu que nos malheureux enfants tombassent comme la fleur d'un arbre qui ne doit point porter de fruits.

— C'est toujours la volonté de Dieu que les enfants meurent, si leurs parents ne peuvent pourvoir à leurs besoins; et, quand il n'y a pas de petite-vérole, les pauvres créatures sont emportées, les unes par la rougeole, les autres par la coqueluche et même par un rhume; car elles doivent mourir, puisqu'il n'y a pas de quoi les nourrir.

— John, je ne puis supporter que tu parles ainsi; on dirait que leur mort a été pour toi une bonne aubaine.

— Femme, je crois que c'est un péché et une honte que de mettre au monde des enfants pour les voir souffrir et mourir. Un berceau, puis une tombe, rien entre eux que la douleur et la misère; non, nous ne devons pas permettre que nos petits enfants aient un sort

pareil. Hâte-toi donc de faire entrer Betzy Bloomfield au service.

— Je me rappelle, dit madame Hopkins, après un moment de silence, qu'on a besoin au château d'une bonne d'enfants. J'y ai envoyé Jenny, mais on l'a trouvée trop jeune. Betzy conviendrait parfaitement; c'est une fille propre et soigneuse; elle a élevé ses petits frères et sœurs, et ferait une excellente bonne d'enfants. »

John s'approcha de sa fille Patty, qui cousait assise près de la fenêtre; lorsqu'elle vit que son père la regardait, elle rougit, et voulut cacher les larmes qui coulaient sur ses joues.

« Quoi! Patty, te serais-tu querellée avec Tom Barton? Que cela ne t'afflige pas, mon enfant, les querelles d'amants ne durent pas.

— Oh! non répondit la jeune fille, il ne m'a jamais dit une parole dure; mais j'ai entendu tout ce que vous avez dit à ma mère, et puisque je ne suis pas plus âgée que Betzy, je ne dois donc plus songer à me marier, mais plutôt à entrer au service comme elle.

— Pas du tout, mon enfant, c'est tout autre chose. Barton est en état de t'entretenir, toi et tous les marionnets que vous pourrez avoir; il n'a ni parents ni alliés, et son père lui a laissé son train de commerce et sa boutique, avec un peu d'argent par-dessus le marché; il ne peut résulter aucun mal de ton mariage avec ce garçon; au contraire, ma chère enfant, car tu es un fardeau pour nous, qui avons encore plusieurs de tes frères et sœurs à entretenir. »

Patty regarda son père d'un air de reproche; elle semblait se plaindre d'être appelée un fardeau; sa mère, qui la comprit, se hâta de lui dire :

« Ton père ne pense pas qu'il sera content de ne plus t'avoir chez lui, ma fille; mais nous serons bien aises de te savoir heureuse, et de pouvoir partager ta part entre tes frères et sœurs. »

Patty sourit à ces paroles; mais elle redevenait triste quand elle songeait à son frère et à la pauvre Betzy Bloomfield.

L'ÉMIGRATION ,

ou

LE NOUVEAU-MONDE.

Ainsi que nous l'avons dit précédemment , madame Hopkins aimait tendrement ses enfants , et quelque peine qu'elle eût à se tirer d'affaire avec une famille si nombreuse , elle n'aurait pas voulu en avoir un de moins , car ils lui étaient tous également chers.

« Dick et Sally, disait-elle , gagnent leur vie , et j'ai eu assez de chagrin lorsqu'ils ont quitté la maison. Patty va se marier , et quoique ce soit pour la donner à un excellent mari , qu'elle aime de tout son cœur , il me sera bien pénible de me séparer d'elle. Pour Tom et Jenny , ils deviennent gros et grands , et ils ont si bon appétit , que c'est un plaisir de les voir à table ; ils n'en seront que mieux portants et plus forts quand ils commenceront à travailler. Betzy mange très-peu , mais elle est fraîche et gentille ; il n'y a que ma pauvre petite Jenny qui m'inquiète ; c'est un enfant délicat , qui demande beaucoup de soins , et il me semble que je l'aime davantage à cause de toute la peine qu'elle me donne. »

C'est ainsi que cette bonne femme énumérait les diverses raisons qu'elle avait d'aimer ses enfants.

« Quel dommage , John , dit-elle en soupirant , que le monde ne soit pas un peu plus vaste , afin qu'il y ait de la place , de l'ouvrage et de la nourriture pour tous !

— Quant à cela , répondit Hopkins , le monde est assez grand ; c'est l'Angleterre seulement qui est trop petite pour ses habitants. Mais , en revanche , il y a des pays qui manquent de population ; l'Amérique , par exemple , où l'Angleterre envoie des vaisseaux chargés d'artisans de toute espèce , qui , arrivés là , trouvent de l'ouvrage et sont bien payés. On dit même que plus ils ont d'enfants , plus ils sont à leur aise , parce que , dès que ceux-ci sont en état

de travailler, on les emploie. Aussi j'ai ouï dire qu'une veuve chargée de famille est regardée là comme un morceau friand ; lorsqu'elle veut un second mari elle n'a qu'à choisir.

— Alors on peut se marier de bonne heure.

— Sans doute, le plus tôt est le mieux ; le pays fourmille de jeunes enfants frais et bien portants.

— Tout cela est bel et bon, reprit madame Hopkins ; mais néanmoins il doit être dur de quitter sa patrie, les lieux qui nous ont vus naître, où nous avons été élevés : ce n'est ni plus ni moins que si l'on quittait son père et sa mère ; avec cela, s'il va tant de pauvres en Amérique, la place sera bientôt remplie, et alors on n'y sera pas mieux qu'ici.

— Dieu merci, il n'est pas si aisé de peupler l'Amérique. Le contre-maitre d'un vaisseau qui part de Liverpool pour les Indes m'a beaucoup parlé de ce qu'ils appellent l'émigration.

— L'émigration ? répéta madame Hopkins, ce mot sonne mal à mon oreille, il me fait penser à la déportation des criminels dans le Nouveau-Monde.

— Ce sont deux choses bien différentes.

— Eh bien, John, fais-moi le plaisir de me dire tout ce que tu sais sur ce sujet. »

Son mari l'assura qu'elle n'y comprendrait rien ; mais comme il était bon, et qu'il accédait aux désirs de sa femme toutes les fois qu'elle n'était pas trop déraisonnable, il se mit à lui expliquer que l'Amérique était un pays si vaste qu'il faudrait plus de mille ans pour le peupler.

« Presque tous ceux qui s'y rendent, ajouta-t-il, reçoivent un morceau de terrain et une ferme qui leur appartient entièrement.

— Une ferme ! s'écria madame Hopkins ; moi qui serais si heureuse si je possédais un peu de terrain à côté de ma chaumière. »

John commença à craindre qu'il ne lui prit fantaisie d'aller en Amérique.

« Tout n'est pas si beau que tu l'imagines, reprit-il. D'abord il faut traverser la mer, et quelquefois on y est très-malade ; puis, arrivé en Amérique, il faut choisir son terrain, et il n'y a là ni ferme, ni granges, ni magasins de grains, ni prés, ni champs prêts à être labourés ; il n'y a que d'immenses forêts.

— N'y a-t-il pas des bêtes féroces dans les forêts ?

— Je ne crois pas ; mais il y a beaucoup de serpents et d'autres reptiles venimeux. La première chose à faire en arrivant , c'est de couper les arbres , puis de construire de petites cabanes pour se loger avant de songer à semer du grain. Il faut que les émigrants emportent avec eux leurs outils , des chaudrons et des marmites , car on n'en trouve pas dans les forêts.

— Je suis surprise , dit madame Hopkins , que les ouvriers renvoyés des fabriques faute d'ouvrage , n'aient pas l'idée de s'embarquer pour aller cultiver ce nouveau pays.

— Il faut avoir de quoi payer son passage ; le capitaine d'un vaisseau ne peut pas prendre les voyageurs et les nourrir pendant la traversée sans rétribution : et d'ailleurs qu'iraient-ils faire là ? Un tisserand s'entend-il mieux qu'un enfant à couper et déraciner un arbre ? Il en aurait pour une semaine entière ; l'hiver viendrait avant qu'il eût bâti sa maison , et il mourrait de faim et de froid ; car , étant accoutumé à l'air chaud d'une fabrique et à dormir dans une chambre fermée , il ne pourrait supporter la température des forêts désertes de l'Amérique.

— Et ne pourrait-il pas faire du feu avec du bois sec ?

— Sans doute , le bois n'y manquerait pas , et rien ne serait plus aisé que d'y faire bouillir la marmite ; mais il faut avoir quelque chose à mettre dedans. Ce sont les gens de la campagne , habitués à de rudes travaux , qui doivent aller là-bas , et non des ouvriers de fabrique qui ont toujours vécu renfermés comme des poulets dans un poulailier ; la première nuit qu'ils passeraient dans la forêt leur donnerait la fièvre. Non , cela ne peut convenir qu'à des hommes de peine , et encore faut-il qu'ils possèdent un peu de bien , afin d'être en état de pourvoir à leur subsistance jusqu'à ce qu'ils puissent faire leurs récoltes ; autrement ils courraient la chance de mourir de faim : cela est arrivé à plus d'un d'entre ceux qui y sont allés. On dit même que des colonies entières ont péri par la famine et la maladie.

— John , je ne sais que penser de ce que tu me contes là. Tu commences par me faire un si beau tableau de l'Amérique que l'eau m'en vient à la bouche , puis ensuite tu me parles de tant de fatigues et de dangers que je n'irais pas là pour tout l'or du monde.

— C'est qu'il y a un bon et un mauvais côté. Par exemple , un laboureur , bon travailleur , bien portant , et qui possède de quoi

acheter des outils et payer sa traversée , peut , après quelques années d'un rude travail , devenir un riche fermier et élever sa famille dans l'aisance.

— Mais tu m'as dit que les ouvriers y étaient très-bien payés ?

— Oui , un bon charpentier , ou un charron , y gagne bien sa vie ; mais les ouvriers des fabriques ne sont guère propres à ces métiers-là.

— Ne pourraient-ils pas trouver de l'ouvrage dans les fabriques d'Amérique , et y être bien payés , puisqu'il y manque des ouvriers ?

— Il n'y a pas encore de fabriques en Amérique ; jusqu'ici les colons ne se sont occupés qu'à défricher la terre.

— Et comment s'habillent-ils ?

— La plupart de leurs vêtements viennent d'Angleterre. Les terres qu'ils ont défrichées et ensemencées produisent une grande abondance de blé , dont ils chargent des bâtimens qu'ils envoient à Manchester et à Birmingham , où ils obtiennent en échange du coton , des étoffes , et toutes les choses dont ils peuvent avoir besoin. Le blé est leur monnaie ; ils s'en servent pour payer tout ce qu'ils achètent.

— Ce doit être un bon pays pour les braconniers , observa madame Hopkins ; il doit y avoir beaucoup de gibier dans ces grandes forêts , et beaucoup de blé pour le nourrir , et personne qui empêche les braconniers de chasser.

— Il serait inutile d'en tuer plus qu'on ne peut en manger , reprit John , car il n'y a personne à qui on puisse le vendre. Il n'y a pas de mal à savoir manier un fusil , on se procure ainsi de quoi mettre le pot-au-feu en attendant la récolte du blé.

— Il doit s'y trouver aussi beaucoup de fruits sauvages et des herbes bonnes à être mangées en salade avec le gibier ?

— Oui ; mais ce qui serait encore mieux , c'est d'avoir un petit jardin à côté de sa maison , et d'y planter des pommes-de-terre et des choux.

— De manière ou d'autre , dit Madame Hopkins , il y a trop de dangers à courir ; il vaut mieux rester chez soi.

— Oui , si l'on peut y gagner sa vie ; mais , dans le cas contraire , mon avis est qu'il vaut mieux chercher fortune ailleurs que de mourir de faim ou d'avoir recours à la mendicité ; mais il ne faut pas s'embarquer comme des imbécilles sans savoir ce que l'on aura à

faire. Le gouvernement, quelquefois, pour soulager les paroisses, se charge d'expédier à ses frais quelques-uns de ceux qui ont envie d'émigrer et qui n'ont pas de quoi payer le voyage.

— Ils ne lui doivent pas une grande reconnaissance, car ce n'est qu'une manière de se débarrasser d'eux.

— Mais on ne les envoie par là contre leur volonté, et, s'ils se conduisent prudemment, ils peuvent y faire une petite fortune.

— Ne pourrions-nous pas faire de même sans quitter notre pays ? demanda madame Hopkins.

— Non, répondit John, et pour une bonne raison, c'est que le pays est tout cultivé.

— Comment peux-tu dire cela, John ? N'y a-t-il pas à deux lieues d'ici une grande pièce inculte et couverte de bruyères ?

— Si elle n'est pas cultivée, c'est que le sol n'en vaut rien.

— Je sais bien qu'il ne vaut pas le champ que tu as labouré l'autre jour et qui produit de si belles récoltes ; mais s'il était bien labouré et bien ensemencé, il rapporterait toujours quelque chose, et peu vaut mieux que rien, comme tu sais, John. Quand il n'y aurait que pour faire une vingtaine de pains, ce serait tout autant de plus.

— Oui ; mais quand le terrain est si mauvais, il prend beaucoup de temps à cultiver, et se donner la peine de l'ensemencer à ce prix serait une folie ; il y aurait perte au lieu de gain. Ainsi donc, si on me donnait ce morceau de terrain dont tu parles, je ne dirais pas seulement : Bien obligé.

— Cependant n'est-il pas avantageux quelquefois de mettre en culture des communaux ? N'y a-t-il pas la commune de John Ashton qui a été morcelée et divisée entre les paroissiens ?

— Oh ! c'était un meilleur sol ; il croissait de l'herbe, et toute la paroisse y envoyait ses bestiaux avant le partage. Je ne sais pas si ce terrain leur rapporte davantage depuis qu'il a été converti en terre labourée.

— J'ai entendu dire à la voisine Pastridge qu'elle regrettait le bon lait que lui donnait sa vache, lorsqu'elle broutait sur la commune. Cependant elle croit que son mari gagne plus avec ses cinq arpents de terre, qu'il ne le faisait avec sa vache, et quoiqu'elle soit très-contrariée qu'il l'ait vendue : « Il le fallait bien, dit-elle, puisque l'argent qu'il en a retiré a servi à acheter du fumier pour mettre sur notre champ, qui sans cela n'aurait rien produit.

— Je connais aussi le fermier Stubbs, reprit Hopkins; c'est lui qui possède la plus grande partie de la commune, parce qu'il a acheté la part de plusieurs pauvres gens, qui n'avaient pas les moyens de cultiver le petit morceau qui leur était échu. Eh bien! il prétend qu'il a été obligé d'y mettre tant de fumier qu'il n'en a plus assez pour sa ferme; il croit avoir perdu en appauvrissant le terrain qu'il possédait déjà, autant qu'il gagnera avec celui qu'il vient d'acquérir, car, après tout, c'est un terrain qui ne donne que de maigres récoltes, et quand je pense à tout le travail qu'il a fallu pour le rendre ce qu'il est, c'est peu encourageant; cependant avec le temps il se bonifiera. Tu vois bien, ma chère, que je ne prétends pas qu'il n'y ait aucun avantage à mettre en culture des communaux ou des terrains stériles.

— Tu aurais tort de le faire, John, car tu sais quelle jolie récolte de pommes-de-terre nous donna cette bande de terrain qui borde notre jardin la première année qu'on nous permit de la cultiver.

— Mais as-tu oublié, dame Hopkins, combien tu te plainais de nos choux cette même année; et pourquoi en eûmes-nous si peu et furent-ils moins beaux qu'à l'ordinaire? c'est qu'une partie de l'engrais qui leur était destiné fut employé sur la nouvelle terre ou j'avais planté mes pommes-de-terre: ainsi c'était, comme on dit, voler Pierre pour payer Paul. Cependant ce terrain n'est pas mauvais et il se bonifie chaque jour; mais, comme je te l'ai déjà dit, notre profit n'est pas si clair, si tu évalues l'engrais que j'y ai dépensé et le travail qu'il m'en a coûté pour le rendre ce qu'il est maintenant.

— Comment fait-on en Amérique pour fumer les terres? elles doivent en avoir grand besoin, car je ne suppose pas qu'on y ait mis de l'engrais depuis la création?

— Non, sans doute, mais n'ayant jamais été labourée ni ensemencée, la terre y est encore dans toute sa virginité.

— Il doit en être de même d'une commune qu'on laboure pour la première fois.

— Avec la différence que nos communes et nos landes sont le plus mauvais terrain qui reste après qu'on a choisi tout ce qui pouvait se mettre en culture, tandis que l'Amérique est un vaste pays désert, où vous avez à choisir dans une immense étendue ce qui vous convient le mieux; on assure que le terrain y est si bon, que,

lorsqu'il est bien cultivé, il produit pendant plusieurs années de suite de superbes récoltes sans demander à être fumé.

— Cela nous paraît fort étrange ici, dit madame Hopkins.

— Cependant il est assez probable que toute espèce de terrain a été mise en culture de la même manière. On a commencé par labourer la première qualité, puis la seconde, ensuite la troisième, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne soit resté que la plus mauvaise, qu'il faut nécessairement engraisser, si l'on veut en tirer parti. Mais les bois d'Amérique qui datent de la création du monde....

— Non pas, interrompit madame Hopkins, ils ne remontent qu'à Noé, car ils ont dû être détruits par le déluge.

— Peu importe, reprit John impatienté, tu me fais perdre ce que je voulais dire.... Ah! j'y suis! Les arbres de ces bois perdent leurs feuilles chaque année, et comme il n'y a là personne pour les relever, elles restent sur la terre où la pluie les pénètre, et elles forment un engrais qui nourrit le sol; quand une fois on a coupé les arbres, labouré etensemencé la terre, elle produit de superbes récoltes.

— Mais comment se fait-il qu'un si beau pays soit inhabité?

— Parce qu'il est si éloigné que pendant longtemps on en a même ignoré l'existence. Les marins disent qu'autrefois pas un d'eux ne se serait hasardé sur une mer inconnue; ils n'étaient pas si habiles navigateurs qu'à présent, et les vaisseaux n'étaient pas si bien construits. Quant aux bateaux à vapeur, on en ignorait complètement l'usage.

— Et comment a-t-on découvert l'Amérique?

— Il y a environ trois cents ans qu'un nommé Christophe Colomb, un brave jeune homme, se mit en tête d'aller à la découverte d'un nouveau monde. Il fréta un vaisseau, s'embarqua sur les mers inconnues, et navigua jusqu'à ce qu'il atteignit cette terre, qui était l'Amérique.

— Oh! qu'il dût être heureux lorsqu'il aperçut cette terre! s'écria madame Hopkins; car c'était une entreprise hardie, et il aurait pu périr en chemin.

— Sans doute, c'est ce que craignit son équipage; aussi il y eut un moment où ses gens se révoltèrent et voulurent le jeter à la mer; mais il leur demanda d'attendre encore trois jours, au bout desquels, si on n'apercevait pas la terre, il leur promettait

de les ramener dans leur pays. A la fin du troisième jour, un matelot cria du haut d'un mât : *Terre! terre!* et peu après ils descendirent sur le rivage et entrèrent dans ce pays que depuis on a nommé l'Amérique. Il a été écrit tout un livre sur cette découverte ; on le dit fort intéressant.

— Ce Christophe Colomb, avec son nom si difficile à prononcer, était un hardi compagnon, et la vieille Angleterre doit s'en glorifier.

— Christophe Colomb n'était pas anglais ; son nom seul aurait dû te le faire soupçonner.

— Comment donc ? Il n'était pas anglais ! et un étranger a pu accomplir ce qu'un marin anglais n'avait osé entreprendre ?

— Je ne le croirais pas, reprit John, si je ne le savais de très-bonne part ; mais nous devons nous rappeler que nous sommes tous les enfants d'un même père, anglais ou étrangers, protestants ou catholiques, juifs ou païens, ainsi que nous l'apprend la parabole du bon Samaritain, que Patty nous lisait l'autre jour : il était étranger parmi les Juifs, et cependant il fut meilleur qu'eux.

— Y a-t-il d'autres pays où l'on puisse aller comme en Amérique ?

— Oui ; mon frère Bob m'a dit qu'il y en avait plusieurs, entre autres un où il aborda lors de ses grands voyages, et qu'il déclare être un vrai paradis. Le climat y est doux, les points de vue ravissants, et l'on y trouve en abondance toutes sortes de choses, telles que du poisson, de la viande, de la volaille, des fruits, des légumes. Eh bien ! malgré cela, femme, ce pays ne te plaira jamais.

— Pourquoi donc, je te prie ?

— Parce que c'est là qu'on envoie les criminels condamnés à la déportation. Cependant cela n'ôte rien au mérite d'un si beau pays, et Bob dit qu'on y est trop heureux de pouvoir prendre à son service quelques-uns de ces déportés, les ouvriers et les domestiques y étant très-rares.

— Dieu me soit en aide ! s'écria madame Hopkins ; je croirais toujours qu'ils vont m'assassiner.

— Les femmes ont toujours de sottcs imaginations. Tu y serais bientôt habituée ; il n'y a d'ailleurs aucun danger, parce que ceux qui sont indisciplinés sont enchainés et surveillés continuellement

pendant leurs travaux. Plus d'un jeune homme a été conduit au crime par la misère, et une fois qu'il est déporté, il peut se corriger et devenir aussi bon qu'un autre. On en a vu qui ont réussi et prospéré et sont devenus d'honnêtes gens élevant leurs enfants en bons chrétiens.

— Et quel est le nom de ce pays ?

— C'est la terre de Van-Diëmen, près de Botany-Bay, à l'autre bout du monde. Dick White a reçu une fois une lettre de son frère qui habitait ce pays-là ; elle resta toute une année en route. C'est dommage que ce soit si loin et que le voyage soit aussi coûteux, sans cela on irait bien volontiers dans un si beau pays !

— Pour ma part, reprit sa femme, je n'aime pas les longs voyages, parce qu'on est malade sur mer ; et je déteste les déportés, parce que ce sont de vilaines gens. Ce serait le paradis que je n'irais pas, sûre que je serais d'y trouver le diable sous la forme d'un déporté. »

John se mit à rire.

« C'est là tout juste ce que les femmes comprennent à de pareilles matières, dit-il ; je vois que j'ai perdu mon temps à te conter tout cela. » Puis il prit son chapeau et partit.

Sa femme, qui aimait à répliquer, lui cria :

« Un paradis rempli de criminels ; en vérité c'est pire qu'une prison. »

LA TAXE DES PAUVRES ,

ou

LE FAUX AMI.

« Bonjour, madame Hopkins, comment se porte-t-on chez vous ? dit le fermier Stubbs, comme il entra dans la petite chaumière de John.

— Nous sommes tous en bonne santé, monsieur, je vous remercie, » répondit la bonne femme; et, tout en lui offrant une chaise, elle ajouta : « Mais il est bien coûteux d'élever une famille aussi nombreuse que la nôtre; nos gains n'y pouvant suffire, nous avons eu recours à la paroisse : mon mari vient de sortir pour aller recevoir la paie hebdomadaire.

— Ce que vous me dites là m'étonne beaucoup; je croyais Hopkins trop fier pour accepter la taxe.

— Oh! sans doute, et il a attendu longtemps avant d'en venir là. Je n'oublierai jamais le jour où il s'y décida; il y aura deux ans à Noël prochain. Cinq de nos enfants étaient malades, de la rougeole; quatre seulement se sont guéris, et lorsque la fièvre les quitta, ces pauvres enfants étaient si faibles qu'ils pouvaient à peine se traîner à terre; ils étaient affamés, et ce qu'ils mangeaient paraissait leur faire tant de bien, que lorsque je vis que nous n'avions pas de quoi les rassasier, je dis à John : « Prends courage, mon ami, et va réclamer des secours qu'on accorde à tous ceux qui en ont besoin. Nous avons autant de droit que nos voisins à les demander, il vaut mieux avoir recours à la paroisse que de mendier, et je crois que je mendierais plutôt que de voir mes enfants mourir de faim. » John me répondit qu'il avait espéré pouvoir faire son chemin dans le monde sans s'avilir en réclamant la taxe des pauvres, et je crus voir une larme dans ses yeux : mais je n'eus pas l'air de m'en apercevoir; il prit son chapeau, et sortit avec le cœur gros. Depuis ce jour il n'est pas heureux; mais, ajouta madame Hopkins en soupirant, on s'habitue à tout.

— C'est vrai, et maintenant il est trop tard pour vous repentir; mais si votre mari avait été prudent, il se serait mis du club, et il aurait obtenu des secours pour ses enfants malades, sans s'adresser à la paroisse.

— Mais pour être du club il faut payer six sous tous les samedis; et nous gagnons trop peu pour prélever chaque semaine cette somme, quelque petite qu'elle vous paraisse, monsieur Stubbs : c'était trop pour un homme chargé d'une famille nombreuse.

— Il n'aurait pas dû avoir un si grand nombre d'enfants, puisqu'il ne peut pas les entretenir lorsqu'ils sont en bonne santé ni les soigner quand ils sont malades; car il devait savoir que la misère et les maladies sont les lots des hommes ici-bas.

— Nous le savons mieux que personne , répliqua sèchement madame Hopkins , aigrie de la réprimande du fermier ; nous en avons eu notre bonne part , et nous savons par expérience les soucis que donne une famille nombreuse : aussi John vient-il de rompre à dessein le mariage qui devait avoir lieu entre notre fils Georges et Betzy Bloomfield.

— C'est très-prudent , en vérité. Mais le voici lui-même. Eh bien ! John , combien avez-vous reçu de l'inspecteur ?

— Pas plus qu'il ne me fallait , répondit John d'un air bourru.

— C'est que je serais curieux de savoir combien il est sorti de ma bourse , dit Stubbs.

— Quoi qu'il en soit , repartit John , je ne vous en dois aucun remerciement : ce n'est pas moi qui vous ai pris cela , c'est la loi.

— Oui , mais s'il n'y avait pas de pauvres gens comme vous , la loi n'aurait rien à me demander.

— Oh ! vous êtes riche , vous pouvez bien payer la taxe , et je vous dirai que s'il vous est désagréable de la payer , il ne nous l'est pas moins de la recevoir. Cette rétribution se fait avec tant de lésinerie et de si mauvaise grâce , qu'on dirait que ceux qui en sont chargés se dépouillent pour nous donner ; il est bien dur d'avilir ainsi la seule loi qui soit en notre faveur !

— Mais de votre propre aveu , John , ce n'est pas une bonne loi , puisqu'elle est mal vue de part et d'autre.

— C'est un moyen d'avoir du pain , observa madame Hopkins , et nous ne saurions nous en passer. C'est bien mal à vous , monsieur Stubbs , de chicaner mon mari sur cet argent qu'il reçoit de la paroisse , après que je vous ai dit tout-à-l'heure combien il lui en avait coûté pour le demander.

— Convenez , mes amis , qu'il est assez naturel que moi et tous ceux qui paient la taxe nous murmurions un peu de cette charge. Vous dites que je suis riche , c'est vrai que j'ai une petite propriété ; mais j'ai comme vous beaucoup d'enfants.

— Ils vivent sur votre fonds , dit John.

— Je désire , poursuivit le fermier , les élever aussi bien que possible et tirer le meilleur parti de ce que je possède. J'ai vingt arpents de terre en communaux ; j'en aurais fait un bon terrain si j'avais pu acheter une certaine quantité de fumier et payer le nombre d'ouvriers nécessaires pour labourer cet espace ; mais pen-

dant que je calcule mes moyens et que je cherche à me tirer d'affaire de mon mieux, arrive le collecteur pour la taxe des pauvres; il faut payer, et lorsque je me plains, on me répond qu'outre ces nombreuses familles qu'il faut soutenir, il y a je ne sais combien de garçons sans ouvrage que la paroisse entretient. De pareilles raisons me mettent en colère, et je leur dis : « Vous allez les maintenir dans la paresse avec cet argent, qui serait leur salaire s'ils travaillaient pour moi. » On me répond alors qu'ils sont tout prêts à travailler pour moi. « Eh bien ! laissez-moi donc mon argent pour les payer ! — Oh ! vous savez bien, me dit le collecteur, que je dois faire ma collecte ; ensuite vous prendrez tous les arrangements qui vous conviendront, cela ne me regarde pas. — Que puis-je donc faire, lorsqu'en emportant mon argent, vous m'ôtez tous mes moyens ? Si j'étais seul à parler ainsi ! mais tous ceux qui paient la taxe vous en diront autant, et cela chaque année régulièrement. »

— Vous calculez mal, objecta Hopkins, en prétendant que payer la taxe est toute perte pour vous ; je vous dirai, moi, que si nous n'étions pas aidés par cette taxe, les fermiers seraient obligés d'augmenter nos gages, autrement nous mourrions de faim, et je voudrais savoir alors qui ferait notre ouvrage ?

— Je ne demanderais pas mieux, Hopkins, que d'avoir des ouvriers et de les payer, si toutefois je pouvais me débarrasser de cette taxe des pauvres ; car ce serait échanger mon argent contre du travail, tandis que maintenant je n'obtiens rien en retour ; il ne sert qu'à entretenir des vagabonds, qui ne trouvent pas d'ouvrage parce qu'ils n'en cherchent pas ou qu'ils sont mauvais ouvriers. Ce sont des fainéants qui vivent dans la paresse, tandis que l'argent qu'on leur donne pourrait être employé à faire travailler d'honnêtes familles laborieuses, qui se suffiraient à elles-mêmes et n'auraient pas besoin des secours de la paroisse.

— Pour moi, dit John, je ne demande qu'à gagner de quoi entretenir ma famille, et je vous promets qu'on ne me verra plus m'adresser à la paroisse.

— Vous avez beaucoup d'enfants, John, et vous sentez bien que je paie mes ouvriers sans avoir égard au nombre de leurs enfants : c'est leur affaire, et non pas la mienne.

— Alors la taxe des pauvres doit faire le reste, murmura madame Hopkins ; car les mères ne peuvent voir leurs enfants exténués

et mourant de faim, et si le travail du mari ne suffit pas à la subsistance de toute la famille, il ne nous reste qu'à mendier, emprunter ou voler. Ne vaut-il pas mieux, monsieur Stubbs, prendre ce que la loi nous accorde ?

— Je vous répète, moi, que c'est une mauvaise loi : mauvaise, pour les riches, parce que l'argent qu'elle exige d'eux, ils auraient pu l'employer à faire travailler les pauvres ; mauvaise pour les pauvres, parce qu'elle les encourage à se marier et à avoir des enfants, sans se soucier de l'avenir. Permettez-moi de vous demander, Hopkins, si en vous mariant vous avez pensé à la paroisse et aux secours qu'elle pourrait vous accorder en cas de détresse ?

— Je puis y avoir pensé, répondit John ; et certainement un homme prudent doit prévoir les mauvaises chances de la vie, ne serait-ce que pour se préparer à mieux les recevoir lorsqu'elles arrivent.

— Il vaudrait encore mieux ne pas s'y exposer. Vous n'avez pas compté sur vos propres efforts, John, mais bien sur la paroisse pour vous aider lorsque vous seriez dans le besoin.

— Eh ! pouvais-je faire autrement, puisque la loi a créé un fonds pour donner à ceux qui sont dans la misère, et qu'elle leur refuse tout autre moyen d'en sortir ?

— Mais si cette loi n'existait pas, il faudrait bien s'en passer, et vous convenez vous-même que vous ne vous seriez pas marié si jeune si vous n'aviez eu cette garantie pour l'avenir ; il en eût été de même pour d'autres ; chaque famille aurait eu moins d'enfants, et les ouvriers, se trouvant en plus petit nombre, auraient eu plus d'ouvrage et de meilleurs salaires.

— C'est ce que je disais l'autre jour à ma femme ; mais je n'imaginai pas que la taxe des pauvres pût y être pour quelque chose ; je suis certain que notre pauvreté vient de ce que nous avons trop d'enfants, et non de la taxe qui nous aide à les élever.

— Eh ! reprit Stubbs, qui est-ce qui encourage les pauvres à avoir trop d'enfants, si ce n'est la taxe ?

— Eh ! qui est-ce qui maintient nos gages si bas, dit John ? c'est la taxe, vous ne pouvez le nier.

— Non, sans doute ; mais je vous dirai encore que c'est la taxe des pauvres qui les fait vivre dans un état si voisin de la misère ; car ils ne doivent cela ni à leurs familles nombreuses, ni à la mo-

dicité de leurs salaires, ni au manque d'ouvrage, et ce n'est pas seulement de la recevoir qui cause tant de mal : la nécessité de la payer a réduit souvent à la pauvreté ceux qui se croyaient sûrs de vivre toujours dans une honnête aisance.

— Oh ! cela est bien vrai ! s'écria John. Ce matin, à l'assemblée, j'ai rencontré la veuve Dixon ; elle s'était enveloppée dans son manteau et avait avancé son chapeau sur ses yeux ; elle a cherché à m'éviter, et lorsque je suis venu au devant d'elle, elle a rougi, elle qui est si pâle depuis la mort de son mari. Quand je lui ai demandé ce qui avait pu la réduire à cet état de gêne, et que je lui ai donné à entendre que je croyais que son mari lui avait laissé quelque argent :

« Non, Hopkins, m'a-t-elle répondu ; tant qu'il a vécu, il a fait ce qu'il pouvait pour me maintenir dans une situation agréable ; mais ses moyens étaient petits, les profits de la boutique suffisaient tout juste à notre entretien ; peut-être nous aurions mis chaque année quelque chose de côté sans la taxe des pauvres, qui emportait toutes nos économies. Cependant je ne dois pas me plaindre de la taxe, puisque c'est elle qui me soulage maintenant : il est bien dur pourtant d'avoir à supporter à la fois la honte et le chagrin ! » En disant cela elle pleurait. Pauvre femme ! son cœur était brisé. Je lui ai dit qu'il n'y avait pas de honte pour elle à être assistée, puisqu'elle avait si longtemps payé la taxe ; elle y a plus de droit qu'aucun de nous.

— Pourquoi l'as-tu abordée, John, lorsque tu as vu qu'elle préférait ne pas te rencontrer ? Il fallait la laisser passer, puisque tu ne pouvais l'aider en rien.

— Mais, femme ; une bonne parole dite d'un air d'amitié, fait toujours du bien au cœur, lors même qu'on ne peut rien y ajouter ; et d'ailleurs la veuve Dixon s'afflige plus de sa honte que de sa misère : c'est pour cela qu'elle était contrariée de me rencontrer.

— Eh bien ! dit le fermier, si la taxe des pauvres continue à augmenter comme elle l'a fait ces dernières années, nous aurons tous le sort de la veuve Dixon, et alors qui est-ce qui paiera la taxe ?

— Les choses n'en sont pas là, maître Stubbs.

— Pas encore ; mais le temps peut venir où le collecteur ne recueillera plus la taxe telle qu'elle a été fixée ; je sais que le temps

s'approche pour quelques parties du pays. Je sais de bonne part, John, que si les choses vont mal ici, c'est bien pire ailleurs; c'est ce qui me console un peu.

— Tant mieux pour vous, si cela vous fait du bien; mais, à mon avis, c'est une triste consolation que celle qui nous vient de la détresse de nos voisins.

— Quant à cela, reprit Stubbs, il n'est pas question de notre voisinage, car je parle des comtés du sud de l'Angleterre, et c'est à quelques centaines de milles d'ici.

— Monsieur Stubbs, dit madame Hopkins, l'Écriture nous enseigne qu'il faut aimer notre prochain comme nous-mêmes, et le prochain, nous dit le pasteur, c'est non-seulement le voisin d'ici à côté ou celui de la ville voisine, mais nous le trouvons partout et dans chaque homme que nous rencontrons; ainsi, nous ne devons pas nous réjouir de ce qu'il peut arriver de fâcheux à nos voisins.

— Comment se paie la taxe des pauvres dans le sud? demanda John.

C'est ce que je vous dirai, reprit Stubbs, si votre femme a fini son sermon. Les hommes sont payés d'après le nombre de leurs enfants, et non d'après l'estimation de leur travail.

— Je vous demande pardon, monsieur Stubbs, vous avez dit précédemment que les fermiers s'informaient plutôt du talent d'un ouvrier que du nombre d'enfants qu'il peut avoir, et qu'ils s'embarraissaient peu qu'il fût garçon ou marié.

— Sans doute; mais laissez-moi achever mon histoire. L'ordre de choses dont je vous parle a commencé dans le Berkshire. Les magistrats, trouvant qu'il n'était pas juste que le célibataire et l'homme marié eussent le même salaire, et ne pouvant pas obliger les fermiers à payer l'un plus que l'autre, résolurent d'établir la différence au moyen de la taxe des pauvres. Ils firent un tableau du taux des salaires, en disant: « Il faut tant pour entretenir un homme seul; » puis ils doublèrent la somme pour un homme marié avec un ou deux enfants, et ainsi de suite, l'augmentant à proportion du nombre d'enfants.

— C'était bien imaginé et fort humain de la part de ces magistrats, dit madame Hopkins; je ne croyais pas que ces messieurs entrassent dans de pareils détails.

— Attendez de savoir ce qui arriva, ma bonne dame, et alors,

si vous les louez de leurs bonnes intentions, du moins vous ne les louerez pas de leur prévoyance. Je tiens tout cela d'un de mes oncles qui est propriétaire dans cette partie de l'Angleterre; il dit que la taxe y est intolérable pour ceux qui la paient, et quant à ceux qui la reçoivent, ils sont pires que partout ailleurs. Au commencement tout allait assez bien; mais, dès que les jeunes garçons s'aperçurent que les hommes mariés avaient droit à une portion plus considérable de la taxe, ils ne songèrent plus qu'à se marier; mon oncle se rappelle fort bien le temps où un jeune homme ne pensait au mariage qu'après avoir mis de côté mille à douze cents francs, et quelquefois davantage. Mais aujourd'hui, au lieu de travailler et de prendre ainsi l'habitude de l'industrie avant de se mettre en ménage, les jeunes gens se marient pour avoir de l'argent sans être obligés de le gagner, et commencent la vie avec des habitudes d'indolence et de paresse. C'était comme si les magistrats avaient conduit les jeunes couples à l'église, de même que vous parquez vos moutons dans la bergerie. L'année suivante il naquit un très-grand nombre d'enfants; l'impôt de la taxe fut augmenté, et toujours ainsi jusqu'à ce que les enfants fussent en âge de travailler; mais alors il manquait d'ouvrage pour tous, et la plupart recourraient à la paroisse, qui, de son côté, ne pouvant suffire à tous, manquait à ses engagements; les jeunes gens commencèrent par murmurer entre eux, puis ils se mirent à voler et à piller; car lorsque les hommes ne peuvent gagner honnêtement leur vie, ils résistent rarement à la tentation de se procurer d'une autre manière ce dont ils ont besoin, surtout lorsqu'ils ont été élevés dans l'oisiveté. Ensuite viennent la prison, les jugements et l'exportation, souvent même les galères. Ces mesures rigoureuses ne font qu'irriter ceux qui les ont si bien méritées, ils cherchent à s'y soustraire, et, lorsqu'ils le peuvent, ils écrivent des lettres menaçantes, mettent le feu aux fermes et commettent mille horreurs, comme nous l'avons vu l'automne dernier.

— Que Dieu le leur pardonne, s'écria madame Hopkins, car ce n'est pas leur faute, mais bien celle de leurs parents qui les ont mis au monde sans s'inquiéter s'ils y trouveraient une place.

— Oui, mais qu'ils apprennent à s'y bien conduire une fois qu'ils y sont, dit Stubbs; c'est leur devoir.

— A quoi nous sert-il d'être industriels et bon travailleur, ob-

serva John, si cela ne nous mène à rien? Nous ne travaillons pas pour le seul plaisir de travailler, maître Stubbs, mais pour le pain que cela nous rapporte; et si la paroisse nous entretient, pourquoi nous fatiguerions-nous? Quant à mettre de côté mille à douze cents francs, comme vous dites qu'on le faisait autrefois, ce serait impossible à présent, même si on ne se mariait pas : avec de si petits gains il est difficile de faire des économies.

— Lorsque les salaires étaient les mêmes pour tons, reprit le fermier, il me semble que les garçons ne devaient pas dépenser tout ce qu'ils gagnaient, et je crois que cela valait beaucoup mieux; car, au lieu de les engager à se marier de bonne heure, on les obligeait ainsi à attendre d'avoir assez pour entretenir une femme et des enfants. Tandis qu'au contraire les réglemens de ces magistrats, que madame Hopkins trouve si humains, encourageaient la paresse autant que les mariages précoces et les familles nombreuses. Mon oncle prétend que de nos jours les ouvriers laboureurs sont une race d'hommes tout-à-fait différens de ce qu'ils étaient autrefois; leur caractère semble avoir entièrement changé. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait encore parmi eux de très-honnêtes gens; mais la généralité ne vaut pas grand'chose. Il y en eut un si impudent qu'il poussa l'insolence jusqu'à dire au fermier pour lequel il travaillait : « Si vous n'augmentez pas mon salaire, je me marie demain, et alors vous serez bien forcé de me payer davantage; » car ce drôle-là était assez intelligent pour comprendre que, quoique la taxe leur soit payée par les employés du gouvernement, elle sort en partie de la poche des fermiers.

— Mais si la paroisse les entretient, dit John, elle doit aussi les faire travailler.

— Cela se fait bien ainsi autant que possible; on les envoie dans les fermes, et ceux qui les emploient remettent le prix de leur travail à la paroisse : ce prix est très-modique, il ne suffirait pas à leur entretien.

— Alors je pense, reprit John, que les fermiers renvoient leurs ouvriers à gages fixes, pour prendre ces vagabonds qu'ils paient beaucoup moins.

— Ils n'y trouveraient aucun profit, vu qu'ils ne font pas la moitié autant d'ouvrage que les ouvriers ordinaires. Pourquoi en feraient-ils davantage? Qu'ils travaillent peu ou beaucoup, ils gagnent tou-

jours tout juste de quoi vivre : c'est comme le bœuf ou le cheval qu'on ne fait travailler qu'avec le fouet, ou bien comme les nègres aux Indes-Occidentales, que les coups seuls font sortir de leur indolence.

— Quelle honte de traiter les hommes comme des bêtes brutes!

— Eh bien ! ma bonne dame Hopkins, c'est le résultat de ces réglemens si sages et si prudents que vous admiriez tout-à-l'heure.

— Il n'y a rien là de bien plaisant, maître Stubbs ; il se peut que j'ai eu tort, j'en conviens franchement ; mais je ne puis m'empêcher de croire que dans tout ce que vous venez de nous dire, vous songez plus à votre intérêt qu'à celui des autres.

— Et si mon intérêt et celui des autres marchent de compagnie, quel mal y a-t-il d'y songer un peu ? Chacun pour soi, comme on dit.

— Je ne vous blâmerais pas si vous n'oubliiez l'intérêt des autres lorsqu'il est contraire au vôtre.

— Eh bien ! je vous soutiens que l'abolition de la taxe des pauvres serait un bien pour tous. Savez-vous, John, à combien elle monte ici ? A plus de six millions. Si cette somme énorme était employée à faire travailler le peuple, les pauvres gagneraient par leur travail cet argent qu'on leur distribue comme une aumône, et les plus laborieux en auraient la meilleure part, qui maintenant est celle des fainéants.

— Il y a du vrai dans ce que vous dites, maître Stubbs, reprit John ; mais, bien que cet argent fût divisé différemment, ce serait comme aujourd'hui, il n'y en aurait pas pour tous.

— La taxe des pauvres est la racine du mal, dit Stubbs ; sion coupait l'arbre, sa racine et ses branches, je ne puis prévoir tout le bien qui en résulterait. Supposons qu'une nouvelle loi supprimât la taxe pour ceux qui naîtront à dater de l'époque actuelle ; n'ayant plus cette poire pour la soif, les jeunes gens y penseraient à deux fois avant de se mettre en ménage ; ceux que la taxe aiderait encore étant morts selon le cours de la nature, cet impôt s'éteindrait, parce qu'il ne servirait à rien de le prélever lorsqu'il n'y aurait plus personne pour le recevoir. Les propriétaires s'enrichiraient ; il y aurait de l'ouvrage pour ceux qui en voudraient, et de bons gages ; enfin, nous serions tous heureux.

— Vous aurez beau faire, monsieur Stubbs ; mais les pauvres

gens sont toujours malencontreux : premièrement viennent les maladies, ensuite les accidents.

— Sans doute cela peut arriver de temps à autre, mais ce n'est pas tous les jours; puis, quand un homme reçoit de bons gages, il fait de petites économies, qu'il peut remettre au caissier du club, afin de n'être pas tenté de les dépenser le dimanche au cabaret; il peut aussi les placer à la caisse d'épargne, où elles seront en sûreté et lui rapporteront un petit intérêt. D'ailleurs, John, n'avons-nous pas un hôpital où il y a d'habiles docteurs et autant de garde-malades que les riches peuvent en avoir chez eux? La plupart de nos gens riches sont très-bons pour les ouvriers qui se trouvent dans le besoin, et je crois qu'ils seraient plus généreux encore, sans la taxe des pauvres.

— Il est difficile, dit John, de distinguer le bon du mauvais côté de ce qui se passe; mais je sais qu'un estomac affamé est toujours mécontent; toutes choses vont assez mal, à mon avis, et je suis un de ceux qui ne craindraient pas un changement, pourvu toutefois qu'il se fit graduellement.

— J'espère que nous vivrons assez pour voir cela, répliqua Stubbs en prenant son chapeau. Bonsoir, John, portez-vous bien; et vous, dame Hopkins, ne m'en voulez pas pour ce que je vous ai dit. »

La bonne femme lui fit la révérence d'assez mauvaise grâce, et dit aussitôt après qu'il eut fermé la porte :

« Prends-garde, John, n'écoute pas trop cet homme, quoiqu'il soit ton supérieur : il me paraît clair comme le jour qu'il n'a en vue que son propre intérêt.

— C'est facile à voir, femme; mais il n'en est pas moins vrai qu'il raisonne fort bien, et que ce qu'il a dit est assez juste.

— Juste ou non, je ne puis l'entendre parler avec tant de dureté.

— C'est le sens de ses paroles qu'il fallait considérer, et non pas ses expressions. Je pense comme lui que les intérêts du pauvre et ceux du riche se donnent la main, de même qu'un mari et une femme s'aiment et restent unis jusqu'à ce que la mort les sépare, quoiqu'ils se chicanent et se contrarient de temps en temps.

— Mais, John, si le mari était riche et la femme pauvre, ils ne s'aimeraient pas longtemps.

— Tu ne crois pas ce que je te dis, ma chère, parce que tu ne me comprends pas. Appelle Tom, il nous lira une fable qui t'expliquera tout cela. »

Tom apporta son livre, et son père le pria de lire la fable des membres et de l'estomac.

Tom, qui avait été quelque temps moniteur à l'école du village, commença d'une voix forte et claire, et nous les laisserons à leur lecture.

DES MACHINES,

ou

DU HAUT PRIX ET DU BON MARCHÉ.

Jackson, pauvre ouvrier en soie, qui gagnait péniblement sa vie, se trouvant trop misérable, se décida à partir pour l'Amérique. Il voulut prendre congé de tous ses amis, et faisait tristement le tour du village, lorsque Hopkins, qui était devant sa porte, l'accosta :

« Vous partez donc pour le Nouveau-Monde, voisin Jackson? lui dit-il. Je vous souhaite bonne fortune; on dit que c'est un beau pays; mais il faut du temps pour y arriver.

— Il faut que je choisisse entre la paroisse et l'Amérique, répondit Jackson, et il ne sera pas dit que je serai un fardeau pour mon pays tant que je serai jeune et robuste. J'ai pris patience pendant longtemps, espérant, à force de travail et d'économie, de me faire un petit fonds; mais depuis l'invention d'une nouvelle machine, introduite dans nos fabriques, je n'ai plus d'ouvrage; une de ces machines fait à elle seule le travail de douze ouvriers. Maintenant c'est à qui fabriquera au plus bas prix, et à moins que de travailler gratis comme les machines, qui n'ont ni estomac à nourrir ni enfants à élever, on n'obtient plus d'ouvrage. Je me

souviens d'un temps où je gagnais trente francs par semaine ; mais la machine fait autant d'ouvrage pour la valeur de cinq à six francs , et c'est maintenant le prix que l'on m'offre de mon travail.

— Il est assez naturel , dit Hopkins , que des fabricants fassent travailler à des prix modiques lorsqu'ils le peuvent , c'est dans leur intérêt. »

Cette réponse n'avait rien de consolant pour Jackson ; Hopkins s'en aperçut et lui conseilla de laisser là le métier et la navette , et d'essayer d'un autre état ; mais cette proposition ne parut pas lui être agréable : « Alors , reprit Hopkins , vous ferez bien peut-être d'émigrer , d'autant plus que vous n'avez ni femme ni enfants à emmener avec vous.

— Quoique je n'aie ni femme ni enfants , j'aurais préféré n'être point obligé de quitter mon pays et mes amis ; mais lorsqu'on a été ouvrier en soie toute sa vie , il n'est pas si aisé de changer d'état tout à coup ; d'autant plus qu'à présent un homme n'est pas plus tôt établi à ses affaires , que voici quelque nouvelle machine qui vient lui ôter son gagne-pain. C'est mon tour , voisin Hopkins , mais le vôtre pourra venir , car il n'est pas impossible que l'on invente une machine à labourer la terre.

— Quant à cela , répliqua Hopkins , c'est déjà fait : la charrue n'est-elle pas une machine ?

— J'ai oui dire , reprit Jackson , qu'autrefois on labourait avec une bêche ; l'ouvrage ne manquait pas dans ce temps-là , car il fallait bien des hommes seulement pour labourer un champ.

— Mais le blé devait être fort rare ; car vous comprenez , Jackson , que leur travail , quelque rude qu'il fût , ne produisait pas la moitié de ce que produit la même quantité de travail exécuté avec la charrue , et vous conviendrez qu'on ne peut acheter plus de blé qu'il n'y en a à vendre.

— Oh ! je ne puis le nier , c'est clair comme deux et deux font quatre.

— Il y avait donc fort peu de blé et il était cher ; les gens riches l'achetaient , et les pauvres , comme vous et moi , n'avaient passivement un morceau de pain à manger. Si vous voulez qu'on se passe de toute espèce de machines , il faut briser les bêches aussi bien que les charrues , car l'une et l'autre sont des machines , et pour y suppléer nous pourrions gratter la terre avec nos ongles comme des

sauvages : ce sera un fameux progrès dans notre industrie , et je serais curieux de voir ce que la terre produirait , cultivée de cette manière.

— Vous êtes toujours dans les extrêmes, John ; il me semble qu'il y a un milieu entre gratter la terre avec ses ongles ou ne rien faire de ses dix doigts. Je ne désapprouve pas l'usage de toute espèce de machine ; je sais que mon métier à tisser m'a fait gagner ma vie pendant longtemps ; mais je vous parle de la nouvelle machine qui m'a ruiné.

— Supposons , Jackson , que par la suite on établisse dans les fabriques une machine supérieure encore à celle dont vous vous plaignez , il se trouvera beaucoup d'ouvriers dans votre position , c'est-à-dire renvoyés des fabriques et qui auront comme vous sujet de haïr les machines.

— Mais je ne conviens pas , dit Jackson , que la bêche soit une machine , c'est un outil.

— A mes yeux , reprit Hopkins , une machine , un outil , un meuble ou un instrument , c'est tout un , qu'importe le nom ? J'appelle machine tout ce qui peut nous aider dans l'exécution de notre travail , que ce soit une bêche ou une pioche , un marteau ou un ciseau , ou la grande machine à vapeur qui met en mouvement tous les dévidoirs d'une manufacture de coton.

— Eh bien ! en vous accordant que la bêche soit une machine , son invention ne fit de tort à personne , car à chaque bêche il fallait un homme pour l'utiliser , de même qu'un homme devant chaque métier dans la fabrique où j'ai travaillé si longtemps ; et voilà les seules machines qui soient nécessaires , je le soutiens , dit Jackson en élevant la voix et mettant d'autant plus d'emphase à ses paroles qu'il se croyait sûr de son fait. Elles nous aident au lieu de prendre notre place , tandis que la nouvelle machine , qui fait l'ouvrage d'une vingtaine d'hommes , n'en demande qu'un ou deux pour la diriger , et par conséquent en met dix-neuf sur le pavé : cela est clair. » Et il s'arrêta en regardant Hopkins d'un air triomphant.

« Et c'est là précisément pourquoi on ne se sert plus de la bêche. Comme il faut un homme pour chaque bêche , chaque homme exigera le prix de sa journée de travail , et il en coûterait aux fermiers des sommes considérables pour produire du blé.

— Je ne m'inquiète guère des fermiers , répliqua Jackson , vexé

d'être encore rétorqué lorsqu'il croyait avoir raison. J'aime mieux m'occuper des pauvres ouvriers qui gagnent péniblement leur vie.

— Mais s'il en coûtait beaucoup plus aux fermiers pour produire du blé, ils ne pourraient pas le vendre au même prix, à moins que vous ne pensiez, Jackson, qu'on s'enrichisse en faisant un commerce dans lequel on se trouve en perte.

— Je ne suis pas si sot que de croire qu'un fermier puisse vendre son blé pour moins qu'il ne lui en a coûté pour le produire, il est juste qu'il fasse un profit raisonnable.

— Eh bien ! une charrue, avec un attelage de bœufs ou de chevaux et deux hommes pour la conduire, fait l'ouvrage de cinquante bêches, et le blé, étant produit à un prix très-inférieur, se vend beaucoup meilleur marché ; c'est donc une utile invention que celle de la charrue, qui, en diminuant les frais de la culture du blé, a nécessairement apporté une baisse dans son prix et l'a mis à la portée des pauvres.

— Mais il est bien reconnu que la bêche brise mieux la terre que la charrue, et on continue à s'en servir dans les jardins.

— Je ne le nie pas, Jackson ; mais il serait trop coûteux de l'employer pour labourer nos champs. Croyez-moi, nous n'avons qu'à nous féliciter de toutes les inventions propres à favoriser et à augmenter la production des objets de consommation. »

Jackson, n'ayant rien à répliquer, répéta ce qu'il avait déjà dit, savoir que, si l'ouvrage était fait par des machines, ceux qui n'avaient d'autres moyens d'existence que leur travail se verraient réduits à mourir de faim.

« Nous sommes toujours prompts à dire que nous vivons de notre travail ; c'est une manière de parler, car le travail nous fatigue, si ce n'était l'argent qu'il nous rapporte.

— Certainement, Hopkins, et personne n'est assez sot pour ne pas savoir qu'un travail excessif peut nuire à la santé, et que, lorsqu'on dit vivre de son travail, cela signifie du produit de ce travail ; et si vous êtes si précis, je vous ferai observer que ce n'est pas non plus de l'argent même que produit notre travail que nous vivons, mais des objets, nécessaires à notre existence, que nous nous procurons avec cet argent.

— Très-bien, Jackson, et vous avez dû remarquer que plus ces objets sont à bon marché, plus il nous est facile de les acheter.

— Sans doute.

— Eh bien ! quel est le moyen d'avoir ces marchandises en abondance et à bas prix ? Est-ce en les faisant de main d'homme seulement , ou avec le secours d'aides tels que les moulins , les machines à vapeur , etc. , qui ne demandent aucune rétribution pour leur travail et sont mises en activité par une bouffée de vent ou de vapeur ou par un courant d'eau froide ; bonnes mécaniques qui font à elles seules l'ouvrage de centaines d'hommes , et tout cela pour rien ! Et vous , Jackson , au lieu d'être reconnaissant , vous les accablez d'injures. »

Jackson était trop malheureux pour se laisser convaincre par les raisonnements d'Hopkins.

« Oui , dit-il , ces machines travaillent à meilleur marché que nous ; mais je demanderai encore à quoi cela nous est bon , à nous , qu'elles ont chassés des fabriques ? Si nous n'avons pas d'ouvrage , nous ne recevons pas de salaire , et alors que nous importe le prix des marchandises ?

— Aucune manufacture ne peut cheminer toute seule , Jackson ; on y a toujours besoin d'hommes , de femmes et d'enfants pour en diriger les machines , et je vous demande si à mesure que les machines se perfectionnent , et qu'on en invente de nouvelles , il y a moins d'ouvriers employés dans les manufactures ?

— Sans doute , beaucoup moins ; vous devez le voir par le nombre d'ouvriers qui se trouvent , comme moi , sans occupation.

— Il vous semble qu'il en est ainsi , parce que vous ne regardez pas plus loin que votre nez ; vous ne pensez pas à la quantité de marchandises qui se fabrique de plus , et qui est une conséquence naturelle de l'introduction des machines dans les manufactures , ni au grand nombre de gens qui sont employés par ce moyen. J'ai entendu dire au vieux Spire , qui n'a pas moins de cinquante ans d'expérience acquise dans les manufactures , que , lors de l'invention des machines à filer , un grand nombre de fileurs furent renvoyés des fabriques ; ce qui causa une révolte parmi eux : ils brisèrent quelques-unes des nouvelles machines ; mais les séditieux furent bientôt arrêtés. On répara le dégât qu'ils avaient fait , et environ dix ans après , le commerce avait si bien prospéré , que le nombre d'ouvriers employés dans les manufactures , tant comme fileurs que comme tisseurs , était quarante fois plus fort qu'aupa-

ravant. Vous voyez donc que , si au premier moment les ouvriers ont eu à se plaindre, ils ont été complètement dédommagés plus tard.

— S'ils ont dû attendre dix ans, ils ont eu le temps de mourir de faim.

— Mais, Jackson, cette prospérité s'est accrue par degrés, durant l'espace de dix ans, et non pas tout à coup au bout de ce temps-là. Lorsque les machines furent introduites dans les manufactures, les fabricants calculèrent avec prudence qu'ils devaient commencer petitement; et c'est pour cela qu'ils renvoyèrent une partie de leurs ouvriers; mais si l'année suivante la demande des produits de fabrique augmenta, ils durent nécessairement avoir besoin d'un plus grand nombre d'ouvriers; et il en fut de même pendant dix ans. Spire m'a parlé aussi d'une vieille femme qui pensait un peu comme vous, Jackson; assise auprès de son rouet, elle se plaignait de ne plus gagner autant qu'autrefois en filant; comme elle était à se lamenter, les ouvriers d'une fabrique voisine quittèrent l'ouvrage pour retourner chez eux. Il entra chez la bonne vieille deux hommes, trois femmes et quatre ou cinq enfants, qui tous étaient ses petits-enfants ou arrière-petits-enfants. Spire lui fit observer que toute sa famille trouvait de l'ouvrage à la fabrique, et que chacun de ses membres y gagnait vingt fois autant qu'elle eût jamais gagné avec son rouet. Il lui demanda ce qu'elle payait autrefois une robe de coton.

« Je n'en portais pas, mon bon monsieur, répondit-elle, c'était trop cher.

— Vraiment! reprit Spire. Eh bien! vos petits-fils ont des chemises de coton et vos petites-filles de jolies robes, et je sais que le coton ne coûte pas le quart de ce qu'il coûtait dans votre jeunesse. D'où cela vient-il? de ce qu'il est tissé et filé à la fabrique. »

» La pauvre vieille ne voulut pas convenir de la vérité des paroles de Spire, et continua à regretter le bon vieux temps, où tout allait si bien. Spire lui ayant demandé ce qu'elle payait une paire de bas dans ce temps-là :

« Oh! je n'y mettais pas mon argent, dit-elle; j'allais nu-pieds : les bas étaient trop chers, et d'ailleurs nous n'en avions pas besoin.

— Alors pourquoi n'avoir pas continué à vous en passer, et gardé

vosre argent pour quelque autre chose dont vous ayez besoin? Mais vous auriez peut-être de la peine à vous séparer de cette paire de bas de laine qui garantit vos pieds du froid et de l'humidité?

— Cela n'est pas nécessaire, reprit la vieille; les bas sont assez bon marché pour que nous puissions en porter.

— Et c'est parce qu'ils sont faits au métier, ce qui requiert beaucoup moins de travail que de les tricoter. Vous voyez, bonne femme, que non-seulement votre famille, qui est assez nombreuse, s'entretient au moyen des machines à filer; mais que, de plus, elle leur doit en partie la vie, car, sans les machines, plusieurs de vos petits-enfants seraient morts faute de nourriture.

— Quant à cela, monsieur, il a plu au Seigneur de m'ôter plus de la moitié de mes enfants; j'en ai mis douze au monde, et je n'ai pu en élever que quatre.

— Ah! ah! dit Spire en riant, c'était dans le bon vieux temps, cela; mais dites-moi, je vous prie, avez-vous perdu la moitié de vos petits-enfants?

— Non, leurs mères ont eu un meilleur sort: sur seize petits-enfants que j'ai eus, six seulement sont morts.

— Il n'y a point de sort là, bonne femme, mais leurs enfants ont été mieux nourris, mieux vêtus, et c'est la volonté de Dieu que les enfants meurent si leurs parents ne peuvent pas pourvoir à tous leurs besoins. »

» Spire avait raison, poursuivit Hopkins; il serait difficile de calculer tout le bien qui dérive de l'invention des machines. Nous fabriquons des marchandises, non-seulement pour notre pays, mais pour tous les pays étrangers, et cela, comme je l'ai entendu dire, parce qu'au moyen de la supériorité de nos machines, nous fabriquons mieux et à meilleur marché. On dit qu'il n'y a pas de pays où il y ait autant de manufactures qu'en Angleterre, ni un aussi grand nombre de bras occupés. »

Hopkins s'arrêta pour reprendre haleine et laisser Jackson faire l'observation qu'il y avait des fabriques partout ailleurs qu'en Angleterre.

« Oui, mais elles sont faites d'après les nôtres. John Bull est un adroit compagnon, habile et industrieux; il s'occupe constamment à inventer quelque chose de nouveau pour perfectionner les mé-

canismes afin de faire travailler mieux et à meilleur marché que ses voisins. »

Jackson, n'ayant rien à répliquer, se contenta de répéter que si les nouvelles inventions faisaient la fortune des maîtres de fabriques, elles ruinaient les pauvres ouvriers.

« Votre position est cruelle, Jackson, c'est ce qui vous rend sourd à la voix de la vérité; mais il ne peut pas y avoir beaucoup d'ouvriers dans votre cas, car on ne peut nier que le pays ne soit toujours plus peuplé, et si l'invention des machines obligeait le peuple à émigrer ou à mourir de faim, il me semble que la population aurait diminué.

— Oh! quant à cela, dit Jackson, la population dépend du nombre de ceux qui naissent, et pour moi, je crois que ce sont les pauvres qui ont le plus d'enfants.

— Rappelez-vous ce que disait Spire à la vieille fileuse; quoiqu'il naisse beaucoup d'enfants, ils ne seront pas tous élevés s'il n'y a pas de la nourriture et des vêtements pour tous. Or, si un plus grand nombre d'enfants arrivent à l'âge de maturité, vous pouvez en conclure qu'il règne plus d'aisance dans les familles pauvres; ce n'est donc pas parce qu'il en naît davantage, mais parce qu'il en meurt moins, que la population augmente.

— Parce qu'il en meurt moins? répéta Jackson en riant; ne devons-nous pas tous mourir un jour ou l'autre?

— Mais que le jour vienne plus tôt ou plus tard, cela fait une grande différence, Jackson, et je vous dis qu'on vit plus longtemps à présent qu'autrefois. Beaucoup plus d'enfants atteignent l'âge viril avec une bonne santé: de là vient que leur vieillesse a moins d'infirmités, et que leur existence est prolongée. Il y a cinquante ans, on mourait très-fréquemment à l'âge de quarante ans; maintenant il est rare qu'on meure avant cinquante-huit ans. Cela fait une différence de dix-huit ans, et vous et moi ne sommes pas fâchés d'avoir la chance de vivre dix-huit ans de plus que nos ancêtres. En remontant à quelques siècles en arrière, vous trouverez que la mortalité était deux fois ce qu'elle est à présent; c'est parce que nous sommes mieux nourris, plus chaudement vêtus pendant notre enfance, et mieux soignés lorsque nous sommes malades, que nous vivons plus longtemps; et cette augmentation dans le bien-être de chacun provient de la facilité qu'il y a maintenant dans

toutes les classes de la société à se procurer les choses nécessaires à la vie, facilité qui est le résultat de l'invention des machines, qui, en favorisant le commerce et l'industrie, contribuent puissamment à la prospérité des peuples.

— Vous parleriez jusqu'au jour du jugement, que vous ne me persuaderiez pas, répondit Jackson. Je ne croirai jamais que ce soit pour le bien d'aucun autre que de lui-même qu'un fabricant essaie dans ses manufactures quelque nouveau genre de travail.

— C'est possible, reprit Hopkins; mais il n'est pas douteux que le bien qu'il se fait à lui-même rejaillit sur les autres : c'est dans la nature des choses. Dieu veille sur le pauvre aussi bien que sur le riche, et s'il a mis dans la tête des manufacturiers les moyens d'expédier le travail et de l'effectuer à des prix modérés, c'est pour le bien de tous.

— Ah ! s'écria Jackson en s'animant, s'il avait plu à Dieu de nous donner une nourriture prête à manger et des vêtements prêts à mettre, comme il nous a donné l'eau à boire et l'air à respirer, ce serait bien plus commode, et nous serions beaucoup plus heureux. »

Il y avait de la naïveté dans cette réflexion, et John ne savait trop que répondre; mais, après un moment de silence, il dit :

« Nous devons croire que Dieu sait mieux que nous ce qui nous convient, et que s'il ne nous donne pas gratis toutes les choses nécessaires à la vie, c'est pour notre plus grand bien. Un de ses motifs pour agir ainsi a pu être la crainte de faire de nous des paresseux; si la bière et les liqueurs fortes avaient été aussi communes que l'eau, nous aurions tous été des ivrognes, et figurez-vous toutes les disputes et les batailles qu'il y aurait eu. Non, Jackson, ce qui est, est bien : l'oisiveté est la mère de tous les vices.

— Ah ! John, vous n'êtes pas conséquent. S'il est bon que l'homme travaille, pourquoi inventer des machines qui font son ouvrage ?

— Ce n'est pas pour le plaisir de rester les bras croisés, reprit Hopkins; mais parce que moins notre travail est nécessaire à l'exécution d'un objet quelconque, plus il nous reste de temps pour travailler à autre chose, et moins les choses ont coûté à produire, plus elles se vendent bon marché; or, il est aussi important pour

nous d'acheter à bas prix que d'avoir beaucoup d'ouvrage, car nos salaires de la semaine suffisent à payer autant de marchandises, si elles ne sont pas chères, que nous pourrions en payer avec nos salaires de deux semaines lorsque les marchandises coûteraient le double; et, je vous le répète depuis plus d'une heure (mais sans pouvoir le faire entrer dans votre tête), que c'est au moyen de machines que l'on produit à bon marché. Lorsque c'est le vent, le feu, l'eau et la vapeur qui travaillent, les marchandises se vendent à des prix modérés, de manière que presque tout le monde peut en acheter. Vous savez que lorsqu'un objet de fabrique baisse de prix, la demande en augmente, et que pour y satisfaire on fabrique plus et toujours plus de cet article, ce qui nécessite un plus grand nombre d'ouvriers, jusqu'à ce qu'enfin il y en ait davantage dans les manufactures qu'avant l'invention des machines; et quand il y a de l'occupation pour tous et que la vie n'est pas chère, nous avons tout ce que nous pouvons désirer.

— Oh! je vous prie, demanda Jackson, où avez-vous appris tout cela? Ce n'est pas vous qui l'avez imaginé.

— Non, mais j'ai toujours cherché à apprendre quelque chose de ceux qui en savent plus que moi, comme par exemple en causant avec le seigneur du village, qui est très-savant. C'est lui qui m'a donné un petit livre intitulé *l'Ami des ouvriers*. La première fois que je l'ai lu, je ne l'ai pas compris; mais en me donnant beaucoup de peine, j'ai fini par saisir le sens des explications qu'il contient. C'est là que j'ai appris tout le bien que nous a fait l'invention des machines, et combien c'est être sot et méchant que de vouloir s'y opposer.

— J'aimerais bien voir ce livre, dit Jackson.

— Le voici, répondit Hopkins, en le sortant de sa poche, je vais vous en lire un passage qui parle de la Nouvelle-Zélande, où il n'y avait aucune espèce de machines, pas même un outil. Page 31: « La principale distinction entre l'habitant d'un pays sauvage et l'habitant d'un pays civilisé, c'est que l'un dissipe ses forces et ses moyens naturels et acquis, et que l'autre les économise et les conserve, et c'est parce que l'homme dans l'état civilisé possède des instruments et des outils perfectionnés qui l'aident et le soulagent dans ses travaux, tandis que l'homme qui habite des régions incultes et peu peuplées ne possède que des outils grossiers et dont

l'usage exige de lui un travail rude et pénible. Un des chefs du peuple de la Nouvelle-Zélande, qui, par ses relations avec les Anglais, avait appris à apprécier la valeur des outils, disait à M. Marsden, missionnaire anglais, que ses bûches de bois étaient brisées et qu'il n'avait pas de hache pour en faire d'autres ; ses canots étaient aussi gâtés, et il n'avait ni clous ni vrilles pour les raccommoder ; ses champs de pommes-de-terre étaient restés incultes parce qu'il n'avait pas de houes pour briser la terre, et lui et son peuple n'avaient rien à manger.

» Cela vous montre l'état d'un peuple sans outils.

» Les habitants de la Nouvelle-Zélande occupent la partie du globe justement opposée à celle où nous sommes, et ils viennent rarement chez nous. Cependant, lorsque quelques-uns y sont venus, ils ont été assez intelligents pour comprendre tous les avantages que nous retirons de l'usage des machines, et combien nous sommes plus avancés qu'eux. Un de ces pauvres gens fondit en larmes en voyant une corderie, parce qu'il s'aperçut de l'immense supériorité que le talent de filer les cordes nous donnait sur ses compatriotes. Un autre, qui était adroit et ingénieux, emporta dans son pays un petit modèle de moulin à grain. »

» Et croirez-vous, poursuivit Hopkins, en posant son livre, que l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande sont deux pays de la même étendue, et que, tandis que nous sommes vingt-six millions d'habitants, la Nouvelle-Zélande en a seulement dix mille ? Cela fait deux mille six cents Anglais pour un habitant de la Nouvelle-Zélande. Cependant un de nous autres ouvriers anglais est mieux nourri, mieux vêtu et mieux logé que les principaux chefs de la Nouvelle-Zélande, parce que dans ce pays-là il n'y a ni industrie ni commerce ; ils sont pauvres, affamés, à moitié nus comme des sauvages, et vivent dans des huttes si misérables que vous n'y mettriez pas même un cochon ! Si vous lisiez l'histoire d'Angleterre, Jackson, vous y verriez qu'une fois, longtemps avant qu'il y eût des manufactures, l'Angleterre n'était pas plus civilisée que la Nouvelle-Zélande : ainsi, vous voyez ce que nous avons gagné par nos machines. »

Jackson continuant à murmurer, Hopkins avoua qu'il le trouvait fort à plaindre.

« Mais vous ne pouvez pas dire, ajouta-t-il, que la nouvelle machine

fasse tort à tout le monde, car si elle exécute le tissage à meilleur marché, les étoffes seront moins chères, et tous ceux qui en achètent y gagneront, vous aussi bien que les autres : vous pensez sans cesse à la perte que vous faites comme tisseur, et jamais au bénéfice dont vous jouirez comme consommateur.

— Qu'y gagnerai-je, puisque je suis obligé de partir ?

— Allez où vous voudrez, Jackson, les manufactures anglaises vous suivront partout, particulièrement en Amérique, et vous ne serez pas fâché de pouvoir y acheter leurs produits à bon marché.

— Tout ce que je sais, dit Jackson, c'est que la nouvelle machine a fait ma ruine ici.

— Mais lorsque nous parlons du bien général et de la prospérité du pays, reprit John d'un ton important, nous devons nous rappeler qu'il y a dans le pays d'autres personnes que vous et vos confrères les ouvriers tisseurs. Vous êtes les seuls qui souffrez, tandis que toute la population y gagne; et, je vous le demande, serait-il raisonnable de renoncer à cette nouvelle machine pour l'avantage de quelques-uns, lorsque des millions y trouvent leur profit? Ce serait nuire à dix mille au moins pour le bien d'un seul, et, permettez-moi de vous le dire, Jackson, vous auriez mieux fait, au lieu de vous attacher obstinément à un travail qui diminuait chaque année, d'essayer de faire autre chose, ainsi que tant d'autres qui se trouvaient placés comme vous. J'ai entendu dire qu'il n'y a pas moins de vingt mille tisseurs de soie qui maintenant sont occupés à la manufacture de coton de Manchester. Il faut prendre courage, mon ami, et suivre le courant, car nous ne pouvons pas l'arrêter, quoi que nous fassions pour cela. Plusieurs ont essayé de la sédition et de la violence; mais quelle est la fin de ces émeutes? Les séditionnaires sont arrêtés tôt ou tard, quelques-uns pendus, d'autres déportés, et le perfectionnement des machines n'en continue pas moins.

— Ils se sont vengés, c'est toujours cela, dit Jackson, car il y a eu plusieurs machines et même des fabriques détruites dans de pareils moments.

— Et quel bien en est il résulté, Jackson? C'est mettre le feu à votre maison afin de brûler les écuries de votre voisin; car, lorsqu'une manufacture a été détruite, les ouvriers n'ont plus d'ouvrage, et personne ne veut plus les employer : ainsi, pour un fabricant ruiné,

il y a peut-être cinq cents ouvriers réduits à la misère. Ajoutez à cela que les marchandises seront moins abondantes et plus chères tant que la fabrique n'aura pas été rebâtie et remise en activité, de sorte qu'après vous être querellés, battus, et avoir été punis les uns par la loi, les autres par leur propre sottise, vous vous retrouvez au même point d'où vous êtes partis. Peut-il y avoir une folie plus grande que celle qui porte les hommes à détruire les moyens par lesquels ils peuvent se procurer à bon marché toutes les choses dont ils ont besoin ? C'est à peu près comme si l'on brûlait les tas de blé, afin d'avoir le pain à meilleur marché. Non, croyez-moi, lors même que vous pourriez prouver qu'une machine est un mal, en voulant la détruire par la violence vous parviendriez seulement à augmenter le mal. Les manufactures feront toujours leurs marchandises aux prix les plus modiques, quoi que vous fassiez pour l'empêcher, et je dis Dieu merci, car plus elles seront produites à bon marché, plus elles se vendront à bas prix, et nous y trouverons tous notre avantage. Mais puisque vous préférez aller chercher fortune ailleurs, je désire de tout mon cœur que vous réussissiez, et je vous souhaite un bon voyage. »

En disant cela, Hopkins serra cordialement la main de Jackson, et ils prirent congé l'un de l'autre.

Hopkins espérait que ses arguments auraient produit un grand effet ; mais Jackson était trop aveuglé par ses préjugés et par les revers qu'il avait éprouvés pour que son esprit fût ouvert à la conviction ; tout en s'en allant, il murmurait entre ses dents : « Oui, voilà bien des belles paroles ; mais à quoi peuvent-elles me servir ? ça ne donne rien à manger. »

LE COMMERCE

AVEC

LES NATIONS ÉTRANGÈRES ,

OU

LA ROBE DE NOCES.

PREMIÈRE PARTIE.

Un soir que John Hopkins rentrait chez lui , il trouva sa fille Patty qui montrait à sa mère une robe de soie , présent de noce que venait de lui faire son fiancé.

Les yeux de la jeune fille , qui avait rarement vu quelque chose d'aussi joli , brillaient de plaisir , et sa mère partageait son admiration.

« Tu seras une jolie mariée , mon enfant ! lui dit John en la baisant sur la joue.

— Et c'est de la soie fabriquée en France , dit Patty en s'adressant à sa mère.

— Cela n'ajoute rien à son mérite à mes yeux , répliqua celle-ci ; et je ne te croyais pas assez sotte pour parler ainsi. Laissons nos grandes dames porter des marchandises françaises , puisqu'elles ne sauraient s'en passer ; quant à moi , j'aurais préféré que ton prétendu te donnât une robe de soie de fabrique anglaise.

— Mais , ma mère , Barton a bien le moyen d'acheter cette robe , et vous savez qu'elle doit être ma robe de noce , ajouta-t-elle en rougissant.

— Je sais bien , ma fille , que Barton peut te donner cette robe ; mais ne comprends-tu pas quelle honte il y a pour un Anglais à acheter de la soie fabriquée en France , tandis qu'on en fait dans

le pays ? Si nos fabriques vont si mal , c'est parce que toutes nos belles dames font venir des pays étrangers leurs dentelles et leurs soieries. »

La pauvre Patty ne savait que répondre à sa mère , qui continuait à dénigrer cette robe , que d'abord elle avait trouvée si belle.

« Non , reprit madame Hopkins , il faut que ma fille se marie avec une robe de fabrique anglaise ; dis-le à Barton ; » et elle repoussa avec dédain la jolie robe.

« Ton père avait écrit à Nancy , qui travaille dans la fabrique de rubans à Nottingham , pour lui demander s'il y aurait quelque espoir d'y trouver une place pour ta plus jeune sœur ; mais elle a répondu que non : le commerce va trop mal , et on ne peut en attendre rien de mieux tant qu'on fera venir des rubans de France. Nous devons nous croire encore heureux , dit-elle , de ne pas la voir revenir chez nous , faute d'ouvrage. C'est indigne , et j'aimerais savoir si ma Nancy ne fait pas d'aussi jolis rubans qu'aucune ouvrière française ? Nos riches feraient bien mieux d'encourager l'industrie du pays , au lieu de favoriser le débit des marchandises étrangères. J'ai entendu dire à la femme-de-chambre de lady Charlotte que cette dame fait venir de l'étranger des ballots d'étoffes de soie , de rubans , de dentelles et de fleurs , et que , loin de s'en cacher , elle est très-glorieuse de montrer ces belles choses à ses amies.

— Je voudrais , dit Tom , qui aimait à rire , que messieurs les Français , au lieu de ces friperies qui ne servent qu'aux riches , nous envoyassent de bons pains avec du fromage pour nous autres pauvres gens.

— Et ils le feraient , si tu les payais , dit son père ; car ils ne sont pas si sots que de nous envoyer leurs marchandises gratis.

— Mais comment les paie-t-on ? reprit Tom. Mon oncle Bob , qui a voyagé en France , m'a dit que lorsqu'il entrait dans une auberge pour demander un pot de bière , on ne voulait pas prendre sa monnaie anglaise. »

L'oncle Bob , quoiqu'il n'eût encore rien dit , était dans la chambre ; il était venu chez Hopkins pour assister à la noce de sa nièce Patty.

Il ôta ses lunettes , posa la gazette qu'il lisait , et dit :

— C'est vrai , Tom ; mais ne dis donc pas que j'ai demandé de la bière , car on ne trouve que du vin dans ces auberges. Ils ont , en

effet, refusé mes pennys et mes schellings : les Français veulent être payés en sols et en francs, et les Espagnols en dollars.

— Et comment faisiez-vous, demanda John, pour payer ce que vous achetiez ?

— J'allais chez le changeur, qui me donnait contre ma monnaie anglaise, celle en cours dans le pays où je me trouvais ; mais cet échange était facile à faire, vu que j'avais peu d'argent à dépenser.

— Et ceux qui font venir des marchandises françaises, ils ne peuvent en acquitter le paiement de cette manière ?

— Mais je pense, répliqua John, que si les fabricants français ne reçoivent pas notre argent, ils en reçoivent la valeur ; et cela revient au même.

— Qu'entendez-vous, mon père, par la valeur de l'argent ?

— Quelque chose d'équivalent, des marchandises, par exemple. Lorsque je fus voir ton frère Dick à Leeds, où il travaillait dans une fabrique de draps, je me souviens que j'y vis une pile de pièces de draps de goûts très-variés ; Dick me dit qu'elles étaient destinées pour l'étranger, et qu'ils avaient beaucoup d'autres commandes du même genre ; ce qui faisait qu'ils avaient besoin d'un plus grand nombre d'ouvriers qu'à l'ordinaire, et qu'ainsi je pouvais lui envoyer un deses frères au printemps, parce qu'il était certain de lui trouver de l'occupation. Comprends-tu maintenant, Tom, comment nous payons les marchandises françaises ? c'est marchandises contre marchandises.

— Oui, dit Tom ; c'est comme si j'échangeais ma toupie contre la bille de Harry Fairburn. Et nous envoient-ils autant de marchandises que nous leur en fournissons ?

— Quant à cela, comme le drap fin est plus lourd que la soierie et les dentelles, nos ballots sont sans doute plus gros que ceux que nous recevons ; mais leur valeur est équivalente, car nous ne serions pas si sots que de donner plus que nous ne recevons.

— Alors, reprit Tom, s'ils travaillent autant pour nous que nous pour eux, ce n'est qu'un échange dont personne ne doit souffrir.

— Et n'as-tu pas entendu, s'écria sa mère, que Nancy sera peut-être renvoyée de la fabrique de Nottingham, à cause de la quantité de rubans français que l'on apporte ici ?

— Mais, ma mère, mon père vient de dire que je serai bientôt admis à Leeds dans la fabrique où travaille mon frère ; et pour quoi

cela? parce qu'en France on s'habille avec du drap anglais. »

John Hopkins ne savait que répondre à son fils, qui, certes, n'était pas celui des trois qui raisonnait le plus mal.

« Ce garçon a raison, dit l'oncle Bob; si vous vous plaignez de ce qu'on préfère ici la soierie française à celle du pays, vous devez aussi regretter que nos draps soient estimés en France. »

Patty sourit; car elle pensa que Barton n'avait eu aucun tort, et qu'elle pourrait porter le jour de ses noces sa jolie robe de soie.

« Si personne ne faisait usage des marchandises que nous recevons de l'étranger, poursuivit Bob, il serait inutile de les échanger contre celles que nous fabriquons.

— Et cela vaudrait beaucoup mieux, répliqua John; chaque pays consommerait le produit de ses manufactures.

— Ce serait tant mieux pour Nancy, mais tant pis pour Dick et Tom; car, ne recevant plus ni rubans ni soieries françaises, nous n'aurions plus à fabriquer la quantité de draps qui représentait le paiement de ces marchandises. Je soutiens donc que chaque pièce de soierie, de dentelle, de batiste, ou de vin, qui nous vient de France, d'Espagne ou d'Allemagne, ou même des Indes orientales ou occidentales (l'oncle Bob aimait à parler des pays qu'il avait vus), nécessite le travail de nos ouvriers, comme si elle était l'ouvrage de leurs mains; car, que leur importe de faire des pièces de rubans qui seront vendues dans le pays, ou des pièces de draps qu'on exporte à l'étranger? Tout ce que nos ouvriers demandent, c'est d'être employés. Cela est clair comme le jour: cependant jusqu'ici je n'y avais jamais songé. »

John Hopkins n'était pas très-satisfait de voir son frère se ranger de l'avis de Tom, quoiqu'il commençât à croire qu'ils avaient raison, et que le commerce avec l'étranger ne pouvait faire ni bien ni mal au pays.

DEUXIÈME PARTIE.

Un jour que le seigneur du lieu faisait sa visite chez Hopkins, John lui demanda la permission de lui faire une question, ce qui lui fut accordé avec bonté.

« Eh bien, je vous dirai, milord, que l'oncle Bob et mon fils Tom prétendent que nous ne gagnons ni ne perdons par le commerce que fait notre pays avec l'étranger. Vous me direz peut-être, ajonta Hopkins d'un air un peu embarrassé, que je ferais mieux de songer à mes affaires, que de me remplir la tête de choses au-dessus de ma portée.

— Je suis loin de penser que ce ne soit pas votre affaire, que de vous occuper des intérêts de votre pays ; c'est non-seulement le droit, mais le devoir de tout Anglais libre. Nous ne sommes pas, Dieu merci, dans un pays où on ait peur d'apprendre au peuple à distinguer ce qui est bien de ce qui est mal, même dans les choses qui concernent le bien-être du pays ; on cherche, au contraire, à répandre l'instruction dans toutes les classes de la société.

— Votre honneur a raison, car il se fait plus de mal par ignorance que par intention de mal faire.

— Je suis tout à fait de votre avis, John ; mais pour l'oncle Bob et votre fils, ils se sont un peu fourvoyés, en disant que le pays ne retire ni perte ni gain de son commerce avec l'étranger ; car lorsque deux pays font le commerce librement ensemble, ils y gagnent tous deux : mais ceci demande quelques explications que je vais vous donner. Les marchandises que nous recevons de l'étranger y étant produites ou fabriquées à plus bas prix que chez nous, il est de notre intérêt de les faire venir plutôt que de les faire produire ou fabriquer dans le pays.

Ainsi, par exemple, cette pièce de soierie que vous avez là sur votre table vient de France ; elle doit coûter moins que la soierie anglaise, car on fabrique en France les étoffes de soie mieux et à meilleur marché qu'ici. Vous comprenez alors comment il sera plus avantageux pour nous de tirer de France nos soieries, plutôt que de les faire fabriquer dans le pays.

— Sans doute, reprit John ; mais votre honneur dit que les Français gagnent aussi à faire le commerce avec nous, et il me semble à moi que nos bénéfices doivent être une perte pour eux.

— Comment donc, John ? Écoutez-moi bien ; voici un exemple du contraire. Nous avons des mines de fer considérables qui n'existent pas en France : aussi sommes-nous plus habitués et par conséquent plus habiles à travailler le fer ; nous fournissons à la France une grande quantité d'outils et d'instruments de fer en échange

des soieries que nous tirons d'elle, et ces objets étant plus parfaits et d'un prix plus modéré que ceux faits en France, elle se trouve gagner à cet échange.

— Je croyais, dit Hopkins, que c'était nos draps fins que nous envoyions en France.

— Non : les draps sont exportés en Espagne et en Portugal ; mais le nom du pays, comme celui des marchandises, n'est d'aucune importance, le principe est toujours le même ; c'est-à-dire qu'il s'agit d'acheter des marchandises partout où on les trouve à bas prix et mieux confectionnées.

— C'est très-naturel, observa madame Hopkins ; il m'arrive quelquefois d'aller au marché de la ville pour avoir les comestibles dont j'ai besoin à quelque chose de moins qu'ils ne se vendent au village.

— Et vous entrez, dit Bob, dans la boutique où l'on vend à meilleur marché, sans regarder si elle est tenue par un ami ou un ennemi.

— Mais, demanda John, comment les peuples qui trafiquent entre eux peuvent-ils savoir quelles sont les marchandises qu'ils doivent s'expédier réciproquement ?

— Les marchands voyagent fréquemment afin de choisir et de commander eux-mêmes les objets qui manquent dans leur pays ; cela peut aussi se faire par correspondance.

— Il doit leur être difficile aussi de déterminer quels sont les objets qui manquent dans le pays ?

— C'est d'après le prix d'une marchandise que l'on peut juger de sa rareté ; car, plus il est élevé, plus il est à croire qu'elle est rare ou difficile à se procurer. J'espère, John, que vous commencez à comprendre maintenant quel avantage il peut y avoir pour chaque pays engagé dans le commerce avec l'étranger, et que ce commerce, loin de nuire à la prospérité de nos manufactures, l'encourage.

» Parlons à présent du commerce des vins ; notre climat n'étant pas assez chaud pour que la vigne y mûrisse, nous faisons venir nos vins des pays étrangers.

— Oh ! quant à cela, interrompit John, les vins étrangers ne seront jamais à notre portée, et même s'ils entraient sans payer les droits, ils seraient encore trop chers pour les pauvres gens comme nous.

— Eh bien! laissons cela, reprit le seigneur; mais vous, ma bonne dame Hopkins, vous n'auriez pas un seul morceau de sucre pour adoucir votre thé, sans le commerce que nous faisons avec les Indes; ni vous, John, ce bon tabac dont je vous demanderai une prise, » ajouta-t-il en avançant sa main.

John frappa sur sa boîte, et, l'ayant ouverte, la lui présenta respectueusement.

« C'est comme pour la soie, dit Bob; car, bien que nous puissions la filer et la tisser, notre pays est trop froid pour nous permettre d'y élever des vers-à-soie.

— Sans doute, oncle Bob, et vous ne pourriez plus fumer votre pipe, car l'Angleterre ne produit pas plus de tabac que de vers-à-soie.

— Mais je crois avoir entendu parler, objecta John, d'une loi qui autoriserait les Irlandais à cultiver le tabac?

— Si la loi du pays le leur permet, je doute fort que celle de la nature s'y prête; il lui faut le climat chaud de la Virginie en Amérique; et à supposer qu'on réussit à le cultiver en Irlande, il coûterait beaucoup et ne serait pas bon.

— Alors, dit John, ne vaudrait-il pas mieux faire une loi qui, au lieu de permettre, défendrait la culture du tabac?

— Le mieux est de ne faire de loi ni pour ni contre; laissons les hommes semer, planter, acheter et vendre comme bon leur semblera; ils jugeront bientôt ce qu'ils ont de mieux à faire.

» Si l'Irlande peut produire des tabacs d'aussi bonne qualité et à aussi bon marché que l'Amérique, on en cultivera, sinon, on y renoncera. Vous voyez donc, mes amis, que le commerce avec l'étranger offre un double avantage, puisque non-seulement il nous procure des objets de première qualité et à des prix modérés, mais encore des productions étrangères à notre climat, telles que les vins, le sucre, le tabac, les épices, les raisins de Corinthe, le riz, le coton, etc., et tant d'autres choses, qu'il serait trop long d'énumérer.

— Et comment ferais-je, s'écria madame Hopkins, pour régaler mes enfants d'un plum pudding le jour de Noël, sans le commerce, qui me procure du sucre, des raisins de Corinthe et des épices? » Puis, regardant sa fille Patty, elle lui dit: « Prenez votre robe, ma chère, et mettez-vous à la coudre; j'aurais grand tort de ne

pas la trouver bonne et jolie, après ce que vient de nous dire milord. »

TROISIÈME PARTIE.

« Après tout, reprit John, c'est heureux pour nous que l'argent anglais n'ait pas cours dans les autres pays; car si nous étions obligés de payer en argent les marchandises qu'on nous fournit, ce serait bien un autre embarras.

— Pourquoi donc? demanda le seigneur.

— C'est que, votre honneur, cela n'encouragerait pas nos manufactures, car nous ne fabriquons pas de monnaie; j'ai ouï dire qu'elle nous venait de l'Amérique du Sud.

— Et savez-vous comment nous la payons?

— Non; mais payer de l'argent, ce serait comme rendre le même argent qu'on viendrait de recevoir, cela ne peut pas se faire ainsi.

— Il faut cependant bien le payer d'une manière ou d'une autre.

— Sans doute, dit Bob; les Américains ne peuvent pas nous le fournir gratis, et nous ne pouvons donner de l'or contre de l'or, ce serait comme d'envoyer du charbon à Newcastle; d'autant qu'en Amérique je crois qu'on fait peu de cas de la monnaie, et qu'on y a besoin de toute autre chose.

— Précisément; ils sont très-occupés à travailler dans les mines, et par conséquent n'ont pas le temps de fabriquer; aussi ce sont des produits de fabrique dont ils ont besoin.

— Alors, reprit John, nous les payons en articles de fabrique; cela me paraît étrange: c'est justement le contraire de ce qui se fait ordinairement, car c'est l'usage de payer les marchandises avec de l'argent.

— Et que font les Américains, John?

— Ils nous donnent de l'argent en retour des produits de nos fabriques.

— Eh bien! mon père, dit Tom, il me semble que cela peut s'appeler acheter nos marchandises.

— Si donc nous envoyons à la France de l'argent pour payer les objets qu'elle nous fournit, nous avons un besoin d'autant plus

grand de l'or que nous tirons d'Amérique, et pour payer cet or nos manufactures doivent fabriquer un plus grand nombre de marchandises. Vous voyez donc, mes amis, que la prospérité d'un pays est utile à tous les pays avec lesquels il entretient des relations commerciales; mais, quoique cet avantage soit général, il y a quelques cas d'exception où les manufactures peuvent se trouver en souffrance : si on exporte en Angleterre des soieries et des porcelaines françaises, il n'est pas douteux que nous en fabriquerons moins chez nous; mais d'autres manufactures prospéreront en proportion de la décadence de celles-ci.

— Mais, objecta John, ce n'est pas une chose facile que de changer de métier?

— Sans doute, et il est vrai que la ruine de quelques manufactures entraîne celle d'un grand nombre d'individus.

— Ce monde n'est pas parfait, comme nous le savons tous, mais il va se perfectionnant, et le commerce entre les diverses nations contribue beaucoup à augmenter l'industrie et à multiplier les jouissances du pauvre; car je pense que vous êtes maintenant convaincus que le pays qui trafique avec l'étranger emploie un beaucoup plus grand nombre de bras que le pays qui ne fabrique que pour sa propre consommation. »

Le seigneur, ayant pris congé de la famille Hopkins, lorsqu'il fut parti, John avoua qu'il avait compris tout ce qu'il leur avait dit, et qu'il pensait comme lui.

Patty, qui avait saisi tout juste ce qui pouvait avoir rapport à sa robe de soie, s'en empara bien vite, et courut gaiement se mettre à l'ouvrage afin de l'avoir achevée pour le jour de ses noces.

LE COMMERCE DU BLÉ,

ou

LE PRIX DU PAIN.

John Hopkins se promenait un jour avec le fermier Stubbs, qui l'avait prié d'aller avec lui examiner ses récoltes. Comme ils passaient auprès d'un champ de blé, où il y avait autant de fleurs de pavots que d'épis :

« Il me semble, dit Hopkins, que ce champ ne vous paiera pas tout le travail que vous y avez dépensé ; on peut dire que vous avez mis beaucoup d'argent à lui faire rendre le peu qu'il rend. Il paraît que ce terrain est bien mauvais.

— Je ne suis pas si sot que vous le supposez, répondit Stubbs ; quoique je n'aie point passé ma jeunesse sur des livres, je tiens compte de mes déboursés et de mes rentrées, et avant d'ensemencer ce champ, j'ai calculé à peu près ce qu'il pouvait me rapporter ; si je n'avais pas vu la chance d'être payé de mes dépenses et de faire de plus un joli gain, je n'y aurais pas semé mon blé. Il est vrai que le blé ne se vend pas aussi bien qu'autrefois, mais le prix en est encore assez élevé pour que ce misérable petit morceau de champ me rapporte quelque profit.

— Ah ! reprit John, vous avez de beaux champs au sud de la colline, près de la rivière. C'est là un bon terrain, des récoltes qui font plaisir à voir ! Elles vous dédommageront bien de la pauvreté de cette pièce-ci, de manière que l'un dans l'autre vous ferez de beaux profits ; mais si vous ne possédiez que ce champ, je doute fort que vous pussiez y gagner.

— C'est là où vous vous trompez, reprit Stubbs, car si ce champ ne rapportait pas sa valeur en blé, je l'aurais mis en herbe, ou, s'il n'était pas assez bon pour cela, je l'aurais planté d'arbres.

— Et comment pouvez-vous savoir si ce champ vous rapporte peu ou beaucoup ? vous envoyez votre blé sur le marché en un tas , sans spécifier de quel champ il est le produit.

— C'est l'affaire du fermier de savoir tout ce qui peut lui être avantageux ou nuisible. Je sais combien de gerbes de blé ce même champ peut me donner et combien je les vendrai ; d'un autre côté je compte le travail, l'engrais et le grain que j'y ai employés , en un mot tout ce qu'a dû me coûter sa culture , et si je n'y faisais pas un profit, non pas tel que celui que je retire de mes terres du bas de la colline, mais un profit honnête , ce champ ne serait plus un champ.

— Il est bien dur , dit John en soupirant , que nous autres pauvres gens soyons forcés de payer le pain si cher , afin que vous , messieurs les fermiers , fassiez un profit sur des terrains aussi misérables que celui-ci.

— Que dites-vous là , John ? Ce n'est pas moi qui fixe le prix du blé sur le marché ; je dois vendre le mien au prix courant , cher ou bon marché ; autrement je ne pourrais suffire aux exigences de ma ferme , car je n'ai pas d'argent en réserve , comme nos riches propriétaires qui peuvent attendre la hausse du prix du blé pour envoyer le leur au marché. Je serais curieux de savoir de quel avantage il vous serait que ce champ ne fût pas semé de blé ? Supposons que celui-là et tous ceux de même nature qui se trouvent dans les environs fussent mis en herbe , le blé serait beaucoup moins abondant sur le marché , car je puis vous assurer qu'il y a dans le pays un bon nombre de champs dont le terrain n'est pas meilleur que celui-ci ; et vous savez , Hopkins , quel est le résultat de la rareté du blé : une hausse dans le prix de cette denrée. Ainsi donc vous avez tort de penser que la culture du blé sur cette mauvaise pièce de terrain puisse nuire à vos intérêts ; elle est , au contraire , tout à votre avantage , car si moi et beaucoup d'autres n'avions pas essayé ce genre de culture , le prix du blé aurait augmenté et le pain serait plus cher.

— Ce n'est pas si sûr , reprit John d'un air important. Vous pourriez me trouver hardi , moi qui ne suis qu'un pauvre homme et non pas un fermier , d'oser discuter avec vous qui en savez bien plus que moi. Mais je vous dirai que j'ai causé dernièrement avec le seigneur de ce village , qui est le vôtre aussi bien que le mien ; je vou-

drais pouvoir vous répéter tout ce qu'il a dit sur le bien que fait au pays le commerce étranger. Mon frère Bob, qui a beaucoup voyagé, était tout à fait de l'avis de sa seigneurie : c'était si clair que Tom même, mon garçon, l'a compris, et quoique je fusse d'une opinion toute contraire, ils ont fini par me convaincre.

— Quelque clair que cela fût, il me semble, John, que cela vous a tourné la tête; je vous demande ce que peut avoir de commun le commerce étranger avec le blé que j'ai semé sur ce mauvais terrain?

— Et ne comprenez-vous pas, monsieur le fermier, que si nous faisons venir notre blé d'un autre pays où il se vendrait meilleur marché qu'ici, nous nous en trouverions beaucoup mieux?

— Ah! c'est là que vous vouliez en venir, dit Stubbs en ricanant et en haussant les épaules; vous souhaitez donc la ruine des fermiers de votre pays, afin qu'elle enrichisse ces fats de Français? Eh bien, John, j'avais meilleure opinion de vous.

— Ne vous emportez pas, maître Stubbs; Dieu sait que je ne désire ni votre ruine ni celle d'aucun autre fermier, et que je me soucie peu de la fortune des étrangers; je songeais seulement aux moyens d'avoir à bon marché du pain pour mes enfants, et je crois que c'est le devoir d'un pauvre père de famille.

— Sans doute, mais vous ne me ferez pas croire que son honneur vous ait dit qu'il était avantageux pour le pays de faire venir du blé de France, à moins que ce ne soit dans des temps de disette, quand le prix en est très-élevé : alors, vous le savez, la loi le permet, parce que cela ne peut nuire aux fermiers. Mais quant à faire le commerce libre du blé dans tous les temps, comme quelques ignorants le désirent, son honneur connaît trop bien ses intérêts pour y songer.

— Mais pourquoi les pauvres ne songeraient-ils pas à leurs intérêts aussi bien que les riches? et si le blé importé des pays étrangers faisait baisser le prix de cette denrée, pourquoi ne demanderaient-ils pas une loi pour autoriser cette importation?

— Vous pouvez penser et dire ce qu'il vous plaira, John; mais soyez sûr qu'aussi longtemps que ceux qui possèdent les terres feront les lois, ils ne seront pas si fous que d'en créer une qui les ruinerait : ce serait comme si vous demandiez à un homme de se couper la gorge.

— Eh bien, j'ai meilleure opinion que vous de nos propriétaires,

et particulièrement du seigneur de ce village ; il est vrai cependant qu'il n'a pas parlé du commerce du blé.

— Ah ! j'en étais sûr, John.

— Mais, reprit Hopkins, il nous a dit que toutes les fois que nous pouvons avoir de l'étranger une production quelconque à meilleur marché que si nous l'achetions dans le pays, il est de l'intérêt général de la faire venir : je n'ai pas compris tout ce qu'il a dit sur ce sujet, mais ce que j'ai saisi m'a paru très-juste.

— Oui, il peut en être ainsi pour des objets manufacturés, tels que les soieries et autres articles français qui sont le produit de l'industrie de l'homme, et non pas pour le blé, qui ne se fabrique pas, mais qui est le produit de la terre.

— Quoique le seigneur ne m'ait point parlé du blé en particulier, il n'a fait aucune différence entre les produits de la terre et ceux de l'industrie, car il a nommé le tabac, les raisins de Corinthe et beaucoup d'autres choses qui sont le produit du sol. Je ne doute pas qu'il ne m'en eût dit autant du blé s'il en avait été question.

— Non, non, John, répéta Stubbs en secouant la tête d'un air d'incrédulité ; il a trop d'esprit pour cela.

— Oh ! je sais bien qu'il est habile, car non-seulement il entend fort bien toutes les choses lui-même, mais il sait aussi les faire comprendre aux pauvres ignorants comme moi. Mais je vous garantis, maître Stubbs, que son cœur est aussi bon que sa tête ; et, s'il croyait que le commerce libre du blé dût augmenter la prospérité du pays et fût avantageux pour les pauvres, il y travaillerait volontiers sans songer à son intérêt particulier.

— Il est libre de faire ce qui lui plaira ; mais je lui dirai, moi, qu'il ne doit pas s'attendre à ce que je lui paie la rente qu'il reçoit actuellement, lorsque chaque vaisseau étranger qui apportera dans nos ports le rebut du blé de son pays sera libre de le vendre sur nos marchés. Non, certes, dès que mon bail aura expiré, savoir, dans deux ans à dater de Noël prochain, je lui dirai : « Vous pouvez garder votre ferme ou en baisser la rente, car depuis que le commerce du blé est libre, je perds au lieu de gagner. »

— En mettant les choses au pire, maître Stubbs, vous ne serez en perte que pendant une couple d'années ; aucun fermier ne serait lésé au delà du terme de son bail, puisqu'alors il pourrait

conclure un nouveau marché ; et d'ailleurs je crois que si le commerce du blé devenait libre, il y aurait tant de mécontentement parmi les fermiers, que les propriétaires se verraient obligés de leur faire quelques concessions, même avant l'expiration de leur bail.

— Non, John ; ils ne se presseront jamais de renoncer à leurs profits avant d'y être forcés. Leur ruine serait certaine, car personne ne leur paierait plus de leurs fermes la même rente tant que le commerce du blé serait libre.

— Et si une fois il l'était, reprit John, c'est mon avis que ce serait pour toujours. Une fois que les pauvres sauraient ce que c'est que d'avoir du pain en abondance et à bon marché, ils ne voudraient plus entendre parler de rareté et de cherté.

— Je vous prie, à quel prix pensez-vous que vous paieriez le blé, si le commerce était libre ? demanda Stubbs : peut-être la moitié de ce qu'il vous coûte maintenant ; mais je ne le crois pas. Le blé, partout où il est cultivé, coûte du terrain et du travail, et j'aimerais bien savoir, en vérité, dans quel pays il se trouve des fermiers qui entendent mieux que nous la culture du blé ; j'ai ouï dire qu'il n'y avait pas de meilleurs fermiers que ceux de la vieille Angleterre.

— Cela se peut ; mais on m'a dit à moi que le blé que nous faisons venir de l'étranger coûtait moins que celui que nous cultivons.

— Alors il est moins bon, car les meilleurs fermiers doivent obtenir les meilleures récoltes, vous ne pouvez pas le nier, John.

— Cependant si les cultivateurs étrangers possédaient un sol meilleur, des terrains plus vastes, s'ils payaient des rentes moins fortes, si leur climat était plus favorable, ils pourraient cultiver leur blé plus avantageusement que nous et à meilleur marché, quoiqu'ils ne fussent pas de si habiles fermiers.

— Supposons que leur blé soit un peu meilleur marché que le nôtre, vous oubliez qu'il y a le fret à payer, et que plus le blé viendra de loin, plus il sera considérable ; puis, les risques sur mer : le vaisseau peut naufrager, et le chargement est perdu ; souvent aussi il arrive au port étant gâté, et quoiqu'il ne soit plus assez bon pour être vendu sur le marché, il faut le payer, car on ne l'amène pas pour rien, et ce qui se perd sur une cargaison doit se

retrouver sur la vente d'une autre ; ainsi , de manière ou d'autre , il se vendra toujours à peu près au même prix.

— Eh bien ! maître Stubbs , si cela doit faire si peu de différence pour ceux qui achètent le blé , cela n'en fera guère plus pour ceux qui le vendent ; vous avez donc tort de vous révolter contre le changement. Mais je crois que vous vous trompez grandement lorsque vous dites que le blé se vendrait à peu près aussi cher. En Amérique , il est très-bon marché , par la seule raison que l'Amérique est un grand pays ayant peu d'habitants qui ont beaucoup de terrains à leur choix ; ils sèment leur blé sur le meilleur sol , qui n'a pas besoin d'engrais , et ils peuvent d'autant mieux le vendre à bon marché , qu'ils sont en trop petit nombre pour le consommer.

— Peu d'habitants en Amérique , John ! voilà ce que c'est que de parler de ce qu'on ne connaît pas. J'ai entendu dire qu'il y avait en Amérique dix fois autant de monde qu'ici , et je crois que , Dieu merci , nous sommes assez nombreux. »

Cette assertion parut embarrasser John au premier moment ; mais , après avoir un peu réfléchi , il répondit :

« Maître Stubbs , l'Amérique est cent fois plus grande que l'Angleterre , par conséquent dix fois le nombre d'habitants de cette dernière est bien peu pour peupler un aussi vaste pays. Je sais que vous avez un atlas ; nous y jetterons un coup-d'œil lorsque nous serons chez vous. »

De retour chez Stubbs , ils furent surpris , en regardant la mappemonde , de voir que l'Amérique était , non pas cent fois , mais plusieurs centaines de fois plus grande que l'Angleterre.

« C'est bien loin d'ici , observa Stubbs ; et il doit être difficile d'amener du blé d'une si grande distance.

— C'est tout au travers de la mer , dit John en montrant l'Océan atlantique , et le fret à bord d'un vaisseau coûte peu. Mais sans parler de l'Amérique , il y a des pays beaucoup plus près de l'Angleterre , où le blé est plus abondant et moins cher que chez nous. Dans la Pologne , par exemple , où le peuple s'est si bien battu tout dernièrement , il y a une surabondance de blé qu'on nous enverrait très-volontiers , si la loi le permettait.

— Oui , reprit Stubbs , pourvu que nous le payions fort cher.

— Mais ce qui est cher pour ceux qui le cultivent à peu de frais , ne l'est pas pour nous qui le cultivons chèrement ; jugez combien

il serait précieux pour nous de payer le blé à raison de quarante schellings le quarteron ! Quelle économie pour vous , dont tous les enfants mangent du pain autant qu'ils veulent !

— Oui , épargnons un sou pour perdre une livre , observa Stubbs d'un air bourru.

— Mais lorsque vous passeriez un nouveau bail , vous feriez vos arrangements pour économiser le sou sans perdre la livre. »

Cette observation d'Hopkins parut plaire à Stubbs ; cependant il se hâta de dire :

« Si le blé devient si bon marché , je n'aurai aucun profit à en cultiver sur de mauvais terrains comme je le fais maintenant.

— Certainement , et vous mettrez en herbe le champ que nous venons d'examiner ; mais vous tirerez toujours de beaux profits de vos champs au sud de la colline.

— C'est aisé à dire , reprit Stubbs avec humeur ; comme s'il ne coûtait rien de mettre en herbe une pièce de terre ? Quand vous avez dépensé du fumier et de la chaux pendant des années , et que sais-je d'autre encore , pour bonifier le terrain et le rendre propre à la culture du blé , tout cela sera perdu ; et vous ne songez pas à tout l'argent que j'y ai mis ?

— Qu'y faire ? si le commerce du blé devenait libre , cet argent serait perdu ; mais si vous continuiez à cultiver du blé sur ce mauvais terrain , ce serait pis encore.

— Voilà précisément pourquoi je ne désire pas que le commerce du blé devienne libre.

— Mais je parle de ce qui arriverait s'il l'était , que vous le désiriez ou non ?

— Si les propriétaires se décidaient à baisser la rente de leurs fermes , je doute fort qu'ils le fissent de manière à dédommager les fermiers.

— Vous seriez toujours maître de ne pas prendre leurs fermes à bail.

— Sans doute ; mais on fait un sacrifice plutôt que de quitter une maison qu'on habite depuis tant d'années ; puis où trouver une autre ferme à de meilleurs termes , si les propriétaires se coalisent contre les fermiers ?

— Eh bien ! les fermiers se coaliseront contre les propriétaires , et ceux-ci , voyant qu'ils ne peuvent louer leurs fermes , se décide-

ront à vous accorder un profit plus considérable ; sinon , qu'ils gardent leurs fermes , et vous essaieriez quelque autre moyen de gagner votre vie.

— Il est si aisé , murmura Stubbs de se mettre à tout , surtout à mon âge ! Non , je ferais mieux de me contenter de ce que je gagnerais plutôt que de changer de condition.

— Eh bien ! si les fermiers restent fermiers , ils élèveront leurs enfants à faire autre chose , et lorsque les propriétaires ne trouveront plus du tout à louer leurs fermes , ils finiront bien par en baisser la rente.

— Supposons , John , que nous tirions tout notre blé de l'un de ces pays dont vous parliez tout à l'heure , et que la guerre vint à y éclater ; nous ne pourrions plus communiquer avec ce pays , et nous serions dans un bel embarras !

— Si nous étions en guerre avec le pays qui nous fournirait du blé , nous pourrions en tirer de quelque autre ; car il n'est pas vraisemblable que nous fussions en guerre en même temps avec tous les pays qui produisent du blé.

— C'est ce dont on ne peut répondre dans ces temps-ci , où les révolutions sont à la mode.

— Que voulez-vous dire , maître Stubbs ? Il y a près de vingt bonnes années que nous avons la paix dans notre vieille Angleterre , et j'ai ouï dire qu'on ne se rappelle pas d'avoir vu une paix aussi prolongée ; il est vrai qu'il y a beaucoup de guerres à l'étranger ; mais ce n'est pas nation contre nation , ce sont les peuples qui se révoltent contre ceux qui les gouvernent avec une verge de fer. Du reste , croyez-moi , guerre ou non , ceux qui ont du blé à vendre savent bien se concerter pour l'envoyer au marché ; d'ailleurs , maître Stubbs , je n'ai jamais été d'avis qu'on fit venir de l'étranger tout le blé qui se consomme dans le pays. Cultivez-en autant qu'il est possible sur de bons terrains ; car alors il vous coûtera moins , et vous pourrez le donner à aussi bon marché que celui qu'on fait venir du dehors.

— Mais vous oubliez la grosse rente qu'il faut payer pour un bon terrain , et qui rend le blé aussi cher que celui qui est le produit d'un mauvais sol.

— Non , répliqua John , c'est vous qui oubliez que de Noël prochain en deux ans votre rente sera diminuée si le commerce du

blé est devenu libre, de manière que vous continuerez à faire les mêmes profits, que nous mangerons du pain moins cher, et que toute la perte tombera sur les propriétaires, qui sont plus en état que nous de la supporter. Quant aux pièces de mauvais terrain, elles ne resteront point incultes, quoique vous n'y semiez plus de blé; on les mettra en pâturages pour nourrir le bétail, ce qui rapportera aussi quelque argent : alors la viande, le lait, le beurre et le fromage seront comme le pain, plus abondants et moins chers; nous pourrons régaler quelquefois nos enfants d'une jatte de lait à déjeuner, et nous mettrons plus souvent le pot au feu. Oh! quel bon temps ce sera, pour les pauvres gens!

— Dites ce que vous voudrez, John, mais pour moi j'ai pitié de nos propriétaires, et je serais plus disposé à les favoriser que les négociants étrangers.

— Ayez plutôt pitié des pauvres de votre pays, maître Stubbs, ce sont eux qui le méritent; et si par hasard il résultait de tout cela quelque avantage pour nos voisins, tant mieux, quand même ils sont étrangers : d'ailleurs, s'ils ont plus de blé qu'ils n'en peuvent consommer, ne vaut-il pas mieux que nous en profitions, que de le laisser perdre ou de le prodiguer inutilement?

— Oh! quant à cela, John, ils ne sèmeront pas plus de blé qu'ils n'auront la chance d'en vendre; il en coûte trop pour le cultiver, même sur les meilleurs terrains. Ainsi, croyez-moi, attendez que nos récoltes aient manqué pour faire venir du blé de l'étranger.

— Ne dites-vous pas, maître Stubbs, que si les pays où le blé croît facilement ne font pas un commerce régulier de cette denrée avec l'étranger, ils n'en cultiveront certainement pas plus que cela n'est nécessaire à leur consommation? Par conséquent, s'il y avait une disette chez nous, ils n'auraient point de blé à nous fournir.

— Soyez tranquille, ils s'en priveraient plutôt que de manquer l'occasion de faire un si bon marché.

— Mais pensez-vous que nous devions les tenter par un prix considérable, afin de les engager à nous céder leur blé, tandis que si nous leur en achetions régulièrement chaque année, ils en cultiveraient davantage, et nous ne serions pas forcés de leur en donner un prix exorbitant? Et s'il nous arrivait d'avoir une disette.

ils nous en fourniraient plus qu'à l'ordinaire , sans pour cela en augmenter beaucoup le prix.

— Ils peuvent avoir une disette aussi bien que nous , observa Stubbs , et alors que ferons-nous ? Nos champs de blé qui auront été convertis en pâturages ne pourront pas de sitôt produire du blé.

— Cela ne sera pas nécessaire , maître Stubbs ; car si le commerce est libre , nous ne trafiquerons pas avec un seul pays , mais avec une douzaine , et il serait bien extraordinaire que les récoltes manquent partout la même année. Si la récolte est mauvaise chez nous , par exemple , il y a toute apparence qu'elle sera belle dans l'Amérique , qui est située tout à fait sur une autre partie du globe. Regardez quel immense terrain ! poursuivit Hopkins en examinant la mappemonde ; l'Angleterre n'est qu'une coquille de noix en comparaison : et où en serions-nous si nous n'avions à manger que le blé qui croît sur ce petit coin de terre ?

— Ce n'est pas bien à vous , John , de dire des choses au désavantage de notre vieille Angleterre ; toute petite qu'elle est , elle se tient ferme , et saurait tenir tête à plus d'un grand pays , si cela était nécessaire. Et pourquoi ne produirait-elle pas du blé pour sa consommation ?

— Pourquoi ? Précisément parce que nous sommes un grand peuple qui vit dans un petit pays ; nous sommes trop nombreux pour que la terre nous nourrisse.

— Mais , répliqua Stubbs , plus il y a d'habitants , plus il y a de bras pour travailler , et plus on doit cultiver le blé.

— Un pays ne s'agrandit pas à mesure que s'accroît sa population , et c'est la place qui nous manque.

— Allons donc ! Peut-on dire que nous manquons de terrains ; quand il y en a tant en communaux ?

— Oui , mais c'est de bon terrain que nous manquons , de terrain propre à produire du blé sans qu'il en coûte beaucoup. Si au lieu de vingt-six millions d'habitants que nous sommes à nourrir , nous n'étions que treize millions , peut-être la quantité de blé qui se récolte dans le pays serait-elle suffisante ; mais le peuple anglais forme une grande nation plus nombreuse , j'ose le dire , qu'aucune de celles qui sont sur la mappemonde. Quel peuple est plus commerçant que les Anglais ? Quel pays possède autant de manufac-

tures que le nôtre? Il faut du pain pour tous les hommes occupés dans ces manufactures, aussi bien que pour ceux qui travaillent aux champs. L'Angleterre est peut-être trois fois plus peuplée que la plupart des autres pays du monde, et vous voulez, maître Stubbs, qu'elle se contente du blé qu'elle peut produire? Moi, je vous dis que c'est vouloir nous affamer, soit parce qu'elle n'en produit pas assez, soit parce que le blé que vous cultivez sur de mauvais terrains se vend beaucoup trop cher.

— Vous voilà maintenant, Hopkins, vous louant de la nombreuse population de notre petite île; vous avez donc oublié ce que vous disiez l'autre jour, que la misère qui règne en Angleterre est la suite d'une population trop nombreuse?

— Je le soutiens encore, et je le dirai tant que nous n'aurons pas du pain à bon marché, ce qui ne peut arriver qu'au moyen de la liberté du commerce du blé. Si nous sommes trop nombreux, ce n'est pas qu'il manque de place pour nous loger tous, mais c'est qu'il n'y a pas de nourriture pour tous. Faisons venir du blé de tous les pays qui voudront nous en fournir à un prix raisonnable; peut-être qu'alors nous en aurons assez. On n'est jamais trop nombreux quand il y a place à table pour tous, et on ne saurait être trop de gens heureux; mais lorsqu'on est dans la détresse et qu'on souffre de corps et d'esprit, on ne peut être utile ni à soi ni aux autres, et il vaudrait mieux ne pas exister.

— Tandis que vous êtes si ardent à me convaincre, John, vous ne songez pas à vos propres affaires; il me semble qu'elles seront plus difficiles à arranger que les miennes; si je mets en herbe vingt ares de terre qui étaient en blé, je n'aurai plus besoin de laboureur pour les labourer, et vous avez gagné plus d'une journée autour de ce mauvais terrain. Si quelques mille ares de terre subissent le même sort, c'est quelques mille laboureurs qui n'auront plus d'ouvrage. »

Hopkins n'eut rien à répliquer, car ce que disait Stubbs était parfaitement vrai; mais en cherchant à se rappeler ce qu'il savait à ce sujet, un argument vint à son aide, et il demanda à Stubbs comment l'Angleterre paierait le blé qu'elle ferait venir de l'étranger, si le commerce devenait libre?

« Du produit de nos manufactures, je suppose, dit Stubbs; ces peuples, adonnés à l'agriculture, ont, dit-on, un aussi grand besoin

des objets manufacturés que nous pouvons en avoir de leur blé ; de manière que s'ils manquent de drap , comme nous manquons de blé , nous devons souhaiter réciproquement d'échanger l'un contre l'autre. Mais quel rapport ceci a-t-il avec ce que je vous disais ?

— C'est qu'on aura besoin de beaucoup plus d'ouvriers dans les manufactures , pour fabriquer les étoffes qui serviront à payer le blé ; ainsi , l'on continuera à occuper tout autant de bras , mais seulement d'une manière différente.

— Et pourrez-vous quitter les champs pour la fabrique , comme vous allez de la charrue à la grange ?

— Je vous accorde , reprit Hopkins , qu'il y aurait un mauvais moment pour quelques-uns d'entre nous , ainsi qu'il arrive à chaque innovation , lors même qu'elle est pour le bien général.

— Et n'est-ce pas une excellente raison pour désirer que les choses restent ce qu'elles sont ? Il vaut mieux , je crois , nous en tenir à ce qu'ont fait nos ancêtres.

— Lesquels ? demanda John , car nos ancêtres , depuis Adam jusqu'à ce jour , n'ont jamais cessé de découvrir et d'inventer de nouvelles choses. Il y eut un temps où l'on ne labourait pas la terre ; peu après on prit la bêche et on sema quelques champs de blé ; plus tard on inventa la charrue , ce qui fut une découverte très-utile , quoiqu'elle ruina bien des gens ; ensuite vinrent les métiers , et enfin les machines à vapeur , qui sont pour ainsi dire les mères de nos fabriques. Vous voyez , maître Stubbs , que si nous ne faisons aucun changement utile , nous serions en arrière de nos ancêtres , qui rougiraient de nous , et nos descendants ne nous devraient aucune reconnaissance. Non , non , nous suivrons les traces de ceux qui nous ont précédés , non pas en faisant servilement ce qu'ils ont fait , mais en les imitant dans leurs progrès continuels , dans leur marche toujours dirigée vers de nouveaux perfectionnements , et nous laisserons ainsi un bon exemple à nos enfants.

FIN.

005800878

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
CONVERSATION I.	1
— II.	10
— III.	18
— IV.	20
— V.	38
— VI.	51
— VII.	62
— VIII.	70
— IX.	83
— X.	93
— XI.	105
— XII.	115
— XIII.	130
— XIV.	140
LEUR CAPITAL	140
— XV.	164
— XVI.	179
— XVII.	195
— XVIII.	211
— XIX.	223
— XX.	237
— XXI.	245
— XXII.	250
JOHN HOPKINS. — LE RICHE ET LE PAUVRE (conte de fée)	279
LES SALAIRES	285
LES TROIS GÉANTS	293
LA POPULATION, OU L'ANGIEN-MONDE	312
L'ÉMIGRATION, OU LE NOUVEAU-MONDE	320
LA TAXE DES PAUVRES, OU LE FAUX AMI	328
DES MACHINES, OU DE LA CHERTÉ ET DU BON MARCHÉ	330
LE COMMERCE AVEC LES NATIONS ÉTRANGÈRES, OU LA ROBE DE NOCES	352
LE COMMERCE DU ELÉ ET LE PRIX DU PAIN	361



TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES.

A.

	Pages.
<i>Accumulation de la richesse</i>	52
<i>Agricole, produit, haut prix de ce produit</i>	116
N'est pas susceptible d'un accroissement illimité	117
Cause du haut prix de ce produit	118
Ce produit et la population prennent tour à tour le devant	122
Causes qui en baissent le prix	123
Le haut prix de ce produit nécessaire pour maintenir le rapport de la consommation à l'approvisionnement.	127
C'est la première marchandise qu'un pays exporte	226—241
<i>Agriculture, introduction de l'agriculture</i>	12—26
Si elle est préférable aux autres branches d'industrie	107
Du rapport qu'elle devrait avoir aux manufactures et au commerce	108
Surtout avantageuse aux pays nouveaux	109
Donne deux revenus	130
Système des métayers	139
État de l'agriculture en France	143
<i>Altération de la monnaie du pays</i>	197
Son effet sur les salaires	198
A été pratiquée presque partout	199
<i>Amérique, effet de la découverte de l'Amérique sur l'industrie européenne</i>	192
Comment le produit de ses mines se distribue dans tout l'univers	253—257
Voyez <i>États-Unis</i> .	
<i>Améliorations, Voyez Progrès.</i>	
<i>Approvisionnement, Voyez Offre.</i>	

<i>Argent</i> , Voyez <i>Monnaie</i> .	
<i>Art</i> , avantages de l'art sur les puissances de la nature	107
<i>Aumônes</i> , leur effet	102

B.

<i>Balance du commerce</i>	248
Erreur populaire à ce sujet	255
<i>Banques</i> , émettant des billets	201
D'Amsterdam	202
D'Angleterre	204
Exemption de payer en espèces	Id.
<i>Bas prix</i> . Voyez <i>Prix bas</i> .	
<i>Baux</i> , leur terme et leur durée	133
<i>Benefit Clubs</i> , et <i>friendly societies</i> , leurs avantages	98
<i>Bentham</i> , sa théorie de la législation, citée sur les effets du luxe.	274
<i>Biens</i> , communauté des	53
<i>Billets</i> , Voyez <i>Promesse</i> .	
<i>Blackstone</i> , ses commentaires cités sur la liberté civile	25
<i>Blé</i> , son origine inconnue	27
Commerce des grains	237
Approvisionnement de l'étranger et du pays même.	238
Exportation des grains	241
Haut prix naturel du blé	118
<i>Bon marché</i> , Voyez <i>Prix bas</i> .	
<i>Bonheur</i> , comment influencé par la richesse	61
<i>Buchanan</i> , son édition d'Adam Smith, passage cité sur le prix.	178

C.

<i>Caisse d'épargne</i> , leurs avantages.	99
<i>Canaux</i> , leurs avantages	218—220
<i>Capital</i> , son origine.	55
Son emploi	56—67
Profits qu'on en tire.	57
Nécessaire à toutes les entreprises productives	58—168
Fixe et circulant	63
Sa définition	69
Capital d'un pays	69—259
Effet de son accroissement sur les profits et les salaires	74
Effet de sa diminution	76
Son accroissement en Europe	88
Aux États-Unis d'Amérique	85

	Pages.
Ses divers emplois	105
Requis dans l'agriculture.	130—131
Prêté à intérêt.	151
Son prompt retour dans le commerce intérieur	222
Dépensé.	261
Son accroissement, toujours avantageux	277
<i>Change</i> , lettres de, leur usage dans le commerce	246
Défavorable, ou au-dessous du pair.	249
Prime sur les lettres de change	id.
Défavorable augmente l'exportation	252
Comment il est affecté par la dépréciation de la monnaie	253
Nominalement défavorable.	255
<i>Circulant</i> , capital, expliqué	62
<i>Civilisation</i> , ses progrès	25
<i>Civilisée</i> , état de la société	12
<i>Clarke</i> , dr., ses voyages cités sur le manque de sûreté de la propriété	32
<i>Colonies</i> , établissement des	95
<i>Commerce</i> , manière d'employer le capital	211
En gros et en détail, distingué	212
Ses avantages généraux.	213
En gros	214
En détail.	215
Extérieur	221
Intérieur.	221—222
Ses avantages	223—224
Liberté du	242
<i>Concurrence</i> des vendeurs réduit les prix	233
<i>Consommation</i> , distinguée de la dépense.	260
D'un pays	261
Productive et improductive	id.
<i>Créanciers</i> publics, comment remboursés.	150

D.

<i>Demande</i> , sa définition	73
Du travail, d'où dépend.	80
Des objets de première nécessité	117
Et offre ou approvisionnement.	173
<i>Dépense</i>	61—259
Distinguée de consommation	260
Du capital, ses suites.	160—261
<i>Dépréciation</i> de la monnaie, son effet sur les prix	206

	Pages.
<i>Dette nationale</i>	160
<i>Disette, Voyez Rareté.</i>	
<i>Division du travail</i>	41
Passages d'Adam Smith sur ce sujet	41—42—44—45
Ses effets sur les facultés morales et intellectuelles	46
Son effet sur la multiplication de la richesse	50

E.

<i>Échange, son origine</i>	98
<i>Échangeable, valeur. Voyez Valeur.</i>	
<i>Économie</i>	277
<i>Économie politique, erreurs provenant de l'ignorance des principes de cette science</i>	4
Avantages résultant de quelques-uns de ses principes	7
Difficultés à surmonter dans cette étude.	9
Sa définition	10
<i>Édinburgh review (Journal d'Édimbourg) cité sur les petites fermes.</i>	146
<i>Éducation des pauvres, ses avantages.</i>	97
<i>Émigration, ressource pour une population excédante</i>	95
Il est impolitique de la gêner	id.
En certaines circonstances elle est nuisible à un pays	96
<i>Emploi du capital</i>	56—67
<i>Emprunts, Voy. Prêts et Fonds publics.</i>	
<i>Esclavage, décourage l'industrie</i>	65
<i>Esclaves, capital fixe</i>	64
<i>Espagne, son industrie affectée par les mines d'Amérique</i>	193
<i>États-Unis d'Amérique, leur accroissement de population</i>	85
Exportent des grains	226
Leur agriculture	241
<i>Exportation du blé, en quelles circonstances avantageuse</i>	id.
<i>Extérieur, commerce</i>	221
Ses avantages	223—224
Avantageux aux deux pays qui le font	231

F.

<i>Fabriques, Fabricants, Voyez Manufactures, Manufacturiers.</i>	
<i>Farmage, Voyez Rente.</i>	
<i>Fermes, petites, leurs inconvénients</i>	144
Quelle est leur grandeur la plus avantageuse	145
Leur étendue dans la Belgique et en Toscane	id.

DES MATIÈRES.

379

	Pages.
<i>Fermiers</i> , exposés à des risques peu considérables.	113
Ont besoin de capital	131
D'une condition supérieure à celle des cultivateurs	130
<i>Fixe</i> , capital	63
<i>Fonds publics</i> , capital fictif du propriétaire de fonds publics.	160
Le propriétaire de fonds publics est affecté par les variations dans la valeur de la monnaie	189
<i>Frais</i> de production des marchandises.	168—169
Leurs parties constituantes.	170
Leur diminution produit le bas prix	176—177
<i>Franklin</i> cité sur les prohibitions en fait de commerce	236
Anecdote sur les effets du luxe	272
<i>Friendly societies</i> , Voyez <i>Benefit clubs</i> .	
<i>Fruitières</i> , Voyez <i>Laiteries</i> .	

G.

<i>Gages</i> , Voyez <i>Salaires</i> .	
<i>Garnier</i> , cité sur l'emploi du capital	110
<i>Goldsmith</i> , son <i>Village abandonné</i> cité sur les petites fermes	140
Sur les clôtures.	94
Sur l'émigration	95
Sur le luxe	268
<i>Gouvernements</i> , leur origine.	12
Erreurs des, en économie politique	14
Despotique, ses effets.	30 et suiv.
<i>Grains</i> , Voyez <i>Blé</i> .	
<i>Gratification</i> , à l'exportation des marchandises.	228

H.

<i>Habilité</i> , acquise par la division du travail	41
Payée par de plus forts salaires	82
<i>Hypothèque</i> de la terre	152

I.

<i>Ignorance</i> des Sauvages	19
<i>Importation</i> du blé.	335
<i>Improductifs</i> , ouvriers	162
Comment affectés par la fluctuation de la valeur de la monnaie	189

	Pages.
<i>Industrie, encouragée par la sécurité.</i>	23
Des Suisses	36
Limitée par l'étendue du capital	60—93
Encouragée par l'émancipation	65
Par les forts salaires	90
Par l'ouvrage à la pièce	91
<i>Intérêt de l'argent.</i>	151
Diminue quand la richesse augmente	154
Varie en différents pays	155—156
Bas, signe de prospérité.	156
Exceptions à cette règle	id.
Impolitique de le fixer par la loi	157
Dans les temps et pays anciens.	id.
Dans les fonds publics	159
<i>Intérieur, commerce.</i>	221

J.

<i>Jardins pour les cottagers.</i>	104
<i>Jésuites, leur établissement au Paraguay.</i>	26

L.

<i>Laiterie, établissement des fruitières en Suisse.</i>	142
<i>Lettres de change, leur usage dans le commerce extérieur.</i>	240
<i>Lingots, Voyez Or, Valeur de l'or en lingots.</i>	
<i>Lois, leur utilité.</i>	25
<i>Luxe, terme relatif.</i>	267
Son excès seul est pernicieux	id.
Anime l'industrie	268
Ressource en temps de disette	275
Des Romains, ses inconvénients	276
Quand utile, quand nuisible	id.

M.

<i>Machines, leur effet pour abrégé le travail.</i>	40
Inconvénients	67
Avantages	id.
<i>Machines à filer, leur invention.</i>	67—68
<i>Macpherson, son histoire du commerce citée à propos des machines.</i>	68
Et de la fixation du prix des vivres	78—79

	Pages.
<i>Manufactures</i> , leur influence sur la population	90
<i>Manufacturiers</i> , taux de leurs profits	113
<i>Marchands</i> , taux de leurs profits	id.
<i>Mesures</i> des valeurs, toutes imparfaites	172
<i>Métaux</i> , ne sont employés que dans les pays civilisés	47
<i>Métayers</i> , système des	139
Dans la Belgique et la Toscane	145
<i>Mines</i> , quand ont commencé d'être exploitées en Angleterre	47
En général	147
De charbon	id.
De métaux	id.
Grands risques de leur exploitation	148
<i>Mirabeau</i> , sa Monarchie prussienne citée sur la liberté du commerce.	244
<i>Monnaie</i> , prêté à intérêt.	151
En général	179
Son usage comme moyen d'échange	180
Diverses matières employées comme monnaie	id.
Frappée, son antiquité	181
Ses avantages comme mesure des valeurs	182
N'est pas une exacte mesure des valeurs.	182—183
Bon marché résultant de son abondance.	183
Cherté résultant de sa rareté	184
Dépréciation de la monnaie	186—195
Variation de sa valeur échangeable	187
A perdu de sa valeur dans ces derniers temps	189—190
A une valeur réelle, et n'est pas un simple signe	189
Impolitique d'en prévenir l'exportation	191—194
Effets de sa libre exportation	193
Comment elle règle le prix.	195
Sa valeur dans les temps anciens	196
Altération de la monnaie	197
De papier, n'a point de valeur réelle	200
Sa surabondance crée la dépréciation	208
Expédients pour l'épargner	209—247
<i>Monopole</i> de la terre expliqué	128
<i>Moraves</i> , leur institution	36

N.

<i>Nature</i> , variété et profusion de ses dons	24
Aide le travail de l'homme	107
<i>Nécessité</i> , objets de première, définis, varient en divers pays	71
Effets de leur surabondance.	239
<i>Négociants</i> , voyez <i>Marchands</i> .	

	Pages.
<i>Nominal</i> , bas prix	185
Change	254

O.

<i>Offre</i>	175
<i>Or</i> , comment payé	182
Monnaies d'or, leur antiquité	181
En lingots, étalon de la monnaie frappée	208
Lingots, leur haut prix	id.
Et argent, effet de leur affluence en Espagne	257
<i>Ouvriers</i> , productifs	58
Improductifs	162

P.

<i>Paley</i> , sa philosophie morale citée sur l'accumulation de la richesse	88
Sur l'agriculture	135
Sur le luxe	271
<i>Papier monnaie</i> , n'a pas de valeur réelle	200
Son effet pour chasser l'espèce du pays	203
Son excès crée la dépréciation	205
<i>Pastorale</i> , vie	12—26
<i>Patente</i> , espèce de monopole partiel	129
<i>Pauvres</i> , l'établissement anglais pour les pauvres a des inconvénients	100
Il fait baisser le prix du travail	id.
<i>Pauvreté</i>	59
<i>Pêche</i> , capital requis pour la	59
<i>Pêcheries</i> , rente des	148
<i>Pièce</i> , travail à la pièce excite l'industrie	91
<i>Population</i> , comment elle affecte les salaires	72—74
Son rapide accroissement en Amérique, aux États-Unis	85
En Europe	id.
Grande, en quelles circonstances avantageuses	86
Effet de son accroissement au delà des moyens de subsistance	id.
Croît naturellement avec le capital	92
Surabondante, soulagée par l'émigration	95
La population et le produit agricole prennent le devant tour à tour	122
<i>Prêts</i> , aux particuliers	151
Au gouvernement	159

<i>Prix</i> , impolitique à la législature d'intervenir dans sa fixation . . .	77
Du produit brut, comment réglé	124
Prix et valeur	164
Défini	165
Équivalent généralement aux frais de production	168
Comment affecté par la rareté de l'argent	184
Diverses circonstances qui l'affectent	185—206
Comment réglé	186
Réduit par la libre concurrence des acheteurs	233
<i>Prix bas</i> , n'est avantageux que quand il résulte de la diminution des frais de production	170—177
Il n'est que nominal s'il provient de la rareté de l'argent	184—187
<i>Prodigalité</i> , ses pernicieux effets	262
<i>Productifs</i> , ouvriers	58—162
<i>Production</i> , frais de	168
<i>Profits</i> , provenant de l'emploi du capital	57
Du capital	70—73
Décroissent quand le capital croit	74—154
Tendent à l'égalité dans tous les emplois du capital	111
Proportionnés au risque	113
Circonstances qui dérangent l'égalité des profits	114
De l'agriculture, diminuant à mesure que l'on cultive des terres inférieures	119
Du fermier, comment se calculent	132
Des mines	147
Font une partie constituante des frais de production	168
Grands profits des petits marchands	216
<i>Progrès</i> graduels, préférables à une révolution	101
<i>Promesses</i> , billet portant	200
<i>Propriété</i> , sûreté de la	22
De la terre	23—24
Suites de son établissement	28
Suites du défaut de sécurité	30
Commune, ses inconvénients	35
De la terre, effets de son extrême division	140

R.

<i>Rareté</i> , son effet sur les salaires	132
Son effet sur le prix	175
<i>Récompenses</i> , avantages des	103
<i>Rente</i>	115
Effet du haut prix du produit agricole	116
Provient du surplus du produit de l'agriculture	118

	Pages.
Pourquoi n'est pas payée dans les établissements nouveaux . . .	118
Son origine	120
Sa définition	123
Suites de son abolition	124—125—126
Croît absolument, mais non relativement	125
Des fermes	132
Des mines	147
Des pêcheries	148
Est une partie constituante des frais de production	168
<i>Rentiers</i> affectés par la valeur échangeable de l'argent.	189
<i>Revenu</i> , son origine	54
Dérive des profits	60
Manière d'employer le capital pour le produire	105
Provenant de la propriété du sol	115
Provenant de la culture	130
De ceux qui ne font pas valoir eux-mêmes leur capital.	149
<i>Richesse</i> , sa définition	15
Son accumulation.	51
Sa reproduction	54—57
Motifs qui portent à l'accroître	267—274
Effets d'un accroissement subit de richesse	272
<i>Richesses</i> , en quoi elles consistent.	15—167
<i>Riches</i> et pauvres distingués.	51
Accord entr'eux	53

S.

<i>Salaires</i> , leur origine	53
Du travail, leur limite	70
Comment réglés	72—83
Croissent quand croît le capital	74
Décroissent quand croît la population	75
Diminuent quand diminue le capital.	77
Impolitique de les fixer par la loi.	id.
Bas en Irlande	81
Proportionnés à l'habileté	82
A la dureté et au désagrément du travail	id.
Comment affectés par la disette	76
Hauts, n'accompagnent pas toujours un grand capital.	83
En Chine	id.
En Amérique (États-Unis)	84
Hausse des salaires en Angleterre et en Irlande	83
Élevés, encouragent l'industrie	91
Abaissés par l'établissement anglais pour les pauvres	100

	Pages.
Sont partie constituante de la valeur	170
Affectés par l'altération de la monnaie	198
Effets d'un accroissement subit des salaires.	273
<i>Say</i> , son économie politique citée sur l'invention de l'imprimerie.	69
Sur les prohibitions en fait de commerce	235
<i>Sécurité</i> , aiguillon à l'industrie.	23—39
<i>Smith</i> , Adam, cité sur la division du travail	41—42—44—45
Sur la manufacture d'épingles	44
Sur l'art de forger les clons	45
Sur la valeur	167
<i>Sociétés de bénéfice</i> ; Voy. <i>Bénéfit clubs</i> .	
<i>Sols</i> de qualité inférieure augmentent les frais de production	119
<i>Somptuaires</i> , lois	265
Leur effet	266
<i>Statuts</i> sur les ouvriers	198
<i>Sûreté</i> , Voyez <i>Sécurité</i> .	

T.

<i>Télémaque</i> , cité sur Salente	1
Sur la Bétique	33
<i>Tenanciers</i> à volonté	134
<i>Terrains</i> , Voyez <i>Sols</i> .	
<i>Terre</i> , monopole de la	128
Hypothéquée	152
Propriété de la	23—24
Voyez <i>Sols</i> .	
<i>Townsend</i> , son voyage en Espagne cité sur les aumônes	187
Sur les gentlemen fermiers.	137
Sur les terres en régie	139
Sur l'affluence de l'or et de l'argent en Espagne	258
<i>Travail</i> , son effet dans la production de la richesse	18
Considéré comme cause de la valeur.	166
<i>Troc</i> , Voyez <i>Échange</i> .	

U.

<i>Usure</i>	157
<i>Utilité</i> , considérée comme essentielle à la valeur	165—167
<i>Valeur</i> et prix	164
En échange	165—175
Ses parties constituantes	168—170
Naturelle	169—175

	Pages.
Naturelle et échangeable ne coïncident pas toujours.	175
Distinguée du prix	185
N'a point de mesure exacte.	173
De la monnaie, quelles classes sont affectées par ses variations.	187

V.

<i>Valueur</i> de l'or en lingots	187
<i>Vignobles</i> et oliviers, comment affermés.	139
<i>Volney</i> , ses voyages cités sur l'effet des gouvernements despotiques.	30—31

Y.

<i>Yeomen</i>	125
<i>Young</i> , Arthur, ses voyages en France cités sur l'extrême division des propriétés foncières en France	140

FIN DES TABLES.



